

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

II



**ARCHIVES**  
**DIPLOMATIQUES**  
**1870**

---

**RECUEIL**  
**DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE**

---

**TOME DEUXIÈME**  
**10<sup>e</sup> ANNÉE**  
**AVRIL, MAI, JUIN**  
**1870**

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1870

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

DE 1870

AVRIL, MAI, JUIN

1870

PARIS

LELIEUX

A. L. 1870

CHATELAIN, IMPRIMERIE

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1870

---

### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

FRANCE. — BELGIQUE

**Convention pour l'établissement de deux chemins de fer reliant directement Dunkerque à Furnes et Hazebrouck à Poperinghe, conclue à Paris le 25 novembre 1869.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi des Belges, également animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une convention pour l'établissement de deux chemins de fer reliant directement Dunkerque à Furnes et Hazebrouck à Poperinghe, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. E. M. le prince de *la Tour d'Auvergne-Lauragais*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

S. M. le roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, commandeur de son ordre royal de Léopold, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les deux gouvernements déclarent qu'ils ont, chacun sur son territoire, accordé la concession des chemins de fer :

1<sup>o</sup> De Dunkerque à Furnes;

2<sup>o</sup> D'Hazebrouck à Poperinghe.

La concession de ces chemins de fer a été accordée à l'effet de relier la ville et le port de Dunkerque avec les chemins de fer de Belgique dans la station de Furnes, et de relier les chemins de fer de la Belgique avec ceux de la France dans la station d'Hazebrouck.

A Hazebrouck, à Furnes et à Poperinghe, ces chemins de fer seront raccordés à ceux existant, de manière que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Le Gouvernement français se réserve de prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, l'exécution d'un raccordement entre le chemin de fer de Dunkerque à Furnes et les voies du chemin de fer du Nord à Dunkerque.

Les hautes parties contractantes déclarent approuver les raccordements à la frontière, tels qu'ils ont été effectués, du chemin de fer de Poperinghe à Hazebrouck, conformément au procès verbal dressé le 26 mars 1868, et de celui de Furnes à Dunkerque, conformément au procès-verbal dressé le 24 mai 1869.

Art. 2. Les deux gouvernements aviseront, chacun pour les parties situées sur son territoire, aux mesures à prendre à l'effet d'obtenir que les chemins de fer de Dunkerque à Furnes et d'Hazebrouck à Poperinghe soient mis en exploitation dans le plus court délai possible.

Art. 3. Chacun des deux gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction sur son territoire des chemins de fer dont il s'agit.

Ils auront soin, néanmoins, que cette construction ait lieu de manière que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans aucune difficulté sur tout le parcours de ces chemins de fer.

La largeur de la voie, entre les bords intérieurs des rails, sera dans les deux pays de un mètre quarante-quatre centimètres au moins (1<sup>m</sup> 44) et de un mètre quarante-cinq centimètres au plus (1<sup>m</sup> 45).

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle



manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières de chacun de ces chemins de fer, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui reste soumis à l'approbation des hautes parties contractantes, les deux gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune de partie françaises et de parties belges de ces chemins de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour les chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, ces chemins de fer seront reliés avec ceux existants dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours de ces chemins de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode et aux prix de transport et au temps de l'expédition.

Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entrent, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. 10. Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ces

chemins de fer, les deux gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportés, en ce qui concerne les formalités d'expéditions en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou qui seront accordées par la suite sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et aux règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux gouvernements se confèrent réciproquement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 11. Les compagnies chargées de l'exploitation de ces chemins de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1<sup>o</sup> Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2<sup>o</sup> Transporter gratuitement, tant que les deux gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de deuxième classe ;

3<sup>o</sup> Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4<sup>o</sup> Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste, et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5<sup>o</sup> Etablir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre



elles relativement à l'emploi de ces chemins de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service des chemins de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long de ces chemins de fer par les soins des deux gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentaires respectifs ont signé ladite convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 25 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : PRINCE DE LA TOUR D'Auvergne.

(L. S.) *Signé* : BARON EUG. BEYENS.

---

## FRANCE. — BAVIÈRE

### **Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, conclue à Munich le 29 novembre 1869**

Le gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le gouvernement de S. M. le roi de Bavière, désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Nompère de *Champagny*, marquis de *Cadore*, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre du Lion de Zaehringen, etc., etc., son chambellan et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Bavière ;

Et S. M. le roi de Bavière, son ministre d'État, de la maison royale et des affaires étrangères, le prince Clovis de *Hohenlohe-Schillingsfurst*, duc de Ratibor, grand-croix de l'ordre de la Couronne de Bavière, grand-croix de l'ordre de Saint-Etienne, de l'ordre de Saint-Grégoire, de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, de l'ordre du Lion néerlandais et de l'ordre de la Maison Ernestine, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le gouvernement de S. M. le roi de Bavière s'engagent à se livrer

réciiproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à l'exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux compétents de l'un des deux pays, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après, et réfugiés des possessions continentales ou coloniales françaises en Bavière, ou de Bavière dans les possessions continentales ou coloniales françaises.

Art. 2. 1° Assassinat (art. 296, C. P.) (1);

2° Parricide (art. 299 C. P.) (2);

3° Infanticide (art. 300, C. P.) (3);

4° Empoisonnement (art. 301, C. P.) (4);

5° Meurtre (art. 295, C. P.) (5);

6° Avortement (art. 317, C. P.) (6);

7° Viol (art. 332, §§1<sup>er</sup> et 2, C. P.) (7);

8° Attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant âgé de moins de douze ans; tout attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence (art. 331, 332, §§ 3 et 4, 333, C. P.) (8);

(1) Art. 296 du Cod pénal. Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens est qualifié assassinat.

(2) Art. 299. Est qualifié parricide le meurtre des pères et mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime.

(3) Art. 300. Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.

(4) Art. 301. Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées et quelles qu'en aient été les suites.

(5) Art. 295. L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

(6) Art. 317. Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la reclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.

(7) Art. 332. Quiconque aura commis le crime de viol sera puni des travaux forcés à temps.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de 15 ans accomplis, le coupable subira le maximum de la peine des travaux forcés à temps.

(8) Art. 334. Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 13 ans, sera puni de la reclusion. — Sera puni de la même peine l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de 13 ans, mais non émancipé par mariage.

Art. 332. Quiconque aura commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la reclusion. — Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au



9<sup>o</sup> Proxénétisme dans les cas prévus à la fois par la législation des deux pays (art. 334 et 335, C. P.) (1);

10<sup>o</sup> Enlèvement des mineurs, séquestration ou détention illégale des personnes (art. 341 à 344, 354, à 357, C. P.) (2);

dessous de l'âge de 45 ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.

Art. 333. Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps, dans le cas prévu par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'art. 331, et des travaux forcés à perpétuité dans les cas prévus par l'article précédent.

(1) Art. 334. Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 24 ans, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 50 à 300 fr. — Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de 2 ans à 5 ans d'emprisonnement et de 300 fr. à 1,000 fr. d'amende.

Art. 335. Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille; savoir, les individus, auxquels s'appliquera le 4<sup>er</sup> paragraphe de cet article, pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus; et ceux dont il est parlé au second paragraphe pendant 40 ans au moins et 20 ans au plus. — Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code Napoléon, livre 1<sup>er</sup>, titre 9. — Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au précédent article.

(2) Art. 341. Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques. — Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration subira la même peine.

Art. 342. Si la détention ou la séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité,

Art. 343. La peine sera réduite à l'emprisonnement de 2 ans à 5 ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 344, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront être renvoyés sous la surveillance de la haute police, depuis 5 ans jusqu'à 40 ans.

Art. 344. Dans chacun des deux cas suivants : 1<sup>o</sup> Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom ou sur un faux ordre de l'autorité publique; 2<sup>o</sup> Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de la mort, les coupables seront punis des travaux forcés à perpétuité. Mais la peine sera celle de la mort, si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles.

Art. 354. Quiconque aura, par fraude ou par violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés subira la peine de la reclusion.

11<sup>o</sup> Exposition d'enfants au-dessous de l'âge de sept ans accomplis (art. 349 à 353, C. P.) (1);

12<sup>o</sup> Bigamie (art. 340, C. P.) (2);

13<sup>o</sup> Coups et blessures volontaires, soit aux père et mère légitimes ou naturels, soit aux ascendants légitimes; castration; coups et blessures volontaires ayant occasionné, soit la mort, soit une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes; administration de substances nuisibles à la santé (art. 309, 310, 312, 316, 317, §§ 4 et 5, C. P.)<sup>3</sup>;

Art. 355. Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de 16 ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

Art. 356. Quand la fille au-dessous de 16 ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de 24 ans ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps. — Si le ravisseur n'avait pas encore 24 ans, il sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

Art. 357. Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code Napoléon, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

(1) Art. 349. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis, ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et à une amende de 16 fr. à 200 fr.

Art. 350. La peine portée au précédent article sera de 2 ans à 5 ans, et l'amende de 50 fr. à 400 fr. contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

Art. 351. Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre: au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires; et au second cas, celle du meurtre.

Art. 352. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à un an, et d'une amende de 15 fr. à 100 fr.

Art. 353. Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 25 fr. à 200 fr., s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.

(2) Art. 340. Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

(3) Art. 309. Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures, ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de 20 jours, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans et d'une amende de 16 fr. à 2,000 fr. — Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés dans l'article 42 du présent code pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine. — Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation et privation de

14<sup>o</sup> Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, avec ordre de déposer une somme d'argent ou de remplir toute autre condition; extorsions (art. 305, 307, 308, 400, C. P.) (1);

l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de la reclusion. — Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 340. Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des travaux forcés à perpétuité; si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, la peine sera celle des travaux forcés à temps; dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'article 309, la peine sera celle de la réclusion.

Art. 342. L'individu qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes sera puni ainsi qu'il suit: — De la reclusion, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309; — Du maximum de la reclusion, s'il y a eu incapacité de travail pendant plus de 20 jours, ou préméditation, ou guet-apens; — Des travaux forcés à temps, lorsque l'article auquel le cas se référerait prononcerait la peine de la réclusion; — Des travaux forcés à perpétuité, si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps.

Art. 346. Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité. — Si la mort en est résultée, avant l'expiration des 40 jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

Art. 347. Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant personnellement, de quelque manière que ce soit, des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 5 ans et d'une amende de 46 fr. à 500 fr.; il pourra de plus être renvoyé sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et 40 ans au plus. — Si la maladie ou incapacité de travail personnel a duré plus de 20 jours, la peine sera celle de la réclusion.

(4) Art. 305. Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes qui seraient punissables de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la détention, sera, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, puni d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans et d'une amende de 150 fr. à 1,000 fr. — Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code, pendant 5 ans au moins et 40 ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — Le coupable pourra être mis aussi sous la surveillance de la haute police pendant 5 ans au moins et 40 ans au plus, à dater du jour où il aura subi sa peine.

Art. 307. Si la menace faite avec ordre ou sans condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et d'une amende de 25 à 300 fr. — Dans ce cas, comme dans celui des précédents articles, la peine de la surveillance pourra être prononcée contre le coupable.

Art. 308. Quiconque aura menacé verbalement ou par écrit de voies de fait ou violence non prévues par l'art. 305, si la menace a été faite avec ordre ou sans condition, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, et d'une amende de 46 fr. à 400 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 400. Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — Quiconque, à l'aide de la menace écrite ou ver-



15° Incendie volontaire; destruction au moyen de la poudre ou de semblables matières (art. 434, 435, C. P.) (1);

16° Vol (art. 379, 381 à 386, 387, 388 à 398, 401, C. P.) (2);

17° Escroquerie et fraudes dans les ventes d'objets mobiliers (art. 405, 423, et 424, C. P.; loi des 10-27 mars 1851) (3);

18° Abus de confiance, soustraction, concussion et corruption (art. 169 à 174, 177 à 183, 406 à 408, C. P.) (4);

19° Falsification de monnaies, introduction et émission frauduleuse de fausse monnaie; falsification frauduleuse de papier-monnaie ayant cours légal;

Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission, mise en circulation ou usage de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés;

Contrefaçon ou falsification de sceaux de l'État et de tous timbres ou poinçons autorisés par les gouvernements respectifs, alors même que la fabrication, contrefaçon ou falsification aurait eu lieu en dehors de l'État qui réclamerait l'extradition;

Faux en écriture publique ou authentique ou de commerce, ou en écriture privée, usage de divers faux (art. 132 à 134, 139 à 141, 145 à 148, 150 et 151, C. P.) (5);

20° Faux témoignage; subornation de témoins, d'expert ou d'interprètes; faux serment (art. 361 à 366, C. P.) (6);

21° Dénonciations calomnieuses (art. 373, C. P.) (7);

22° Banqueroute frauduleuse (art. 402, § 2, 403, C. P.) (8);

bale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans, et d'une amende de 50 fr. à 3,000 fr. — Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner ou de détruire des objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'art. 406. — Il sera puni des peines portées en l'art. 401, si la garde des objets saisis et qu'il aura détruits ou détournés ou tenté de détruire ou de détourner, avait été confiée à un tiers. — Les peines de l'art. 401 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers, donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gage. — Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur, ou tiers donneur de gage, qui l'auront aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue.

(1) Code pénal, art. 434, 435.

(2) Code pénal, art. 379, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388 à 398.

(3) Code pénal, art. 405, 423, 424.

(4) Code pénal, art. 169 à 174, 177 à 183, 406 à 408.

(5) Code pénal, art. 132 à 134, 139 à 141, 145 à 148, 150, 151.

(6) Code pénal, art. 361 à 366.

(7) Code pénal, art. 373.

(8) Code pénal, art. 402, paragraphe 2, 403.

23<sup>o</sup> Banqueroute simple (art. 402, § 3, C. P.) (1);

24<sup>o</sup> Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une ferrée ou de communications télégraphiques (lois des 15 juillet 1845 et 27 décembre 1851) (2);

25<sup>o</sup> Toute destruction, dégradation ou dommage de la propriété mobilière ou immobilière (art. 437, 439 à 442, 444, 448, 451, 453, 454, 456, C. P.) (3);

26<sup>o</sup> Empoisonnement d'animaux domestiques ou de poissons dans les étangs, les viviers ou les réservoirs (art. 452, C. P.) (4).

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives de tous les faits punis comme crimes par la législation du pays réclamant et celles des délits de vol, escroquerie et extorsion.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus :

1<sup>o</sup> Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins de deux mois d'emprisonnement ;

2<sup>o</sup> Pour les prévenus ou accusés, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans ou d'une peine équivalente.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera qualifié comme crime ou délit d'après la législation du pays à qui la demande est adressée, et à condition que ce fait soit, d'après cette même législation, passible au moins des peines correctionnelles fixées par l'alinéa précédent.

Art. 3. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 2 de la présente convention, devra être arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, déterminé par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné

(1) Code pénal, art. 402 paragraphe 3.

(2) Lois. 15 juillet 1845, 27 décembre 1851.

(3) Code pénal, art. 437, 439 à 442, 444, 448, 451, 453, 454, 456.

(4) Code pénal, art. 452.

par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation sera facultative, si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires ou investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans les quinze jours, à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi, conformément à l'article 4, de la demande de livrer le détenu,

Art. 6. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 7. L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, leur date, ainsi que la pénalité applicable à ces faits.

Les pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la convention, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine, s'il est condamné. Dans le cas où il



serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi, ou les facilités accordées pour que l'individu soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour la même infraction, l'extradition sera accordée à celui sur le territoire duquel l'infraction aura été commise.

Art. 9. L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni pour crimes ou délits autres que ceux dont il a été fait mention dans la requête d'extradition, à moins que ces crimes ou délits ne soient prévus à l'article 2, et que le gouvernement qui a accordé l'extradition ne donne son consentement, ou à moins de consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui l'a livré.

L'extradition, sans préjudice des réserves contenues dans les articles 3 et 10, autorisera toutefois l'examen et, par suite, la répression des crimes ou délits poursuivis en même temps comme connexes du fait incriminé principal et constituant, soit une circonstance aggravante du même fait, soit une modification aggravante des chefs de l'accusation primitive.

Art. 10. L'extradition pourra être refusée, si la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Art. 11. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des individus qui doivent être extradés, ainsi que des objets mentionnés dans l'article 6 de la présente convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 12. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, sans autre formalité que la signature du magistrat instructeur compétent, et il y sera donné suite d'urgence, à la requête du ministère public.

Les hautes parties contractantes se réservent toutefois le droit de

décliner la communication de preuves et l'exécution de commissions rogatoires tendant à établir la culpabilité d'un de leurs sujets prévenu d'une infraction devant les tribunaux de l'État requérant.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Art. 13. Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure réclamées par la justice de l'un des deux pays seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays, sans engager la responsabilité de l'État, qui se bornera à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 14. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le gouvernement intéressé.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figurera comme témoin.

Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi dans les limites de leurs territoires respectifs des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 15. L'étranger qui acquerra ou recouvrera la qualité de Français ou de Bavaïois après avoir commis sur le territoire de l'autre

État, avant l'époque de sa naturalisation, une des infractions prévues par la présente convention, sera livré aux autorités bavaeroises, s'il se trouve en France, à moins que la législation française n'autorise sa mise en jugement; s'il se trouve en Bavière, il y sera poursuivi, jugé et puni conformément aux lois du pays.

Art. 16. L'extradition par voie de transit, sur le territoire français ou bavaerois, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre gouvernement à l'une des parties contractantes, sera autorisée, sur simple demande, par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis, et aux frais du gouvernement réclamant.

Art. 17. La présente convention est conclue pour cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des deux gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

Elle recevra son application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1870.

Sont abrogés le traité conclu entre la France et la Bavière, le 23 mars 1846, ainsi que les déclarations du 20 juin 1854 et du 28 février 1868.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Munich, le 29 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : CADORE.

(L. S.) *Signé* : F. HOHENLOHE.

---

## FRANCE. — LUXEMBOURG

### **Déclaration relative à la taxe des dépêches télégraphiques, signée à Paris le 21 décembre 1869**

Le Gouvernement français et le gouvernement grand-ducal de Luxembourg, désirant faciliter par des modérations de taxes l'échange des dépêches télégraphiques entre les deux pays, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes, des-

tinées à remplacer les stipulations correspondantes des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrangement du 2 mars 1866 (1).

1<sup>o</sup> La taxe de la dépêche télégraphique de vingt mots est fixée à deux francs cinquante centimes pour toutes les correspondances échangées entre les deux pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de cette taxe sera réparti entre les deux États contractants, dans la proportion de deux francs pour la France, et de cinquante centimes pour le grand-duché de Luxembourg.

2<sup>o</sup> Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots est fixée à un franc seulement pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque du grand-duché et un bureau quelconque du département de la Moselle.

Le montant de cette taxe sera partagé par moitié entre les deux États contractants.

3<sup>o</sup> Le présent arrangement, exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1870, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 21 décembre 1869.

(L. S.) *Signé* : P<sup>co</sup> DE LA TOUR D'AUVERGNE.

(L. S.) *Signé* : M. JONAS.

(1). *Arrangement du 2 mars 1866.*

Art. 1. La taxe de la dépêche de vingt mots restera uniformément fixée à 3 francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États contractants dans la proportion des deux tiers par la France et d'un tiers pour le grand-duché de Luxembourg.

Les dispositions des deux paragraphes précédents s'appliquent à la Corse; mais, en l'absence de communications directes entre la France et ce département, le prix du parcours italien ou la taxe postale s'ajoutera, selon le cas, à la taxe ci-dessus déterminée.

Art. 2. Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots sera fixée en France à 1 fr. 50 centimes seulement pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque du grand-duché et un bureau quelconque du département de la Moselle.

Le montant de cette taxe sera également partagé entre les deux États contractants dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour le grand-duché de Luxembourg.

Les dispositions consacrées par la déclaration du 31 août 1863 (voir Archives, 1864, tome III, page 366), et concernant les tarifs des correspondances échangées entre les bureaux-frontières des États respectifs, sont et demeurent abrogées.



## FRANCE. — SUÈDE ET NORWÈGE

**Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, conclue à Paris le 27 décembre 1869**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi de Suède et de Norwège désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. M. Félix, marquis de *La Valette*, sénateur de l'Empire, membre de son conseil privé, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Étoile polaire de Suède, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le roi de Suède et de Norwège, M. Georges Nicolas, baron *Adelsward*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire de Suède, grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf de Norwège, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement de France et celui de Suède et de Norwège s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, tous les individus réfugiés des États de Suède et de Norwège et de leurs colonies en France et dans ses colonies, ou de France et de ses colonies dans les États de Suède et de Norwège et dans leurs colonies, et poursuivis ou condamnés pour l'une des infractions énumérées ci-après, par les tribunaux compétents dans les pays respectifs.

La demande d'extradition devra être faite par la voie diplomatique.

Cependant, lorsqu'il s'agira d'un individu réfugié d'une colonie dans l'autre, les gouvernements pourront s'adresser directement les demandes d'extradition et se livrer les individus poursuivis ou condamnés pour l'une des infractions prévues dans le présent traité, sauf à en référer immédiatement à leurs gouvernements respectifs.

Art. 2. L'extradition sera accordée à raison des infractions suivantes, lorsqu'elles seront punissables de peines supérieures à celle de l'emprisonnement, soit d'après la législation française, soit d'après la législation suédo-norvégienne, savoir :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, avortement, et les tentatives de ces mêmes crimes;

Meurtre;

Coups et blessures volontaires ayant occasionné soit la mort, soit la mutilation ou la perte d'un œil ou d'un membre;

Extorsion de titres et de signatures;

Séquestration ou arrestation ou détention illégale de personnes;

Enlèvement d'enfant au-dessous de quinze ans;

2° Viol;

Attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence; attentat à la pudeur consommé ou tenté, même sans violence, sur une personne âgée de moins de treize ans;

3° Bigamie;

4° Incendie;

5° Vol;

6° Fabrication, introduction, émission de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré; contrefaçon des poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent; contrefaçon des sceaux de l'Etat et des timbres nationaux, alors même que la fabrication aurait eu lieu en dehors de l'Etat qui réclamerait l'extradition.

7° Faux en écriture publique ou authentique et de commerce, y compris la contrefaçon d'effets publics, de quelque nature qu'ils soient, et des billets de banque; l'usage de ces faux titres;

8° Faux témoignage;

9° Soustractions et concussions, commises par des dépositaires revêtus d'un caractère public, des valeurs qu'ils avaient entre les mains à raison de leurs fonctions; soustractions commises par des caissiers d'établissements publics ou de maisons de commerce :

10° Banqueroute frauduleuse;

11° Destruction ou dérangement d'une voie ferrée;

12° Baraterie de patrons;

13° Insurrection de l'équipage d'un navire, dans le cas où les individus faisant partie de cet équipage se seraient emparés du bâtiment ou l'auraient livré à des pirates.

Art. 3. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le délit ou les délits, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse avoir lieu, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'elle ne puisse avoir son effet, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau échappé ou étant décédé.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction qu'il a commise dans le pays où il s'est réfugié, son extra-



dition sera différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la pénalité applicable à ces faits.

Les pièces seront accompagnées, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Art. 6. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des Etats contractants qui le réclame, l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce que son gouvernement ait été, s'il y a lieu, consulté et invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime aura été commis.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes communs. Toutefois, dans le cas où l'individu livré aura été reconnu coupable sur le chef d'accusation qui a motivé sa remise aux autorités du pays requérant, il pourra être jugé et puni pour les délits communs poursuivis en même temps comme connexes du crime et constituant soit une circonstance aggravante, soit une dégénérescence de l'accusation principale.

Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit d'assassinat, soit d'empoisonnement, ou la tentative de ces crimes, soit de meurtre.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 9. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par la présente convention pourra être arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire pourra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans six semaines, à partir du moment où elle a été effectuée, le gouvernement n'est pas régulièrement saisi de la demande d'extradition du détenu.

Art. 10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture, et le transport des extradés, ou bien par le transport des objets mentionnés dans l'article 3 de la présente convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des États respectifs sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 11. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des gouvernements respectifs jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant la loi du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire et de communication de pièces. Il en serait de même dans le cas où le transport des criminels pour cause de confrontation viendrait exceptionnellement à se produire.

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 12. La présente convention ne sera exécutoire que vingt jours après sa publication; elle continuera à être en vigueur pendant cinq années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucun des gouvernements contractants n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 4 juin 1869.

(L. S.) *Signé* : LA VALETTE.

(L. S.) *Signé* : ADELWARD.

---

## FRANCE, BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS

### **Déclaration relative au régime des sucres, signée à Paris le 27 décembre 1869**

Les Gouvernements de France, de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas désirant régler, d'un commun accord, diverses questions se rattachant à l'exécution de la convention du 8 novembre 1864 (1), sur le régime des sucres, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, et après avoir pris connaissance du protocole final signé, le 5 octobre de la présente année, par les commissaires des quatre gouvernements, réunis en conférence à La Haye, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. Le délai accordé au Gouvernement français par la déclaration du 4 novembre 1868 (2), pour établir une corrélation exacte entre les droits à percevoir sur les sucres bruts et les rendements fixés par la déclaration du 20 novembre 1866 (3), est prolongé jusqu'au 30 juin 1871.

Art. 2. Provisoirement, le droit à l'importation en France des sucres raffinés provenant des autres États contractants demeure fixé à 48 fr. 85 c.

Art. 3. La limite d'exportation des vergésoises provenant des sucres admis sous le régime de l'importation temporaire, fixée par le second alinéa de l'article 10 de la convention du 8 novembre 1864, est reportée du type n° 10 au type n° 7.

Art. 4. Chacun des gouvernements contractants aura la faculté de subdiviser les classes de sucre brut mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 8 novembre 1864, et de créer des sous-types correspondant à ces subdivisions, sans pouvoir toutefois modifier la limite

(1) Voir *Archives* 1865, t. III, p. 291.

(2) *Id. ibid.* 1869, t. II, p. 644.

(3) *Id. ibid.* 1867, t. III, p. 1072.

de l'une des classes actuelles, ni abaisser le rendement moyen des diverses qualités de sucres que ces classes comprennent.

Art. 5. Le présent arrangement sera exécutoire à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1870.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armés.

Fait à Paris, le 27 décembre 1869.

(L. S.) *Signé* : DE LA TOUR D'Auvergne.

(L. S.) *Signé* : Baron Eugène Beyens.

(L. S.) *Signé* : Lyons.

(L. S.) *Signé* : Baron de Zuylen de Nyevelt.

---

## FRANCE. — ITALIE

### **Convention relative à l'assistance judiciaire, conclue à Paris le 19 février 1870**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. M. le comte Napoléon Daru, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier Constantin Nigra, grand-croix de son ordre des Saints Maurices et Lazare, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup> Les Français en Italie, les Italiens en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certi-

ficat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Français admis en Italie, les Italiens admis en France au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation du pays où l'action est introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 19 février 1870.

(L. S.) Signé : Comte DARU.

(L. S.) Signé : NIGRA.

---

## FRANCE. — BAVIÈRE

### Convention relative à l'assistance judiciaire, conclue à Paris le 11 mars 1870

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi de Bavière, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. le comte Napoléon Daru, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le roi de Bavière, M. Frédéric, comte de *Quadt Wykradt-Isny*, chevalier de l'ordre de Saint-Georges, de l'ordre du Mérite de la Couronne de Bavière, chevalier de première classe de l'ordre du Mérite



de Saint-Michel, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Français en Bavière, les Bavares en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance judiciaire par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Français admis, en Bavière, les Bavares admis, en France, au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt, qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers, plaidant contre les nationaux, par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 11 mars 1870.

(L. S.) *Signé*: Comte DARU.

(L. S.) *Signé*: Comte DE QUADT.

---



## FRANCE. — BELGIQUE

**Convention d'un chemin de fer d'Anzin à Péruwelz,  
conclue à Paris le 18 mars 1870**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi des Belges, également animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une convention pour l'établissement d'un chemin de fer d'Anzin à Péruwelz, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. M. le comte Napoléon *Daru*, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre des affaires étrangères.

Et S. M. le roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, commandeur de son ordre royal de Léopold, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des conventions intervenues entre lui et la compagnie des mines d'Anzin, l'exécution du chemin de fer d'Anzin à la frontière belge, dans la direction de Péruwelz.

De son côté, le gouvernement belge s'engage, dans les limites de la convention intervenue le 28 février 1863, entre lui et la compagnie du chemin de fer Hainant et Flandres, à assurer l'exécution dudit chemin dans la partie comprise entre Péruwelz et la frontière française.

Art. 2. Le raccordement, à la frontière, des deux sections française et belge du chemin de fer d'Anzin à Péruwelz sera effectué conformément au plan et au profil cotés A et B, joints au procès-verbal de conférence du 9 décembre 1869.

A Anzin et à Péruwelz, le chemin de fer objet de la présente convention sera raccordé à ceux existants, de manière que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. Chacun des gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction de la partie du chemin de fer comprise sur son territoire.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans

les deux pays, de 1 mètre 44 cent. au moins, et de 1 mètre 45 cent. au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer français et belge, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord sur ce point, accord qui reste soumis à l'approbation des hautes parties contractantes, les deux gouvernements se réservent de se concerter ultérieurement, par voie de correspondance, en ce qui concerne cette exploitation.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties, française et belge, du chemin de fer, sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, ces chemins de fer seront reliés avec ceux existant dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départ et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours de ces chemins de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux Etats, quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux Etats dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'Etat dans lequel ils entrent, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux gouvernements conviennent réciproquement que

les formalités à remplir pour la vérification des passeports et pour la police concernant les voyageurs, seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux Etats.

Art. 10. Pour favoriser, autant que possible, l'exploitation de ces chemins de fer, les deux gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expéditions en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux Etats, et spécialement celles qui sont déjà concédées ou celles qui le seront par la suite sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux Etats.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination il se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays.

Art. 11. Les compagnies chargées de l'exploitation de ces chemins de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations suivantes.

1<sup>o</sup> Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux gouvernements, avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2<sup>o</sup> Transporter gratuitement, tant que les deux gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de deuxième classe ;

3<sup>o</sup> Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4<sup>o</sup> Mettre à la disposition des administrations postales des deux Etats, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5<sup>o</sup> Etablir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui

sera jugée nécessaire par les deux gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux Etats s'entendront entre elles relativement à l'emploi de ces chemins de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service de ces chemins de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long de ces chemins de fer par les soins des deux gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ladite convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 18 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : Comte DARU.

(L. S.) *Signé* : EUG. BEYENS.

---

## FRANCE. — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

### **Convention relative à l'assistance judiciaire, conclue à Paris le 22 mars 1870**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. le comte Napoléon Daru, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, M. Michel Jonas, commandeur de l'ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., conseiller d'Etat, chargé d'affaires du grand-duché de Luxembourg près le Gouvernement impérial ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants

Art. 1<sup>er</sup>. Les Français, dans le grand-duché de Luxembourg, les



Luxembourgeois en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Français admis dans le grand-duché de Luxembourg, les Luxembourgeois admis en France au bénéfice de l'assistance judiciaire, seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 22 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : Comte DARU.

(L. S.) *Signé* : M. JONAS.

## DEUXIÈME PARTIE.

---

### CONSTITUTIONS DE LA FRANCE

Depuis 1789 jusqu'à 1870

---

#### FRANCE

**Message de l'Empereur au Corps législatif,  
le II juillet 1869.**

Messieurs les députés,

Par sa déclaration du vingt-huit juin, mon gouvernement vous a fait connaître que, dès l'ouverture de la session ordinaire prochaine, il soumettrait à la haute appréciation des pouvoirs publics les résolutions et les projets qui lui auraient paru les plus propres à réaliser les vœux du pays.

Cependant le Corps législatif paraît désirer connaître immédiatement les réformes arrêtées par mon gouvernement.

Je crois utile d'aller au-devant de ses aspirations.

Ma ferme intention, le Corps législatif doit en être convaincu, est de donner à ses attributions l'extension compatible avec les bases fondamentales de la Constitution, et je viens lui exposer par ce message les déterminations que j'ai prises en conseil.

Le Sénat sera convoqué aussitôt que possible pour examiner les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Attribution au Corps législatif du droit de faire son règlement et d'élire son bureau ;

2<sup>o</sup> Simplification du mode de présentation et d'examen des amendements ;

3<sup>o</sup> Obligation pour le gouvernement de soumettre à l'approbation législative les modifications de tarifs qui seraient, dans l'avenir, stipulées par des traités internationaux.

4<sup>o</sup> Vote du budget par chapitres, afin de rendre plus complet le contrôle du Corps législatif.

5<sup>e</sup> Suppression de l'incompatibilité qui existe actuellement entre le mandat de député et certaines fonctions publiques, notamment celles de ministres.

6<sup>e</sup> Extension de l'exercice du droit d'interpellation.

Mon gouvernement étudiera aussi les questions qui intéressent les attributions du Sénat.

La solidarité plus efficace qu'établira entre les Chambres et mon gouvernement la faculté d'exercer à la fois les fonctions de ministre et le mandat législatif, la présence de tous les ministres aux Chambres, la délibération en conseil des affaires de l'Etat, une loyale entente avec la majorité constituent pour le pays toutes les garanties que nous recherchons dans notre commune sollicitude.

J'ai déjà montré plusieurs fois combien j'étais disposé, dans l'intérêt public, à abandonner certaines de mes prérogatives. Les modifications que je suis décidé à proposer sont le développement naturel de celles qui ont été successivement apportées aux institutions de l'empire ; elles doivent d'ailleurs laisser intactes les prérogatives que le peuple m'a plus explicitement confiées, et qui sont les conditions essentielles d'un pouvoir sauvegarde de l'ordre et de la société.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 juillet 1869.

*Signé* : NAPOLÉON.

## FRANCE

**Décret concernant les rapports entre le gouvernement de l'Empereur, le Sénat, le Corps législatif et le conseil d'Etat, en date du 8 novembre 1869.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir, salut :

Vu l'article 4 de la Constitution ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu le décret du 5 février 1867 ;

Vu l'article 14 du sénatus-consulte du 3 septembre, ainsi conçu :

« Les rapports constitutionnels actuellement établis entre le gouvernement de l'Empereur, le Sénat et le Corps législatif ne peuvent être modifiés que par un sénatus-consulte.

» Les rapports réglementaires entre ces pouvoirs sont établis par décret impérial.

» Le Sénat et le Corps législatif font leur règlement intérieur. »  
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

### § I<sup>er</sup>.

Art. 1<sup>er</sup>. Les projets de lois et de sénatus-consultes, les règlements d'administration publique préparés par les différents départements ministériels, sont soumis à l'Empereur, qui les remet directement ou les fait adresser par le ministre dans les attributions duquel rentre le projet au ministre présidant le conseil d'Etat.

Art. 2. Les ordres du jour des séances du conseil d'Etat sont envoyés à l'avance aux différents ministres, et le ministre présidant le conseil d'Etat pourvoit à ce que les ministres soient toujours avisés en temps utile de tout ce qui concerne l'examen ou la discussion des projets de lois, de sénatus-consultes, et des règlements d'administration publique envoyés à l'élaboration du conseil.

Art. 3. Les projets de lois ou de sénatus-consultes, après avoir été élaborés au conseil d'Etat, conformément à l'article 50 de la Constitution, sont remis à l'Empereur par le ministre présidant le conseil d'Etat, qui y joint les noms des commissaires qu'il propose pour en soutenir la discussion devant le Corps législatif et le Sénat.

Art. 4. Un décret de l'Empereur ordonne la présentation du projet de loi au Corps législatif ou du sénatus-consulte au Sénat, et nomme les conseillers d'Etat ou les commissaires du gouvernement chargés d'en soutenir la discussion conjointement avec le ministre et le vice-président et les présidents de section du conseil d'Etat.

Art. 5. Ce décret est contresigné par le ministre présidant le conseil d'Etat et le ministre dans les attributions duquel rentre le projet.

Ampliation de ce décret est transmise par ce ministre, avec le projet de loi ou de sénatus-consulte, au Corps législatif ou au Sénat.

Art. 6. Dans toute délibération du Sénat ou du Corps législatif, le gouvernement est représenté par les ministres, le vice-président et les présidents de section du conseil d'Etat ou par des conseillers d'Etat et commissaires délégués par des décrets spéciaux.

### § II.

#### RAPPORTS DU GOUVERNEMENT AVEC LE SÉNAT.

Art. 7. Les projets de lois adoptés par le Corps législatif sont, avec les décrets qui nomment les conseillers d'Etat et les commissaires du



gouvernement chargés de soutenir la discussion, transmis au président du Sénat par le ministre dans les attributions duquel rentre le projet.

Art. 8. Le résultat de la délibération du Sénat est transmis par le président du Sénat au ministre dans les attributions duquel rentre la loi.

Art. 9. Les projets de sénatus-consultes proposés par le gouvernement sont portés au Sénat par le ministre à ce désigné par l'Empereur.

Art. 10. Les projets de sénatus-consultes, venant de l'initiative des sénateurs, ainsi que les propositions de modifications à la Constitution, faites conformément à l'art. 31 de la Constitution, sont immédiatement après leur dépôt transmis par le président du Sénat au ministre de la justice.

Art. 11. Le résultat de la délibération sur les projets de sénatus-consultes et les propositions de modifications à la Constitution est porté à l'Empereur par le président du Sénat.

Art. 12. Toute proposition d'un sénateur ayant pour but, aux termes de l'art. 30 de la Constitution, de présenter à l'Empereur un rapport posant les bases d'un projet de loi est transmise par le président du Sénat au ministre compétent.

Le projet de rapport de la commission et ultérieurement le rapport, s'il est adopté, lui sont également envoyés par le président du Sénat.

Art. 13. Lorsqu'un acte est déféré comme inconstitutionnel par le gouvernement au Sénat, le décret qui saisit le Sénat et qui nomme les conseillers d'Etat devant prendre part à la discussion est transmis par le ministre de la justice au président du Sénat.

Art. 14. Si l'inconstitutionnalité est dénoncée par une pétition, le président du Sénat en avise le ministre dans les attributions duquel rentre l'acte dénoncé.

Dans tous les cas, la décision du Sénat est transmise par les soins du président à ce ministre, ainsi qu'au ministre de la justice.

Art. 15. Le feuillet des pétitions est toujours communiqué à l'avance aux ministres.

Si le renvoi d'une pétition au ministre compétent est prononcé, la pétition et un extrait de la délibération sont, par les ordres du président du Sénat, transmis à ce ministre et au ministre de la justice.

Art. 16. Au commencement de chaque session, le rapport à l'Empereur sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat aux différents ministres dans la session précédente est distribué à tous les membres du Sénat.

## § III.

## RAPPORTS DU GOUVERNEMENT AVEC LE CORPS LÉGISLATIF.

Art. 17. Les projets de lois présentés par le gouvernement sont, avec les décrets qui nomment les conseillers d'Etat et les commissaires chargés de soutenir la discussion, apportés et lus au Corps législatif par les ministres désignés dans le décret de présentation, ou transmis au président du Corps législatif, qui en donne communication en séance publique.

Art. 18. Les amendements sur lesquels le conseil d'Etat doit être appelé à donner son avis conformément à l'art. 8 du sénatus-consulte du 8 septembre 1869, sont transmis directement par le Corps législatif au ministre présidant le conseil d'Etat, qui en avise le ministre dans les attributions duquel rentre le projet de loi.

Le conseil d'Etat est immédiatement convoqué, et son avis est adressé au président du Corps législatif et au ministre compétent par le ministre présidant le conseil d'Etat.

Art. 19. Toute proposition de loi présentée par un député est immédiatement transmise par le président du Corps législatif au ministre dans les attributions duquel rentre le projet et au ministre de la justice.

Art. 20. La minute des projets de lois adoptés par le Corps législatif est signée par le président et les secrétaires et déposée aux archives.

Une expédition revêtue des mêmes signatures est portée à l'Empereur par le président.

Art. 21. Le président du Corps législatif transmet au ministre de l'intérieur toute délibération par laquelle le Corps législatif déclare qu'une élection n'est pas valable.

Les démissions des députés sont également adressées par le président du Corps législatif au ministre de l'intérieur.

## § IV.

## RAPPORTS ENTRE LE SÉNAT ET LE CORPS LÉGISLATIF.

Art. 22. Les lois provenant de l'initiative du Corps législatif sont directement transmises par le président au président du Sénat.

Ampliation de la loi est envoyée par le président au Corps législatif au ministre dans les attributions duquel rentre la loi.

**Art. 23.** Lorsque le Sénat, aux termes de l'art. 5 du sénatus-consulte du 8 septembre 1869, décide que la loi sera envoyée à une nouvelle délibération du Corps législatif, le président du Sénat transmet directement au président du Corps législatif la loi avec les indications prévues audit article.

L'ampliation en est adressée par le président du Sénat au ministre dans les attributions duquel rentre le projet.

Dans le cas où le Sénat ne renvoie pas à une nouvelle délibération du Corps législatif, le président informe le président du Corps législatif du résultat de la délibération.

**Art. 24.** Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 8 novembre 1869.

*Signé : NAPOLEON.*

Par l'Empereur :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,*

*Signé : DUVERGIER.*

**Déclaration de M. Émile Ollivier au nouveau Ministère <sup>(1)</sup>  
dans la séance du Corps législatif du 10 janvier 1870**

Messieurs,

Le nouveau cabinet qui s'est formé pendant votre absence croit que son premier devoir est de se mettre en communication directe et immédiate avec vous.

Un long discours ne me sera pas nécessaire pour que ce but soit atteint. En effet, qui, parmi vous, ignore quelles sont les doctrines, les principes, les opinions, les aspirations, les volontés de ceux qui ont l'honneur de se présenter devant vous ?

**(1) *Ministère du 2 janvier.***

M. Emile Ollivier, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Le comte Napoléon Daru, ministre des affaires étrangères ;

M. Chevandier de Valdrôme, ministre de l'intérieur ;

M. Buffet, ministre des finances ;

Le général Le Bœuf, ministre de la guerre ;

L'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine et des colonies ;

M. Segris, ministre de l'instruction publique ;

Le marquis de Talhouët, ministre des travaux publics ;

M. Louvet, ministre de l'agriculture et du commerce ;

Le maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'Empereur ;

M. Maurice Richard, ministre des beaux-arts ;

M. de Parieu, ministre présidant le conseil d'État.

Au fur et à mesure que le mouvement des affaires l'exigera, que nous serons sollicités par les interpellations de l'Assemblée ou par la nécessité de défendre nos projets, nous débattrons loyalement avec vous chacune des questions qui doivent être soulevées et qui s'imposent à l'attention commune.

Aujourd'hui, nous croyons qu'il nous suffit de déclarer que nous restons au pouvoir ce que nous étions avant d'y arriver... que nous n'appliquerons pas des principes et des pratiques différentes de celles que nous avons conseillées aux autres.

Nous ne supprimerons dans notre œuvre ni la part du temps ni celle de l'expérience, mais nous travaillerons avec persévérance et résolution jusqu'à ce que nous ayons réalisé dans sa totalité le programme commun qui nous a réunis et qui est notre raison légitime d'être.

Pour cette œuvre, messieurs, il est nécessaire d'abord que nous jouissions de la confiance du Souverain. Il nous l'a accordée avec une magnanimité d'âme qui le placera haut dans la mémoire des hommes.

Il est nécessaire, en outre, messieurs, que votre confiance vienne également s'ajouter à celle du Souverain; nous vous la demandons!... nous vous la demandons à tous, et, dans notre pratique journalière, nous aurons des égards non-seulement pour la majorité qui nous honorerait de son appui, mais même pour l'opposition qui nous honorerait de ses critiques.

Nous serons reconnaissants, envers la majorité qui nous suivra de son appui, sans lequel nous ne pouvons rien; nous serons reconnaissants envers l'opposition de ses critiques, qui nous redresseront, nous contiendront et nous obligeront à redoubler d'efforts.

Et le jour où un groupe quelconque de cette assemblée aura obtenu la majorité dans le pays, nous serons empressés de déposer entre ses mains, sur quelques bancs qu'ils se trouvent, la lourde responsabilité de diriger les affaires de la France.

Nous faisons donc appel à la bonne volonté de tous; nous poursuivons la conciliation, l'apaisement. Nous nous efforcerons, par nos actes, par notre conduite, à tous les moments de notre existence ministérielle, d'établir un courant commun de liberté, de bonne foi, de loyauté qui emporte les récriminations, les souvenirs amers, les haines, les passions mauvaises.

S'il en est ainsi, nous pourrions tous ensemble réaliser la plus belle œuvre qui puisse être accomplie par des hommes politiques; nous pourrions réaliser le rêve déçu de tant de grands esprits : l'établissement durable d'un gouvernement national, qui, s'adaptant avec fermeté et aussi avec souplesse aux nécessités changeantes des choses, aux transformations incessantes des idées, favorisant l'ascension des



générations nouvelles et accueillant leurs espérances, leurs désirs, leurs lumières, assurera les destinées de notre grande démocratie française et fera triompher le progrès sans la violence et la liberté sans la révolution.

---

**Lettre de l'Empereur à M. Émile Ollivier, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date de Paris, le 21 mars 1870.**

« Monsieur le ministre,

» Je crois qu'il est opportun, dans les circonstances actuelles, d'adopter toutes les réformes que réclame le gouvernement constitutionnel de l'Empire, afin de mettre un terme au désir immodéré de changement qui s'est emparé de certains esprits, et qui inquiète l'opinion en créant l'instabilité.

» Parmi ces réformes, je place au premier rang celles qui touchent à la Constitution et aux prérogatives du Sénat.

» La Constitution de 1852 devait avant tout donner au gouvernement le moyen de rétablir l'autorité et l'ordre ; mais il fallait qu'elle restât perfectible tant que l'état du pays n'aurait pas permis d'établir sur des fondements solides les libertés publiques.

» Aujourd'hui que des transformations successives ont amené la création d'un régime constitutionnel en harmonie avec les bases du plébiscite, il importe de faire rentrer dans le domaine de la loi tout ce qui est plus spécialement d'ordre législatif, d'imprimer un caractère définitif aux dernières réformes, de placer la Constitution au-dessus de toute controverse, et d'appeler le Sénat, ce grand corps qui renferme tant de lumières, à prêter au régime nouveau un concours plus efficace.

» Je vous prie, en conséquence, de vous entendre avec vos collègues pour me soumettre un projet de sénatus-consulte qui fixe invariablement les dispositions fondamentales découlant du plébiscite de 1852, partage le pouvoir législatif entre les deux Chambres, et restitue à la nation la part du pouvoir constituant qu'elle avait délégué.

» Croyez, monsieur le ministre, à mes sentiments de haute estime.

» *Signé : NAPOLEON.* »

---

**Proclamation de l'Empereur aux Français à l'occasion  
du plébiscite, en date de Paris le 23 avril 1870.**

« FRANÇAIS,

» La Constitution de 1852, rédigée en vertu des pouvoirs que vous m'aviez donnés, et ratifiée par les 8 millions de suffrages qui ont rétabli l'Empire, a procuré à la France dix-huit années de calme et de prospérité qui n'ont pas été sans gloire; elle a assuré l'ordre et laissé la voie ouverte à toutes les améliorations. Aussi, plus la sécurité s'est raffermie, plus il a été fait une large part à la liberté.

» Mais ces changements successifs ont altéré les bases plébiscitaires quine pouvaient être modifiées sans un appel à la Nation. Il devient donc indispensable que le nouveau pacte constitutionnel soit approuvé par le peuple, comme l'ont été jadis les constitutions de la République et de l'Empire. A ces deux époques, on croyait, ainsi que je le crois moi-même aujourd'hui, que tout ce qui se fait sans vous est illégitime.

» La Constitution de la France impériale et démocratique, réduite à un petit nombre de dispositions fondamentales qui ne peuvent être changées sans votre assentiment, aura l'avantage de rendre définitifs les progrès accomplis et de mettre à l'abri des fluctuations politiques les principes du Gouvernement. Le temps perdu trop souvent en controverses stériles et passionnées pourra être plus utilement employé désormais à rechercher les moyens d'accroître le bien-être moral et matériel du plus grand nombre.

» Je m'adresse à vous tous qui, dès le 10 décembre 1848, avez surmonté tous les obstacles pour me placer à votre tête, à vous qui, depuis vingt-deux ans, m'avez sans cesse grandi par vos suffrages, soutenu par votre concours, récompensé par votre affection. Donnez-moi une nouvelle preuve de confiance. En apportant au scrutin un vote affirmatif, vous conjurerez les menaces de la révolution, vous asseoiriez sur une base solide l'ordre et la liberté, et vous rendrez plus facile, dans l'avenir, la transmission de la Couronne à mon Fils.

» Vous avez été presque unanimes, il y a dix-huit ans, pour me conférer les pouvoirs les plus étendus; soyez aussi nombreux aujourd'hui pour adhérer à la transformation du régime impérial. Une grande nation ne saurait atteindre tout son développement sans s'appuyer sur des institutions qui garantissent à la fois la stabilité et le progrès.

» A la demande que je vous adresse de ratifier les réformes libérales réalisées dans ces dix dernières années, répondez OUI. Quant à moi, fidèle à mon origine, je me pénétrerai de votre pensée, je me

fortifierai de votre volonté, et, confiant dans la Providence, je ne cesserai de travailler sans relâche à la prospérité et à la grandeur de la France.

» NAPOLEON. »

**Discours prononcé par l'Empereur lors de la présentation, par le président<sup>(1)</sup> et les membres du bureau du Corps législatif, du sénatus consulte du 21 mai 1870, fixant la Constitution de l'Empire français.**

« Messieurs,

» En recevant de vos mains le recensement des votes émis le 8 mai, ma première pensée est d'exprimer ma reconnaissance à la Nation, qui, pour la quatrième fois depuis vingt-deux ans, vient de me donner un éclatant témoignage de sa confiance.

» Le suffrage universel, dont les éléments se renouvellent sans

(1) *Discours de M. le président Schneider.*

SIRE,

Le Corps législatif est heureux d'apporter à Votre Majesté la réponse solennelle que la Nation, par 7,350,000 suffrages, vient de faire au plébiscite que vous lui avez soumis.

En communauté complète de pensées avec cette manifestation éclatante, nous offrons à l'Empereur, à l'Impératrice et au Prince Impérial nos hommages et nos félicitations.

Il y a dix-huit ans, la France, fatiguée des bouleversements et avide de sécurité, confiante en votre génie et dans la dynastie napoléonienne, remettait entre vos mains, avec la couronne impériale, l'autorité et la force que les nécessités publiques réclamaient.

L'attente de la Nation n'a pas été trompée.

Bientôt l'ordre social a été rétabli, et de grandes choses ont été faites; toutes les classes de la société ont vu se développer leur bien-être; l'agriculture, le commerce et l'industrie ont pris un essor inconnu jusque-là, et, pendant cet accroissement de la prospérité publique, la France voyait aussi son influence grandir au dehors.

Mais, dès les premiers temps, Votre Majesté se préoccupait du moment où cette concentration de pouvoirs ne correspondrait plus aux aspirations du pays tranquille et rassuré; et, pressentant la marche de notre société moderne, vous proclamiez que la liberté devait être le couronnement de l'édifice.

Aussi, une noble entreprise qui sera l'éternel honneur de votre règne, vous a-t-elle tenté; et vous avez résolu d'assurer à la France un des premiers rangs parmi les peuples libres.

Les dates du 24 novembre 1860 et du 19 janvier 1867 attestent votre généreuse initiative et vos patriotiques desseins.

Plus tard, au lendemain du jour où le suffrage universel avait manifesté ses tendances libérales, lorsque le Corps législatif les traduisait par ses vœux, Votre Majesté assurée de notre concours, n'a pas hésité, avec une abnégation sans précédents dans l'histoire, à poser les bases de la Constitution parlementaire de l'Empire.

cesse, conserve néanmoins, dans sa mobilité, une volonté persévérante. Il a pour le guider sa tradition, la sûreté de ses instincts et la fidélité de ses sympathies.

» Le plébiscite n'avait pour objet que la ratification par le peuple d'une réforme constitutionnelle ; mais, au milieu du conflit des opinions et dans l'entraînement de la lutte, le débat a été porté plus haut. Ne le regrettons pas. Les adversaires de nos institutions ont posé la question entre la révolution et l'Empire. Le pays l'a tranchée en faveur du système qui garantit l'ordre et la liberté.

» Aujourd'hui, l'Empire se trouve affermi sur sa base. Il montrera sa force par sa modération. Mon Gouvernement fera exécuter les lois sans partialité comme sans faiblesse. Il ne déviara pas de la ligne libérale qu'il s'est tracée. Dément pour tous les droits, il protégera tous les intérêts, sans se souvenir des votes dissidents et des manœuvres hostiles. Mais aussi il saura faire respecter la volonté nationale, si énergiquement manifestée, et la maintenir désormais au-dessus de toute controverse.

» Débarrassés des questions constitutionnelles qui divisent les meilleurs esprits, nous ne devons plus avoir qu'un but : rallier, autour de la Constitution que le pays vient de sanctionner, les honnêtes gens de tous les partis ; assurer la sécurité ; amener l'apaisement des passions ; préserver les intérêts sociaux de la contagion des fausses doctrines ; rechercher, avec l'aide de toutes les intelligences les moyens d'augmenter la grandeur de la France.

» Répandre partout l'instruction ; simplifier les rouages administratifs ; porter l'activité, du centre où elle surabonde, aux extrémités, qu'elle déserte ; introduire dans nos codes, qui sont des monuments, les améliorations justifiées par le temps ; multiplier les agents géné-

Mais, fidèle au grand principe sur lequel repose votre Gouvernement, vous n'avez pas voulu que, sans la participation directe du peuple, une modification aussi profonde fût apportée aux pouvoirs que vous teniez de sa libre volonté.

Réuni dans ses comices après vingt ans de règne, il vient dans son indépendance absolue et dans des conditions qui attestent les progrès et la virilité de nos mœurs publiques, d'affirmer son approbation avec un ensemble dont il n'est permis à personne de décliner la puissance.

En acclamant par plus de 7 millions de suffrages la nouvelle forme de l'Empire, le pays, qui a le sentiment instinctif de ses intérêts et de sa grandeur, vous dit :

SIRE,

La France est avec vous.

Marchez avec confiance dans la voie de tous les progrès réalisables, et fondez la liberté sur le respect des lois et de la Constitution.

La France met la cause de la liberté sous la sauvegarde de votre Dynastie et des grands Corps de l'État.



raux de la production et de la richesse ; favoriser l'agriculture et le développement des travaux publics ; consacrer enfin notre labeur à ce problème toujours résolu, et toujours renaissant, la meilleure répartition des charges qui pèsent sur les contribuables : tel est notre programme. C'est en le réalisant que notre nation, par la libre expansion de ses forces, portera plus haut les progrès de la civilisation.

» Je vous remercie, messieurs, du concours que vous m'avez prêté dans cette circonstance solennelle. Les votes affirmatifs qui ratifient ceux de 1848, de 1851 et de 1852, raffermissent aussi vos pouvoirs et vous donnent comme à moi une nouvelle force pour travailler au bien du pays.

» Nous devons plus que jamais aujourd'hui envisager l'avenir sans crainte. Qui pourrait, en effet, s'opposer à la marche progressive d'un régime d'un grand peuple a fondé au milieu des tourmentes politiques, et qu'il fortifie au sein de la paix et de la liberté ? »

---

**Sénatus-consulte fixant la Constitution de l'Empire  
français, promulgué le 21 mai 1870.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français.  
A tous présents et à venir, salut ;

Vu notre décret du 23 avril dernier, qui convoque le peuple français dans ses comices pour accepter ou rejeter le projet de plébiscite suivant :

« Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860, par l'Empereur, avec le concours des grands corps de l'État, et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870 ; »

Vu la déclaration du Corps législatif qui constate :

Que les opérations du vote ont été régulièrement accomplies ;

Que le recensement général des suffrages émis sur le projet de plébiscite a donné :

Sept millions trois cent cinquante mille cent quarante-deux (7,350,142), bulletins portant le mot : OUI ;

Quinze cent trente-huit mille huit cent vingt-cinq (1,538,825) bulletins portant le mot : NON ;

Cent douze mille neuf cent soixante-quinze (112,975) bulletins nuls ;

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons comme loi de l'État le sénatus-consulte adopté par le Sénat, le 20 avril 1870, et dont la teneur suit :

TITRE I<sup>er</sup>

Art. 1<sup>er</sup>. La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français.

## TITRE II

## DE LA DIGNITÉ IMPÉRIALE ET DE LA RÉGENCE

Art. 2. La dignité impériale, rétablie dans la personne de NAPOLEON III par le plébiscite des 21-22 novembre 1852, est héréditaire dans la descendance directe et légitime de LOUIS-NAPOLÉON BONA-PARTE, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Art. 3. NAPOLEON III, s'il n'a pas d'enfant mâle, peut adopter les enfants et descendants légitimes dans la ligne masculine des frères de l'Empereur NAPOLEON I<sup>er</sup>.

Les formes de l'adoption sont réglées par une loi.

Si, postérieurement à l'adoption, il survient à NAPOLEON III des enfants mâles, ses fils adoptifs ne pourront être appelés à lui succéder qu'après ses descendants légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de NAPOLEON III et à leur descendance.

Art. 4. A défaut d'héritier légitime direct ou adoptif, sont appelés au trône le Prince *Napoléon (Joseph-Charles-Paul)* et sa descendance directe et légitime, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Art. 5. A défaut d'héritier légitime ou d'héritier adoptif de NAPOLEON III et des successeurs en ligne collatérale qui prennent leurs droits dans l'article précédent, le peuple nomme l'Empereur et règle, dans sa famille, l'ordre héréditaire, de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Le projet de plébiscite est successivement délibéré par le Sénat et par le Corps législatif, sur la proposition des ministres formés en conseil de gouvernement.

Jusqu'au moment où l'élection du nouvel Empereur est consommée, les affaires de l'État sont gouvernées par les ministres en fonctions, qui se forment en conseil de gouvernement et délibèrent à la majorité des voix.

Art. 6. Les membres de la famille de NAPOLEON III appelés éventuellement à l'hérédité et leur descendance des deux sexes font partie de la famille impériale.

Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'Empereur. Leur mariage fait sans cette autorisation emporte privation de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants.

Néanmoins, s'il n'existe pas d'enfants de ce mariage, en cas de dissolution pour cause de décès, le prince qui l'aurait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

L'Empereur fixe les titres et les conditions des autres membres de sa famille.

Il a pleine autorité sur eux ; il règle leur devoirs et leurs droits par des statuts qui ont force de loi.

Art. 7. La régence de l'Empire est réglée par le sénatus-consulte du 17 juillet 1856.

Art. 8. Les membres de la famille impériale appelés éventuellement à l'hérédité prennent le titre de Prince français.

Le fils aîné de l'Empereur porte le titre de Prince Impérial.

Art. 9. Les Princes français sont membres du Sénat et du conseil d'État quand ils ont atteint l'âge de dix-huit ans accomplis. Ils ne peuvent y siéger qu'avec l'agrément de l'Empereur.

### TITRE III

#### FORMES DU GOUVERNEMENT DE L'EMPEREUR

Art. 10. L'Empereur gouverne avec le concours des ministres, du Sénat, du Corps législatif et du conseil d'État.

Art. 11. La puissance législative s'exerce collectivement par l'Empereur, le Sénat et le Corps législatif.

Art. 12. L'initiative des lois appartient à l'Empereur, au Sénat et au Corps législatif.

Les projets de lois émanés de l'initiative de l'Empereur peuvent, à son choix, être portés, soit au Sénat, soit au Corps législatif.

Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par le Corps législatif.

### TITRE IV

#### DE L'EMPEREUR

Art. 13. L'Empereur est responsable devant le peuple français, auquel il a toujours le droit de faire appel.

Art. 14. L'Empereur est le chef de l'État. Il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance

et de commerce, nomme à tous les emplois, fait les règlements et décrets nécessaires pour l'exécution des lois.

Art. 15. La justice se rend en son nom.

L'inamovibilité de la magistrature est maintenue.

Art. 16. L'Empereur a le droit de faire grâce et d'accorder des amnisties.

Art. 17. Il sanctionne et promulgue les lois.

Art. 18. Les modifications apportées à l'avenir à des tarifs de douanes ou de poste par traités internationaux ne seront obligatoires qu'en vertu d'une loi.

Art. 19. L'Empereur nomme et révoque les ministres.

Les ministres délibèrent en conseil, sous la présidence de l'Empereur.

Ils sont responsables.

Art. 20. Les ministres peuvent être membres du Sénat ou du Corps législatif.

Ils ont entrée dans l'une et dans l'autre assemblée, et doivent être entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Art. 21. Les ministres, les membres du Sénat, du Corps législatif et du conseil d'État, les officiers de terre et de mer, les magistrats et les fonctionnaires publics prêtent le serment ainsi conçu :

« Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur. »

Art. 22. Les sénatus-consultes, sur la dotation de la Couronne et la liste civile, des 12 décembre 1852 et 23 avril 1856, demeurent en vigueur.

Toutefois, il sera statué par une loi dans les cas prévus par les articles 8, 11 et 16 du sénatus-consulte de 12 décembre 1852.

A l'avenir, la dotation de la Couronne et la liste civile seront fixées, pour toute la durée du règne, par la législature qui se réunira après l'avènement de l'Empereur.

## TITRE V

### DU SÉNAT

Art. 23. Le Sénat se compose :

1° Des cardinaux, des maréchaux, des amiraux ;

2° Des citoyens que l'Empereur élève à la dignité de sénateur.

Art. 24. Les décrets de nomination des sénateurs sont individuels. Ils mentionnent les services et indiquent les titres sur lesquels la nomination est fondée.

Aucune autre condition ne peut être imposée au choix de l'Empereur.



Art. 25. Les sénateurs sont inamovibles et à vie.

Art. 26. Le nombre des sénateurs peut être porté aux deux tiers de celui des membres du Corps législatif, y compris les sénateurs de droit.

L'Empereur ne peut nommer plus de vingt sénateurs par an.

Art. 27. Le président et les vice-présidents du Sénat sont nommés par l'Empereur et choisis parmi les sénateurs.

Ils sont nommés pour un an.

Art. 28. L'Empereur convoque et proroge le Sénat.

Il prononce la clôture des sessions.

Art. 29. Les séances du Sénat sont publiques.

Néanmoins, le Sénat pourra se former en comité secret dans les cas et suivant les conditions déterminés par son règlement.

Art. 30. Le Sénat discute et vote les projets de lois.

## TITRE VI

### DU CORPS LÉGISLATIF

Art. 31. Les députés sont élus par le suffrage universel, sans scrutin de liste.

Art. 32. Ils sont nommés pour une durée qui ne peut être moindre de six ans.

Art. 33. Le Corps législatif discute et vote les projets de lois.

Art. 34. Le Corps législatif élit, à l'ouverture de chaque session, les membres qui composent son bureau.

Art. 35. L'Empereur convoque, ajourne, proroge et dissout le Corps législatif.

En cas de dissolution, l'Empereur doit en convoquer un nouveau dans un délai de six mois.

L'Empereur prononce la clôture des sessions du Corps législatif.

Art. 36. Les séances du Corps législatif sont publiques.

Néanmoins, le Corps législatif pourra se former en comité secret dans les cas et suivant les conditions déterminés par son règlement.

## TITRE VII

### DU CONSEIL D'ÉTAT

Art. 37. Le conseil d'État est chargé, sous la direction de l'Empereur, de rédiger les projets de lois et les règlements d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière d'administration.

Art. 38. Le conseil soutient, au nom du Gouvernement, la discussion des projets de lois devant le Sénat et le Corps législatif.

Art. 39. Les conseillers d'État sont nommés par l'Empereur et révocables par lui.

Art. 40. Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'État.

## TITRE VIII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 41. Le droit de pétition s'exerce auprès du Sénat et du Corps législatif.

Art. 42. Sont abrogés les articles 19, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, de la Constitution du 14 janvier 1852; l'article 2 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852; les articles 5 et 8 du sénatus-consulte du 8 septembre 1869, et toutes les dispositions contraires à la présente Constitution.

Art. 43. Les dispositions de la Constitution du 14 janvier 1852 et celles des sénatus-consultes promulgués depuis cette époque qui ne sont pas comprises dans la présente Constitution et qui ne sont pas abrogées par l'article précédent ont force de loi.

Art. 44. La Constitution ne peut être modifiée que par le peuple, sur la proposition de l'Empereur.

Art. 45. Les changements et additions apportées au plébiscite des 20 et 21 décembre 1851, par la présente Constitution, seront soumis à l'approbation du peuple, dans les formes déterminées par les décrets des 2 et 4 décembre 1851 et 7 novembre 1852.

Toutefois, le scrutin ne durera qu'un seul jour.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux tribunaux et autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 21 mai 1870.

NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice et des cultes,*

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice et des cultes,*

ÉMILE OLLIVIER.

ÉMILE OLLIVIER.

---

1789

Mai 5. Ouverture des États-Généraux à Versailles.

Juin 17. Le Tiers-État se déclare Assemblée nationale sur le refus de la noblesse et du clergé de se joindre à lui pour voter.

*Juin 27.* Louis XVI invite les deux ordres à se joindre au Tiers-Etat et forme ainsi l'Assemblée constituante.

*Juillet 14.* Prise de la Bastille.

---

### **Déclaration de l'Assemblée nationale du 4 août 1789**

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, communément appelée : *Principes de 1789.*

Les représentants du peuple français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme, sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution, et au bonheur de tous. En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen :

Art. 1<sup>er</sup>. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Art. 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Art. 4. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme, n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Art. 5. La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Art. 6. La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit

qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Art. 7. Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans le cas déterminé par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

Art. 8. La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Art. 9. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par la loi.

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Art. 12. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Art. 13. Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Art. 14. Tous les citoyens ont droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Art. 15. La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Art. 16. Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légale-



ment constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

## 1789

*Août 24.* Décrets prononçant la liberté des opinions religieuses et de la presse.

*Oct. 12.* L'Assemblée constituante vient siéger à Paris.

*Nov. 2.* Décrets de l'Assemblée, déclarant les biens du clergé biens nationaux.

## 1790

*Janvier 15.* Division de la France en 83 départements.

*Janvier 24.* L'Assemblée constituante proclame l'égalité de tous devant la loi.

*Février 24.* Abolition des droits seigneuriaux.

*Juin. 19.* Suppression de tous les titres de noblesse.

## 1791

*Juin 24.* Arrestation de Louis XVI à Varennes.

### **Constitution française décrétée par l'Assemblée constituante les 3-14 septembre 1791 (1).**

L'Assemblée nationale voulant établir la constitution française sur les principes qu'elle vient de reconnaître et de déclarer, abolit irrévocablement les institutions qui blessaient la liberté et l'égalité des droits.

Il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, ni distinctions héréditaires, ni distinction d'ordres, ni régime féodal, ni justices patrimoniales, ni aucun des titres, dénominations et prérogatives qui en dérivait, ni aucun ordre de chevalerie, ni aucune des corporations ou décorations pour lesquelles on exigeait des preuves de noblesse, ou qui supposaient des distinctions de naissance ni aucune autre supériorité que celle des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Il n'y a plus ni vénalité, ni hérédité d'aucun office public.

Il n'y a plus, pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilège, ni exception au droit commun de tous les Français.

Il n'y a plus ni jurandes, ni corporations de professions, arts et métiers.

1. En tête se trouve reproduite la déclaration du 4 août 1789.

La loi ne reconnaît plus ni vœux religieux, ni aucun autre engagement qui serait contraire aux droits naturels ou à la constitution.

### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS FONDAMENTALES GARANTIES PAR LA CONSTITUTION

La constitution garantit, comme droits naturels et civils : 1<sup>o</sup> que tous les citoyens sont admissibles aux places et emplois, sans autre distinction que celle des vertus et des talents; 2<sup>o</sup> que toutes les contributions seront réparties entre tous les citoyens également en proportion de leurs facultés; 3<sup>o</sup> que les mêmes délits seront punis des mêmes peines, sans aucune distinction de personnes.

La constitution garantit pareillement, comme droits naturels et civils :

La liberté à tout homme d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté, ni détenu, que selon les formes déterminées par la constitution;

La liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que les écrits puissent être soumis à aucune censure ni inspection avant leur publication, et d'exercer le culte religieux auquel il est attaché;

La liberté aux citoyens de s'assembler paisiblement et sans armes, en satisfaisant aux lois de police;

La liberté d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement.

Le pouvoir législatif ne pourra faire aucunes lois qui portent atteinte et mettent obstacle à l'exercice des droits naturels et civils consignés dans le présent titre, et garantis par la constitution; mais comme la liberté ne consiste qu'à pouvoir faire tout ce qui ne nuit ni aux droits d'autrui, ni à la sûreté publique, la loi peut établir des peines contre les actes qui, attaquant ou la sûreté publique ou les droits d'autrui, seraient nuisibles à la société.

La constitution garantit l'inviolabilité des propriétés, ou la juste et préalable indemnité de celles dont la nécessité publique, légalement constatée, exigerait le sacrifice.

Les biens destinés aux dépenses du culte et à tous services d'utilité publique, appartiennent à la nation, et sont dans tous les temps à sa disposition.

La constitution garantit les aliénations qui ont été ou seront faites suivant les formes établies par la loi.

Les citoyens ont le droit d'élire ou choisir les ministres de leurs cultes.

Il sera créé et organisé un établissement général de *secours publics*,

pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes, et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pas pu s'en procurer.

Il sera créé et organisé une *instruction publique*, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes, et dont les établissements seront distingués graduellement, dans un rapport combiné avec la division du royaume.

Il sera établi des fêtes nationales pour conserver le souvenir de la révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la constitution, à la patrie et aux lois.

Il sera fait un code de lois civiles communes à tout le royaume.

## TITRE II

### DE LA DIVISION DU ROYAUME ET DE L'ÉTAT DES CITOYENS.

Art. 1<sup>er</sup>. Le royaume est un et indivisible : son territoire est distribué en quatre-vingt-trois départements, chaque département en districts, chaque district en cantons.

Art. 2. Sont citoyens français,

Ceux qui sont nés en France d'un père français ;

Ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume ;

Ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique ;

Enfin, ceux qui, nés en pays étranger, et descendant, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique.

Art. 3. Ceux qui, nés hors du royaume de parents étrangers, résident en France, deviennent citoyens français après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils y ont en outre acquis des immeubles ou épousé une Française, ou formé un établissement d'agriculture ou de commerce, et s'ils ont prêté le serment civique.

Art. 4. Le pouvoir législatif pourra, pour des considérations importantes, donner à un étranger un acte de naturalisation ; sans autre condition que de fixer son domicile en France, et d'y prêter le serment civique.

Art. 5. Le serment civique est : *Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée nationale constituante aux années 1789, 1790 et 1791.*

Art. 6. La qualité de citoyen français se perd : 1° par la naturalisation en pays étranger; 2° par la condamnation aux peines qui emportent la dégradation civique, tant que le condamné n'est pas réhabilité; 3° par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti; 4° par l'affiliation à tout ordre de chevalerie étranger ou à toute corporation étrangère qui supposerait, soit des preuves de noblesse, soit des distinctions de naissance, ou qui exigerait des vœux religieux.

La loi ne considère le mariage que comme contrat civil.

Art. 7. Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants, sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés; et il désignera les officiers publics qui en recevront et conserveront les actes.

Art. 8. Les citoyens français, considérés sous le rapport des relations locales, qui naissent de leur réunion dans les villes et dans de certains arrondissements du territoire des campagnes, forment les *communes*.

Le pouvoir législatif pourra fixer l'étendue de l'arrondissement de chaque commune.

Art. 9. Les citoyens qui composent chaque commune, ont le droit d'élire à temps, suivant les formes déterminées par la loi, ceux d'entre eux qui, sous le titre d'*officiers municipaux*, sont chargés de gérer les affaires particulières de la commune.

Il pourra être délégué aux officiers municipaux quelques fonctions relatives à l'intérêt général de l'État.

Art. 10. Les règles que les officiers municipaux seront tenus de suivre dans l'exercice tant des fonctions municipales que de celles qui leur auront été déléguées pour l'intérêt général, seront fixées par les lois.

### TITRE III

#### DES POUVOIRS PUBLICS.

Art. 1<sup>er</sup>. La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible; elle appartient à la nation : aucune section du peuple, ni aucun individu, ne peut s'en attribuer l'exercice.

Art. 2. La nation, de qui seule émanent tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation.

La constitution française est représentative; les représentants sont le corps législatif et le roi.

Art. 3. Le pouvoir législatif est délégué à une assemblée notionale composée de représentants temporaires, librement élus par le peuple,



pour être exercé par elle, avec la sanction du roi, de la manière qui sera déterminée ci-après.

Art. 4. Le gouvernement est monarchique : le pouvoir exécutif est délégué au roi, pour être exercé, sous son autorité, par des ministres et autres agents responsables, de la manière qui sera déterminée ci-après.

Art 5. Le pouvoir judiciaire est délégué à des juges élus à temps par le peuple.

CHAPITRE PREMIER. — *De l'Assemblée nationale législative.*

Art. 1<sup>er</sup>. L'Assemblée nationale formant le corps législatif est permanente, et n'est composée que d'une chambre.

Art. 2. Elle sera formée tous les deux ans par de nouvelles élections.

Chaque période de deux années formera une législature.

Art. 3. Les dispositions de l'article précédent n'auront pas lieu à l'égard du prochain corps législatif, dont les pouvoirs cesseront le dernier jour d'avril 1793.

Art. 4. Le renouvellement du corps législatif se fera de plein droit.

Art. 5. Le corps législatif ne pourra être dissous par le roi.

SECTION PREMIÈRE. — Nombre des représentants. Bases de la représentation.

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des représentants au corps législatif est de sept cent quarante-cinq, à raison de quatre-vingt-trois départements dont le royaume est composé, et indépendamment de ceux qui pourraient être accordés aux colonies.

Art. 2. Les représentants seront distribués entre les quatre-vingt-trois départements, selon les trois proportions du territoire, de la population et de la contribution directe.

Art. 3. Des sept cent quarante-cinq représentants, deux cent quarante-sept sont attachés au territoire.

Chaque département en nommera trois, à l'exception du département de Paris, qui n'en nommera qu'un.

Art. 4. Deux cent quarante-neuf représentants sont attribués à la population.

La masse totale de la population active du royaume est divisée en deux cent quarante-neuf parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il a de parts de population.

Art. 5. Deux cent quarante-neuf représentants sont attachés à la contribution directe.

La somme totale de la contribution directe du royaume est de

même divisée en deux cent quarante-neuf parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il paye de parts de contribution.

SECTION II. — Assemblées primaires. Nomination des électeurs.

Art. 1<sup>er</sup>. Pour former l'Assemblée nationale législative, les citoyens actifs se réuniront tous les deux ans en assemblées primaires dans les villes et cantons.

Les assemblées primaires se formeront de plein droit le second dimanche de mars, si elles n'ont pas été convoquées plus tôt par les fonctionnaires publics déterminés par la loi.

Art. 2. Pour être citoyen actif, il faut :

Être né ou devenu Français ;

Être âgé de vingt-cinq ans accomplis ;

Être domicilié dans la ville ou dans le canton depuis le temps déterminé par la loi ;

Payer, dans un lieu quelconque du royaume, une contribution directe au moins égale à la valeur de trois journées de travail, et en représenter la quittance ;

N'être pas dans un état de domesticité, c'est-à-dire de serviteur à gages ;

Être inscrit, dans la municipalité de son domicile, au rôle des gardes nationales ;

Avoir prêté le serment civique.

Art. 3. Tous les six ans, le corps législatif fixera le *minimum* et le *maximum* de la valeur de la journée de travail, et les administrateurs des départements en feront la détermination locale pour chaque district.

Art. 4. Nul ne pourra exercer les droits de citoyen actif dans plus d'un endroit, ni se faire représenter par un autre.

Art. 5. Sont exclus de l'exercice des droits de citoyen actif,

Ceux qui sont en état d'accusation ;

Ceux qui, après avoir été constitués en état de faillite ou d'insolvabilité, prouvé par pièces authentiques, ne rapportent pas un acquit général de leurs créanciers.

Art. 6. Les assemblées primaires nommeront des électeurs en proportion du nombre des citoyens actifs domiciliés dans la ville ou dans le canton.

Il sera nommé un électeur à raison de cent citoyens actifs présents, ou non, à l'assemblée.

Il en sera nommé deux depuis 151 jusqu'à 250, et ainsi de suite.

Art. 7. Nul ne pourra être nommé électeur, s'il ne réunit aux conditions nécessaires pour être citoyen actif, savoir :

Dans les villes au-dessus de 6,000 âmes, celles d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué sur les rôles de contribution à un revenu égal à la valeur locale de deux cents journées de travail, ou d'être locataire d'une habitation évaluée sur les mêmes rôles à un revenu égal à la valeur de cent journées de travail;

Dans les villes au-dessous de 6,000 âmes, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué sur les rôles de contribution à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être locataire d'une habitation évaluée sur les mêmes rôles à un revenu égal à la valeur de quatre cents journées de travail.

Et dans les campagnes, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué sur les rôles de contribution à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être fermier ou métayer de biens évalués sur les mêmes rôles à la valeur de quatre cents journées de travail.

A l'égard de ceux qui seront en même temps propriétaires ou usufruitiers d'une part, et locataires, fermiers ou métayers de l'autre, leurs facultés à ces divers titres seront cumulées jusqu'au taux nécessaire pour établir leur éligibilité.

#### SECTION III. — Assemblées électorales. Nomination des représentants.

Art. 1<sup>er</sup>. Les électeurs nommés en chaque département, se réuniront pour élire le nombre des représentants dont la nomination sera attribuée à leur département, et un nombre de suppléants égal au tiers de celui des représentants.

Les assemblées électorales se formeront de plein droit le dernier dimanche de mars, si elles n'ont pas été convoquées plus tôt par les fonctionnaires publics déterminés par la loi.

Art. 2. Les représentants et les suppléants seront élus à la pluralité absolue des suffrages, et ne pourront être choisis que parmi les citoyens actifs du département.

Art. 3. Tous les citoyens actifs, quel que soit leur état, profession ou contribution, pourront être élus représentants de la nation.

Art. 4. Seront néanmoins obligés d'opter, les ministres et les autres agents du pouvoir exécutif, révocables à volonté, les commissaires de la trésorerie nationale, les percepteurs et receveurs des contributions directes, les préposés à la perception et aux régies des contributions indirectes et des domaines nationaux, et ceux qui, sous quelque dénomination que ce soit, sont attachés à des emplois de la maison militaire et civile du roi.

Seront également tenus d'opter les administrateurs, sous-admi-

nistrateurs, officiers municipaux, et commandants des gardes nationales.

Art. 5. L'exercice des fonctions judiciaires sera incompatible avec celles de représentant de la nation, pendant toute la durée de la législature.

Les juges seront remplacés par leurs suppléants, et le roi pourvoira, par des brevets de commission, au remplacement de ses commissaires auprès des tribunaux.

Art. 6. Les membres du corps législatif pourront être réélus à la législature suivante, et ne pourront l'être ensuite qu'après l'intervalle d'une législature.

Art. 7. Les représentants nommés dans les départements, ne seront pas représentants d'un département particulier, mais de la nation entière, et il ne pourra leur être donné aucun mandat,

#### SECTION IV. — Tenue et régime des assemblées primaires et électorales.

Art. 1<sup>er</sup>. Les sections des assemblées primaires et électorales se bornent à élire; elles se sépareront aussitôt après les élections faites, et ne pourront se former de nouveau que lorsqu'elles seront convoquées, si ce n'est au cas de l'article 1<sup>er</sup> de la section II, et de l'article 1<sup>er</sup> de la section III ci-dessus.

Art. 2. Nul citoyen actif ne peut entrer ni donner son suffrage dans une assemblée, s'il est armé.

Art. 3. La force armée ne pourra être introduite dans l'intérieur sans le vœu exprès de l'assemblée, si ce n'est qu'on y commit des violences; auquel cas, l'ordre du président suffira pour appeler la force publique.

Art. 4. Tous les deux ans il sera dressé, dans chaque district, des listes, par cantons, des citoyens actifs, et la liste de chaque canton y sera publiée et affichée deux mois avant l'époque de l'assemblée primaire.

Les réclamations qui pourront avoir lieu, soit pour constater la qualité des citoyens employés sur la liste, soit de la part de ceux qui se prétendront omis injustement, seront portées aux tribunaux pour y être jugées sommairement.

La liste servira de règle pour l'admission des citoyens dans la prochaine assemblée primaire, en tout ce qui n'aura pas été rectifié par des jugements rendus avant la tenue de l'assemblée.

Art. 5. Les assemblées électorales ont le droit de vérifier la qualité et les pouvoirs de ceux qui s'y présenteront, et leurs décisions seront exécutées provisoirement, sauf le jugement du corps législatif lors de la vérification des pouvoirs des députés.



Art. 6. Dans aucun cas et sous aucun prétexte, le roi, ni aucun des agents nommés par lui, ne pourront prendre connaissance des questions relatives à la régularité des convocations, à la tenue des assemblées, à la forme des élections, ni aux droits politiques des citoyens, sans préjudice des fonctions des commissaires du roi dans les cas déterminés par la loi, où les questions relatives aux droits politiques des citoyens doivent être portées dans les tribunaux.

SECTION V. — Réunion des représentants en Assemblée nationale législative.

Art. 1<sup>er</sup>. Les représentants se réuniront le premier lundi du mois de mai, au lieu des séances de la dernière législature.

Art. 2. Ils se formeront provisoirement en assemblée sous la présidence du doyen d'âge, pour vérifier les pouvoirs des représentants présents.

Art. 3. Dès qu'ils seront au nombre de trois cent soixante-treize membres vérifiés, ils se constitueront sous le titre d'*Assemblée nationale législative*; elle nommera un président, un vice-président et des secrétaires, et commencera l'exercice de ses fonctions.

Art. 4. Pendant tout le cours du mois de mai, si le nombre des représentants présents est au-dessous de trois cent soixante-treize, l'assemblée ne pourra faire aucun acte législatif.

Elle pourra prendre un arrêté pour enjoindre aux membres absents de se rendre à leurs fonctions dans le délai de quinzaine au plus tard, à peine de 3,000 livres d'amende, s'ils ne proposent pas une excuse qui soit jugée légitime par l'assemblée.

Art. 5. Au dernier jour de mai, quel que soit le nombre de membres présents, ils se constitueront en Assemblée nationale législative.

Art. 6. Les représentants prononceront tous ensemble, au nom du peuple français, le serment de *vivre libres ou mourir*.

Ils prêteront ensuite individuellement le serment *de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années 1789, 1790 et 1791; de ne rien proposer ni consentir, dans le cours de la législature, qui puisse y porter atteinte, et d'être en tout fidèles à la nation, à la loi et au roi*.

Art. 7. Les représentants de la nation sont inviolables : ils ne pourront être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour ce qu'ils auront dit, écrit ou fait dans l'exercice de leurs fonctions de représentants.

Art. 8. Ils pourront, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit, ou en vertu d'un mandat d'arrêt : mais il en sera donné avis, sans délai, au Corps législatif; et la poursuite ne pourra être continuée

qu'après que le Corps législatif aura décidé qu'il y a lieu à accusation.

### CHAPITRE III. — *De la royauté, de la régence et des ministres.*

#### SECTION PREMIÈRE. — *De la royauté du roi.*

Art. 1<sup>er</sup>. La royauté est indivisible, et déléguée héréditairement à la race régnante de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

(Rien n'est préjugé sur l'effet des renonciations, dans la race actuellement régnante.)

Art. 2. La personne du roi est inviolable et sacrée; son seul titre est *Roi des Français*.

Art. 3. Il n'y a point en France d'autorité supérieure à celle de la loi : le roi ne règne que par elle, et ce n'est qu'au nom de la loi qu'il peut exiger l'obéissance.

Art. 4. Le roi, à son avènement au trône, ou dès qu'il aura atteint sa majorité, prêtera à la nation, en présence du Corps législatif, le serment *d'être fidèle à la nation et à la loi, d'employer tout le pouvoir qui lui est délégué, à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années 1789, 1790 et 1791, et à faire exécuter les lois.*

Si le Corps législatif n'est pas assemblé, le roi fera publier une proclamation dans laquelle seront exprimés ce serment et la promesse de le réitérer aussitôt que le Corps législatif sera réuni.

Art. 5. Si, un mois après l'invitation du Corps législatif, le roi n'a pas prêté ce serment, ou si, après l'avoir prêté, il le rétracte, il sera censé avoir abdiqué la royauté.

Art. 6. Si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté.

Art. 7. Si le roi, étant sorti du royaume, n'y rentrait pas après l'invitation qui lui en serait faite par le Corps législatif, et dans le délai qui sera fixé par la proclamation, lequel ne pourra être moindre de deux mois, il serait censé avoir abdiqué la royauté.

Le délai commencera à courir du jour où la proclamation du Corps législatif aura été publiée dans le lieu de ses séances; et les ministres seront tenus, sous leur responsabilité, de faire tous les actes du pouvoir exécutif, dont l'exercice sera suspendu dans la main du roi absent.

Art. 8. Après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la

classe des citoyens, et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.

Art. 9. Les biens particuliers que le roi possède à son avènement au trône, sont réunis irrévocablement au domaine de la nation : il a la disposition de ceux qu'il acquiert à titre singulier ; s'il n'en a pas disposé, ils sont pareillement réunis à la fin du règne.

Art. 10. La nation pourvoit à la splendeur du trône par une liste civile, dont le Corps législatif déterminera la somme à chaque changement de règne, pour toute la durée du règne.

Art. 11. Le roi nommera un administrateur de la liste civile, qui exercera les actions judiciaires du roi, et contre lequel toutes les actions à la charge du roi seront dirigées et les jugements prononcés. Les condamnations obtenues par les créanciers de la liste civile seront exécutoires contre l'administrateur personnellement et sur ses propres biens.

Art. 12. Le roi aura, indépendamment de la garde d'honneur qui lui sera fournie par les citoyens gardes nationales du lieu de sa résidence, une garde payée sur les fonds de la liste civile ; elle ne pourra excéder le nombre de 1,200 hommes à pied et de 600 hommes à cheval.

Les grades et les règles d'avancement y seront les mêmes que dans les troupes de ligne ; mais ceux qui composeront la garde du roi, rouleront pour tous les grades exclusivement sur eux-mêmes, et ne pourront en obtenir aucun dans l'armée de ligne.

Le roi ne pourra choisir les hommes de sa garde que parmi ceux qui sont actuellement en activité de service dans les troupes de ligne, ou parmi les citoyens qui on fait depuis un an le service de gardes nationales pourvu qu'ils soient résidents dans le royaume, et qu'ils aient précédemment prêté le serment civique.

La garde du roi ne pourra être commandée ni requise pour aucun autre service public.

#### SECTION II. — De la régence.

Art. 1<sup>er</sup>. Le roi est mineur jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis ; et pendant sa minorité, il y a un régent du royaume.

Art. 2. La régence appartient au parent du roi le plus proche en degré, suivant l'ordre de l'hérédité au trône, et âgé de vingt-cinq ans accomplis, pourvu qu'il soit Français et régnicole, qu'il ne soit pas héritier présomptif d'une autre couronne, et qu'il ait précédemment prêté le serment civique.

Les femmes sont exclues de la régence.

Art. 3. Si un roi mineur n'avait aucun parent réunissant les qua-

lités ci-dessus exprimées, le régent du royaume sera élu ainsi qu'il va être dit aux articles suivants.

Art. 4. Le Corps législatif ne pourra élire le régent.

Art. 5. Les électeurs de chaque district se réuniront au chef-lieu du district, d'après une proclamation qui sera faite dans la première semaine du nouveau règne, par le Corps législatif, s'il est réuni ; et s'il était séparé, le ministre de la justice sera tenu de faire cette proclamation dans la même semaine.

Art. 6. Les électeurs nommeront en chaque district, au scrutin individuel et à la pluralité absolue des suffrages, un citoyen éligible et domicilié dans le district, auquel ils donneront, par le procès-verbal de l'élection, un mandat spécial borné à la seule fonction d'élire le citoyen qu'il jugera en son âme et conscience le plus digne d'être régent du royaume.

Art. 7. Les citoyens mandataires nommés dans les districts seront tenus de se rassembler dans la ville où le Corps législatif tiendra sa séance, le quarantième jour au plus tard, à partir de celui de l'avènement du roi mineur au trône ; et ils y formeront l'assemblée électorale, qui procédera à la nomination du régent.

Art. 8. L'élection du régent sera faite au scrutin individuel, et à la pluralité absolue des suffrages.

Art 9. L'assemblée électorale ne pourra s'occuper que de l'élection, et se séparera aussitôt que l'élection sera terminée ; tout autre acte qu'elle entreprendrait de faire est déclaré inconstitutionnel et de nul effet.

Art. 10. L'assemblée électorale fera présenter, par son président, le procès-verbal de l'élection au Corps législatif, qui, après avoir vérifié la régularité de l'élection, la fera publier dans tout le royaume par une proclamation.

Art. 11. Le régent exerce jusqu'à la majorité du roi toutes les fonctions de la royauté, et n'est pas personnellement responsable des actes de son administration.

Art. 12. Le régent ne peut commencer l'exercice de ses fonctions, qu'après avoir prêté à la nation, en présence du Corps législatif, le serment *d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, d'employer tout le pouvoir délégué au roi, et dont l'exercice lui est confiée pendant la minorité du roi, à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années 1789, 1790 et 1791, et à faire exécuter les lois.*

Si le Corps législatif n'est pas assemblé, le régent fera publier une proclamation, dans laquelle seront exprimés ce serment et la promesse de le réitérer aussitôt que le Corps législatif sera réuni.

Art. 13. Tant que le régent n'est pas entré en exercice de ses fonctions, la sanction des lois demeure suspendue ; les ministres conti-



nuent de faire, sous leur responsabilité, tous les actes du pouvoir exécutif.

Art. 14. Aussitôt que le régent aura prêté serment, le Corps législatif déterminera son traitement, lequel ne pourra être changé pendant la durée de la régence.

Art. 15. Si, à raison de la minorité d'âge du parent appelé à la régence, elle a été dévolue à un parent plus éloigné, ou déférée par élection, le régent qui sera entré en exercice continuera ses fonctions jusqu'à la majorité du roi.

Art. 16. La régence du royaume ne confère aucun droit sur la personne du roi mineur.

Art. 17. La garde du roi mineur sera confiée à sa mère; et s'il n'a pas de mère, ou si elle est remariée au temps de l'avènement de son fils au trône, ou si elle se remarie pendant la minorité, la garde sera déférée par le Corps législatif.

Ne peuvent être élus pour la garde du roi mineur, ni le régent et ses descendants, ni les femmes.

Art. 18. En cas de démence du roi, notoirement reconnue, légalement constatée, et déclarée par le corps législatif après trois délibérations successivement prises de mois en mois, il y a lieu à la régence, tant que la démence dure.

#### SECTION III. — De la famille du roi.

Art. 1<sup>er</sup>. L'héritier présomptif portera le nom de *Prince Royal*.

Il ne peut sortir du royaume sans un décret du corps législatif et le consentement du roi.

S'il en est sorti, et si, étant parvenu à l'âge de dix-huit ans, il ne rentre pas en France; après avoir été requis par une proclamation du Corps législatif, il est censé avoir abdicqué le droit de succession au trône.

Art. 2. Si l'héritier présomptif est mineur, le parent majeur, premier appelé à la régence, est tenu de résider dans le royaume.

Dans le cas où il en serait sorti, et n'y rentrerait pas sur la réquisition du Corps législatif, il sera censé avoir abdicqué son droit à la régence.

Art. 3. La mère du roi mineur ayant sa garde, ou le gardien élu, s'ils sortent du royaume, sont déchus de la garde.

Si la mère de l'héritier présomptif mineur sortait du royaume, elle ne pourrait, même après son retour, avoir la garde de son fils mineur devenu roi, que par un décret du Corps législatif.

Art. 4. Il sera fait une loi pour régler l'éducation du roi mineur, et celle de l'héritier présomptif mineur.

Art. 5. Les membres de la famille du roi, appelés à la succession éventuelle au trône, jouissent des droits de citoyens actifs, mais ne sont éligibles à aucune des places, emplois ou fonctions qui sont à la nomination du peuple.

A l'exception des départements du ministère, ils sont susceptibles des places et emplois à la nomination du roi; néanmoins ils ne pourront commander en chef aucune armée de terre ou de mer, ni remplir les fonctions d'ambassadeurs, qu'avec le consentement du Corps législatif, accordé sur la proposition du roi.

Art. 6. Les membres de la famille du roi, appelés à la succession éventuelle au trône, ajouteront la dénomination de *prince français* au nom qui leur aura été donné dans l'acte civil constatant leur naissance, et ce nom ne pourra être ni patronimique, ni formé d'aucune des qualifications abolies par la présente constitution.

La dénomination de *prince* ne pourra être donnée à aucun autre individu, et n'emportera aucun privilège, ni aucune exception au droit commun de tous les Français.

Art. 7. Les actes par lesquels seront légalement constatés les naissances, mariages et décès des princes français, seront présentés au corps législatif, qui en ordonnera le dépôt dans ses archives.

Art. 8. Il ne sera accordé aux membres de la famille du roi aucun apanage réel.

Les fils puînés du roi recevront, à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ou lors de leur mariage, une rente apanagère, laquelle sera fixée par le Corps législatif, et finira à l'extinction de leur postérité masculine.

#### SECTION IV. — Des ministres.

Art. 1<sup>er</sup>. Au roi seul appartient le choix et la révocation des ministres.

Art. 2. Les membres de l'Assemblée nationale actuelle et des législatures suivantes, les membres du tribunal de cassation, et ceux qui serviront dans le haut-juré, ne pourront être promus au ministère, ni recevoir aucunes places, dons, pensions, traitements ou commissions du pouvoir exécutif ou de ses agents, pendant la durée de leurs fonctions, ni pendant deux ans après en avoir cessé l'exercice.

Il en sera de même de ceux qui seront seulement inscrits sur la liste du haut-juré, pendant tout le temps que durera leur inscription.

Art. 3. Nul ne pourra entrer en exercice d'aucun emploi, soit dans les bureaux du ministère, soit dans ceux des régies ou administrations des revenus publics, ni en général d'aucun emploi à la nomina-

tion du pouvoir exécutif, sans prêter le serment civique, ou sans justifier qu'il l'a prêté.

Art. 4. Aucun ordre du roi ne peut être exécuté, s'il n'est signé par lui et contre-signé par le ministre ou l'ordonnateur du département.

Art. 5. Les ministres sont responsables de tous les délits par eux commis contre la sûreté nationale et la constitution.

De tout attentat à la propriété et à la liberté individuelle.

De toute dissipation des deniers destinés aux dépenses de leur département.

Art. 6. En aucun cas, l'ordre du roi, verbal ou par écrit, ne peut soustraire un ministre à la responsabilité.

Art. 7. Les ministres sont tenus de présenter chaque année, au corps législatif, à l'ouverture de la session, l'aperçu des dépenses à faire dans leur département, de rendre compte de l'emploi des sommes qui y étaient destinées, et d'indiquer les abus qui auraient pu s'introduire dans les différentes parties du gouvernement.

Art. 8. Aucun ministre en place ou hors de place, ne peut être poursuivi en matière criminelle pour fait de son administration, sans un décret du Corps législatif.

### CHAPITRE III. — *De l'exercice du pouvoir législatif*

#### SECTION PREMIÈRE. — Pouvoirs et fonctions de l'Assemblée nationale législative

Art. 1<sup>er</sup>. La constitution délègue au Corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après :

1° De proposer et décréter les lois : le roi peut seulement inviter le Corps législatif à prendre un objet en considération ;

2° De fixer les dépenses publiques ;

3° D'établir les contributions publiques ; d'en déterminer la nature, la quotité, la durée et le mode de perception ;

4° De faire la répartition de la contribution directe entre les départements du royaume, de surveiller l'emploi de tous les revenus publics, et de s'en faire rendre compte ;

5° De décréter la création ou la suppression des offices publics ;

6° De déterminer le titre, le poids, l'empreinte et la dénomination des monnaies ;

7° De permettre ou de défendre l'introduction des troupes étrangères sur le territoire français, et des forces navales étrangères dans les ports du royaume ;

8° De statuer annuellement, après la proposition du roi, sur le nom-

bre d'hommes et de vaisseaux dont les armées de terre ou de mer seront composées; sur la solde et le nombre d'individus de chaque grade; sur les règles d'admission et d'avancement, les formes de l'enrôlement et du dégagement, la formation des équipages de mer; sur l'admission des troupes ou des forces navales étrangères au service de la France, et sur le traitement des troupes en cas de licenciement;

9° De statuer sur l'administration, et d'ordonner l'aliénation des domaines nationaux;

10° De poursuivre devant la haute cour nationale la responsabilité des ministres et des agents principaux du pouvoir exécutif;

D'accuser et de poursuivre devant la même cour, ceux qui seront prévenus d'attentat et de complot contre la sûreté générale de l'Etat, ou contre la Constitution;

11° D'établir des lois d'après lesquelles les marques d'honneur et décorations purement personnelles seront accordées à ceux qui ont rendu des services à l'Etat;

12° Le Corps législatif a seul le droit de décerner des honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

Art. 2. La guerre ne peut être décidée que par un décret du Corps législatif, rendu sur la proposition formelle et nécessaire du roi, et sanctionné par lui.

Dans le cas d'hostilités imminentes ou commencées, d'un allié à soutenir, ou d'un droit à conserver par la force des armes, le roi en donnera, sans aucun délai, la notification au Corps législatif, et en fera connaître les motifs. Si le corps législatif est en vacances, le roi le convoquera aussitôt.

Si le Corps législatif décide que la guerre ne doit pas être faite, le roi prendra sur-le-champ des mesures pour faire cesser, ou prévenir toutes hostilités, les ministres demeurant responsables des délais.

Si le Corps législatif trouve que les hostilités commencées soient une agression coupable de la part des ministres ou de quelque autre agent du pouvoir exécutif, l'auteur de l'agression sera poursuivi criminellement.

Pendant tout le cours de la guerre, le Corps législatif peut requérir le roi de négocier la paix, et le roi est tenu de déférer à cette réquisition.

A l'instant où la guerre cessera, le Corps législatif fixera le délai dans lequel les troupes élevées au-dessus du pied de paix seront congédiées, et l'armée réduite à son état ordinaire.

Art. 3. Il appartient au Corps législatif de ratifier les traités de paix, d'alliance et de commerce; et aucun traité n'aura d'effet que par cette ratification.

Art. 4. Le Corps législatif a le droit de déterminer le lieu de ses



séances, et de les continuer autant qu'il le jugera nécessaire, et de s'ajourner. Au commencement de chaque règne, s'il n'est pas réuni, il sera tenu de se rassembler sans délai.

Il a le droit de police dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'il aura déterminée.

Il a le droit de discipline sur ses membres; mais il ne peut prononcer de punition plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours, ou la prison pour trois jours.

Il a le droit de disposer, pour sa sûreté et pour le maintien du respect qui lui est dû, des forces qui, de son consentement, seront établies dans la ville où il tiendra ses séances.

Art. 5. Le pouvoir exécutif ne peut faire passer et séjourner aucun corps de troupes de ligne dans la distance de trente mille toises du Corps législatif, si ce n'est sur sa réquisition ou avec son autorisation.

SECTION II. — Tenue des séances, et forme de délibérer.

Art. 1<sup>er</sup>. Les délibérations du Corps législatif seront publiques, et les procès-verbaux de ses séances seront imprimés.

Art. 2. Le Corps législatif pourra cependant, en toute occasion, se former en *comité général*.

Cinquante membres auront le droit de l'exiger.

Pendant la durée du comité général, les assistants se retireront, le fauteuil du président sera vacant, l'ordre sera maintenu par le vice-président.

Art. 3. Aucun acte législatif ne pourra être délibéré et décrété que dans la forme suivante.

Art. 4. Il sera fait trois lectures du projet de décret, à trois intervalles, dont chacun ne pourra être moindre de huit jours.

Art. 5. La discussion sera ouverte après chaque lecture, et néanmoins, après la première ou la seconde lecture, le Corps législatif pourra déclarer qu'il y a lieu à l'ajournement, ou qu'il n'y a pas lieu à délibérer; dans ce dernier cas, le projet de décret pourra être représenté dans la même session.

Tout projet de décret sera imprimé et distribué avant que la seconde lecture puisse en être faite.

Art. 6. Après la troisième lecture, le président sera tenu de mettre en délibération, et le Corps législatif décidera s'il se trouve en état de rendre un décret définitif, ou s'il veut renvoyer la décision à un autre temps, pour recueillir de plus amples éclaircissements.

Art. 7. Le Corps législatif ne peut délibérer, si la séance n'est composée de deux cents membres au moins, et aucun décret ne sera formé que par la pluralité absolue des suffrages.

Art. 8. Tout projet de loi qui, soumis à la discussion, aura été rejeté après la troisième lecture, ne pourra être représenté dans la même session.

Art. 9. Le préambule de tout décret définitif énoncera : 1° les dates des séances auxquelles les trois lectures du projet auront été faites ; 2° le décret par lequel il aura été arrêté, après la troisième lecture, de décider définitivement.

Art. 10. Le roi refusera sa sanction au décret dont le préambule n'attestera pas l'observation des formes ci-dessus ; si quelqu'un de ces décrets était sanctionné, les ministres ne pourront le sceller ni le promulguer, et leur responsabilité à cet égard durera six années.

Art. 11. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les décrets reconnus et déclarés urgents par une délibération préalable du Corps législatif ; mais ils peuvent être modifiés ou révoqués dans le cours de la même session.

Le décret par lequel la matière aura été déclarée urgente en énoncera les motifs, et il sera fait mention de ce décret préalable dans le préambule du décret définitif.

#### SECTION III. — De la sanction royale.

Art. 1<sup>er</sup>. Les décrets du Corps législatif sont présentés au roi, qui peut leur refuser son consentement.

Art. 2. Dans le cas où le roi refuse son consentement, ce refus n'est que suspensif.

Lorsque les deux législatures qui suivront celle qui aura présenté le décret, auront successivement représenté le même décret dans les mêmes termes, le roi sera censé avoir donné la sanction.

Art. 3. Le consentement du roi est exprimé sur chaque décret par cette formule signée du roi : *Le roi consent et fera exécuter.*

Le refus suspensif est exprimé par celle-ci : *Le roi examinera.*

Art. 4. Le roi est tenu d'exprimer son consentement ou son refus sur chaque décret, dans les deux mois de la présentation.

Art. 5. Tout décret auquel le roi a refusé son consentement ne peut lui être représenté par la même législature.

Art. 6. Les décrets sanctionnés par le roi, et ceux qui lui auront été présentés par trois législatures consécutives, ont force de loi, et portent le nom de l'intitulé de *lois*.

Art. 7. Seront néanmoins exécutés comme lois, sans être sujets à la sanction, les actes du Corps législatif concernant sa constitution en assemblée délibérante.

La police intérieure, et celle qu'il pourra exercer dans l'enceinte extérieure qu'il aura déterminée.

La vérification des pouvoirs de ses membres présents;  
Les injonctions aux membres absents;  
La convocation des assemblées primaires en retard;  
L'exercice de la police constitutionnelle sur les administrateurs et sur les officiers municipaux;

Les questions soit d'éligibilité, soit de validité des élections.

Ne sont pareillement sujets à la sanction, les actes relatifs à la responsabilité des ministres, ni les décrets portant qu'il y a lieu à accusation.

Art. 8. Les décrets du Corps législatif concernant l'établissement, la prorogation et la perception des contributions publiques, porteront le nom et l'intitulé des lois. Ils seront promulgués et exécutés sans être sujets à la sanction, si ce n'est pour des dispositions qui établiraient des peines autres que des amendes et contraintes pécuniaires.

Ces décrets ne pourront être rendus qu'après l'observation des formalités prescrites par les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la section II du présent chapitre, et le Corps législatif ne pourra y insérer aucunes dispositions étrangères à leur objet.

#### SECTION IV. — Relations du Corps législatif avec le roi.

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsque le Corps législatif est définitivement constitué, il envoie au roi une députation pour l'en instruire. Le roi peut chaque année faire l'ouverture de la session, et proposer les objets qu'il croit devoir être pris en considération pendant le cours de cette session, sans néanmoins que cette formalité puisse être considérée comme nécessaire à l'activité du Corps législatif.

Art. 2. Lorsque le Corps législatif veut s'ajourner au delà de quinze jours, il est tenu d'en prévenir le roi par une députation, au moins quinze jours d'avance.

Art. 3. Huitaine au moins avant la fin de chaque session, le Corps législatif envoie au roi une députation, pour lui annoncer le jour où il se propose de terminer ses séances : le roi peut venir faire la clôture de la session.

Art. 4. Si le roi trouve important au bien de l'État que la session soit continuée, ou que l'ajournement n'ait pas lieu, ou qu'il n'ait lieu que pour un temps moins long, il peut à cet effet envoyer un message sur lequel le Corps législatif est tenu de délibérer.

Art. 5. Le roi convoquera le Corps législatif dans l'intervalle de ses sessions, toutes les fois que l'intérêt de l'État lui paraîtra l'exiger, ainsi que dans les cas qui auront été prévus et déterminés par le Corps législatif avant de s'ajourner.

Art. 6. Toutes les fois que le roi se rendra au lieu des séances du

Corps législatif, il sera reçu et reconduit par une députation; il ne pourra être accompagné dans l'intérieur de la salle que par le Prince Royal et par les ministres.

Art. 7. Dans aucun cas, le président ne pourra faire partie d'une députation.

Art. 8. Le Corps législatif cessera d'être corps délibérant, tant que le roi sera présent.

Art. 9. Les actes de la correspondance du roi avec le Corps législatif, seront toujours contre-signés par un ministre.

Art. 10. Les ministres du roi auront entrée dans l'Assemblée nationale législative; ils y auront une place marquée.

Ils seront entendus, toutes les fois qu'ils le demanderont, sur les objets relatifs à leur administration, ou lorsqu'ils seront requis de donner des éclaircissements.

Ils seront également entendus sur les objets étrangers à leur administration, quand l'Assemblée nationale leur accordera la parole.

#### CHAPITRE IV. — *De l'exercice du pouvoir exécutif*

Art. 1<sup>er</sup>. Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du roi.

Le roi est le chef suprême de l'administration général du royaume : le soin de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique lui est confié.

Le roi est le chef suprême de l'armée de terre et de l'armée navale.

Au roi est délégué le soin de veiller à la sûreté extérieure du royaume, d'en maintenir les droits et les possessions.

Art. 2. Le roi nomme les ambassadeurs et les autres agents des négociations politiques.

Il confère le commandement des armées et des flottes, et les grades de maréchal de France et d'amiral.

Il nomme les deux tiers des contre-amiraux, la moitié des lieutenants généraux, maréchaux de camp, capitaines de vaisseau, et colonels de la gendarmerie nationale.

Il nomme le tiers des colonels et des lieutenants-colonels, et le sixième des lieutenants de vaisseau :

Le tout en ce conformant aux lois sur l'avancement.

Il nomme, dans l'administration civile de la marine, les ordonnateurs, leurs contrôleurs, les trésoriers des arsenaux, les chefs des arsenaux, les chefs de travaux, sous-chefs des bâtiments civils, la moitié des chefs d'administration et des sous-chefs de construction.

Il nomme les commissaires auprès des tribunaux.



Il nomme les préposés en chef aux régies des contributions indirectes, et à l'administration des domaines nationaux.

Il surveille la fabrication des monnaies, et nomme les officiers chargés d'exercer cette surveillance dans la commission générale et dans les hôtels des monnaies.

L'effigie du roi est empreinte sur toutes les monnaies du royaume.

Art. 3. Le roi fait délivrer les lettres-patentes, brevets et commissions aux factionnaires publics ou autres qui doivent en recevoir.

Art. 4. Le roi fait dresser la liste des pensions et gratifications, pour être présentée au Corps législatif à chacune de ses sessions, et décrétée s'il y a lieu.

SECTION PREMIÈRE. — De la promulgation des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. Le pouvoir exécutif est chargé de faire sceller les lois du sceau de l'État, et de les faire promulguer.

Il est chargé également de faire promulguer et exécuter les actes du Corps législatif qui n'ont pas besoin de la sanction du roi.

Art. 2. Il sera fait deux expéditions originales de chaque loi, toutes deux signées du roi, contre-signées par le ministre de la justice, et scellées du sceau de l'État.

L'une restera déposée aux archives du sceau, et l'autre sera remise aux archives du corps législatif.

Art. 3. La promulgation des lois sera ainsi conçue :

« N. (*le nom du roi*) par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'État, roi des Français à tous présents et à venir, salut. L'Assemblée nationale a décrété, et nous voulons et ordonnons ce qui suit : »

(*La copie littérale du décret sera insérée sans aucun changement.*)

« Mandons et ordonnons à tous les corps administratifs et tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs départements et ressorts respectifs, et exécuter comme loi du royaume : en foi de quoi nous avons signé ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'État. »

Art. 4. Si le roi est mineur, les lois, proclamations et autres actes émanés de l'autorité royale pendant la régence seront conçus ainsi qu'il suit :

« N. (*le nom du régent*) régent du royaume, au nom de N. (*le nom du roi*) par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'État, roi des Français, etc., etc. »

Art. 5. Le pouvoir exécutif est tenu d'envoyer les lois aux corps administratifs et aux tribunaux, de faire certifier cet envoi, et d'en justifier au Corps législatif.

Art. 6. Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi, même provisoire, mais seulement des proclamations conformes aux lois, pour en ordonner ou en rappeler l'exécution.

SECTION II. — De l'administration intérieure.

Art. 1<sup>er</sup>. Il y a dans chaque département une administration supérieure, et dans chaque district une administration subordonnée.

Art. 2. Les administrateurs n'ont aucun caractère de représentation.

Ils sont des agents élus à temps par le peuple, pour exercer, sous la surveillance et l'autorité du roi, les fonctions administratives.

Art. 3. Ils ne peuvent ni s'immiscer dans l'exercice du pouvoir législatif, ou suspendre l'exécution des lois, ni rien entreprendre sur l'ordre judiciaire, ni sur les dispositions ou opérations militaires.

Art. 4. Les administrateurs sont essentiellement chargés de répartir les contributions directes, et de surveiller les deniers provenant de toutes les contributions et revenus publics dans leur territoire.

Il appartient au pouvoir législatif de déterminer les règles et le mode de leurs fonctions, tant sur les objets ci-dessus exprimés, que sur toutes les autres parties de l'administration intérieure.

Art. 5. Le roi a le droit d'annuler les actes des administrateurs de département, contraires aux lois ou aux ordres qu'il leur aura adressés.

Il peut, dans le cas d'une désobéissance persévérante, ou s'ils compromettent par leurs actes la sûreté ou la tranquillité publique, les suspendre de leurs fonctions.

Art. 6. Les administrateurs de département ont de même le droit d'annuler les actes des sous-administrateurs de district, contraires aux lois ou aux arrêtés des administrateurs de département, ou aux ordres que ces derniers leur auront donnés ou transmis.

Ils peuvent également, dans le cas d'une désobéissance persévérante des sous-administrateurs, ou si ces derniers compromettent par leurs actes la sûreté ou la tranquillité publique, les suspendre de leurs fonctions, à la charge d'en instruire le roi, qui pourra lever ou confirmer la suspension.

Art. 7. Le roi peut, lorsque les administrateurs de département n'auront pas usé du pouvoir qui leur est délégué dans l'article ci-dessus, annuler directement les actes des sous-administrateurs, et les suspendre dans les mêmes cas.

Art. 8. Toutes les fois que le roi aura prononcé ou confirmé la suspension des administrateurs ou sous-administrateurs, il en instruira le Corps législatif.

Celui-ci pourra lever la suspension ou la confirmer, ou même dissoudre l'administration coupable, et, s'il y a lieu, renvoyer tous les administrateurs ou quelques-uns d'eux aux tribunaux criminels, ou porter contre eux le décret d'accusation.

SECTION III. — Des relations extérieures.

Art. 1<sup>er</sup>. Le roi seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, faire des préparatifs de guerre proportionnés à ceux des Etats voisins, distribuer les forces de terre et de mer, ainsi qu'il le jugera convenable, et en régler la direction en cas de guerre.

Art. 2. Toute déclaration de guerre sera faite en ces termes : *De la part du roi des Français, au nom de la nation.*

Art. 3. Il appartient au roi d'arrêter et signer avec toutes les puissances étrangères tous les traités de paix, d'alliance et de commerce, et autres conventions qu'il jugera nécessaires au bien de l'Etat, sauf la ratification du Corps législatif.

CHAPITRE V. — Du pouvoir judiciaire

Art. 1<sup>er</sup>. Le pouvoir judiciaire ne peut en aucun cas être exercé par le Corps législatif ni par le roi.

Art. 2. La justice sera rendue gratuitement par des juges élus à temps par le peuple, et institués par lettres-patentes du roi, qui ne pourra les refuser.

Ils ne pourront être ni destitués que pour forfaiture dûment jugée, ni suspendus que par une accusation admise.

L'accusateur public sera nommé par le peuple.

Art. 3. Les tribunaux ne peuvent ni s'immiscer dans l'exercice du pouvoir législatif, ou suspendre l'exécution des lois, ni entreprendre sur les fonctions administratives, ou citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.

Art. 4. Les citoyens ne peuvent être distraits des juges que la loi leur assigne, par aucune commission, ni par d'autres attributions et évocations que celles qui sont déterminées par les lois.

Art. 5. Le droit des citoyens de terminer définitivement leurs contestations par la voie de l'arbitrage, ne peut recevoir aucune atteinte par les actes du pouvoir législatif.

Art. 6. Les tribunaux ordinaires ne peuvent recevoir aucune action au civil, sans qu'il leur soit justifié que les parties ont comparu, ou que le demandeur a cité sa partie adverse devant des médiateurs pour parvenir à une conciliation.

Art. 7. Il y aura un ou plusieurs juges de paix dans les cantons et dans les villes. Le nombre en sera déterminé par le pouvoir législatif.

Art. 8. Il appartient au pouvoir législatif de régler le nombre et les arrondissements des tribunaux, et le nombre des juges dont chaque tribunal sera composé.

Art. 9. En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés, ou décrétée par le Corps législatif dans les cas où il lui appartient de poursuivre l'accusation.

Après l'accusation admise, le fait sera reconnu et déclaré par des jurés.

L'accusé aura la faculté d'en récuser jusqu'à vingt, sans donner de motifs.

Les jurés qui déclareront le fait, ne pourront être au-dessous du nombre de douze.

L'application de la loi sera faite par des juges.

L'instruction sera publique, et l'on ne pourra refuser aux accusés le secours d'un conseil.

Tout homme acquitté par un juré légal, ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait.

Art. 10. Nul homme ne peut être saisi que pour être conduit devant l'officier de police; et nul ne peut être mis en arrestation ou détenu, qu'en vertu d'un mandat des officiers de police, d'une ordonnance de prise de corps d'un tribunal, d'un décret d'accusation du Corps législatif dans le cas où il lui appartient de le prononcer, ou d'un jugement de condamnation à prison ou détention correctionnelle.

Art. 11. Tout homme saisi et conduit devant l'officier de police, sera examiné sur-le-champ, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

S'il résulte de l'examen qu'il n'y a aucun sujet d'inculpation contre lui, il sera remis aussitôt en liberté; ou s'il y a lieu de l'envoyer à la maison d'arrêt, il y sera conduit dans le plus bref délai, qui, en aucun cas, ne pourra excéder trois jours.

Art. 12. Nul homme arrêté ne peut être retenu s'il donne caution suffisante, dans tous les cas où la loi permet de rester libre sous cautionnement.

Art. 13. Nul homme, dans le cas où sa détention est autorisée par la loi, ne peut être conduit et détenu que dans les lieux légalement et publiquement désignés pour servir de maison d'arrêt, de maison de justice ou de prison.

Art. 14. Nul gardien ou géolier ne peut recevoir ni retenir aucun homme qu'en vertu d'un mandat, ordonnance de prise de corps, décret d'accusation, ou jugement mentionnés dans l'article 10 ci-dessus, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre.



Art. 15. Tout gardien ou geôlier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de représenter la personne du détenu à l'officier civil ayant la police de la maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par lui.

La représentation de la personne du détenu ne pourra de même être refusée à ses parents et amis, porteurs de l'ordre de l'officier civil, qui sera toujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou geôlier ne représente une ordonnance du juge, transcrite sur son registre, pour tenir l'arrêté au secret.

Art. 16. Tout homme, quels que soient sa place ou son emploi, autre que ceux à qui la loi donne le droit d'arrestation, qui donnera, signera, exécutera ou fera exécuter l'ordre d'arrêter un citoyen ; ou quiconque, même dans les cas d'arrestation autorisés par la loi, conduira, recevra ou retiendra un citoyen dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné ; et tout gardien ou geôlier qui contreviendra aux dispositions des articles 14 et 15 ci-dessus, seront coupables du crime de détention arbitraire.

Art. 17. Nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier sur quelque matière que ce soit, si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués, la résistance à leurs actes, ou quelques-unes des actions déclarées crimes ou délits par la loi.

La censure sur les actes des pouvoirs constitués est permise ; mais les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics, et la droiture de leurs intentions dans l'exercice de leurs fonctions, pourront être poursuivies par ceux qui en sont l'objet.

Les calomnies et injures contre quelques personnes que ce soit, relatives aux actions de leur vie privée, seront punies sur leur poursuite.

Art. 18. Nul ne peut être jugé, soit par la voie civile, soit par la voie criminelle, pour faits d'écrits imprimés ou publiés, sans qu'il ait été reconnu et déclaré par un juré, 1° : s'il y a délit dans l'écrit dénoncé ; 2° si la personne poursuivie en est coupable.

Art. 19. Il y aura pour tout le royaume un seul tribunal de cassation, établi auprès du Corps législatif. Il aura pour fonctions de prononcer :

Sur les demandes en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux ;

Sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime ;

Sur les réglemens de juges et les prises à partie contre un tribunal entier.

Art. 20. En matière de cassation, le tribunal de cassation ne pourra jamais connaître du fond des affaires; mais après avoir cassé le jugement qui aura été rendu sur une procédure dans laquelle les formes auront été violées, ou qui contiendra une contravention expresse à la loi, il renverra le fond du procès au tribunal qui doit en connaître.

Art. 21. Lorsque après deux cassations, le jugement du troisième tribunal sera attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, la question ne pourra plus être agitée au tribunal de cassation sans avoir été soumise au Corps législatif, qui portera décret déclaratoire de la loi, auquel le tribunal de cassation sera tenu de se conformer.

Art. 22. Chaque année le tribunal de cassation sera tenu d'envoyer à la barre du Corps législatif une députation de huit membres, qui lui présenteront l'état des jugements rendus, à côté de chacun desquels seront la notice abrégée de l'affaire, et le texte de la loi qui aura déterminé la décision.

Art. 23. Une haute cour nationale, formée de membres du tribunal de cassation et de hauts jurés, connaîtra des délits des ministres et agents principaux du pouvoir exécutif, et des crimes qui attaquerront la sûreté générale de l'État, lorsque le Corps législatif aura rendu un décret d'accusation.

Elle ne se rassemblera que sur la proclamation du Corps législatif, et à une distance de trente mille toises au moins du lieu où la législature tiendra ses séances.

Art. 24. Les expéditions exécutoires des jugements des tribunaux seront conçues ainsi qu'il suit :

« N. (*le nom du roi*), par la grâce de Dieu et la loi constitutionnelle » de l'État, roi des Français : A tous présents et à venir, salut. Le » tribunal de... a rendu le jugement suivant : »

(*Ici sera copié le jugement, dans lequel il sera fait mention du nom des juges*).

« Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis, de mettre » le dit jugement à exécution, à nos commissaires auprès des tribu- » naux d'y tenir la main, et à tous les commandants et officiers de la » force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légale- » ment requis. En foi de quoi le présent jugement a été signé par le » président du tribunal et par le greffier. »

Art. 25. Les fonctions des commissaires du roi auprès des tribunaux seront de requérir l'observation des lois dans les jugements à rendre, et de faire exécuter les jugements rendus.

Ils ne seront point accusateurs publics; mais ils seront entendus sur toutes les accusations, et requerront pendant le cours de l'ins-

truction pour la régularité des formes, et avant le jugement pour l'application de la loi.

Art. 26. Les commissaires du roi auprès des tribunaux dénonceront au directeur du juré, soit d'office, soit d'après les ordres qui leur seront donnés par le roi :

Les attentats contre la liberté individuelle des citoyens, contre la libre circulation des subsistances et autres objets de commerce, et contre la perception des contributions ;

Les délits par lesquels l'exécution des ordres donnés par le roi dans l'exercice des fonctions qui lui sont déléguées, serait troublée ou empêchée ;

Les attentats contre le droit des gens ;

Et les rébellions à l'exécution des jugements, et de tous les actes exécutoires émanés des pouvoirs constitués.

Art. 27. Le ministre de la justice dénoncera au tribunal de cassation, par la voie du commissaire du roi, et sans préjudice du droit des parties intéressées, les actes par lesquels les juges auraient excédé les bornes de leur pouvoir.

Le tribunal les annulera ; et s'ils donnent lieu à la forfaiture, le fait sera dénoncé au Corps législatif, qui rendra le décret d'accusation, s'il y a lieu, et renverra les prévenus devant la haute cour nationale.

## TITRE IV

### DE LA FORCE PUBLIQUE

Art. 1<sup>er</sup>. La force publique est instituée pour défendre l'État contre les ennemis du dehors, et assurer au dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Art. 2. Elle est composée :

De l'armée de terre et de mer ;

De la troupe spécialement destinée au service intérieur ;

Et subsidiairement des citoyens actifs, et de leurs enfants en état de porter les armes, inscrits sur le rôle de la garde nationale.

Art. 3. Les gardes nationales ne forment ni un corps militaire, ni une institution dans l'État ; ce sont les citoyens eux-mêmes appelés au service de la force publique.

Art. 4. Les citoyens ne pourront jamais se former ni agir comme gardes nationales, qu'en vertu d'une réquisition ou d'une autorisation légale.

Art. 5. Ils sont soumis en cette qualité à une organisation déterminée par la loi.

Ils ne peuvent avoir dans tout le royaume qu'une même discipline et un même uniforme.

Les distinctions de grade et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

Art. 6. Les officiers sont élus à temps, et ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de service comme soldats.

Nul ne commandera la garde nationale de plus d'un district.

Art. 7. Toutes les parties de la force publique employées pour la sûreté de l'État contre les ennemis du dehors agiront sous les ordres du roi.

Art. 8. Aucun corps ou détachement de troupes de ligne ne peut agir dans l'intérieur du royaume sans une réquisition légale.

Art. 9. Aucun agent de la force publique ne peut entrer dans la maison d'un citoyen, si ce n'est pour l'exécution des mandements de police et de justice ou dans les cas formellement prévus par la loi.

Art. 10. La réquisition de la force publique dans l'intérieur du royaume appartient aux officiers civils, suivant les règles déterminées par le pouvoir législatif.

Art. 11. Si des troubles agitent tout un département, le roi donnera, sous la responsabilité de ses ministres, les ordres nécessaires pour l'exécution des lois et le rétablissement de l'ordre, mais à la charge d'en informer le Corps législatif, s'il est assemblé, et de le convoquer s'il est en vacances.

Art. 12. La force publique est essentiellement obéissante : nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 13. L'armée de terre et de mer, et la troupe destinée à la sûreté intérieure, sont soumises à des lois particulières, soit pour le maintien de la discipline, soit pour la forme des jugements et la nature des peines en matière de délits militaires.

## TITRE V

### DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES

Art. 1<sup>er</sup>. Les contributions publiques seront délibérées et fixées chaque année par le Corps législatif, et ne pourront subsister au delà du dernier jour de la session suivante, si elles n'ont pas été expressément renouvelées.

Art. 2. Sous aucun prétexte, les fonds nécessaires à l'acquittement de la dette nationale et au paiement de la liste civile, ne pourront être refusés ni suspendus.

Le traitement des ministres du culte catholique pensionnés, con-



servés, élus ou nommés en vertu des décrets de l'Assemblée nationale constituante, fait partie de la dette nationale.

Le Corps législatif ne pourra, en aucun cas, charger la nation du paiement des dettes d'aucun individu.

Art. 3. Les comptes détaillés de la dépense des départements ministériels, signés et certifiés par les ministres ou ordonnateurs généraux, seront publiés par la voie de l'impression, au commencement de chaque législature.

Il en sera de même des états de recette des diverses contributions, et de tous les revenus publics.

Les états de ces dépenses et recettes seront distingués suivant leur nature, et exprimeront les sommes touchées et dépensées, année par année, dans chaque district.

Les dépenses particulières à chaque département, et relatives aux tribunaux, aux corps administratifs et autres établissements, seront également rendues publiques.

Art. 4. Les administrateurs de département et sous-administrateurs, ne pourront ni établir aucune contribution publique, ni faire aucune répartition au delà du temps et des sommes fixées par le Corps législatif, ni délibérer ou permettre, sans y être autorisés par lui, aucun emprunt local à la charge des citoyens du département.

Art. 5. Le pouvoir exécutif dirige et surveille la perception et le versement des contributions, et donne tous les ordres nécessaires à cet effet.

## TITRE VI

### DES RAPPORTS DE LA NATION FRANÇAISE AVEC LES NATIONS ÉTRANGÈRES

La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

La constitution n'admet point de droit d'aubaine.

Les étrangers établis ou non en France, succèdent à leurs parents étrangers ou français.

Ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés en France, et en disposer de même que tout citoyen français, par tous les moyens autorisés par les lois.

Les étrangers qui se trouvent en France sont soumis aux mêmes lois criminelles et de police que les citoyens français, sauf les conventions arrêtées avec les puissances étrangères; leur personne, leurs biens, leur industrie, leur culte, sont également protégés par la loi.

## TITRE VII

## DE LA RÉVISION DES DÉCRETS CONSTITUTIONNELS

Art. 1<sup>er</sup>. L'Assemblée nationale constituante déclare que la nation a le droit imprescriptible de changer sa constitution ; et néanmoins, considérant qu'il est plus conforme à l'intérêt national d'user seulement, par les moyens pris dans la constitution même du droit d'en réformer les articles dont l'expérience aura fait sentir les inconvénients, décrète qu'il y sera procédé par une assemblée de révision. en la forme suivante :

Art. 2. Lorsque les trois législatures consécutives auront émis un vœu uniforme pour le changement de quelque article constitutionnel, il y aura lieu à la révision demandée.

Art. 3. La prochaine législature et la suivante ne pourront proposer la réforme d'aucun article constitutionnel.

Art. 4. Des trois législatures qui pourront par la suite proposer quelques changements, les deux premières ne s'occuperont de cet objet que dans les derniers mois de leur dernière session, et la troisième à la fin de sa première session annuelle, ou au commencement de la seconde.

Leurs délibérations sur cette matière seront soumises aux mêmes formes que les actes législatifs ; mais les décrets par lesquels elles auront émis leur vœu, ne seront pas sujets à la sanction du roi.

Art. 5. La quatrième législature, augmentée de deux cent quarante-neuf membres élus en chaque département, par doublement du nombre ordinaire qu'il fournit pour sa population, formera l'assemblée de révision.

Ces deux cent quarante-neuf membres seront élus après que la nomination des représentants au Corps législatif aura été terminée, et il sera fait un procès-verbal séparé.

L'assemblée de révision ne sera composée que d'une chambre.

Art. 6. Les membres de la troisième législature qui aura demandé le changement, ne pourront être élus à l'assemblée de révision.

Art. 7. Les membres de l'assemblée de révision, après avoir prononcé le serment de *vivre libre ou mourir*, prêteront individuellement celui de *se borner à statuer sur les objets qui leur auront été soumis par le vœu uniforme des trois législatures précédentes, de maintenir, au surplus, de tout leur pouvoir, la constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années 1789, 1790 et 1791, et d'être en tout fidèles à la nation, à la loi et au roi.*

Art. 8. L'assemblée de révision sera tenue de s'occuper ensuite, et

sans délai, des objets qui auront été soumis à son examen. Aussitôt que son travail sera terminé, les deux cent quarante-neuf membres nommés en augmentation se retireront sans pouvoir prendre part, en aucun cas, aux actes législatifs.

Les colonies et possessions françaises dans l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, quoiqu'elles fassent partie de l'empire Français, ne sont pas comprises dans la présente constitution.

Aucun des pouvoirs institués par la constitution n'a le droit de la changer dans son ensemble ni dans ses parties, sauf les réformes qui pourront y être faites par la voie de la révision, conformément aux dispositions du titre VII ci-dessus.

L'Assemblée nationale constituante en remet le dépôt à la fidélité du Corps législatif, du roi et des juges, à la vigilance des pères de famille, aux épouses et aux mères, à l'affection des jeunes citoyens, au courage de tous les Français.

Les décrets rendus par l'Assemblée nationale constituante, qui ne sont pas compris dans l'acte constitutionnel, seront exécutés comme loi, et les lois antérieures auxquelles elle n'a pas dérogé, seront également observées tant que les uns ou les autres n'auront pas été révoqués ou modifiés par le pouvoir législatif.

L'Assemblée nationale ayant entendu la lecture de l'acte constitutionnel ci-dessus, et après l'avoir approuvé, déclare que la constitution est terminée, et qu'elle ne peut y rien changer.

Il sera nommé à l'instant une députation de soixante membres, pour offrir, dans le jour, l'acte constitutionnel au roi.

Mandons et ordonnons à tous les corps administratifs et tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs départements et ressorts respectifs, et exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'État.

A Paris, le quatorzième jour de septembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-onze, et de notre règne le dix-huitième.

*Signé : LOUIS.*

*Contresigné : M. L.-F. DEBORG.*

## 1792

*Février 9.* Décret prononçant le séquestre des biens des émigrés.

*Juin 20.* Insurrection des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau.

*Août. 10.* Décrets de l'Assemblée législative suspendant le roi de ses fonctions et ordonnant la convocation d'une Convention nationale.

*Août. 12.* Louis XVI est emprisonné au Temple avec sa famille.

*Sept. 21.* Clôture de l'Assemblée législative.

*Sept. 22.* Première séance de la Convention nationale qui décrète l'abolition de la Royauté et proclame la République.

## 1793

*Janvier 17.* Louis XVI est condamné à mort par la Convention nationale par 387 votants sur 721.

*Janvier. 21.* Exécution de Louis XVI.

*Mars 10.* Etablissement du Tribunal révolutionnaire à Paris.

*Avril 6.* Etablissement du Comité du salut public.

---

ACTE CONSTITUTIONNEL (1).

Présenté au peuple français par la Convention nationale, le 24 juin 1793, l'an deuxième de la République française.

*Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*

Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une déclaration solennelle ces droits sacrés et inaliénables, afin que tous les citoyens, pouvant comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le but de toute institution sociale, ne se laissent jamais opprimer ni avilir par la tyrannie; afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de sa liberté et de son bonheur, le magistrat la règle de ses devoirs, le législateur l'objet de sa mission. En conséquence, il proclame, en présence de l'Être Suprême, la déclaration suivante des droits de l'homme et du citoyen.

Art. 1<sup>er</sup>. Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

Art. 2. Ces droits sont : l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

Art. 3. Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi.

Art. 4. La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté gé-

(1) Voté par 1,804,918 voix contre 44,610.



nérale; elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse; elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société, elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

Art. 5. Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence dans leurs élections, que les vertus et les talents.

Art. 6. La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui; elle a pour principe la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde la loi; sa limite morale est dans cette maxime : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.*

Art. 7. Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes, ne peuvent être interdits.

La nécessité d'énoncer ses droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme.

Art. 8. La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés.

Art. 9. La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

Art. 10. Nul ne doit être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout citoyen appelé ou saisi par l'autorité de la loi doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

Art. 11. Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence, a le droit de le repousser par la force.

Art. 12. Ceux qui solliciteraient, expédieraient, signeraient, exécuteraient ou feraient exécuter des actes arbitraires, sont coupables et doivent être punis.

Art. 13. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 14. Nul ne doit être jugé et puni qu'après avoir été entendu ou légalement appelé, et qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement au délit. La loi qui punirait des délits commis avant qu'elle existât, serait une tyrannie; l'effet rétroactif donné à la loi serait un crime.

Art. 15. La loi ne doit décerner que des peines strictement et évi-

demment nécessaires; les peines doivent être proportionnées aux délits et utiles à la société.

Art. 16. Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen, de jouir et de disposer à son gré de ses biens et de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

Art. 17. Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.

Art. 18. Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut se vendre ni être vendu; sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne connaît pas de domesticité : il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance, entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

Art. 19. Nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Art. 20. Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale. Tous les citoyens ont droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi, et de s'en faire rendre compte.

Art. 21. Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

Art. 22. L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.

Art. 23. La garantie sociale consiste dans l'action de tous, pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits; cette garantie repose sur la souveraineté nationale.

Art. 24. Elle ne peut exister, si les limites des fonctions publiques ne sont pas clairement déterminées par la loi, et si la responsabilité de tous les fonctionnaires n'est pas assurée.

Art. 25. La souveraineté réside dans le peuple; elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.

Art. 26. Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier; mais chaque section du souverain assemblée doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.

Art. 27. Que tout individu qui usurperait la souveraineté, soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

Art. 28. Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures.

Art. 29. Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi et à la nomination de ses mandataires ou de ses agents.

Art. 30. Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

Art. 31. Les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais être impunis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

Art. 32. Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut, en aucun cas, être interdit, suspendu ni limité.

Art. 33. La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

Art. 34. Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé : il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Art. 35. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.

## ACTE CONSTITUTIONNEL

### *De la République.*

Art. 1<sup>er</sup>. La République française est une et indivisible.

### *De la distribution du peuple.*

Art. 2. Le peuple français est distribué, pour l'exercice de sa souveraineté, en assemblées primaires de cantons.

Art. 3. Il est distribué, pour l'administration et pour la justice, en départements, districts, municipalités.

### *De l'état des citoyens.*

Art. 4. Tout homme né et domicilié en France, âgé de 21 ans accomplis ;

Tout étranger âgé de 21 ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ;

Tout étranger, enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité.

Est admis à l'exercice des droits de citoyen français.

Art. 5. L'exercice des droits de citoyen se perd :

Par la naturalisation en pays étranger ;

Par l'acceptation de fonctions ou de faveurs émanées d'un gouvernement non populaire ;

Par la condamnation à des peines infamantes ou afflictives, jusqu'à réhabilitation.

Art. 6. L'exercice des droits de citoyen est suspendu :

Par l'état d'accusation ;

Par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

#### *De la souveraineté du peuple.*

Art. 7. Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français.

Art. 8. Il nomme immédiatement ses députés.

Art. 9. Il délègue à des électeurs le choix des administrateurs, des arbitres publics, des juges criminels et de cassation.

Art. 10. Il délibère sur les lois.

#### *Des assemblées primaires.*

Art. 11. Les assemblées primaires se composent des citoyens domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

Art. 12. Elles sont composées de deux cents citoyens au moins, de six cents au plus, appelés à voter.

Art. 13. Elles sont constituées par la nomination d'un président, de secrétaires, de scrutateurs.

Art. 14. Leur police leur appartient.

Art. 15. Nul ne peut y paraître en armes.

Art. 16. Les élections se font au scrutin ou à haute voix, au choix de chaque votant.

Art. 17. Une assemblée primaire ne peut, en aucun cas, prescrire un mode uniforme de voter.

Art. 18. Les scrutateurs constatent le vote des citoyens qui, ne sachant pas écrire, préfèrent de voter au scrutin.

Art. 19. Les suffrages, sur les lois, sont donnés par *oui* et par *non*.

Art. 20. Le vœu de l'assemblée primaire est proclamé ainsi : *Les citoyens, réunis en assemblée primaire de..... au nombre de..... votants, votent pour, ou votent contre, à la majorité de.....*

#### *De la représentation nationale.*

Art. 21. La population est la seule base de la représentation nationale.



Art. 22. Il y a un député en raison de quarante mille individus.

Art. 23. Chaque réunion d'assemblées primaires, résultant d'une population de trente-neuf à quarante et un mille âmes, nomme immédiatement un député.

Art. 24. La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

Art. 25. Chaque assemblée fait le dépouillement des suffrages, et envoie un commissaire pour le recensement général, au lieu désigné comme le plus central.

Art. 26. Si le premier recensement ne donne point de majorité absolue, il est procédé à un second appel, et on vote entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix.

Art. 27. En cas d'égalité de voix, le plus âgé a la préférence, soit pour être ballotté, soit pour être élu. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

Art. 28. Tout Français, exerçant les droits de citoyen, est éligible dans l'étendue de la République.

Art. 29. Chaque député appartient à la nation entière.

Art. 30. En cas de non acceptation, démission, déchéance ou mort d'un député, il est pourvu à son remplacement par les assemblées primaires qui l'ont nommé.

Art. 31. Un député qui a donné sa démission ne peut quitter son poste qu'après l'admission de son successeur.

Art. 32. Le peuple français s'assemble tous les ans, le 1<sup>er</sup> mai, pour les élections.

Art. 33. Il y procède, quel que soit le nombre des citoyens ayant droit d'y voter.

Art. 34. Les assemblées primaires se forment extraordinairement, sur la demande du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

Art. 35. La convocation se fait, en ce cas, par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

Art. 36. Ces assemblées extraordinaires ne délibèrent qu'autant que la moitié, plus un, des citoyens qui ont droit d'y voter, sont présents.

#### *Des assemblées électorales.*

Art. 37. Les citoyens, réunis en assemblées primaires, nomment un électeur à raison de deux cents citoyens, présents ou non; deux, depuis trois cent un jusqu'à quatre cents; trois, depuis cinq cent un jusqu'à six cents.

Art. 38. La tenue des assemblées électorales et le mode des élections sont les mêmes que dans les assemblées primaires.

#### *Du Corps législatif.*

Art. 39. Le Corps législatif est un, indivisible et permanent.

Art. 40. Sa session est d'un an.

Art. 41. Il se réunit le 1<sup>er</sup> juillet.

Art. 42. L'Assemblée nationale ne peut se constituer, si elle n'est composée au moins de la moitié des députés, plus un.

Art. 43. Les députés ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du Corps législatif.

Art. 44. Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit; mais le mandat d'arrêt ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec l'autorisation du Corps législatif.

#### *Tenue des séances du Corps législatif.*

Art. 45. Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques.

Art. 46. Les procès-verbaux de ses séances seront imprimés.

Art. 47. Elle ne peut délibérer si elle n'est composée de deux cents membres au moins.

Art. 48. Elle ne peut refuser la parole à ses membres, dans l'ordre où ils l'ont réclamée.

Art. 49. Elle délibère à la majorité des présents.

Art. 50. Cinquante membres ont le droit d'exiger l'appel nominal.

Art. 51. Elle a le droit de censure sur la conduite de ses membres dans son sein.

Art. 52. La police lui appartient dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

#### *Des fonctions du Corps législatif.*

Art. 53. Le Corps législatif propose des lois, et rend des décrets.

Art. 54. Sont compris sous le nom général de *loi*, les actes du Corps législatif, concernant :

La législation civile et criminelle; l'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la République; les domaines nationaux; le titre, le poids, l'empreinte et la dénomination des monnaies; la nature, le montant et la perception des contributions; la déclaration de guerre; toute nouvelle distribution générale du territoire Français; l'instruction publique; les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

Art. 55. Sont désignés sous le nom particulier de *décret*, les actes du corps législatif, concernant :

L'établissement annuel des forces de terre et de mer; la permission ou la défense du passage des troupes étrangères sur le territoire français; l'introduction des forces navales étrangères dans les ports de la République; les mesures de sûreté et de tranquillité générale; la distribution annuelle et momentanée des secours et travaux publics; les

ordres pour la fabrication des monnaies de toute espèce ; les dépenses imprévues et extraordinaires ; les mesures locales et particulières à une administration, à une commune, à un genre de travaux publics ; la défense du territoire ; la ratification des traités ; la nomination et la destitution des commandants en chef des armées ; la poursuite de la responsabilité des membres du conseil, des fonctionnaires publics ; l'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la République ; tout changement dans la distribution partielle du territoire français ; les récompenses nationales.

### *De la formation de la loi.*

Art. 56. Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

Art. 57. La discussion ne peut s'ouvrir, et la loi ne peut être provisoirement arrêtée que quinze jours après le rapport.

Art. 58. Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la République, sous ce titre : *Loi proposée*.

Art. 59. Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si dans la moitié des départements, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient *loi*,

Art. 60. S'il y a réclamation, le Corps législatif convoque les assemblées primaires.

### *De l'intitulé des lois et des décrets.*

Art. 61. Les lois, les décrets, les jugements, et tous les actes publics sont intitulés : *Au nom du peuple français, l'an de la République française*.

### *Du conseil exécutif.*

Art. 62. Il y a un conseil exécutif, composé de vingt-quatre membres.

Art. 63. L'assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le Corps législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil.

Art. 64. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans le dernier mois de sa session.

Art. 65. Le conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale ; il ne peut agir qu'en exécution des lois et des décrets du Corps législatif.

Art. 66. Il nomme, hors de son sein, les agents en chef de l'administration générale de la République.

Art. 67. Le Corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agents.

Art. 68. Ces agents ne forment point un conseil; ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux; ils n'exercent aucune autorité personnelle.

Art. 69. Le conseil nomme, hors de son sein, les agents extérieurs de la République.

Art. 70. Il négocie les traités.

Art. 71. Les membres du conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le Corps législatif.

Art. 72. Le conseil est responsable de l'inexécution des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénonce pas.

Art. 73. Il révoque et remplace les agents à sa nomination.

Art. 74. Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les autorités judiciaires.

#### *Des relations du conseil exécutif avec le Corps législatif.*

Art. 75. Le conseil exécutif réside auprès du Corps législatif; il a l'entrée et une place séparée dans le lieu de ses séances.

Art. 76. Il est entendu toutes les fois qu'il y a un compte à rendre.

Art. 77. Le Corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie, lorsqu'il le juge convenable.

#### *Des corps administratifs et municipaux.*

Art. 78. Il y a dans chaque commune de la République une administration municipale; dans chaque district, une administration intermédiaire; dans chaque département, une administration centrale.

Art. 79. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de commune.

Art. 80. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

Art. 81. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

Art. 82. Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractère de représentation.

Ils ne peuvent, en aucun cas, modifier les actes du Corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

Art. 83. Le Corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les règles de la subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

Art. 84. Les séances des municipalités et des administrations sont publiques.



*De la justice civile.*

Art. 85. Le Code des lois civiles et criminelles est uniforme pour toute la République.

Art. 86. Il ne peut être porté aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens de faire prononcer sur leurs différends par des arbitres de leur choix.

Art. 87. La décision de ces arbitres est définitive, si les citoyens ne se sont pas réservé le droit de réclamer.

Art. 88. Il y a des juges de paix, élus par les citoyens des arrondissements déterminés par la loi.

Art. 89. Ils concilient et jugent sans frais.

Art. 90. Leur nombre et leur compétence sont réglés par le Corps législatif.

Art. 91. Il y a des arbitres publics élus par les assemblées électorales.

Art. 92. Leur nombre et leurs arrondissements sont fixés par le Corps législatif.

Art. 93. Ils connaissent des contestations qui n'ont pas été terminées définitivement par les arbitres privés ou par les juges de paix.

Art. 94. Ils délibèrent en public.

Ils opinent à haute voix.

Il statuent, en dernier ressort, sur défense verbale, ou sur simple mémoire, sans procédure et sans frais.

Ils motivent leurs décisions.

Art. 95. Les juges de paix et les arbitres publics sont élus tous les ans.

*De la justice criminelle.*

Art. 96. En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par les jurés, ou décrétée par le Corps législatif.

Les accusés ont des conseils choisis par eux, ou nommés d'office.

L'instruction est publique.

Le fait et l'intention sont déclarés par un juré de jugement.

La peine est appliquée par un tribunal criminel.

Art. 97. Les juges criminels sont élus tous les ans par les assemblées électorales.

*Du tribunal de cassation.*

Art. 98. Il y a pour toute la République un tribunal de cassation.

Art. 99. Ce tribunal ne connaît point du fond des affaires. Il pro-

nonce sur la violation des formes, et sur les contraventions expresses à la loi.

Art. 100. Les membres de ce tribunal sont nommés tous les ans par les assemblées électorales.

*Des contributions publiques.*

Art. 101. Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

*De la trésorerie nationale.*

Art. 102. La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la république.

Art. 103. Elle est administrée par des agents comptables, nommés par le conseil exécutif.

Art. 104. Ces agents sont surveillés par des commissaires nommés par le Corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

*De la comptabilité.*

Art. 105. Les comptes des agents de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics, sont rendus annuellement à des commissaires responsables, nommés par le conseil exécutif.

Art. 106. Ces vérificateurs sont surveillés par des commissaires à la nomination du Corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas. Le Corps législatif arrête les comptes.

*Des forces de la république.*

Art. 107. La force générale de la république est composée du peuple entier.

Art. 108. La république entretient à sa solde, même en temps de paix, une force armée de terre et de mer.

Art. 109. Tous les Français sont soldats, il sont tous exercés au maniement des armes.

Art. 110. Il n'y a point de généralissime.

Art. 111. La différence des grades, leurs marques distinctives et la subordination, ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

Art. 112. La force publique employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

Art. 113. La force publique employée contre les ennemis du dehors agit sous les ordres du conseil exécutif.

Art. 114. Nul corps armé ne peut délibérer.

*Des conventions nationales.*

Art. 115. Si, dans la moitié des départements, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demande la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ses articles, le Corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la république, pour savoir s'il y a lieu à une convention nationale.

Art. 116. La convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs.

Art. 117. Elle ne s'occupe, relativement à la constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation.

*Des rapports de la république française avec les nations étrangères.*

Art. 118. Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

Art. 119. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

Art. 120. Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté; il le refuse aux tyrans.

Art. 121. Il ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

*De la garantie des droits.*

Art. 122. La constitution garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétitions, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les droits de l'homme.

Art. 123. La République française honore la loyauté, le courage, la vieillesse, la piété filiale, le malheur. Elle remet le dépôt de sa constitution sous la garde de toutes les vertus.

Art. 124. La déclaration des droits et l'acte constitutionnel sont gravés sur des tables au sein du Corps législatif et dans les places publiques.

---

## 1793

*Oct. 5.* Décret abolissant l'ère chrétienne et ordonnant que l'ère des Français datera de la fondation de la République, le 22 septembre 1792.

*Oct. 10.* Décret du 19 vendémiaire an II remettant toute l'autorité au Comité du Salut public et déclarant le gouvernement provisoire de France révolutionnaire jusqu'à la paix.

*Oct. 16.* Exécution de Marie-Antoinette.

*Nov. 24.* Inauguration du Calendrier républicain.

*Déc. 4.* Décret de la Convention nationale du 14 frimaire an II sur le mode de gouvernement provisoire et révolutionnaire.

## 1794

*Juin 10.* Décret de la Convention nationale du 22 prairial an II, portant création d'un Tribunal révolutionnaire.

*Juillet 27.* Journée du 9 thermidor.

*Juillet 28.* Exécution de Rosbespierre, fin de *la Terreur*.

## 1795

*Mai 31.* Abolition du Tribunal révolutionnaire.

---

### Constitution de la République française.

Du 5 fructidor an III (22 août 1795) (1)

#### *Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen.*

Le peuple français proclame, en présence de l'Être-Suprême, la déclaration suivante, des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen.

#### *Droits.*

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les droits de l'homme en société sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété.

**Art. 2.** La liberté consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.

**Art. 3.** L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.

L'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoirs.

(1) Votée par 914,853 voix contre 49,977.



Art. 4. La sûreté résulte du concours de tous pour assurer les droits de chacun.

Art. 5. La propriété est le droit de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

Art. 6. La loi est la volonté générale, exprimée par la majorité, ou des citoyens, ou de leurs représentants.

Art. 7. Ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché. Nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Art. 8. Nul ne peut être appelé en justice, accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites.

Art. 9. Ceux qui sollicitent, expédient, signent, exécutent, ou font exécuter des actes arbitraires, sont coupables et doivent être punis.

Art. 10. Toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de la personne d'un prévenu, doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 11. Nul ne peut être jugé qu'après avoir été entendu ou légalement appelé.

Art. 12. La loi ne doit décerner que des peines strictement nécessaires et proportionnées au délit.

Art. 13. Tout traitement qui aggrave la peine déterminée par la loi est un crime.

Art. 14. Aucune loi, ni criminelle, ni civile, ne peut avoir d'effet rétroactif.

Art. 15. Tout homme peut engager son temps et ses services, mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable.

Art. 16. Toute contribution est établie pour l'utilité générale ; elle doit être répartie entre les contribuables, en raison de leurs facultés.

Art. 17. La souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens.

Art. 18. Nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la souveraineté.

Art. 19. Nul ne peut, sans une délégation légale, exercer aucune autorité, ni remplir aucune fonction publique.

Art. 20. Chaque citoyen a un droit égal de concourir, immédiatement ou médiatement, à la formation de la loi, à la nomination des représentants du peuple et des fonctionnaires publics.

Art. 21. Les fonctions publiques ne peuvent devenir la propriété de ceux qui les exercent.

Art. 22. La garantie sociale ne peut exister si la division des pouvoirs n'est pas établie, si leurs limites ne sont pas fixées, et si la responsabilité des fonctionnaires publics n'est pas assurée.

*Devoirs.*

Art. 1<sup>er</sup>. La déclaration des droits contient les obligations des législateurs : le maintien de la société demande que ceux qui la composent, connaissent et remplissent également leurs devoirs.

Art. 2. Tous les devoirs de l'homme et du citoyen dérivent de ces deux principes, gravés par la nature dans tous les cœurs : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit. Faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir.

Art. 3. Les obligations de chacun envers la société consiste à la défendre, à la servir, à vivre soumis aux lois, et à respecter ceux qui en sont les organes.

Art. 4. Nul n'est bon citoyen, s'il n'est bon fils, bon père, bon frère, bon ami, bon époux.

Art. 5. Nul n'est homme de bien, s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois.

Art. 6. Celui qui viole ouvertement les lois, se déclare en état de guerre avec la société.

Art. 7. Celui qui, sans enfreindre ouvertement les lois, les élude par ruse ou par adresse, blesse les intérêts de tous ; il se rend indigne de leur bienveillance et de leur estime.

Art. 8. C'est sur le maintien des propriétés que repose la culture des terres, toutes les productions, tout moyen de travail, et tout l'ordre social.

Art. 9. Tout citoyen doit ses services à la patrie et au maintien de la liberté, de l'égalité et de la propriété, toutes les fois que la loi l'appelle à les défendre.

## CONSTITUTION

Art. 1<sup>er</sup>. La République française est une et indivisible.

Art. 2. L'universalité des citoyens français est le souverain.

TITRE I<sup>er</sup>

## DIVISION DU TERRITOIRE

Art. 3. La France est divisée en départements. Ces départements sont :

L'Ain, l'Aisne, l'Allier, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, les Alpes maritimes, l'Ardèche, les Ardennes, l'Ariège, l'Aube, l'Aude, l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, le Calvados, le Cantal, la Charente, la

Charente-Inférieure, le Cher, la Corrèze, la Côte-d'Or, les Côtes-du-Nord, la Creuse, la Dordogne, le Doubs, la Drôme, l'Eure, Eure-et-Loir, le Finistère, le Gard, la Haute-Garonne, le Gers, la Gironde, le Golo, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre, Indre-et-Loire, l'Isère, le Jura, les Landes, le Liamone, Loir-et-Cher, la Loire, la Haute-Loire, la Loire-Inférieure, le Loiret, le Lot, Lot-et-Garonne, la Lozère, Maine-et-Loire, la Manche, la Marne, la Haute-Marne, la Mayenne, la Meurthe, la Meuse, le Mont-Blanc, le Mont-Terrible, le Morbihan, la Moselle, la Nièvre, le Nord, l'Oise, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, Saône-et-Loire, la Sarthe, la Seine, la Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, les deux-Sèvres, la Somme, le Tarn, le Var, Vaucluse, la Vendée, la Vienne, la Haute-Vienne, les Vosges, l'Yonne...

Art. 4. Les limites des départements peuvent être changées ou rectifiées par le Corps législatif; mais, en ce cas, la surface d'un département ne peut excéder cent myriamètres carrés (400 lieues carrées moyennes) (1).

Art. 5. Chaque département est distribué en cantons, chaque canton en communes.

Les cantons conservent leurs circonscriptions actuelles.

Leurs limites pourront néanmoins être changées ou rectifiées par le Corps législatif; mais, en ce cas, il ne pourra y avoir plus d'un myriamètre (deux lieues moyennes de 2,566 toises chacune), de la commune la plus éloignée au chef-lieu du canton.

Art. 6. Les colonies françaises sont parties intégrantes de la République, et sont soumises à la même loi constitutionnelle.

Art. 7. Elles sont divisées en départements, ainsi qu'il suit : l'île de Saint-Domingue, dont le Corps législatif déterminera la division en quatre départements au moins, et en six au plus; la Guadeloupe, Marie-Galande, la Désirade, les Saintes, et la partie française de Saint-Martin; la Martinique; la Guyane française et Cayenne; Sainte-Lucie et Tabago; l'île de France, les Seychelles, Rodrigue, et les établissements de Madagascar; l'île de la Réunion; les Indes-Orientales, Pondichéry, Chandernagor, Mahé, Karical, et autres établissements.

## TITRE II

### ÉTAT POLITIQUE DES CITOYENS

Art. 8. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton,

(1) La lieue moyenne linéaire est de 2,566 toises.

qui a demeuré depuis, pendant une année, sur le territoire de la République, et qui paye une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français.

Art. 9. Sont citoyens, sans aucune condition de contribution, les Français qui auront fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République.

Art. 10. L'étranger devient citoyen français, lorsqu'après avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant sept années consécutives, pourvu qu'il y paye une contribution directe, et qu'en outre, il y possède une propriété foncière, ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française.

Art. 11. Les citoyens français peuvent seuls voter dans les assemblées primaires, et être appelés aux fonctions établies par la Constitution.

Art. 12. L'exercice des droits de citoyen se perd : 1° par la naturalisation en pays étranger ; 2° par l'affiliation à toute corporation étrangère qui supposerait des distinctions de naissance, ou qui exigerait des vœux de religion ; 3° par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger ; 4° par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes, jusqu'à réhabilitation.

Art. 13. L'exercice des droits de citoyen est suspendu : 1° par l'interdiction judiciaire, pour cause de fureur, de démence ou d'imbécillité ; 2° par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat, détenteur, à titre gratuit, de tout ou partie de la succession d'un failli ; 3° par l'état de domestique à gage, attaché au service de la personne ou du ménage ; 4° par l'état d'accusation ; 5° par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

Art. 14. L'exercice des droits de citoyen n'est perdu ni suspendu que dans les cas exprimés dans les deux articles précédents.

Art. 15. Tout citoyen qui aura résidé sept années consécutives hors du territoire de la République, sans mission ou autorisation donnée au nom de la nation, est réputé étranger ; il ne redevient citoyen français qu'après avoir satisfait aux conditions prescrites par l'article dixième.

Art. 16. Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire, et exercer une profession mécaniques.

Les opérations manuelles de l'agriculture appartiennent aux professions mécaniques.

Cet article n'aura d'exécution qu'à compter de l'an XII de la République.



## TITRE III

## ASSEMBLÉES PRIMAIRES

Art. 17. Les assemblées primaires se composent des citoyens domiciliés dans le même conton. Le domicile requis pour voter dans ces assemblées s'acquiert par la seule résidence, pendant une année, et il ne se perd que par un an d'absence.

Art. 18. Nul ne peut se faire remplacer dans les assemblées primaires, ni voter pour le même objet dans plus d'une de ces assemblées.

Art. 19. Il y a au moins une assemblée primaire par canton.

Lorsqu'il y en a plusieurs, chacune est composée de quatre cent cinquante citoyens au moins, de neuf cents au plus. Ces nombres s'entendent des citoyens présents ou absents, ayant droit d'y voter.

Art. 20. Les assemblées primaires se constituent provisoirement sous la présidence du plus ancien d'âge; le plus jeune remplit provisoirement les fonctions de secrétaire.

Art. 21. Elles sont définitivement constituées par la nomination, au scrutin, d'un président, d'un secrétaire et de trois scrutateurs.

Art. 22. S'il s'élève des difficultés sur les qualités requises pour voter, l'assemblée statue provisoirement, sauf le recours au tribunal civil du département.

Art. 23. En tout autre cas, le Corps législatif prononce seul sur la validité des opérations des assemblées primaires.

Art. 24 Nul ne peut paraître en armes dans les assemblées primaires.

Art. 25. Leur police leur appartient.

Art. 26. Les assemblées primaires se réunissent : 1<sup>o</sup> pour accepter ou rejeter les changements à l'acte constitutionnel, proposés par les assemblées de révision ; 2<sup>o</sup> pour faire les élections qui leur appartiennent suivant l'acte constitutionnel.

Art. 27. Elles s'assemblent de plein droit le 1<sup>er</sup> germinal de chaque année, et procèdent, selon qu'il y a lieu, à la nomination : 1<sup>o</sup> des membres de l'assemblée électorale; 2<sup>o</sup> du juge de paix et de ses assesseurs; 3<sup>o</sup> du président de l'administration municipale du canton, ou des officiers municipaux dans les communes au-dessus de cinq mille habitants.

Art. 28. Immédiatement après ces élections, il se tient, dans les communes au-dessous de cinq mille habitants, des assemblées communales, qui élisent les agents de chaque commune et leurs adjoints.

Art. 29. Ce qui se fait dans une assemblée primaire ou commu-

nale, au delà de l'objet de sa convocation, et contre les formes déterminées par la constitution, est nul.

Art. 30. Les assemblées, soit primaires, soit communales, ne font aucune autre élection que celles qui leur sont attribuées par l'acte constitutionnel.

Art. 31. Toutes les élections se font au scrutin secret.

Art. 32. Tout citoyen qui est légalement convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage est exclu des assemblées primaires et communales, et de toute fonction publique, pendant vingt ans; en cas de récidive, il l'est pour toujours.

## TITRE IV

### ASSEMBLÉES COMMUNALES

Art. 33. Chaque assemblée primaire nomme un électeur, à raison de deux cents citoyens, présents ou absents, ayant droit de voter dans ladite assemblée. Jusqu'au nombre de trois cents citoyens inclusivement, il n'est nommé qu'un électeur. Il en est nommé deux depuis trois cent un jusqu'à cinq cents; trois, depuis cinq cent un jusqu'à sept cents; quatre, depuis sept cent un jusqu'à neuf cents.

Art. 34. Les membres des assemblées électorales sont nommés chaque année, et ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de deux ans.

Art. 35. Nul ne pourra être nommé électeur, s'il n'a vingt-cinq ans accomplis, et s'il ne réunit, aux qualités nécessaires pour exercer les droits du citoyen français, l'une des conditions suivantes, savoir :

Dans les communes au-dessus de six mille habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de deux cents journées de travail, ou d'être locataire, soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de cent cinquante journées de travail, soit d'un bien rural évalué à deux cents journées de travail; dans les communes au-dessous de six mille habitants, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être locataire, soit d'une habitation évaluée à un revenu égal à la valeur de cent journées de travail, soit d'un bien rural évalué à cent journées de travail; et dans les campagnes, celle d'être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de cent cinquante journées de travail, ou d'être fermier ou métayer de biens évalués à la valeur de deux cents journées de travail. A l'égard de ceux qui seront en même temps propriétaires ou usufruitiers, d'une part, et locataires, fermiers ou métayers, de l'autre, leurs fa-

cultés à ces divers titres seront cumulées jusqu'au taux nécessaire pour établir leur éligibilité.

Art. 36. L'assemblée électorale de chaque département se réunit le 20 germinal de chaque année, et termine, en une seule session de dix jours au plus, et sans pouvoir s'ajourner, toutes les élections qui se trouvent à faire, après quoi elle est dissoute de plein droit.

Art. 37. Les assemblées électorales ne peuvent s'occuper d'aucun objet étranger aux élections dont elles sont chargées; elles ne peuvent envoyer ni recevoir aucune adresse, aucune pétition, aucune députation.

Art. 38. Les assemblées électorales ne peuvent correspondre entre elles.

Art. 39. Aucun citoyen ayant été membre d'une assemblée électorale ne peut prendre le titre d'électeur, ni se réunir en cette qualité à ceux qui ont été avec lui membres de cette même assemblée. La contravention au présent article est un attentat à la sûreté générale.

Art. 40. Les articles 18, 20, 21, 23, 24, 25, 29, 30, 31 et 32 du titre précédent, sur les assemblées primaires, sont communs aux assemblées électorales.

Art. 41. Les assemblées électorales élisent, selon qu'il y a lieu : 1° les membres du Corps législatif, savoir : les membres du conseil des Anciens, ensuite les membres du conseil des Cinq Cents; 2° les membres du tribunal de cassation; 3° les hauts-jurés; 4° les administrateurs de département; 5° le président, accusateur public et greffier, du tribunal criminel; 6° les juges des tribunaux civils.

Art. 42. Lorsqu'un citoyen est élu par les assemblées électorales pour remplacer un fonctionnaire mort, démissionnaire ou destitué, ce citoyen n'est élu que pour le temps qui restait au fonctionnaire remplacé.

Art. 43. Le commissaire du directoire exécutif, près l'administration de chaque département, est tenu, sous peine de destitution, d'informer le Directoire de l'ouverture et de la clôture des assemblées électorales; ce commissaire n'en peut arrêter ni suspendre les opérations, ni entrer dans le lieu des séances; mais il a droit de demander communication du procès-verbal de chaque séance, dans les vingt-quatre heures qui la suivent, et il est tenu de dénoncer au Directoire les infractions qui seraient faites à l'acte constitutionnel. Dans tous les cas, le Corps législatif prononce seul sur la validité des opérations des assemblées électorales.

## TITRE V

## POUVOIR LÉGISLATIF. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 44. Le Corps législatif est composé d'un conseil des Anciens et d'un conseil des Cinq-Cents.

Art. 45. En aucun cas le Corps législatif ne peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, ni à qui que ce soit, aucune des fonctions qui lui sont attribuées par la présente constitution.

Art. 46. Il ne peut exercer, par lui-même, ni par des délégués, le pouvoir exécutif, ni le pouvoir judiciaire.

Art. 47. Il y a incompatibilité entre la qualité de membre du Corps législatif et l'exercice d'une autre fonction publique, excepté celle d'archiviste de la République.

Art. 48. La loi détermine le mode du remplacement définitif ou temporaire des fonctionnaires publics qui viennent à être élus membres du Corps législatif.

Art. 49. Chaque département concourt, à raison de sa population seulement, à la nomination des membres du conseil des Anciens et des membres du conseil des Cinq-Cents.

Art. 50. Tous les dix ans, le Corps législatif, d'après les états de population qui lui sont envoyés, détermine le nombre des membres de l'un et de l'autre conseil que chaque département doit fournir.

Art. 51. Aucun changement ne peut être fait dans cette répartition durant cet intervalle.

Art. 52. Les membres du Corps législatif ne sont pas représentants du département qui les a nommés, mais de la nation entière, et il ne peut leur être donné aucun mandat.

Art. 53. L'un et l'autre conseil est renouvelé tous les ans par tiers.

Art. 54. Les membres sortants après trois années peuvent être immédiatement réélus pour les trois années suivantes, après quoi il faudra un intervalle de deux ans, pour qu'ils puissent être élus de nouveau.

Art. 55. Nul, en aucun cas, ne peut être membre du Corps législatif, durant plus de six années consécutives.

Art. 56. Si, par des circonstances extraordinaires, l'un des deux conseils se trouve réduit à moins des deux tiers de ses membres, il en donne avis au Directoire exécutif, lequel est tenu de convoquer, sans délai, les assemblées primaires des départements qui ont des membres du Corps législatif à remplacer par l'effet de ces circonstances : les assemblées primaires nomment sur-le-champ les électeurs, qui procèdent aux remplacements nécessaires.



Art. 57. Les membres nouvellement élus pour l'un et pour l'autre conseil, se réunissent le 1<sup>er</sup> prairial de chaque année, dans la commune qui a été indiquée par le Corps législatif précédent, ou dans la commune même où il a tenu ses dernières séances, s'il n'en a pas désigné une autre.

Art. 58. Les deux conseils résident toujours dans la même commune.

Art. 59. Le Corps législatif est permanent : il peut néanmoins s'ajourner à des termes qu'il désigne.

Art. 60. En aucun cas, les deux conseils ne peuvent se réunir dans une même salle.

Art. 61. Les fonctions de président et de secrétaire ne peuvent excéder la durée d'un mois, ni dans le conseil des Anciens, ni dans celui des Cinq-Cents.

Art. 62. Les deux conseils ont respectivement le droit de police dans le lieu de leurs séances, et dans l'enceinte extérieure qu'ils ont déterminée,

Art. 63. Ils ont respectivement le droit de police sur leurs membres ; mais ils ne peuvent prononcer de peine plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours, et la prison pour trois.

Art. 64. Les séances de l'un et l'autre conseil sont publiques ; les assistants ne peuvent excéder en nombre la moitié des membres respectifs de chaque conseil. Les procès-verbaux de séances sont imprimés.

Art. 65. Toute délibération se prend par assis et levé ; en cas de doute, il se fait un appel nominal, mais alors les votes sont secrets.

Art. 66. Sur la demande de cent de ses membres, chaque comité peut se former en comité général et secret, et seulement pour discuter et non pour délibérer.

Art. 67. Ni l'un ni l'autre de ces conseils ne peut créer dans son sein aucun comité permanent. Seulement chaque conseil a la faculté, lorsqu'une matière lui paraît susceptible d'un examen préparatoire, nommer parmi ses membres une commission spéciale, qui se renferme uniquement dans l'objet de sa formation. Cette commission est dissoute aussitôt que le conseil a statué sur l'objet dont elle était chargée.

Art. 68. Les membres du Corps législatif reçoivent une indemnité annuelle ; elle est, dans l'un et l'autre conseil, fixée à la valeur de trois mille myriagrammes de froment (613 quintaux, 32 livres).

Art. 69. Le Directoire exécutif ne peut faire passer ou séjourner aucun corps de troupes dans la distance de six myriamètres (douze lieues moyennes), de la commune où le Corps législatif tient ses séances, si ce n'est sur sa réquisition ou avec son autorisation.

Art 70. Il y a près du Corps législatif une garde de citoyens pris dans la garde nationale sédentaire de tous les départements, et choisis par leurs frères d'armes. Cette garde ne peut être au-dessous de quinze cents hommes, en activité de service.

Art. 71. Le Corps législatif détermine le mode de ce service et sa durée.

Art. 72. Le Corps législatif n'assiste à aucune cérémonie publique, et n'y envoie point de députation.

### *Conseil des Cinq-Cents.*

Art. 73. Le conseil des Cinq-Cents est invariablement fixé à ce nombre.

Art. 74. Pour être élu membre du conseil des Cinq-Cents, il faut être âgé de trente ans accomplis, et avoir été domicilié sur le territoire de la république pendant les dix années qui auront immédiatement précédé l'élection. La condition de l'âge de trente ans n'est pas exigible avant l'an septième de la république : jusqu'à cette époque, l'âge de vingt-cinq ans accomplis sera suffisant.

Art. 75. Le conseil des Cinq-Cents ne peut délibérer si la séance n'est composée de deux cents membres au moins.

Art. 76. La proposition des lois appartient exclusivement au conseil des Cinq-Cents.

Art. 77. Aucune proposition ne peut être délibérée ni résolue dans le conseil des Cinq-Cents, qu'en observant les formes suivantes : il se fait trois lectures de la proposition ; l'intervalle entre deux de ces lectures ne peut être moindre de dix jours ; la discussion est ouverte après chaque lecture ; et, néanmoins, après la première ou la seconde, le conseil des Cinq-Cents peut déclarer qu'il y a lieu à l'ajournement, ou qu'il n'y a pas lieu à délibérer ; toute proposition doit être imprimée et distribuée deux jours avant la seconde lecture ; après la troisième lecture, le conseil des Cinq-Cents décide s'il y a lieu ou non à l'ajournement.

Art. 78. Toute proposition qui, soumise à la discussion, a été définitivement rejetée après la troisième lecture, ne peut être reproduite qu'après une année révolue.

Art. 79. Les propositions adoptées par le conseil des Cinq-Cents s'appellent résolutions.

Art. 80. Le préambule de toute résolution énonce : 1<sup>o</sup> les dates des séances auxquelles les trois lectures de la proposition auront été faites ; 2<sup>o</sup> l'acte par lequel il a été déclaré, après la troisième lecture, qu'il n'y a pas lieu à l'ajournement.

Art. 81. Sont exemptes des formes prescrites par l'art. 77, les pro-

positions reconnues urgentes par une déclaration préalable du conseil des Cinq-Cents. Cette déclaration énonce les motifs de l'urgence, et il en est fait mention dans le préambule de la résolution.

*Conseil des Anciens.*

Art. 82. Le conseil des Anciens est composé de deux cent cinquante membres.

Art. 83. Nul ne peut être élu membre du conseil des Anciens, s'il n'est âgé de quarante ans accomplis; si, de plus, il n'est pas marié ou veuf, et s'il n'a pas été domicilié sur le territoire de la république pendant les quinze années qui auront immédiatement précédé l'élection.

Art. 84. La condition de domicile exigée par le présent article, et celle prescrite par l'art. 74, ne concernent point les citoyens qui sont sortis du territoire de la république, avec mission du gouvernement.

Art. 85. Le conseil des Anciens ne peut délibérer si la séance n'est composée de cent vingt-six membres au moins.

Art. 86. Il appartient exclusivement au conseil des Anciens d'approuver ou de rejeter les résolutions du conseil des Cinq-Cents.

Art. 87. Aussitôt qu'une résolution du conseil des Cinq-Cents est parvenue au conseil des Anciens, le président donne lecture du préambule.

Art. 88. Le conseil des Anciens refuse d'approuver les résolutions du conseil des Cinq-Cents, qui n'ont point été prises dans les formes prescrites par la Constitution.

Art. 89. Si la proposition a été déclarée urgente par le conseil des Cinq-Cents, le conseil des Anciens délibère pour approuver ou rejeter l'acte d'urgence.

Art. 90. Si le conseil des Anciens rejette l'acte d'urgence, il ne délibère point sur le fond de la résolution.

Art. 91. Si la résolution n'est pas précédée d'un acte d'urgence, il en est fait trois lectures : l'intervalle entre deux de ces lectures ne peut être moindre de cinq jours. La discussion est ouverte après chaque lecture. Toute résolution est imprimée et distribuée deux jours au moins avant la seconde lecture.

Art. 92. Les résolutions du conseil des Cinq-Cents, adoptée par le conseil des Anciens, s'appellent lois.

Art. 93. Le préambule des lois énonce les dates des séances du conseil des Anciens auxquelles les trois lectures ont été faites.

Art. 94. Le décret par lequel le conseil des Anciens reconnaît l'urgence d'une loi, est motivé et mentionné dans le préambule de cette loi.

Art. 95. La proposition de la loi, faite par le conseil des Cinq-Cents, s'entend de tous les articles d'un même projet : le conseil des Anciens doit les rejeter tous, ou les approuver dans leur ensemble.

Art. 96. L'approbation du conseil des Anciens est exprimée sur chaque proposition de loi par cette formule signée du président et des secrétaires : *le conseil des Anciens approuve...*

Art. 97. Le refus d'adopter, pour cause d'omission des formes indiquées dans l'article 77, est exprimé par cette formule, signée du président et des secrétaires : *la Constitution annule.*

Art. 98. Le refus d'approuver le fond de la loi proposée est exprimé par cette formule, signée du président et des secrétaires : *le conseil des Anciens ne peut adopter.*

Art. 99. Dans le cas du présent article, le projet de loi rejeté ne peut plus être présenté par le conseil des Cinq-Cents, qu'après une année révolue.

Art. 100. Le conseil des Cinq-Cents peut néanmoins présenter, à quelque époque que ce soit, un projet de loi qui contienne des articles faisant partie d'un projet qui a été rejeté.

Art. 101. Le conseil des Anciens envoie dans le jour les lois qu'il a adoptées, tant au conseil des Cinq-Cents qu'au Directoire exécutif.

Art. 102. Le conseil des Anciens peut changer la résidence du Corps législatif; il indique, en ce cas, un nouveau lieu et à l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y rendre.

Le décret du conseil des Anciens, sur cet objet, est irrévocable.

Art. 103. Le jour même de ce décret, ni l'un ni l'autre des conseils ne peuvent plus délibérer dans la commune où ils ont résidé jusqu'alors. Les membres qui y continueraient leurs fonctions se rendraient coupables d'attentat contre la sûreté de la République.

Art. 104. Les membres du Directoire exécutif qui retarderaient ou refuseraient de sceller, promulguer et envoyer le décret de translation du Corps législatif, seraient coupables du même délit.

Art. 105. Si, dans les vingt jours après celui fixé par le conseil des Anciens, la majorité de chacun des deux conseils n'a pas fait connaître à la République son arrivée au nouveau lieu indiqué, ou sa réunion dans un autre lieu quelconque, les administrateurs de département, ou, à leur défaut, les tribunaux civils de département, convoquent les Assemblées primaires pour nommer des électeurs qui procèdent aussitôt à la formation d'un nouveau Corps législatif, par l'élection de deux cent cinquante députés pour le conseil des Anciens, et de cinq cents pour l'autre conseil.

Art. 106. Les administrateurs de département qui, dans le cas de l'article précédent, seraient en retard de convoquer les assemblées



primaires, se rendraient coupables de haute trahison et d'attentat contre la sûreté de la République.

Art. 107. Sont déclarés coupables du même délit, tous citoyens qui mettraient obstacle à la convocation des assemblées primaires et électorales, dans le cas de l'article 106.

Art. 108. Les membres du nouveau Corps législatif se rassemblent dans le lieu où le conseil des Anciens avait transféré ses séances. S'ils ne peuvent se réunir dans ce lieu, dans quelque endroit qu'ils se trouvent en majorité, là est le Corps législatif.

Art. 109. Excepté dans le cas de l'article 102, aucune proposition de loi ne peut prendre naissance dans le conseil des Anciens.

*De la garantie des membres du Corps législatif.*

Art. 110. Les citoyens qui sont ou ont été membres du Corps législatif ne peuvent être recherchés, accusés, ni jugés en aucun temps, pour ce qu'ils ont dit ou écrit dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 111. Les membres du Corps législatif, depuis le moment de leur nomination jusqu'au trentième jour après l'expiration de leurs fonctions, ne peuvent être mis en jugement que dans les formes prescrites par les articles qui suivent.

Art. 112. Ils peuvent, pour faits criminels, être saisis en flagrant délit; mais il en est donné avis, sans délai, au Corps législatif, et la poursuite ne pourra être continuée qu'après que le conseil des Cinq-Cents aura proposé la mise en jugement, et que le conseil des Anciens l'aura décrétée.

Art. 113. Hors le cas du flagrant délit, les membres du Corps législatif ne peuvent être amenés devant les officiers de police, ni mis en état d'arrestation, avant que le conseil des Cinq-Cents n'ait proposé la mise en jugement, et que le conseil des Anciens ne l'ait décrétée.

Art. 114. Dans les cas des deux articles précédents, un membre du corps législatif ne peut être traduit devant aucun autre tribunal que la haute cour de justice.

Art. 115. Ils sont traduits devant la même cour pour les faits de trahison, de dilapidation, de manœuvres pour renverser la Constitution, et d'attentat contre la sûreté intérieure de la République.

Art. 116. Aucune dénonciation contre un membre du Corps législatif ne peut donner lieu à poursuite, si elle n'est rédigée par écrit, signée et adressée au conseil des Cinq-Cents.

Art. 117. Si, après y avoir délibéré en la forme prescrite par l'article 77, le conseil des Cinq-Cents admet la dénonciation, il le déclare en ces termes : *la dénonciation contre..., pour le fait de..., datée..., signée de..., est admise.*

Art. 118. L'inculpé est alors appelé : il a, pour comparaître, un délai de trois jours francs ; et lorsqu'il comparait, il est entendu dans l'intérieur du lieu des séances du conseil des Cinq-Cents.

Art. 119. Soit que l'inculpé se soit présenté ou non, le conseil des Cinq-Cents déclare, après ce délai, s'il y a lieu ou non, à l'examen de sa conduite.

Art. 120. S'il est déclaré par le conseil des Cinq-Cents qu'il y a lieu à examen, le prévenu est appelé par le conseil des Anciens : il a, pour comparaître, un délai de deux jours francs ; et, s'il comparait, il est entendu dans l'intérieur des séances du conseil des Anciens.

Art. 121. Soit que le prévenu se soit présenté ou non, le conseil des Anciens, après ce délai, et après y avoir délibéré dans les formes prescrites par l'article 91, prononce l'accusation, s'il y a lieu, et renvoie l'accusé devant la haute cour de justice, laquelle est tenue d'instruire le procès sans aucun délai.

Art. 122. Toute discussion, dans l'un et l'autre conseil, relative à la prévention ou à l'accusation d'un membre du Corps législatif, se fait en conseil général. Toute délibération sur les mêmes objets est prise à l'appel nominal et au scrutin secret.

Art. 123. L'accusation prononcée contre un membre du Corps législatif entraîne suspension. S'il est acquitté par le jugement de la haute cour de justice, il reprend ses fonctions.

#### *Relations des deux conseils entre eux.*

Art. 124. Lorsque les deux conseils sont définitivement constitués, ils s'en avertissent mutuellement par un messenger d'État.

Art. 125. Chaque conseil nomme quatre messagers d'État pour son service.

Art. 126. Ils portent à chacun des conseils et au Directoire exécutif les lois et les actes du Corps législatif ; ils ont entrée, à cet effet, dans le lieu des séances du Directoire exécutif. Ils marchent précédés de deux huissiers.

Art. 127. L'un des conseils ne peut s'ajourner au delà de cinq jours sans le consentement de l'autre.

#### *Promulgation des lois.*

Art. 128. Le Directoire exécutif fait sceller et publier les lois et les autres actes du Corps législatif, dans les deux jours après leur réception.

Art. 129. Il fait sceller et promulguer, dans le jour, les lois et actes du Corps législatif qui sont précédés d'un décret d'urgence.

Art. 130. La publication de la loi et des actes du Corps législatif est ordonnée en la forme suivante :

« *Au nom de la République française (loi ou acte), du Corps législatif... Le Directoire ordonne que la loi ou l'acte législatif ci-dessus sera publié, exécuté, et qu'il sera muni du sceau de la République.* »

Art. 131. Les lois dont le préambule n'atteste pas l'observation des formes prescrites par les articles 77 et 91 ne peuvent être promulgués par le Directoire exécutif, et sa responsabilité, à cet égard, dure six années.

Sont exceptées les lois pour lesquelles l'acte d'urgence a été approuvé par le conseil des Anciens.

## TITRE VI

### POUVOIR EXÉCUTIF

Art. 132. Le pouvoir exécutif est délégué à un Directoire de cinq membres, nommés par le Corps législatif, faisant alors les fonctions d'assemblée électorale, au nom de la nation.

Art. 133. Le conseil des Cinq-Cents forme, au scrutin secret, une liste décuple du nombre des membres du Directoire qui sont à nommer, et la présente au conseil des Anciens, qui choisit, aussi au scrutin secret, dans cette liste.

Art. 134. Les membres du Directoire doivent être âgés de quarante ans au moins.

Art. 135. Ils ne peuvent être pris que parmi les citoyens qui ont été membres du Corps législatif, ou ministres.

La disposition du présent article ne sera observée qu'à commencer de l'an neuvième de la République.

Art. 136. A compter du premier jour de l'an cinquième de la République, les membres du Corps législatif ne pourront être élus membres du Directoire, ni ministres, soit pendant la durée de leurs fonctions législatives, soit pendant la première année après l'expiration de ces mêmes fonctions.

Art. 137. Le directoire est partiellement renouvelé, par l'élection d'un nouveau membre, chaque année.

Le sort décidera, pendant les quatre premières années, de la sortie successive de ceux qui auront été nommés la première fois.

Art. 138. Aucun des membres sortants ne peut être réélu qu'après un intervalle de cinq ans.

Art. 139. L'ascendant et le descendant en ligne directe, les frères, l'oncle et le neveu, les cousins au premier degré, et les alliés à ces

divers degrés, ne peuvent être en même temps membres du Directoire, ni s'y succéder qu'après un intervalle de cinq ans.

Art. 140. En cas de vacance par mort, démission ou autrement, d'un des membres du Directoire, son successeur est élu par le Corps législatif dans dix jours pour tout délai.

Le conseil des Cinq-Cents est tenu de proposer les candidats dans les cinq premiers jours, et le conseil des Anciens doit consommer l'élection dans les cinq derniers.

Le nouveau membre n'est élu que pour le temps d'exercice qui restait à celui qu'il remplace.

Si néanmoins ce temps n'excède pas six mois, celui qui est élu demeure en fonctions jusqu'à la fin de la cinquième année suivante.

Art. 141. Chaque membre du Directoire le préside à son tour durant trois mois seulement.

Le président a la signature et la garde du sceau.

Les lois et les actes du Corps législatif sont adressés au Directoire, en la personne de son président.

Art. 142. Le Directoire exécutif ne peut délibérer s'il n'y a trois membres présents au moins.

Art. 143. Il se choisit, hors de son sein, un secrétaire qui contre-signé les expéditions, et rédige les délibérations sur un registre ou chaque membre a le droit de faire inscrire son avis motivé.

Le Directoire peut, quand il le juge à propos, délibérer sans l'assistance de son secrétaire; en ce cas, les délibérations sont rédigées, sur un registre particulier, par l'un des membres du Directoire.

Art. 144. Le Directoire pourvoit, d'après les lois, à la sûreté extérieure et intérieure de la république.

Il peut faire des proclamations conformes aux lois et pour leur exécution.

Il dispose de la force armée, sans qu'en aucun cas le Directoire collectivement, ni aucun de ses membres, puisse le commander, ni pendant le temps de ses fonctions, ni pendant les deux années qui suivent immédiatement l'expiration de ces mêmes fonctions.

Art. 145. Si le Directoire est informé qu'il se trame quelque conspiration contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'État, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre ceux qui en sont présumés les auteurs ou les complices : il peut les interroger; mais il est obligé, sous les peines portées contre le crime de détention arbitraire, de les renvoyer par-devant l'officier de police, dans le délai de deux jours, pour procéder suivant les lois.

Art. 146. Le Directoire nomme les généraux en chef; il ne peut les



choisir parmi les parents ou alliés de ses membres, dans les degrés exprimés par l'article 139.

Art. 147. Il surveille et assure l'exécution des lois dans les administrations et tribunaux, par des commissaires à sa nomination.

Art. 148. Il nomme, hors de son sein, les ministres, et les révoque lorsqu'il le juge convenable.

Il ne peut les choisir au-dessous de l'âge de trente ans, ni parmi les parents ou alliés de ses membres, aux degrés énoncés dans l'article 139.

Art. 149. Les ministres correspondent immédiatement avec les autorités qui leur sont subordonnées.

Art. 150. Le Corps législatif détermine les attributions et le nombre des ministres.

Ce nombre est de six au moins, et de huit au plus.

Art. 151. Les ministres ne forment point un conseil.

Art. 152. Les ministres sont respectivement responsables, tant de l'inexécution des lois que de l'inexécution des arrêtés du Directoire.

Art. 153. Le Directoire nomme le receveur des impositions directes de chaque département.

Art. 154. Il nomme les préposés en chef aux régies des contributions indirectes et à l'administration des domaines nationaux.

Art. 155. Tous les fonctionnaires publics dans les colonies françaises, excepté les départements des îles de France et de la Réunion, seront nommés par le Directoire jusqu'à la paix.

Art. 156. Le Corps législatif peut autoriser le Directoire à envoyer dans toutes les colonies françaises, suivant l'exigence des cas, un ou plusieurs agents particuliers nommés par lui pour un temps limité.

Les agents particuliers exerceront les mêmes fonctions que le Directoire, et lui seront subordonnés.

Art. 157. Aucun membre du Directoire ne peut sortir du territoire de la République, que deux ans après la cessation de ses fonctions.

Art. 158. Il est tenu, pendant cet intervalle, de justifier au Corps législatif de sa résidence.

L'article 112 et les suivants, jusqu'à l'article 123 inclusivement, relatifs à la garantie du Corps législatif, sont communs aux membres du Directoire.

Art. 159. Dans le cas où plus de deux membres du Directoire seraient mis en jugement, le Corps législatif pourvoira, dans les formes ordinaires, à leur remplacement provisoire durant le jugement.

Art. 160. Hors les cas des articles 119 et 120, le Directoire, ni aucun de ses membres, ne peut être appelé, ni par le conseil des Cinq-Cents, ni par le conseil des Anciens.

Art. 161. Les comptes et les éclaircissements demandés par l'un ou l'autre conseil au Directoire, sont fournis par écrit.

Art. 162. Le Directoire est tenu, chaque année, de présenter, par écrit, à l'un et à l'autre conseil, l'aperçu des dépenses, la situation des finances, l'état des pensions existantes, ainsi que le projet de celles qu'il croit convenable d'établir.

Il doit indiquer les abus qui sont à sa connaissance.

Art. 163. Le Directoire peut, en tout temps, inviter, par écrit le conseil des Cinq-Cents à prendre un objet en considération ; il peut lui proposer des mesures, mais non des projets rédigés en forme de lois.

Art. 164. Aucun membre du Directoire ne peut s'absenter plus de cinq jours, ni s'éloigner au delà de quatre myriamètres (huit lieues moyennes) du lieu de la résidence du Directoire, sans l'autorisation du Corps législatif.

Art. 165. Les membres du Directoire ne peuvent paraître, dans l'exercice de leurs fonctions, soit au dehors, soit dans l'intérieur de leurs maisons, que revêtus du costume qui leur est propre.

Art. 167. Le Directoire a sa garde habituelle, et soldée aux frais de la République, composée de cent vingt hommes à pied, et de cent vingt hommes à cheval.

Art. 167. Le Directoire est accompagné de sa garde dans les cérémonies et marches publiques, où il a toujours le premier rang.

Art. 168. Chaque membre du Directoire se fait accompagner au dehors de deux gardes.

Art. 169. Tout poste de force armée doit au Directoire et à chacun de ses membres les honneurs militaires supérieurs.

Art. 170. Le Directoire a quatre messagers d'État, qu'il nomme et qu'il peut destituer.

Ils portent aux deux Corps législatifs les lettres et les mémoires du Directoire : ils ont entrée à cet effet dans le lieu des séances des conseils législatifs.

Ils marchent précédés de deux huissiers.

Art. 171. Le Directoire réside dans la même commune que le Corps législatif.

Art. 172. Les membres du Directoire sont logés aux frais de la République, et dans un même édifice.

Art. 173. Le traitement de chacun d'eux est fixé, pour chaque année, à la valeur de cinquante mille myriagrammes de froment (10,222 quintaux).

## TITRE VII

## CORPS ADMINISTRATIFS ET MUNICIPAUX

Art. 174. Il y a dans chaque département une administration centrale, et dans chaque canton une administration municipale au moins.

Art. 175. Tout membre d'une administration départementale ou municipale doit être âgé de vingt-cinq au moins.

Art. 176. L'ascendant et le descendant en ligne directe, les frères, l'oncle et le neveu, et les alliés aux mêmes degrés, ne peuvent simultanément être membres de la même administration, ni s'y succéder qu'après un intervalle de deux ans.

Art. 177. Chaque administration de département est composée de cinq membres; elle est renouvelée par cinquième tous les ans.

Art. 178. Toute commune, dont la population s'élève depuis cinq mille habitants jusqu'à cent mille, a pour elle seule une administration municipale.

Art. 179. Il y a dans chaque commune, dont la population est inférieure à cinq mille habitants, un agent municipal et un adjoint.

Art. 180. La réunion des agents municipaux de chaque commune forme la municipalité de canton.

Art. 181. Il y a de plus un président de l'administration municipale choisi dans tout le canton.

Art. 182. Dans les communes dont la population s'élève de cinq à dix mille habitants, il y a cinq officiers municipaux;

Sept, depuis dix mille jusqu'à cinquante mille;

Neuf, depuis cinquante mille jusqu'à cent mille.

Art. 183. Dans les communes dont la population excède cent mille habitants, il y a au moins trois administrations municipales.

Dans ces communes, la division des municipalités se fait de manière que la population de l'arrondissement de chacune n'excède pas cinquante mille individus, et ne soit pas moindre de trente mille.

La municipalité de chaque arrondissement est composée de sept membres.

Art. 184. Il y a, dans les communes divisées en plusieurs municipalités, un bureau central pour les objets jugés indivisibles par le Corps législatif.

Ce bureau est composé de trois membres nommés par l'administration de département, et confirmés par le pouvoir exécutif.

Art. 185. Les membres de toute administration municipale sont nommés pour deux ans, et renouvelés chaque année par moitié ou par partie la plus approximative de la moitié, et alternativement par la fraction la plus forte et par la fraction la plus faible.

Art. 186. Les administrateurs de département et les membres des administrations municipales peuvent être réélus une fois sans intervalle.

Art. 187. Tout citoyen qui a été deux fois de suite élu administrateur de département ou membre d'une administration municipale, et qui en a rempli les fonctions en vertu de l'une et l'autre élection, ne peut être élu de nouveau qu'après un intervalle de deux années.

Art. 188. Dans le cas où une administration départementale ou municipale perdrait un ou plusieurs de ses membres par mort, démission ou autrement, les administrateurs restants peuvent s'adjoindre en remplacement des administrateurs temporaires, et qui exercent en cette qualité jusqu'aux élections suivantes.

Art. 189. Les administrations départementales et municipales ne peuvent modifier les actes du Corps législatif, ni ceux du Directoire exécutif, ni en suspendre l'exécution.

Elles ne peuvent s'immiscer dans des objets dépendant de l'ordre judiciaire.

Art. 190. Les administrateurs sont essentiellement chargés de la répartition des contributions directes et de la surveillance des deniers provenant des revenus publics dans leur territoire.

Le Corps législatif détermine les règles et le mode de leurs fonctions, tant sur ces objets, que sur les autres parties de l'administration intérieure.

Art. 191. Le directoire exécutif nomme, auprès de chaque administration départementale et municipale, un commissaire qu'il révoque lorsqu'il le juge convenable.

Ce commissaire surveille et requiert l'exécution des lois.

Art. 192. Le commissaire près de chaque administration locale, doit être pris parmi les citoyens domiciliés depuis un an dans le département où cette administration est établie.

Il doit être âgé de vingt-cinq ans au moins.

Art. 193. Les administrations municipales sont subordonnées aux administrations de département, et celles-ci aux ministres.

En conséquence, les ministres peuvent annuler, chacun dans sa partie, les actes des administrations de département, et celles-ci les actes des administrations municipales, lorsque ces actes sont contraires aux lois et aux ordres des autorités supérieures.



Art. 194. Les ministres peuvent aussi suspendre les administrations de département qui ont contrevenu aux lois ou aux ordres des autorités supérieures; et les administrations de département ont le même droit à l'égard des membres des administrations municipales.

Art. 195. Aucune suspension ni annulation ne devient définitive sans la confirmation formelle du Directoire exécutif.

Art. 196. Le Directoire peut aussi annuler immédiatement les actes des administrations départementales et municipales.

Il peut suspendre ou destituer immédiatement, lorsqu'il le croit nécessaire, les administrateurs, soit de département, soit de canton, et les envoyer devant les tribunaux de département lorsqu'il y a lieu.

Art. 197. Tout arrêté portant cassation d'actes, suspension ou destitution d'administrateurs, doit être motivé.

Art. 198. Lorsque les cinq membres d'une administration départementale sont destitués, le Directoire exécutif pourvoit à leur remplacement jusqu'à l'élection suivante; mais il ne peut choisir leurs suppléants provisoires que parmi les anciens administrateurs du même département.

Art. 199. Les administrations, soit de département, soit de canton, ne peuvent correspondre entre elles que sur les affaires qui leur sont attribuées par la loi, et non sur les intérêts généraux de la république.

Art. 200. Toute administration doit annuellement le compte de sa gestion.

Les comptes rendus par les administrations départementales sont imprimés.

Art. 201. Tous les actes des corps administratifs sont rendus publics par le dépôt du registre où ils sont consignés, et qui est ouvert à tous les administrés.

Ce registre est clos tous les six mois, et n'est déposé que du jour qu'il a été clos.

Le Corps législatif peut proroger, selon les circonstances, le délai fixé pour ce dépôt.

## TITRE VIII

### POUVOIR JUDICIAIRE. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 202. Les fonctions judiciaires ne peuvent être exercées ni par le Corps législatif, ni par le pouvoir exécutif.

Art. 203. Les juges ne peuvent s'immiscer dans l'exercice du pouvoir législatif, ni faire aucun règlement.

Ils ne peuvent arrêter ou suspendre l'exécution d'aucune loi, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.

Art. 204. Nul ne peut être distrait des juges que la loi lui assigne, par aucune commission, ni par d'autres attributions que celles qui sont déterminées par une loi antérieure.

Art. 205. La justice est rendue gratuitement.

Art. 206. Les juges ne peuvent être destitués que pour forfaiture légalement jugée, ni suspendus que par une accusation admise.

Art. 207. L'ascendant et le descendant en ligne directe, les frères, l'oncle et le neveu, les cousins au premier degré, et les alliés à ces divers degrés, ne peuvent être simultanément membres du même tribunal.

Art. 208. Les séances des tribunaux sont publiques; les juges délibèrent en secret; les jugements sont prononcés à haute voix; ils sont motivés, et on y énonce les termes de la loi appliquée.

Art. 209. Nul citoyen, s'il n'a l'âge de trente ans accomplis, ne peut être élu juge d'un tribunal de département, ni juge de paix, ni assesseur de juge de paix, ni juge d'un tribunal de commerce, ni membre du tribunal de cassation, ni juré, ni commissaire du Directoire exécutif près les tribunaux.

#### *De la justice civile.*

Art. 210. Il ne peut être porté atteinte au droit de faire prononcer sur les différends par des arbitres du choix des parties.

Art. 211. La décision de ces arbitres est sans appel, et sans recours en cassation, si les parties ne l'ont expressément réservé.

Art. 212. Il y a, dans chaque arrondissement déterminé par la loi, un juge de paix et ses assesseurs.

Ils sont tous élus pour deux ans, et peuvent être immédiatement et indéfiniment réélus.

Art. 213. La loi détermine les objets dont les juges de paix et leurs assesseurs connaissent en dernier ressort.

Elle leur en attribue d'autres qu'ils jugent à la charge de l'appel.

Art. 214. Il y a des tribunaux particuliers pour le commerce de terre et de mer; la loi détermine les lieux où il est permis de les établir.

Leur pouvoir de juger en dernier ressort ne peut être étendu au delà de la valeur de 500 myriagrammes de froment (102 quintaux 22 livres).

Art. 215. Les affaires dont le jugement n'appartient ni aux juges de paix, ni aux tribunaux de commerce, soit en dernier ressort, soit à la

charge d'appel, sont portés immédiatement devant le juge de paix et ses assesseurs pour être conciliées.

Si le juge de paix ne peut les concilier, il les renvoie devant le tribunal civil.

Art. 216. Il y a un tribunal civil par département.

Chaque tribunal civil est composé de vingt juges au moins, d'un commissaire et d'un substitut nommés et destituables par le Directoire exécutif, et d'un greffier.

Tous les cinq ans, on procède à l'élection de tous les membres du tribunal.

Les juges peuvent être réélus.

Art. 217. Lors de l'élection des juges, il est nommé cinq suppléants dont trois sont pris parmi les citoyens résidant dans la commune où siège le tribunal.

Art. 218. Le tribunal civil prononce en dernier ressort, dans les cas déterminés par la loi, sur les appels des jugements, soit des juges de paix, soit des arbitres, soit des tribunaux de commerce.

Art. 219. L'appel des jugements prononcés par le tribunal civil se porte au tribunal civil de l'un des trois départements les plus voisins, ainsi qu'il est déterminé par la loi.

Art. 220. Le tribunal civil se divise en sections.

Une section ne peut juger au-dessous du nombre de cinq juges.

Art. 221. Les juges réunis en chaque tribunal nomment, entre eux, au scrutin secret, le président de chaque section.

#### *De la justice correctionnelle et criminelle.*

Art. 222. Nul ne peut être saisi que pour être conduit devant l'officier de police; et nul ne peut être mis en arrestation ou détenu qu'en vertu d'un mandat d'arrêt des officiers de police, ou du Directoire exécutif, dans le cas de l'art. 143, ou d'une ordonnance de prise de corps, soit d'un tribunal, soit du directeur du jury d'accusation, ou d'un décret d'accusation du Corps législatif, dans le cas où il lui appartient de la prononcer, ou d'un jugement de condamnation à la prison ou détention correctionnelle.

Art. 223. Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation puisse être exécuté, il faut :

1° Qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi en conformité de laquelle elle est ordonnée;

2° Qu'il ait été notifié à celui qui en est l'objet, et qu'il lui en ait été laissé copie.

Art. 224. Toute personne saisie et conduite devant l'officier de police sera examinée sur-le-champ ou dans le jour au plus tard.

Art. 225. S'il résulte de l'examen qu'il n'y a aucun sujet d'inculpation contre elle, elle sera remise aussitôt en liberté; ou, s'il y a lieu de l'envoyer à la maison d'arrêt, elle y sera conduite dans le plus bref délai, qui, en aucun cas, ne pourra excéder trois jours.

Art. 226. Nulle personne arrêtée ne peut être détenue, si elle donne caution suffisante, dans tous les cas où la loi permet de rester libre sous le cautionnement.

Art. 227. Nulle personne, dans le cas où sa détention est autorisée par la loi, ne peut être conduite ou détenue que dans les lieux légalement et publiquement désignés pour servir de maison d'arrêt, de maison de justice ou de maison de détention.

Art. 228. Nul gardien ou geôlier ne peut recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu d'un mandat d'arrêt, selon les formes prescrites par les articles 222 et 223. d'une ordonnance de prise de corps, d'un décret d'accusation ou d'un jugement de condamnation à prison ou détention correctionnelle, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre.

Art. 229. Tout gardien ou geôlier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de présenter la personne détenue à l'officier civil, ayant la police de la maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par cet officier.

Art. 230. La représentation de la personne détenue ne pourra être refusée à ses parents et amis, porteurs de l'ordre de l'officier civil, lequel sera toujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou geôlier ne représente une ordonnance du juge, transcrite sur son registre, pour tenir la personne arrêtée au secret.

Art. 231. Tout homme, quelle que soit sa place ou son emploi, autre que ceux à qui la loi donne le droit d'arrestation, qui donnera, signera, exécutera ou fera exécuter l'ordre d'arrêter un individu; ou quiconque, même dans le cas d'arrestation autorisée par la loi, conduira, recevra ou retiendra un individu dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné; et tous les gardiens ou geôliers qui contreviendront aux dispositions des trois articles précédents, seront coupables du crime de détention arbitraire.

Art. 232. Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles prescrites par la loi, sont des crimes.

Art. 233. Il y a dans chaque département, pour le jugement des délits dont la peine n'est ni afflictive ni infamante, trois tribunaux correctionnels au moins, et six au plus.

Ces tribunaux ne pourront prononcer de peine plus grave que l'emprisonnement pour deux années.

La connaissance des délits dont la peine n'excède pas, soit la valeur



de trois journées de travail, soit un emprisonnement de trois jours, est déléguée au juge de paix, qui prononce en dernier ressort.

Art. 234. Chaque tribunal correctionnel est composé d'un président, de deux juges de paix ou assesseurs de juge de paix de la commune où il est établi, d'un commissaire du pouvoir exécutif, nommé et destituable par le Directoire exécutif, et d'un greffier.

Art. 235. Le président de chaque tribunal correctionnel est pris tous les six mois, et par tour, parmi les membres des sections du tribunal civil du département, les présidents exceptés.

Art. 236. Il y a appel des jugements du tribunal correctionnel par-devant le tribunal criminel du département.

Art. 237. En matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, nulle personne ne peut être jugée que sur une accusation admise par les jurés, ou décrétée par le Corps législatif, dans le cas où il lui appartient de décréter d'accusation.

Art. 238. Un premier jury déclare si l'accusation doit être admise ou rejetée; le fait est reconnu par un second jury, et la peine déterminée par la loi est appliquée par des tribunaux criminels.

Art. 239. Les jurés ne votent que par scrutin secret.

Art. 240. Il y a dans chaque département autant de jurys d'accusation que de tribunaux correctionnels.

Les présidents des tribunaux correctionnels en sont les directeurs, chacun dans son arrondissement.

Dans les communes au-dessus de cinquante mille âmes, il pourra être établi par la loi, outre le président du tribunal correctionnel, autant de directeurs de jury d'accusation que l'expédition des affaires l'exigera.

Art. 241. Les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif et de greffier près le directeur du jury d'accusation, sont remplies par le commissaire et par le greffier du tribunal correctionnel.

Art. 242. Chaque directeur du jury d'accusation a la surveillance immédiate de tous les officiers de police de son arrondissement.

Art. 243. Le directeur du jury poursuit immédiatement, comme officier de police, sur les dénonciations que lui fait l'accusateur public soit d'office, soit d'après les ordres du Directoire exécutif :

1° Les attentats contre la liberté ou la sûreté individuelle des citoyens;

2° Ceux commis contre le droit des gens;

3° La rébellion à l'exécution, soit des jugements, soit de tous les actes exécutoires émanés des autorités constituées;

4° Les troubles occasionnés et les voies de fait commises pour entraver la perception des contributions, la libre circulation des subsistances et des autres objets de commerce.

Art. 244. Il y a un tribunal criminel pour chaque département.

Art. 245. Le tribunal criminel est composé d'un président, d'un accusateur public, de quatre juges pris dans le tribunal civil, du commissaire du pouvoir exécutif près le même tribunal, ou de son substitut, et d'un greffier.

Il y a, dans le tribunal criminel du département de la Seine, un vice-président et un substitut de l'accusateur public : ce tribunal est divisé en deux sections; huit membres du tribunal civil y exercent les fonctions de juges.

Art. 246. Les présidents des sections du tribunal civil ne peuvent remplir les fonctions de juges au tribunal criminel.

Art. 247. Les autres juges y font le service chacun à son tour pendant six mois, dans l'ordre de leur nomination, et ils ne peuvent pendant ce temps exercer aucune fonction au tribunal civil.

Art. 248. L'accusateur public est chargé :

1° De poursuivre les délits sur les actes d'accusation admis par les premiers jurés;

2° De transmettre aux officiers de police les dénonciations qui lui sont adressées directement ;

3° De surveiller les officiers de police du département, et d'agir contre eux suivant la loi, en cas de négligence ou de faits plus graves.

Art. 249. Le commissaire du pouvoir exécutif est chargé :

1° De requérir, dans le cours de l'instruction, pour la régularité des formes, et avant le jugement, pour l'application de la loi ;

2° De poursuivre l'exécution des jugements rendus par le tribunal criminel.

Art. 250. Les juges ne peuvent proposer aux jurés aucune question complexe.

Art. 251. Le jury de jugement est de douze jurés au moins : l'accusé a la faculté d'en récuser, sans donner de motifs, un nombre que la loi détermine.

Art. 252. L'instruction devant le jury de jugement est publique, et l'on ne peut refuser aux accusés le secours d'un conseil qu'ils ont la faculté de choisir, ou qui leur est nommé d'office.

Art. 253. Toute personne acquittée par un jury légal ne peut être reprise ni accusée pour le même fait.

#### *Du tribunal de cassation.*

Art. 254. Il y aura dans toute la République un tribunal de cassation.

Il prononce :

1° Sur les demandes en cassation contre les jugements en dernier ressort rendus par les tribunaux ;

2° Sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique ;

3° Sur les règlements de juges et les prises à partie contre un tribunal entier.

Art 255. Le tribunal de cassation ne peut jamais connaître du fond des affaires ; mais il casse les jugements rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées, ou qui contiennent quelque contravention expresse à la loi, et il renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître.

Art. 256. Lorsque après une cassation le second jugement sur le fond est attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question ne peut plus être agitée au tribunal de cassation, sans avoir été soumise au Corps législatif, qui porte une loi à laquelle le tribunal de cassation est tenu de se conformer.

Art. 257. Chaque année, le tribunal de cassation est tenu d'envoyer à chacune des sections du Corps législatif une députation qui lui présente l'état des jugements rendus, avec la notice en marge, et le texte de la loi qui a déterminé le jugement.

Art. 258. Le nombre des juges du tribunal de cassation ne peut excéder les trois quarts des départements.

Art. 259. Ce tribunal est renouvelé par cinquième tous les ans.

Les assemblées électorales des départements nomment successivement et alternativement les juges qui doivent remplacer ceux qui sortent du tribunal de cassation.

Les juges de ce tribunal peuvent toujours être réélus.

Art. 260. Chaque juge du tribunal de cassation a un suppléant élu par la même assemblée électorale.

Art. 261. Il y a près du tribunal de cassation un commissaire et des substituts nommés et destituables par le Directoire exécutif.

Art. 262. Le Directoire exécutif dénonce au tribunal de cassation, par la voie de son commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, les actes par lesquels les juges ont excédé leurs pouvoirs

Art. 263. Le tribunal annule ces actes ; et s'ils donnent lieu à la forfaiture, le fait est dénoncé au Corps législatif, qui rend le décret d'accusation, après avoir entendu ou appelé les prévenus.

Art. 264. Le Corps législatif ne peut annuler les jugements du tribunal de cassation, sauf à poursuivre personnellement les juges qui auraient encouru la forfaiture.

*Haute cour de justice.*

Art. 265. Il y a une haute cour de justice pour juger les accusations admises par le Corps législatif, soit contre ses propres membres, soit contre ceux du Directoire exécutif.

Art. 266. La haute cour de justice est composée de cinq juges et de deux accusateurs nationaux tirés du tribunal de cassation, et de hauts jurés nommés par les assemblées électorales de départements.

Art. 267. La haute cour de justice ne se forme qu'en vertu d'une proclamation du Corps législatif, rédigée et publiée par le conseil des Cinq-Cents.

Art. 268. Elle se forme et tient ses séances dans le lieu désigné par la proclamation du conseil des Cinq-Cents.

Ce lieu ne peut être plus près qu'à douze myriamètres de celui où réside le Corps législatif.

Art. 269. Lorsque le Corps législatif a proclamé la formation de la haute cour de justice, le tribunal de cassation tire au sort quinze de ses membres dans une séance publique ; il nomme de suite, dans la même séance, par la voie du scrutin secret, cinq de ces quinze ; les cinq juges ainsi nommés sont les juges de la haute cour de justice ; ils choisissent entre eux un président.

Art. 270. Le tribunal de cassation nomme dans la même séance, par scrutin, à la majorité absolue, deux de ses membres pour remplir à la haute cour de justice les fonctions d'accusateurs nationaux.

Art. 271. Les actes d'accusation sont dressés et rédigés par le conseil des Cinq-Cents.

Art. 272. Les assemblées électorales de chaque département nomment, tous les ans, un juré pour la haute cour de justice.

Art. 273. Le Directoire exécutif fait imprimer et publier, un mois après l'époque des élections, la liste des jurés nommés par la haute cour de justice.

## TITRE IX

## DE LA FORCE ARMÉE

Art. 274. La force armée est instituée pour défendre l'État contre les ennemis du dehors, et pour assurer au dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Art. 275. La force publique est essentiellement obéissante ; nul corps armé ne peut délibérer.



Art. 276. Elle se distingue en garde nationale sédentaire et garde nationale en activité.

*De la garde nationale sédentaire.*

Art. 277. La garde nationale sédentaire est composée de tous les citoyens et fils de citoyens en état de porter les armes.

Art. 278. Son organisation et sa discipline sont les mêmes pour toute la République; elles sont déterminées par la loi.

Art. 279. Aucun Français ne peut exercer les droits de citoyen s'il n'est inscrit au rôle de la garde nationale sédentaire.

Art. 280. Les distinctions de grade et la subordination n'y subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

Art. 281. Les officiers de la garde nationale sédentaire sont élus à temps par les citoyens qui la composent, et ne peuvent être réélus qu'après un intervalle.

Art. 282. Le commandement de la garde nationale d'un département entier ne peut être confié habituellement à un seul citoyen.

Art. 283. S'il est jugé nécessaire de rassembler toute la garde nationale d'un département, le Directoire exécutif peut nommer un commandant temporaire.

Art. 284. Le commandement de la garde nationale sédentaire, dans une ville de cent mille habitants et au-dessus, ne peut être habituellement confié à un seul homme.

*De la garde nationale en activité.*

Art. 285. La République entretient à sa solde, même en temps de paix, sous le nom de gardes nationales en activité, une armée de terre et de mer.

Art. 286. L'armée se forme par enrôlements volontaires, et, en cas de besoin, par le mode que la loi détermine.

Art. 287. Aucun étranger qui n'a point acquis les droits de citoyen français, ne peut être admis dans les armées françaises, à moins qu'il n'ait fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République.

Art. 288. Les commandants ou chefs de terre et de mer ne sont nommés qu'en cas de guerre; ils reçoivent du Directoire exécutif des commissions révocables à volonté. La durée de ces commissions se borne à une campagne; mais elles peuvent être continuées.

Art. 289. Le commandement général des armées de la République ne peut être confié à un seul homme.

Art. 290. L'armée de terre et de mer est soumise à des lois particu-

lières, pour la discipline, la forme des jugements et la nature des peines.

Art. 291. Aucune partie de la garde nationale sédentaire, ni de la garde nationale en activité, ne peut agir, pour le service intérieur de la République, que sur la réquisition par écrit de l'autorité civile, dans les formes prescrites par la loi.

Art. 292. La force publique ne peut être requise par les autorités civiles que dans l'étendue de leur territoire; elle ne peut se transporter d'un canton dans un autre sans y être autorisée par l'administration du département, ni d'un département dans un autre sans les ordres du Directoire exécutif.

Art. 293. Méanmoms le Corps législatif détermine les moyens d'assurer, par la force publique, l'exécution des jugements et la poursuite des accusés sur tout le territoire français.

Art. 294. En cas de dangers imminents, l'administration municipale d'un canton peut réquerir la garde nationale des cantons voisins; en ce cas, l'administration qui a requis, et les chefs des gardes nationales qui ont été requises, sont également tenus d'en rendre compte au même instant à l'administration départementale.

Art. 295. Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français sans le consentement préalable du Corps législatif.

## TITRE X

### INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 296. Il y a dans la République des écoles primaires où les élèves apprennent à lire, à écrire, les éléments du calcul et ceux de la morale. La République pourvoit aux frais de logement des instituteurs préposés à ces écoles.

Art. 297. Il y a dans les diverses parties de la République des écoles supérieures aux écoles primaires, et dont le nombre sera tel qu'il y en ait au moins une pour deux départements.

Art. 298. Il y a, pour toute la République, un institut national chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences.

Art. 299. Les divers établissements d'instruction publique n'ont entre eux aucun rapport de subordination, ni de correspondance administrative.

Art. 300. Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres, pour concourir au progrès des sciences, des lettres et des arts.

Art. 301. Il sera établi des fêtes nationales, pour entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la patrie et aux lois.

## TITRE XI

### FINANCES. — CONTRIBUTIONS

Art. 302. Les contributions publiques sont délibérées et fixées chaque année par le Corps législatif. A lui seul appartient d'en établir. Elles ne peuvent subsister au delà d'un an, si elles ne sont expressément renouvelées.

Art. 303. Le Corps législatif peut créer tel genre de contribution qu'il croira nécessaire; mais il doit établir chaque année une imposition foncière et une imposition personnelle.

Art. 304. Tout individu qui, n'étant pas dans le cas des articles 12 et 13 de la Constitution, n'a pas été compris au rôle des contributions directes, a le droit de se présenter à l'administration municipale de sa commune et de s'y inscrire pour une contribution personnelle égale à la valeur locale de trois journées de travail agricole.

Art. 305. L'inscription mentionnée dans l'article précédent ne peut se faire que durant le mois de messidor de chaque année.

Art. 306. Les contributions de toute nature sont réparties entre tous les contribuables, à raison de leurs facultés.

Art. 307. Le Directoire exécutif dirige et surveille la perception et le versement des contributions, et donne à cet effet tous les ordres nécessaires.

Art. 308. Les comptes détaillés de la dépense des ministres, signés et certifiés par eux, sont rendus publics au commencement de chaque année.

Il en sera de même des états de recette des diverses contributions et de tous les revenus publics.

Art. 309. Les états de ces dépenses et de ces recettes sont distingués suivant leur nature; ils expriment les sommes touchées et dépensées année par année, dans chaque partie d'administration générale.

Art. 310. Sont également publiés les comptes de dépenses particulières aux départements, et relatives aux tribunaux, aux administrations, au progrès des sciences, à tous les travaux et établissements publics.

Art. 311. Les administrations de département et les municipalités ne peuvent faire aucune réparation au delà des sommes fixées par le Corps législatif, ni délibérer ou permettre, sans être autorisées par

lui, aucun emprunt local à la charge des citoyens du département, de la commune ou du canton.

Art. 312. Au Corps législatif seul appartient le droit de régler la fabrication et l'émission de toute espèce de monnaies, d'en fixer la valeur et le poids, et d'en déterminer le type.

Art. 313. Le Directoire surveille la fabrication des monnaies, et nomme les officiers chargés d'exercer immédiatement cette inspection.

Art. 314. Le Corps législatif détermine les contributions des colonies et leurs rapports commerciaux avec la métropole.

*Trésorerie nationale et comptabilité.*

Art. 315. Il y a cinq commissaires de la trésorerie nationale, élus par le conseil des Anciens, sur une liste triple présentée par celui des Cinq-Cents.

Art. 316. La durée de leurs fonctions est de cinq années : l'un d'eux est renouvelé tous les ans, et peut être réélu sans intervalle et indéfiniment.

Art. 317. Les commissaires de la trésorerie sont chargés de surveiller la recette de tous les deniers nationaux ;

D'ordonner les mouvements de fonds et le paiement de toutes les dépenses publiques consenties par le Corps législatif ;

De tenir un compte ouvert de dépense et de recette avec le receveur des contributions directes de chaque département, avec les différentes régies nationales, et avec les payeurs qui seraient établis dans les départements ;

D'entretenir avec les-dits receveurs et payeurs, avec les régies et administrations, la correspondance nécessaire pour assurer la rentrée exacte et régulière des fonds.

Art. 318. Ils ne peuvent rien faire payer, sous peine de forfaiture, qu'en vertu :

1° D'un décret du Corps législatif, et jusqu'à concurrence des fonds décrétés par lui sur chaque objet.

2° D'une décision du Directoire ;

3° De la signature du ministre qui ordonne la dépense.

F. AMYOT.

---



Art. 319. Ils ne peuvent aussi, sous peine de forfaiture, approuver aucun paiement, si le mandat, signé par le ministre que ce genre de dépense concerne, n'énonce pas la date, tant de la décision du Directoire exécutif, que des décrets du Corps législatif qui autorisent le paiement.

Art. 320. Les receveurs des contributions directes dans chaque département, les différentes régies nationales, et les payeurs dans les départements, remettent à la trésorerie nationale leurs comptes respectifs : la trésorerie les vérifie et les arrête.

Art. 321. Il y a cinq commissaires de la comptabilité nationale, élus par le Corps législatif, aux mêmes époques et selon les mêmes formes et conditions que les commissaires de la trésorerie.

Art. 322. Le compte général des recettes et des dépenses de la République, appuyé des comptes particuliers et des pièces justificatives, est présenté par les commissaires de la trésorerie aux commissaires de la comptabilité, qui le vérifient et l'arrêtent.

Art. 323. Les commissaires de la comptabilité donnent connaissance au Corps législatif des abus, malversations, et de tous les cas de responsabilité qu'ils découvrent dans le cours de leurs opérations; ils proposent dans leur partie les mesures convenables aux intérêts de la République.

Art. 324. Le résultat des comptes arrêtés par les commissaires de la comptabilité est imprimé et rendu public.

Art. 325. Les commissaires, tant de la trésorerie nationale que de la comptabilité, ne peuvent être suspendus ni destitués que par le Corps législatif.

Mais, durant l'ajournement du Corps législatif, le Directoire exécutif peut suspendre et remplacer provisoirement les commissaires de la trésorerie nationale au nombre de deux au plus, à charge d'en référer à l'un et à l'autre conseil du Corps législatif aussitôt qu'ils ont repris leurs séances.

## TITRE XII

### RELATIONS EXTÉRIEURES

Art. 326. La guerre ne peut être décidée que par un décret du Corps législatif, sur la proposition formelle et nécessaire du Directoire exécutif.

Art. 327. Les deux conseils législatifs concourent, dans les formes ordinaires, au décret par lequel la guerre est décidée.

Art. 328. En cas d'hostilités imminentes ou commencées, de menaces ou de préparatifs de guerre contre la République française, le

Directoire exécutif est tenu d'employer, pour la défense de l'État, les moyens mis à sa disposition, à la charge d'en prévenir sans délai le Corps législatif.

Il peut même indiquer, en ce cas, les augmentations de force et les nouvelles dispositions législatives que les circonstances pourraient exiger.

Art. 329. Le Directoire seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, distribuer les forces de terre et de mer, ainsi qu'il le juge convenable, et en régler la direction en cas de guerre.

Art. 330. Il est autorisé à faire les stipulations préliminaires, telles que des armistices, des neutralisations; il peut arrêter aussi des conventions secrètes.

Art. 331. Le Directoire exécutif arrête, signe ou fait signer, avec les puissances étrangères tous les traités de paix, d'alliance, de trêve, de neutralité, de commerce, et autres conventions qu'il juge nécessaires au bien de l'État.

Ces traités et conventions sont négociés, au nom de la République française, par des agents diplomatiques nommés par le Directoire exécutif, et chargés de ses instructions.

Art. 332. Dans le cas où un traité renferme des articles secrets, les dispositions de ces articles ne peuvent être destructives des articles patents, ni contenir aucune aliénation du territoire de la République.

Art. 333. Les traités ne sont valables qu'après avoir été examinés et ratifiés par le Corps législatif; néanmoins les conditions secrètes peuvent recevoir provisoirement leur exécution dès l'instant même où elles sont arrêtées par le Directoire.

Art. 334. L'un et l'autre conseils législatifs ne délibèrent sur la guerre ni sur la paix qu'en comité général.

Art. 335. Les étrangers, établis ou non en France, succèdent à leurs parents étrangers ou français; ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés en France, et en disposer de même que les citoyens français, par tous les moyens autorisés par les lois.

## TITRE XIII

### RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Art. 336. Si l'expérience faisait sentir les inconvénients de quelques articles de la Constitution, le conseil des Anciens en proposerait la révision.

Art. 337. La proposition du conseil des Anciens est, en ce cas, soumise à la ratification du conseil des Cinq-Cents.

Art. 338. Lorsque, dans un espace de neuf années, la proposition du conseil des Anciens, ratifiée par le conseil des Cinq-Cents, a été faite à trois époques éloignées l'une de l'autre de trois années au moins, une assemblée de révision est convoquée.

Art. 339. Cette assemblée est formée de deux membres par département, tous élus de la même manière que le Corps législatif, et réunissant les mêmes conditions que celles exigées pour le conseil des Anciens.

Art. 340. Le conseil des Anciens désigne, pour la réunion de l'assemblée de révision, un lieu distant de vingt myriamètres au moins de celui où siège le Corps législatif.

Art. 341. L'assemblée de révision a le droit de changer le lieu de sa résidence, en observant la distance prescrite par l'article précédent.

Art. 342. L'assemblée de révision n'exerce aucune fonction législative ni de gouvernement; elle se borne à la révision des seuls articles constitutionnels qui lui ont été désignés par le Corps législatif.

Art. 343. Tous les articles de la Constitution, sans exception, continuent d'être en vigueur, tant que les changements proposés par l'assemblée de révision n'ont pas été acceptés par le peuple.

Art. 344. Les membres de l'assemblée de révision délibèrent en commun,

Art. 345. Les citoyens qui sont membres du Corps législatif au moment où une assemblée de révision est convoquée, ne peuvent être élus membres de cette assemblée.

Art. 346. L'assemblée de révision adresse immédiatement aux assemblées primaires le projet de réforme qu'elle a arrêté.

Elle est dissoute dès que ce projet leur a été adressé.

Art. 347. En aucun cas, la durée de l'assemblée de révision ne peut excéder trois mois.

Art. 348. Les membres de l'assemblée de révision ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés, en aucun temps, pour ce qu'ils ont dit ou écrit dans l'exercice de leurs fonctions.

Pendant la durée de ces fonctions, ils ne peuvent être mis en jugement, si ce n'est par une décision des membres mêmes de l'assemblée de révision.

Art. 349. L'assemblée de révision n'assiste à aucune cérémonie publique: ses membres reçoivent la même indemnité que celle des membres du Corps législatif.

Art. 350. L'assemblée de révision a le droit d'exercer ou faire exercer la police dans la commune où elle réside.

## TITRE XIV

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 351. Il n'existe entre les citoyens d'autre supériorité que celle des fonctionnaires publics, relativement à l'exercice de leurs fonctions.

Art. 352. La loi ne reconnaît ni vœux religieux, ni aucun engagement contraire aux droits naturels de l'homme.

Art. 353. Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée.

Les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure avant leur publication.

Nul ne peut être responsable de ce qu'il a écrit ou publié, que dans les cas prévus par la loi.

Art. 354. Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi.

Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun.

Art. 355. Il n'y a ni privilège, ni maîtrise, ni jurande, ni limitation à la liberté de la presse, du commerce, et à l'exercice de l'industrie et des arts de toute espèce.

Toute loi prohibitive en ce genre, quand les circonstances la rendent nécessaire, est essentiellement provisoire, et n'a d'effet que pendant un an au plus, à moins qu'elle ne soit formellement renouvelée.

Art. 356. La loi surveille particulièrement les professions qui intéressent les mœurs publiques, la sûreté et la santé des citoyens; mais on ne peut faire dépendre l'admission à l'exercice de ces professions d'aucune prestation pécuniaire.

Art. 357. La loi doit pourvoir à la récompense des inventeurs, et au maintien de la propriété exclusive de leurs découvertes ou de leurs productions.

Art. 358. La Constitution garantit l'inviolabilité de toutes les propriétés, ou la juste indemnité de celles dont la nécessité publique, légalement constatée, exigerait le sacrifice.

Art. 359. La maison de chaque citoyen est un asile inviolable : pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison; pendant le jour, on peut y exécuter les ordres des autorités constituées.

Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi,



et pour la personne ou l'objet expressément désigné dans l'acte qui ordonne la visite.

Art. 360. Il ne peut être formé de corporations ni d'associations contraires à l'ordre public.

Art. 361. Aucune assemblée de citoyens ne peut se qualifier de société populaire.

Art. 362. Aucune société particulière, s'occupant de questions politiques, ne peut correspondre avec une autre, ni s'affilier à elle, ni tenir des séances publiques, composées de sociétaires et d'assistants distingués les uns des autres, ni imposer des conditions d'admission et d'éligibilité, ni s'arroger des droits d'exclusion, ni faire porter à ses membres aucun signe extérieur de leur association.

Art. 363. Les citoyens ne peuvent exercer leurs droits politiques que dans les assemblées primaires ou communales.

Art. 364. Tous les citoyens sont libres d'adresser aux autorités publiques les pétitions; mais elles doivent être individuelles: nulle association ne peut en présenter de collectives, si ce n'est les autorités constituées, et seulement pour des objets propres à leur attribution.

Les pétitionnaires ne doivent jamais oublier le respect dû aux autorités constituées.

Art. 365. Tout attroupement armé est un attentat à la Constitution il doit être dissipé sur-le-champ par la force.

Art. 366. Tout attroupement non armé doit être également dissipé, d'abord par voie de commandement verbal, et, s'il est nécessaire, par le développement de la force armée.

Art. 367. Plusieurs autorités constituées ne peuvent jamais se réunir pour délibérer ensemble; aucun acte émané d'une telle réunion ne peut être exécuté.

Art. 368. Nul ne peut porter des marques distinctives qui rappellent des fonctions antérieurement exercées ou des services rendus.

Art. 369. Les membres du Corps législatif, et tous les fonctionnaires publics, portent, dans l'exercice de leurs fonctions, le costume ou le signe de l'autorité dont ils sont revêtus: la loi en détermine la forme.

Art. 370. Nul citoyen ne peut renoncer, ni en tout, ni en partie, à l'indemnité ou au traitement qui lui est attribué par la loi, à raison de fonctions publiques.

Art. 371. Il y a dans la République uniformité de poids et de mesures.

Art. 372. L'ère française commence au 22 septembre 1792, jour de la fondation de la république.

Art. 373. La nation française déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie

depuis le 15 juillet 1789, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés; et elle interdit au Corps législatif de créer de nouvelles exceptions sur ce point.

Les biens des émigrés sont irrévocablement acquis au profit de la République.

Art. 374. La nation française proclame pareillement, comme garantie de la foi publique, qu'après une adjudication légalement consommée de biens nationaux, quelle qu'en soit l'origine, l'acquéreur légitime ne peut en être dépossédé, sauf aux tiers réclamants à être, s'il y a lieu, indemnisés par le trésor national.

Art. 375. Aucun des pouvoirs institués par la Constitution n'a le droit de la changer dans son ensemble ni dans aucune de ses parties, sauf les réformes qui pourront y être faites par la voie de la révision, conformément aux dispositions du titre xiii.

Art. 376. Les citoyens se rappelleront sans cesse que c'est de la sagesse des choix dans les assemblées primaires et électorales, que dépendent principalement la durée, la conservation et la prospérité de la République.

Art. 377. Le peuple français remet un dépôt de la présente Constitution à la fidélité du Corps législatif, du Directoire exécutif, des administrateurs et des juges; à la vigilance des pères de famille, aux épouses et aux mères, à l'affection des jeunes citoyens, au courage de tous les Français.

## 1795

*Avril.* 23. Décret de la Convention qui dissout les clubs.

*Sept.* 23. Acceptation par le peuple de la Constitution de l'an II.

*Oct.* 5. Journée du 13 vendémiaire, attaque contre la Convention.

26. Dernière séance de la Convention nationale.

28. Première séance du conseil des Anciens et des Cinq Cents.

*Nov.* 4. Nomination du Directoire exécutif. Cinq directeurs : Barras, Carnot, La Réveillère-Lepaux, Letourneur, Rewbell.

## 1796

*Mai.* 16. Paix de Paris. La Sardaigne cède Nice et la Savoie à la France.

*Oct.* 16. Formation de la république Cispadane.

## 1797

*Février* 19. Avignon, le comtat Venaissin etc., à la France.

*Mai.* 20. Barthélemy nommé directeur en remplacement de Letourneur.

*Juin.* 14. Création de la république Ligurienne.

*Juillet.* 9. Proclamation de la république Cisalpine.

*Sept. 4.* Journée du 18 fructidor, les directeurs Barthélemy et Carnot sont condamnés à la déportation.

*Sept. 40.* Merlin de Douai et François de Neufchâteau nommés directeurs.

## 1798

*Février 15.* Formation de la république Romaine.

*Mai 19.* Départ de l'expédition d'Egypte.

## 1799

*Janvier. 23.* Etablissement de la république Parthénopéenne.

*Mai. 16.* Sieyès directeur au lieu de Rewbell.

*Juin. 18.* Journée du 30 prairial — Gohier, Roger-Ducos et le général Moulins directeurs en remplacement de Treilhard, La Reveillère-Lepeaux et Merlin de Douai.

*Oct. 16.* Retour d'Egypte du général Bonaparte.

*Nov. 9.* Journée du 15 brumaire. Abolition du Directoire. Institution d'un gouvernement provisoire composé de trois consuls.

### Constitution de la République française.

Décidée par les commissions législatives des deux Conseils et par les consuls. Le 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799), proclamée après l'acceptation du peuple, le 3 nivôse suivant (1).

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DE L'EXERCICE DES DROITS DE CITÉ

Art. 1. La République française est une et indivisible.

Son territoire européen est distribué en départements et arrondissements communaux.

Art. 2. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré dans ce territoire pendant un an sur le territoire de la République, est citoyen français.

Art. 3. Un étranger devient citoyen français, lorsque après avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant dix années consécutives.

Art. 4. La qualité de citoyen français se perd par la naturalisation en pays étranger, par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger;

(1) Votée par 3,644,000 voix contre 4,569.

Par l'affiliation à toute corporation étrangère qui supposerait des distinctions de naissance;

Par la condamnation des peines afflictives ou infamantes.

Art. 5. L'exercice des droits de citoyen français est suspendu par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli;

Par l'état de domestique à gages, attaché au service de la personne ou du ménage;

Par l'état d'interdiction judiciaire, d'accusation ou de contumace.

Art. 6. Pour exercer les droits de cité dans un arrondissement communal, il faut y avoir acquis domicile par une année de résidence, et ne l'avoir pas perdu par une année d'absence.

Art. 7. Les citoyens de chaque arrondissement communal désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance, contenant un nombre de noms égal au dixième du nombre des citoyens ayant droit d'y coopérer. C'est dans cette première liste communale que doivent être pris les fonctionnaires publics de l'arrondissement.

Art. 8. Les citoyens compris dans les listes communales d'un département désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale, dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires publics du département.

Art. 9. Les citoyens portés dans la liste départementale désignent pareillement un dixième d'entre eux : il en résulte une troisième liste qui comprend les citoyens de ce département éligibles aux fonctions publiques nationales.

Art. 10. Les citoyens ayant droit de coopérer à la formation de l'une des listes mentionnées aux trois articles précédents, sont appelés tous les trois ans à pourvoir au remplacement des inscrits décédés, ou absents pour toute autre cause que l'exercice d'une fonction publique.

Art. 11. Ils peuvent, en même temps, retirer de la liste les inscrits qu'ils ne jugent pas à propos d'y maintenir, et les remplacer par d'autres citoyens dans lesquels ils ont une plus grande confiance.

Art. 12. Nul n'est retiré d'une liste que par les votes de la majorité absolue des citoyens ayant droit de coopérer à sa formation.

Art. 13. On n'est point retiré d'une liste d'éligibles par cela seul qu'on n'est pas maintenu sur une autre liste d'un degré inférieur ou supérieur.

Art. 14. L'inscription sur une liste d'éligibles n'est nécessaire qu'à l'égard de celles des fonctions publiques pour lesquelles cette condition est expressément exigée par la constitution ou par la loi. Les



listes d'éligibles seront formées pour la première fois dans le cours de l'an ix.

Les citoyens qui seront nommés pour la première formation des autorités constituées, feront partie nécessaire des premières listes d'éligibles.

## TITRE II

### DU SÉNAT CONSERVATEUR

Art. 15. Le Sénat conservateur est composé de quatre-vingts membres, inamovibles et à vie, âgés de quarante ans au moins.

Pour la formation du Sénat, il sera d'abord nommé soixante membres : ce nombre sera porté à soixante deux dans le cours de l'an viii, à soixante-quatre en l'an ix, et s'élèvera ainsi graduellement à quatre-vingts par l'addition de deux membres en chacune des dix premières années.

Art. 16. La nomination à une place de sénateur se fait par le Sénat, qui choisit entre trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le tribunal, le troisième par le premier consul.

Il ne choisit qu'entre deux candidats, si l'un d'eux est proposé par deux des autorités présentes; il est tenu d'admettre celui qui serait proposé à la fois par les trois autorités.

Art. 17. Le premier consul sortant de place, soit par l'expiration de ses fonctions, soit par démission, devient sénateur de plein droit et nécessairement.

Les deux autres consuls, durant le mois qui suit l'expiration de leurs fonctions, peuvent prendre place dans le Sénat, et ne sont pas obligés d'user de ce droit.

Ils ne l'ont point quand ils quittent leurs fonctions consulaires par démission.

Art. 18. Un sénateur est à jamais inéligible à toute autre fonction publique.

Art. 19. Toutes les listes faites dans les départements en vertu de l'article 9, sont adressées au Sénat; elles composent la liste nationale.

Art. 20. Il élit dans cette liste les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation, et les commissaires à la comptabilité.

Art. 21. Il maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le tribunal ou par le gouvernement : les listes d'éligibles sont comprises parmi ces actes.

Art. 22. Des revenus de domaines nationaux déterminés sont

affectés aux dépenses du Sénat. Le traitement annuel de chacun de ses membres se prend sur ses revenus, et il est égal au vingtième de celui du premier consul.

Art. 23. Les séances du Sénat ne sont pas publiques.

Art. 24. Les citoyens Sieyès et Roger-Ducos, consuls sortants, sont nommés membres du Sénat conservateur : ils se réuniront avec le second et le troisième consuls nommés par la présente constitution. Ces quatre citoyens nomment la majorité du Sénat, qui se complète ensuite lui-même, et procède aux élections qui lui sont confiées.

### TITRE III

#### DU POUVOIR LÉGISLATIF

Art. 25. Il ne sera promulgué de lois nouvelles que lorsque le projet en aura été proposé par le gouvernement communiqué au tribunal, et décrété par le Corps législatif.

Art. 26. Les projets que le gouvernement propose sont rédigés en articles. En tout état de la discussion de ces projets, le gouvernement peut les retirer ; il peut les reproduire modifiés.

Art. 27. Le tribunal est composé de cent membres, âgés de vingt-cinq ans au moins ; ils sont renouvelés par cinquième tous les ans, et indéfiniment rééligibles tant qu'ils demeurent sur la liste nationale.

Art. 28. Le tribunal discute les projets de loi ; il en vote l'adoption ou le rejet.

Il envoie trois orateurs pris dans son sein, par lesquels les motifs du vœu qu'il a exprimé sur chacun de ces projets sont exposés et défendus devant le Corps législatif.

Il défère au Sénat, pour cause d'inconstitutionnalité seulement, les listes d'éligibles, les actes du Corps législatif et ceux du gouvernement.

Art. 29. Il exprime son vœu sur les lois faites et à faire, sur les abus à corriger, sur les améliorations à entreprendre dans toutes les parties de l'administration publique, mais jamais sur les affaires civiles ou criminelles portées devant les tribunaux.

Les vœux qu'il manifeste en vertu du présent article n'ont aucune suite nécessaire, et n'obligent aucune autorité constituée à une délibération.

Art. 30. Quand le tribunal s'ajourne, il peut nommer une commission de dix à quinze de ses membres, chargée de le convoquer si elle le juge convenable.

Art. 31. Le Corps législatif est composé de trois cents membres,

âgés de trente ans au moins ; ils sont renouvelés par cinquième tous les ans.

Il doit toujours s'y trouver un citoyen au moins de chaque département de la République.

Art. 32. Un membre sortant du Corps législatif ne peut y rentrer qu'après un an d'intervalle ; mais il peut être immédiatement élu à toute autre fonction publique, y compris celle de tribun, s'il y est d'ailleurs éligible.

Art. 33. La session du Corps législatif commence chaque année le 1<sup>er</sup> frimaire, et ne dure que quatre mois ; il peut être extraordinairement convoqué durant les huit autres par le gouvernement.

Art. 34. Le Corps législatif fait la loi en statuant par scrutin secret, et sans aucune discussion de la part de ses membres, sur les projets de loi débattus devant lui par les orateurs du tribunal et du gouvernement.

Art. 35. Les séances du tribunal et celles du Corps législatif sont publiques ; le nombre des assistants soit aux unes, soit aux autres, ne peut excéder deux cents.

Art. 36. Le traitement annuel d'un tribun est de quinze mille francs ; celui d'un législateur, de dix mille francs.

Art. 37. Tout décret du Corps législatif, le dixième jour après son émission, est promulgué par le premier consul, à moins que dans ce délai, il n'y ait eu recours au Sénat pour cause d'inconstitutionnalité. Ce recours n'a point lieu contre les lois promulguées.

Art. 38. Le premier renouvellement du Corps législatif et du tribunal n'aura lieu que dans le cours de l'an x.

## TITRE IV

### DU GOUVERNEMENT

Art. 39. Le gouvernement est confié à trois consuls nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles.

Chacun d'eux est élu individuellement, avec la qualité distincte, ou de premier, ou de second, ou de troisième consul.

La Constitution nomme premier consul le citoyen Bonaparte, ex-consul provisoire ; second consul, le citoyen Cambacérès, ex-ministre de la justice, et troisième consul, le citoyen Lebrun, ex-membre de la commission du conseil des Anciens.

Pour cette fois, le troisième consul n'est nommé que pour cinq ans.

Art. 40. Le premier consul a des fonctions et des attributions particulières, dans lesquelles il est momentanément suppléé, quand il y a lieu, par un de ses collègues.

Art. 41. Le premier consul promulgue les lois; il nomme et révoque à volonté les membres du conseil d'État, les ministres, les ambassadeurs et autres agents extérieurs en chef, les officiers de l'armée de terre et de mer, les membres des administrations locales, et les commissaires du gouvernement près les tribunaux. Il nomme tous les juges criminels et civils, autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer.

Art. 42. Dans les autres actes du gouvernement, le second et le troisième consuls ont voix consultative : ils signent le registre de ces actes pour constater leur présence ; et, s'ils le veulent, ils y consignent leurs opinions, après quoi la décision du premier consul suffit.

Art. 43. Le traitement du premier consul sera de cinq cent mille francs en l'an VIII. Le traitement de chacun des deux autres consuls est égal aux trois dixièmes de celui du premier.

Art. 44. Le gouvernement propose les lois et fait les règlements nécessaires pour assurer leur exécution.

Art. 45. Le gouvernement dirige les recettes et les dépenses de l'État, conformément à la loi annuelle qui détermine le montant des unes et des autres; il surveille la fabrication des monnaies, dont la loi seule ordonne l'émission, fixe le titre, le poids et le type.

Art. 46. Si le gouvernement est informé qu'il se trame quelque conspiration contre l'État, il peut décerner des mandats d'arrêt contre les personnes qui en sont présumées les auteurs ou les complices; mais si, dans un délai de dix jours après leur arrestation, elles ne sont mises en liberté ou en justice réglée, il y a, de la part du ministre signataire du mandat, crime de détention arbitraire.

Art. 47. Le gouvernement pourvoit à la sûreté intérieure et à la défense extérieure de l'État; il distribue les forces de terre et de mer, et en règle la direction.

Art. 48. La garde nationale en activité est soumise aux règlements d'administration publique, la garde nationale sédentaire n'est soumise qu'à la loi.

Art. 49. Le gouvernement entretient des relations politiques au dehors, conduit les négociations, fait les stipulations préliminaires, signe, fait signer et conclut tous les traités de paix, d'alliance, de trêve, de neutralité, de commerce, et autres conventions.

Art. 50. Les déclarations de guerre et les traités de paix, d'alliance et de commerce, sont proposés, discutés, décrétés et promulgués comme des lois.

Seulement les discussions et délibérations, sur ces objets, tant dans le tribunal que dans le Corps législatif, se font en comité secret quand le gouvernement le demande.



Art. 51. Les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patents.

Art. 52. Sous la direction des consuls, un conseil d'Etat est chargé de rédiger les projets de lois et les règlements d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Art. 53. C'est parmi les membres du conseil d'Etat que sont toujours pris les orateurs chargés de porter la parole au nom du gouvernement devant le Corps législatif.

Ces orateurs ne sont jamais envoyés au nombre de plus de trois pour la défense d'un même projet de loi.

Art. 54. Les ministres procurent l'exécution des lois et des règlements d'administration publique.

Art. 55. Aucun acte du gouvernement ne peut avoir d'effet s'il n'est signé par un ministre.

Art. 56. L'un des ministres est spécialement chargé de l'administration du trésor public; il assure les recettes, ordonne les mouvements de fonds et les paiements autorisés par la loi. Il ne peut rien faire payer qu'en vertu : 1° d'une loi, et jusqu'à la concurrence des fonds qu'elle a déterminés pour un genre de dépenses; 2° d'un arrêté du gouvernement; 3° d'un mandat signé par un ministre.

Art. 57. Les comptes détaillés de la dépense de chaque ministre, signés et certifiés par lui, sont rendus publics.

Art. 58. Le gouvernement ne peut élire ou conserver pour conseillers d'Etat, pour ministres, que des citoyens dont les noms se trouvent inscrits sur la liste nationale.

Art. 59. Les administrations locales établies soit pour chaque arrondissement communal, soit pour des portions plus étendues du territoire, sont subordonnées aux ministres. Nul ne peut devenir ou rester membre de ces administrations, s'il n'est porté ou maintenu sur l'une des listes mentionnées aux art. 7 et 8.

## TITRE V

### DES TRIBUNAUX

Art. 60. Chaque arrondissement communal a un ou plusieurs juges de paix, élus immédiatement par les citoyens pour trois années.

Leur principale fonction consiste à concilier les parties, qu'ils invitent, dans le cas de non conciliation, à se faire juger par des arbitres.

Art. 61. En matière civile, il y a des tribunaux de première ins-

tance et des tribunaux d'appel. La loi détermine l'organisation des uns et des autres, leur compétence, et le territoire formant le ressort de chacun.

Art. 62. En matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, un premier jury admet ou rejette l'accusation : si elle est admise, un second jury reconnaît le fait, et les juges, formant un tribunal criminel, appliquent la peine. Leur jugement est sans appel.

Art. 63. La fonction d'accusateur public près un tribunal criminel est remplie par le commissaire du gouvernement.

Art. 64. Les délits qui n'emportent pas peine afflictive ou infamante sont jugés par des tribunaux de police correctionnelle, sauf l'appel aux tribunaux criminels.

Art. 65. Il y a, pour toute la République, un tribunal de cassation, qui prononce sur les demandes en cassation contre les jugements en dernier ressort rendus par les tribunaux, sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique, sur les prises à partie contre un tribunal entier.

Art. 66. Le tribunal de cassation ne connaît point du fond des affaires ; mais il casse les jugements rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées ou qui contiennent quelque contravention expresse à la loi ; et il renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître.

Art. 67. Les juges composant les tribunaux de première instance, et les commissaires du gouvernement établis près ces tribunaux, sont pris dans la liste communale ou dans la liste départementale.

Les juges formant les tribunaux d'appel, et les commissaires placés près d'eux, sont pris dans la liste départementale.

Les juges composant le tribunal de cassation, et les commissaires établis près ce tribunal, sont pris dans la liste nationale.

Art. 68. Les juges, autres que les juges de paix, conservent leurs fonctions toute leur vie, à moins qu'ils ne soient condamnés pour forfaiture, ou qu'ils ne soient pas maintenus sur les listes d'éligibles.

## TITRE VI

### DE LA RESPONSABILITÉ DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 69. Les fonctions de membres soit du Sénat, soit du Corps législatif, soit du tribunal, celles des consuls et des conseillers d'État, ne donnent lieu à aucune responsabilité.

Art. 70. Les délits personnels emportant peine afflictive ou infamante, commis par un membre soit du Sénat, soit du tribunal, soit

du Corps législatif, soit du conseil d'État, sont poursuivis devant les tribunaux ordinaires, après qu'une délibération du corps auquel le prévenu appartient a autorisé cette poursuite.

Art. 71. Les ministres prévenus de délits privés emportant peine afflictive ou infamante sont considérés comme membres du conseil d'État.

Art. 72. Les ministres sont responsables : 1° de tout acte de gouvernement signé par eux, et déclaré inconstitutionnel par le Sénat ; 2° de l'inexécution des lois et des règlements d'administration publique ; 3° des ordres particuliers qu'ils ont donnés, si ces ordres sont contraires à la constitution, aux lois et aux règlements.

Art. 73. Dans les cas de l'article précédent, le tribunal dénonce le ministre par un acte sur lequel le Corps législatif délibère dans les formes ordinaires, après avoir entendu ou appelé le dénoncé. Le ministre mis en jugement par un décret du Corps législatif est jugé par une haute cour, sans appel et sans recours en cassation.

La haute cour est composée de juges et de jurés. Les juges sont choisis par le tribunal de cassation, et dans son sein ; les jurés sont pris dans la liste nationale : le tout suivant les formes que la loi détermine.

Art. 74. Les juges civils et criminels sont, pour les délits relatifs à leurs fonctions, poursuivis devant les tribunaux auxquels celui de cassation les renvoie après avoir annulé leurs actes.

Art. 75. Les agents du gouvernement, autres que les ministres, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du conseil d'État : en ce cas, la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires.

## TITRE VII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 76. La maison de toute personne, habitant le territoire français, est un asile inviolable.

Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison.

Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet spécial déterminé ou par une loi, ou par un ordre émané d'une autorité publique.

Art. 77. Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être exécuté, il faut : 1° qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi en exécution de laquelle elle est ordonnée ; 2° qu'il émane d'un fonctionnaire à qui la loi ait donné formellement

ce pouvoir; 3° qu'il soit notifié à la personne arrêtée, et qu'il lui en soit laissé copie.

Art. 78. Un gardien ou geôlier ne peut recevoir ou détenir aucune personne qu'après avoir transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'arrestation : cet acte doit être un mandat donné dans les formes prescrites par l'article précédent, ou une ordonnance de prise de corps, ou un décret d'accusation, ou un jugement.

Art. 79. Tout gardien ou geôlier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de représenter la personne détenue à l'officier civil ayant la police de la maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par cet officier.

Art. 80. La représentation de la personne détenue ne pourra être refusée à ses parents et amis porteurs de l'ordre de l'officier civil, lequel sera toujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou geôlier ne représente une ordonnance du juge pour tenir la personne au secret.

Art. 81. Tous ceux qui, n'ayant point reçu de la loi le pouvoir de faire arrêter, ordonneront, signeront, exécuteront l'arrestation d'une personne quelconque; tous ceux qui, même dans le cas de l'arrestation autorisée par la loi, recevront ou retiendront la personne arrêtée dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné comme tel, et tous les gardiens ou geôliers qui contreviendront aux dispositions des trois articles précédents, seront coupables du crime de détention arbitraire.

Art. 82. Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles autorisées par les lois, sont des crimes.

Art. 83. Toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée, et spécialement au tribunal.

Art. 84. La force publique est essentiellement obéissante; nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 85. Les délits des militaires sont soumis à des tribunaux spéciaux et à des formes particulières de jugement.

Art. 86. La nation française déclare qu'il sera accordé des pensions à tous les militaires blessés à la défense de la patrie, ainsi qu'aux veuves et aux enfants des militaires morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures.

Art. 87. Il sera décerné des récompenses nationales aux guerriers qui auront rendu des services éclatants en combattant pour la République.

Art. 88. Un institut national est chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les sciences et les arts.

Art. 89. Une commission de comptabilité nationale règle et vérifie



les comptes des recettes et des dépenses de la République. Cette commission est composée de sept membres choisis par le Sénat dans la liste nationale.

Art. 90. Un corps constitué ne peut prendre de délibération que dans une séance où les deux tiers au moins de ses membres se trouvent présents.

Art. 91. Le régime des colonies françaises est déterminé par des lois spéciales.

Art. 92. Dans le cas de révolte à main armée, ou de troubles qui menacent la sûreté de l'État, la loi peut suspendre, dans les lieux et pour le temps qu'elle détermine, l'empire de la Constitution.

Cette suspension peut être provisoirement déclarée dans les mêmes cas, par un arrêté du gouvernement, le Corps législatif étant en vacance, pourvu que ce corps soit convoqué au plus court terme par un article du même arrêté.

Art. 93. La nation française déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1789, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés; elle interdit toute exception nouvelle sur ce point.

Les biens des émigrés sont irrévocablement acquis au profit de la République.

Art. 94. La nation française déclare qu'après une vente légalement consommée de biens nationaux, quelle qu'en soit l'origine, l'acquéreur légitime ne peut en être dépossédé, sauf aux tiers réclamants à être, s'il y a lieu, indemnisés par le trésor public.

Art. 95. La présente Constitution sera offerte de suite à l'acceptation du peuple français.

Fait à Paris, le 22 frimaire an VIII de la République française, une et indivisible.

*Signé* : REGNIER, président de la commission du conseil des Anciens; JACQUEMINOT, président de la commission du conseil des Cinq-Cents; ROUSSEAU, VERNIER, secrétaires de la commission du conseil des Anciens; Alex. VILLETARD, FRÉGEVILLE, secrétaires de la commission du conseil des Cinq-Cents; ROGER-DUCOS, SIEYÈS, BONAPARTE, consuls.

## 1799

*Déc. 13.* Bonaparte, Cambacérès et Lebrun nommés consuls.

*Déc. 24.* Mise en pratique de la Constitution de l'an VIII.

*Déc. 25.* Entrée en fonctions des consuls.

## 1800

*Février 17.* Division du territoire de la République en préfectorales et sous-préfectorales.

## 1801

*Juillet 15.* Concordat avec le pape Pie VII. Retablisement en France de la religion catholique.

## 1802

*Avril 26.* Sénatus-consulte accordant amnistie pleine et entière à tous les émigrés qui rentreront avant le 1<sup>er</sup> vendémiaire an xi.

*Mai 8.* Bonaparte proclamé consul pour dix ans.

*Août 2.* Sénatus-consulte nommant Napoléon Bonaparte premier consul à vie.

### **Sénatus-consulte organique de la constitution (1)**

Du 16 thermidor au x (4 août 1802)

BONAPARTE, premier consul, au nom du peuple français, proclame loi de la République le sénatus-consulte dont la teneur suit :

Le Sénat conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de la Constitution ;

Vu le message des consuls de la République en date de ce jour, annonçant l'envoi de trois orateurs du gouvernement chargés de présenter au Sénat un projet de sénatus-consulte organique de la Constitution ;

Vu ledit projet de sénatus-consulte, présenté au Sénat par les citoyens RÉGNIER, PORTALIS et DÉSOLÉS, conseillers d'État, nommés à cet effet par arrêté du premier consul de la République, sous la même date ;

Après avoir entendu les orateurs du gouvernement sur les motifs dudit projet ;

Délibérant sur le rapport qui lui a été fait par sa commission spéciale, nommée dans la séance du 11 de ce mois ;

Décète ce qui suit :

#### **TITRE I<sup>er</sup>**

Art. 1<sup>er</sup>. Chaque ressort de justice de paix a une assemblée de canton.

(1) Voté par 3,568,885 voix.

Art. 2. Chaque arrondissement communal, ou district de sous-préfecture, a un collège électoral d'arrondissement.

Art. 3. Chaque département a un collège électoral de département.

## TITRE II

### DES ASSEMBLÉES DE CANTON

Art. 4. L'assemblée de canton se compose de tous les citoyens domiciliés dans le canton, et qui y sont inscrits sur la liste communale d'arrondissement.

A dater de l'époque où, aux termes de la Constitution, les listes communales doivent être renouvelées, l'assemblée de canton sera composée de tous les citoyens domiciliés dans le canton, et qui y jouissent des droits de citoyen.

Art. 5. Le premier consul nomme le président de l'assemblée de canton;

Ses fonctions durent cinq ans; il peut être renommé indéfiniment.

Il est assisté de quatre scrutateurs, dont deux sont les plus âgés, et les deux autres les plus imposés des citoyens ayant droit de voter dans l'assemblée de canton.

Le président et les quatre scrutateurs nomment le secrétaire.

Art. 6. L'assemblée de canton se divise en sections pour faire les opérations qui lui appartiennent.

Lors de la première convocation de chaque assemblée, l'organisation et les formes en seront déterminées par un règlement émané du gouvernement.

Art. 7. Le président de l'assemblée de canton nomme les présidents des sections.

Leurs fonctions finissent avec chaque assemblée sectionnaire.

Ils sont assistés chacun de deux scrutateurs, dont l'un est le plus âgé et l'autre le plus imposé des citoyens ayant droit de voter dans la section.

Art. 8. L'assemblée de canton désigne deux citoyens sur lesquels le premier consul choisit le juge de paix du canton.

Elle désigne pareillement deux citoyens pour chaque place vacante de suppléant de juge de paix.

Art. 9. Les juges de paix et leurs suppléants sont nommés pour dix ans.

Art. 10. Dans les villes de cinq mille âmes, l'assemblée de canton présente deux citoyens pour chacune des places du conseil municipal. Dans les villes où il y aura plusieurs justices de paix ou plusieurs as-

semblées de canton, chaque assemblée présentera pareillement deux citoyens pour chaque place du conseil municipal.

Art. 11. Les membres des conseils municipaux sont pris, par chaque assemblée de canton, sur la liste des cent plus imposés du canton. Cette liste sera arrêtée et imprimée par ordre du préfet.

Art. 12. Les conseils municipaux se renouvellent tous les dix ans par moitié.

Art. 13. Le premier consul choisit les maires et adjoints dans les conseils municipaux; ils sont cinq ans en place, ils peuvent être renommés.

Art. 14. L'assemblée de canton nomme, au collège électoral d'arrondissement, le nombre de membres qui lui est assigné, en raison du nombre de citoyens dont elle se compose.

Art. 15. Elle nomme, au collège électoral de département, sur une liste dont il sera parlé ci-après, le nombre de membres qui lui est attribué.

Art. 16. Les membres des collèges électoraux doivent être domiciliés dans les arrondissements et départements respectifs.

Art. 17. Le gouvernement convoque les assemblées de canton, fixe le temps de leur durée et l'objet de leur réunion.

### TITRE III

#### DES COLLÈGES ÉLECTORAUX

Art. 18. Les collèges électoraux d'arrondissement ont un membre pour cinq cents habitants domiciliés dans l'arrondissement.

Le nombre des membres ne peut néanmoins excéder deux cents, ni être au-dessous de cent vingt.

Art. 19. Les collèges électoraux de département ont un membre par mille habitants domiciliés dans le département, et néanmoins ces membres ne peuvent excéder trois cents, ni être au-dessous de deux cents.

Art. 20. Les membres des collèges électoraux sont à vie.

Art. 21. Si un membre d'un collège électoral est dénoncé au gouvernement comme s'étant permis quelque acte contraire à l'honneur ou à la patrie, le gouvernement invite le collège à manifester son vœu : il faut les trois quarts des voix pour faire perdre au membre dénoncé sa place dans le collège.

Art. 22. On perd sa place dans les collèges électoraux pour les mêmes causes qui font perdre le droit de citoyen.

On la perd également lorsque, sans empêchement légitime, on n'a point assisté à trois réunions successives.



Art. 23. Le premier consul nomme les présidents des collèges électoraux à chaque session.

Le président a seul la police du collège électoral lorsqu'il est assemblé.

Art. 24. Les collèges électoraux nomment, à chaque session, deux scrutateurs et un secrétaire.

Art. 25. Pour parvenir à la formation des collèges électoraux de département, il sera dressé dans chaque département, sous les ordres du ministre des finances, une liste de six cents citoyens plus imposés aux rôles des contributions foncière, mobilière et somptuaire, et au rôle des patentes.

On ajoute à la somme de la contribution dans le domicile du département, celle qu'on peut justifier payer dans les autres parties du territoire de la France et de ses colonies.

Cette liste sera imprimée.

Art. 26. L'assemblée de canton prendra sur cette liste les membres qu'elle devra nommer au collège électoral du département.

Art. 27. Le premier consul peut ajouter aux collèges électoraux d'arrondissement dix membres pris parmi les citoyens appartenant à la Légion d'honneur, ou qui ont rendu des services.

Il peut ajouter à chaque collège électoral de département vingt citoyens, dont dix pris parmi les trente plus imposés du département, et les dix autres, soit parmi les membres de la Légion d'honneur, soit parmi les citoyens qui ont rendu des services.

Il n'est point assujetti, pour ces nominations, à des époques déterminées.

Art. 28. Les collèges électoraux d'arrondissement présentent au premier consul deux citoyens domiciliés dans l'arrondissement pour chaque place vacante dans le conseil d'arrondissement.

Un au moins de ces citoyens doit être pris hors du collège électoral qui le désigne.

Les conseils d'arrondissement se renouvellent par tiers tous les cinq ans.

Art. 29. Les collèges électoraux d'arrondissement présentent, à chaque réunion, deux citoyens pour faire partie de la liste sur laquelle doivent être choisis les membres du tribunat.

Un, au moins, de ces citoyens doit être pris nécessairement hors du collège qui le présente.

Tous deux peuvent être pris hors du département.

Art. 30. Les collèges électoraux de département présentent au premier consul deux citoyens domiciliés dans le département pour chaque place vacante dans le conseil général du département.

Un de ces citoyens, au moins, doit être pris nécessairement hors du collège électoral qui le présente.

Les conseils généraux de département se renouvellent par tiers tous les cinq ans.

Art. 31. Les collèges électoraux de département présentent à chaque réunion, deux citoyens pour former la liste sur laquelle sont nommés les membres du Sénat.

Un, au moins, doit être nécessairement pris hors du collège qui le présente, et tous deux peuvent être pris hors du département.

Ils doivent avoir l'âge et les qualités exigés par la Constitution.

Art. 32. Les collèges électoraux de département et d'arrondissement présentent chacun deux citoyens domiciliés dans le département, pour former la liste sur laquelle doivent être nommés les membres de la députation du Corps législatif.

Un de ces citoyens doit être pris nécessairement hors du collège qui le présente.

Il doit y avoir trois fois autant de candidats différents sur la liste formée par la réunion des présentations des collèges électoraux de département et d'arrondissement qu'il y a de places vacantes.

Art. 33. On peut être membre d'un conseil de commune et d'un collège électoral d'arrondissement ou de département.

On ne peut être à la fois membre d'un collège d'arrondissement et d'un collège de département.

Art. 34. Les membres du Corps législatif et du tribunal ne peuvent assister aux séances du collège électoral dont ils feront partie. Tous les autres fonctionnaires publics ont droit d'y assister et d'y voter.

Art. 35. Il n'est procédé par aucune assemblée de canton à la nomination des places qui lui appartiennent dans un collège électoral, que quand ces places sont réduites aux deux tiers.

Art. 36. Les collèges électoraux ne s'assemblent qu'en vertu d'un acte de convocation émané du gouvernement, et dans le lieu qui leur est assigné.

Ils ne peuvent s'occuper que des opérations pour lesquelles ils sont convoqués, ni continuer leurs séances au delà du terme fixé par l'acte de convocation.

S'ils sortent de ces bornes, le gouvernement a le droit de dissoudre.

Art. 37. Les collèges électoraux ne peuvent ni directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, correspondre entre eux.

Art. 38. la dissolution d'un corps électoral opère le renouvellement de tous ses membres

## TITRE IV

## DES CONSULS

Art. 39. Les consuls sont à vie.

Ils sont membres du Sénat, et le président.

Art. 40. Le second et le troisième consuls sont nommés par le Sénat, sur la présentation du premier.

Art. 41. A cet effet, lorsque l'une des deux places vient à vaquer, le premier consul présente au Sénat un premier sujet ; s'il n'est pas nommé, il en présente un second ; si le second n'est pas accepté, il en présente un troisième, qui est nécessairement nommé.

Art. 42. Lorsque le premier consul le juge convenable, il présente un citoyen pour lui succéder après sa mort, dans les formes indiquées par l'article précédent.

Art. 43. Le citoyen nommé pour succéder au premier consul prête serment à la République, entre les mains du premier consul, assisté du second et du troisième consuls, en présence du Sénat, des ministres, du conseil d'État, du Corps législatif, du tribunat, du tribunal de cassation, des archevêques, des évêques, des présidents des tribunaux d'appel, des présidents des collèges électoraux, des présidents des assemblées de canton, des grands officiers de la Légion d'honneur et des maires des vingt-quatre principales villes de la République.

Le secrétaire d'État dresse le procès-verbal de la prestation de serment.

Art. 44. Le serment est ainsi conçu :

« Je jure de maintenir la Constitution, de respecter la liberté de » consciences, de m'opposer au retour des institutions féodales, de » ne jamais faire la guerre que pour la défense et la gloire de la Ré- » publique, et de n'employer le pouvoir dont je serai revêtu que pour » le bonheur du peuple, de qui et pour qui je l'aurai reçu. »

Art. 45. Le serment prêté, il prend séance au Sénat immédiatement après le troisième consul.

Art. 46. Le premier consul peut déposer aux archives du gouvernement son vœu sur la nomination de son successeur, pour être présenté au Sénat après sa mort.

Art. 47. Dans ce cas, il appelle le second et le troisième consuls, les ministres et les présidents des sections du conseil d'État.

En leur présence, il remet au secrétaire d'État le papier, scellé de son sceau, dans lequel est consigné son vœu. Ce papier est souscrit par tous ceux qui sont présents à l'acte.

Le secrétaire d'État le dépose aux archives du gouvernement, en présence des ministres et des présidents des sections du conseil d'État.

Art. 48. Le premier consul peut retirer ce dépôt, en observant les formalités prescrites dans l'article précédent.

Art. 49. Après la mort du premier consul, si son vœu est resté déposé, le papier qui le renferme est retiré des archives du gouvernement par le secrétaire d'État, en présence des ministres et des présidents des sections du conseil d'État. L'intégrité et l'identité en sont reconnues en présence des second et troisième consuls. Il est adressé au Sénat par un message du gouvernement, avec expédition des procès-verbaux qui en ont constaté le dépôt, l'identité et l'intégrité.

Art. 50. Si le sujet présenté par le premier consul n'est pas nommé, les second et troisième consuls en présentent chacun un; en cas de non nomination, ils en présentent chacun un autre, et l'un des deux est nécessairement nommé.

Art. 51. Si le premier consul n'a point laissé de présentation, les second et troisième consuls font leur présentation séparément, une première, une seconde, et, si ni l'une ni l'autre n'a obtenu de nomination, une troisième. Le Sénat nomme nécessairement sur la troisième.

Art. 52. Dans tous les cas, les présentations et la nomination devront être consommées dans les vingt-quatre heures qui suivront la mort du premier consul.

Art 53. La loi fixe pour la vie de chaque premier consul l'état des dépenses du gouvernement.

## TITRE V

### DU SÉNAT

Art. 54. Le Sénat règle, par un sénatus-consulte organique :

1° La constitution des colonies.

2° Tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche;

3° Il explique les articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes interprétations.

Art. 55. Le Sénat, par des actes intitulés *sénatus-consultes*, 1° suspend pour cinq ans les fonctions de jurés dans les départements où cette mesure est nécessaire;

2° Déclare, quand les circonstances l'exigent, des départements hors de la Constitution;

3° Détermine le temps dans lequel des individus arrêtés en vertu de l'article 46 de la Constitution, doivent être traduits devant les tri-

bunaux, lorsqu'ils ne l'ont pas été dans les dix jours de leur arrestation;

4<sup>o</sup> Annule les jugements des tribunaux lorsqu'ils sont attentatoires à la sûreté de l'État.

5<sup>o</sup> Dissout le Corps législatif et le tribunal;

6<sup>o</sup> Nomme les consuls.

Art. 56. Les sénatus-consultes organiques et les sénatus-consultes sont délibérés par le Sénat, sur l'initiative du gouvernement.

Une simple majorité suffit pour les sénatus-consultes; il faut les deux tiers des voix des membres présents pour un sénatus-consulte organique.

Art. 57. Les projets de sénatus-consulte pris en conséquence des articles 54 et 55 sont discutés dans un conseil privé, composé de deux consuls, de deux ministres, de deux sénateurs, de deux conseillers d'État, et de deux grands officiers de la Légion d'honneur.

Le premier consul désigne, à chaque tenue, les membres qui doivent composer le conseil privé.

Art. 58. Le premier consul ratifie les traités de paix et d'alliance, après avoir pris l'avis du conseil privé.

Avant de les promulguer, il en donne connaissance au Sénat.

Art. 59. L'acte de nomination d'un membre du Corps législatif, du tribunal et du tribunal de cassation, s'intitule *arrêté*.

Art. 60. Les actes du Sénat relatifs à sa police et à son administration intérieure s'intitulent *délibérations*.

Art. 61. Dans le courant de l'an xi, il sera procédé à la nomination de quatorze citoyens pour compléter le nombre de quatre-vingts sénateurs, déterminé par l'article 15 de la Constitution.

Cette nomination sera faite par le Sénat, sur la présentation du premier consul, qui, pour cette présentation et pour les présentations ultérieures dans le nombre de quatre-vingts, prend trois sujets sur la liste des citoyens désignés par les collèges électoraux.

Art. 62. Les membres du grand conseil de la Légion d'honneur sont membres du Sénat, quel que soit leur âge.

Art. 63. Le premier consul peut, en outre, nommer au Sénat, sans présentation préalable par les collèges électoraux de département, des citoyens distingués par leurs services et leurs talents, à condition néanmoins qu'ils auront l'âge requis par la Constitution, et que le nombre des sénateurs ne pourra, en aucun cas, excéder cent vingt.

Art. 64. Les sénateurs pourront être consuls, ministres, membres de la Légion d'honneur, inspecteurs de l'instruction publique, et employés dans des missions extraordinaires et temporaires.

Le Sénat nomme, chaque année, deux de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaires.



Art. 65. Les ministres ont séance au Sénat, mais sans voix délibérative s'ils ne sont sénateurs.

## TITRE VI

### DES CONSEILLERS D'ÉTAT

Art. 66. Les conseillers d'État n'excéderont jamais le nombre de cinquante.

Art. 67. Le conseil d'État se divise en sections.

Art. 68. Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'État.

## TITRE VII

### DU CORPS LÉGISLATIF

Art. 69. Chaque département aura, dans le Corps législatif, un nombre de membres proportionné à l'étendue de sa population, conformément au tableau ci-joint.

Art. 70. Tous les membres du Corps législatif appartenant à la même députation sont nommés à la fois.

Art. 71. Les départements de la République sont divisés en cinq séries, conformément au tableau ci-joint.

Art. 72. Les députés actuels sont classés dans les cinq séries.

Art. 73. Ils seront renouvelés dans l'année à laquelle appartiendra la série où sera placé le département auquel ils auront été attachés.

Art. 74. Néanmoins, les députés qui ont été nommés en l'an x rempliront leurs cinq années.

Art. 75. Le gouvernement convoque, ajourne et proroge le Corps législatif.

## TITRE VIII

### DU TRIBUNAT

Art. 76. A dater de l'an xiii, le tribunal sera réduit à cinquante membres.

Moitié des cinquante sortira tous les trois ans. Jusqu'à cette réduction, les membres sortants ne seront pas remplacés.

Le tribunal se divise en sections.

Art. 77. Le Corps législatif et le tribunal sont renouvelés dans tous leurs membres quand le Sénat en a prononcé la dissolution.

## TITRE IX

## DE LA JUSTICE ET DES TRIBUNAUX

Art. 78. Il y a un grand juge ministre de la justice.

Art. 79. Il a une place distinguée au Sénat et au conseil d'État.

Art. 80. Il préside le tribunal de cassation et les tribunaux d'appel, quand le gouvernement le juge convenable.

Art. 81. Il a sur les tribunaux, les justices de paix et les membres qui les composent, le droit de les surveiller et de les reprendre.

Art. 82. Le tribunal de cassation, présidé par lui, a droit de censure et de discipline sur les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels; il peut, pour cause grave, suspendre les juges de leurs fonctions, les mander près du grand-juge pour y rendre compte de leur conduite.

Art. 83. Les tribunaux d'appel ont droit de surveillance sur les tribunaux civils de leurs ressorts, et les tribunaux civils sur les juges de paix de leurs arrondissements.

Art. 84. Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation surveille les commissaires près les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels.

Les commissaires près les tribunaux d'appel surveillent les commissaires près les tribunaux civils.

Art. 85. Les membres du tribunal de cassation sont nommés par le Sénat, sur la présentation du premier consul.

Le premier consul présente trois sujets pour chaque place vacante.

## TITRE X

## DROIT DE FAIRE GRACE

Art. 86. Le premier consul a droit de faire grâce.

Il l'exerce après avoir entendu, dans un conseil privé, le grand-juge, deux ministres, deux sénateurs, deux conseillers d'État et deux juges du tribunal de cassation.

Le présent sénatus-consulte sera transmis par un message aux consuls de la République.

*Signé* : BARTHÉLEMY, président ; VAUBOIS,  
FARGUES, secrétaires.

*Par le Sénat conservateur,*  
Le secrétaire général,

*Signé* : CAUCHY.

## TABLEAU

Du nombre des députés à élire, pour chaque Département, pour la formation  
du Corps législatif

<i>Départements.</i>	<i>Nombre des députés.</i>	<i>Départements.</i>	<i>Nombre des députés.</i>
Ain.....	3	Lot.....	4
Aisne.....	3	Lot-et-Garonne.....	3
Alber.....	2	Lozère.....	4
Alpes (Basses-).....	4	Lys.....	4
Alpes (Hautes-).....	4	Maine-et-Loire.....	4
Alpes-Maritimes.....	4	Manche.....	4
Ardèche.....	2	Marne.....	3
Ardenne.....	2	Marne (Haute-).....	2
Ariège.....	2	Mayenne.....	3
Aube.....	2	Meurthe.....	3
Aude.....	2	Meuse.....	2
Aveyron.....	3	Meuse-Inférieure.....	2
Bouches-du-Rhône.....	3	Mont-Blanc.....	3
Calvados.....	4	Mont-Tonnerre.....	3
Cantal.....	2	Morbihan.....	4
Charente.....	3	Moselle.....	4
Charente-Inférieure.....	4	Nèthes (Deux-).....	3
Cher.....	2	Nièvre.....	2
Corrèze.....	2	Nord.....	8
Côte-d'Or.....	3	Oise.....	3
Côtes-du-Nord.....	4	Orne.....	4
Creuse.....	2	Ourthe.....	3
Dordogne.....	4	Pas-de-Calais.....	4
Doubs.....	2	Puy-de-Dôme.....	4
Drôme.....	2	Pyrénées (Basses-).....	2
Dyle.....	4	Pyrénées (Hautes-).....	2
Escaut.....	4	Pyrénées-Orientales.....	4
Eure.....	4	Rhin (Bas-).....	4
Eure-et-Loir.....	2	Rhin (Haut-).....	3
Finistère.....	4	Rhin-et-Moselle.....	2
Forêts.....	2	Rhône.....	3
Gard.....	3	Roër.....	4
Garonne (Haute-).....	4	Sambre-et-Meuse.....	2
Gers.....	3	Saône-et-Loire.....	4
Gironde.....	5	Sarre.....	2
Golo.....	4	Sarthe.....	4
Hérault.....	5	Seine.....	8
Ile-et-Vilaine.....	4	Seine-Inférieure.....	6
Indre.....	2	Seine-et-Marne.....	3
Indre-et-Loire.....	2	Seine-et-Oise.....	4
Isère.....	4	Sèvres (Deux-).....	2
Jemmapes.....	4	Somme.....	4
Jura.....	2	Tarn.....	2
Landes.....	2	Var.....	3
Leman.....	2	Vaucluse.....	2
Liamone.....	4	Vendée.....	3
Loir-et-Cher.....	2	Vienne.....	2
Loire.....	3	Vienne (Haute-).....	2
Loire (Haute-).....	2	Vosges.....	3
Loire-Inférieure.....	4	Yonne.....	3
Loiret.....	3		
		Total.....	300

## TABLEAU

des départements de la république, divisés en cinq séries.

1<sup>re</sup> SÉRIE.

Ain.  
Aisne.  
Allier.  
Eure.  
Pyrénées-Orientales.  
Alpes (Hautes-).  
Mont-Tonnerre.  
Lozère.  
Ardennes.  
Marne (Haute-).  
Indre-et-Loire.  
Saône (Haute-).  
Aude.  
Aveyron.  
Cantal.  
Loir-et-Cher.  
Manche.  
Cher.  
Corrèze.  
Lys.  
Gers.  
Creuse.  
Deux-Sèvres.  
Gard.  
Meuse-Inférieure.

2<sup>e</sup> SÉRIE.

Garonne (Haute-).  
Var.  
Finistère.  
Seine-et-Marne.  
Nord.  
Tarn.  
Somme.  
Meurthe.  
Ille-et-Vilaine.  
Rhin-et-Moselle.  
Vaucluse.  
Pyrénées (Hautes-).  
Calvados.  
Yonne.  
Forêts.  
Rhin (Haut-).  
Vendée.  
Dyle.

3<sup>e</sup> SÉRIE.

Loiret.  
Isère.  
Lot-et-Garonne.  
Côtes-du-Nord.  
Alpes-Maritimes.  
Pas-de-Calais.  
Marne.

Ariège.  
Charente-Inférieure.  
Bouches-du-Rhône.  
Meuse.  
Vienne.  
Jura.  
Mont-Blanc.  
Nièvre.  
Oise.  
Ourthe.  
Ardèche.  
Mayenne.  
Deux-Nèthes.  
Jemmapes.

4<sup>e</sup> SÉRIE.

Gironde.  
Moselle.  
Morbihan.  
Alpes (Basses-).  
Puy-de-Dôme.  
Orne.  
Rhin (Bas-).  
Sambre-et-Meuse.  
Eure-et-Loir.  
Loire.  
Aube.  
Golo.  
Charente.  
Vosges.  
Sarre.  
Seine.  
Maine-et-Loire.  
Escaut.

5<sup>e</sup> SÉRIE.

Dordogne.  
Doubs.  
Drôme.  
Seine-Inférieure.  
Pyrénées (Basses-).  
Côte-d'Or.  
Hérault.  
Saône-et-Loire.  
Haute-Vienne.  
Indre.  
Lot.  
Landes.  
Léman.  
Sarthe.  
Liamone.  
Rhône.  
Loire (Haute-).  
Seine-et-Oise.  
Loire-Inférieure.  
Roër.

1802

*Août* 26. Le Piémont est réuni à la France.

1804

*Avril* 5. Adoption du Code civil.

*Mai* 4. Le tribunal adopte la proposition faite par Curée, de confier le gouvernement de la République à un empereur et de déclarer l'empire héréditaire dans la famille du premier consul.

---

**Sénatus-consulte organique portant établissement du  
gouvernement impérial (1)**

Du 28 floréal an xii (18 mai 1804)

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et par les constitutions de la République, empereur des Français, à tous présents et avenir, salut :

Le Sénat conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'art. 99 de la constitution ;

Vu le projet de sénatus-consulte rédigé en la forme prescrite par l'art. 57 du sénatus-consulte organique en date 16 thermidor an x ;

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du gouvernement et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 26 de ce mois ;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article 56 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an v, décrète ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>**

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement de la République est confié à un empereur, qui prend le titre d'*empereur des Français*.

La justice se rend au nom de l'empereur, par les officiers qu'il institue.

Art. 2. Napoléon Bonaparte, premier consul de la République, est empereur des Français.

(1) Voté par 3,572,329 voix contre 2,529.



## TITRE II

## DE L'HÉRÉDITÉ

**Art. 3.** La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle et légitime de Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

**Art. 4.** Napoléon Bonaparte peut adopter les enfants ou petits-enfants de ses frères, pourvu qu'ils aient atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, et que lui-même n'ait point d'enfants mâles au moment de l'adoption.

Ses fils adoptifs entrent dans la ligne de descendance directe.

Si, postérieurement à l'adoption, il lui survient des enfants mâles, ses fils adoptifs ne peuvent être appelés qu'après les descendants naturels et légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de Napoléon Bonaparte et à leurs descendants.

**Art. 5.** A défaut d'héritier naturel et légitime ou d'héritier adoptif de Napoléon Bonaparte, la dignité impériale est dévolue et déférée à Joseph Bonaparte et à ses descendants naturels et légitimes, par ordre de primogéniture et de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

**Art. 6.** A défaut de Joseph Bonaparte et de ses descendants mâles, la dignité impériale est dévolue et déférée à Louis Bonaparte et à ses descendants naturels et légitimes, par ordre de primogéniture et de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

**Art. 7.** A défaut d'héritiers naturels et légitimes ou d'héritiers adoptifs de Napoléon Bonaparte ;

A défaut d'héritiers naturels et légitimes de Joseph Bonaparte et de ses descendants mâles, de Louis Bonaparte et de ses descendants mâles, un sénatus-consulte organique, proposé au Sénat par les titulaires des grandes dignités de l'empire, et soumis à l'acceptation du peuple, nomme l'empereur, et règle dans sa famille l'ordre de l'hérédité, de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

**Art. 8.** Jusqu'au moment où l'élection du nouvel empereur est consommée, les affaires de l'Etat sont gouvernées par les ministres, qui se forment en conseil de gouvernement, et qui délibèrent à la majorité des voix. Le secrétaire d'Etat tient le registre des délibérations.

## TITRE III

## DE LA FAMILLE IMPÉRIALE

Art. 9. Les membres de la famille impériale, dans l'ordre de l'hérédité, portent le titre de *princes français*.

Le fils aîné de l'empereur porte celui de *prince impérial*.

Art. 10. Un sénatus-consulte règle le mode de l'éducation des princes français.

Art. 11. Ils sont membres du Sénat et du conseil d'État, lorsqu'ils ont atteint leur dix-huitième année.

Art. 12. Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'empereur.

Le mariage d'un prince français, fait sans l'autorisation de l'empereur, emporte privation de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants. Néanmoins, s'il n'existe point d'enfant de ce mariage, et qu'il vienne à se dissoudre, le prince qui l'avait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

Art. 13. Les actes qui constatent la naissance, les mariages et les décès des membres de la famille impériale, sont transmis, sur un ordre de l'empereur, au Sénat, qui en ordonne la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

Art. 14. Napoléon Bonaparte établit, par des statuts auxquels ses successeurs sont tenus de se conformer : 1<sup>o</sup> les devoirs des individus de tout sexe, membres de la famille impériale, envers l'empereur ; 2<sup>o</sup> une organisation du palais impérial conforme à la dignité du trône et à la grandeur de la nation.

Art. 15. La liste civile reste réglée ainsi qu'elle l'a été par les articles 1 et 4 du décret du 26 mai 1791. Les princes français Joseph et Louis Bonaparte, et à l'avenir les fils puînés naturels et légitimes de l'empereur, seront traités conformément aux articles 1, 10, 11, 12 et 13 du décret du 21 décembre 1790.

L'empereur pourra fixer le douaire de l'impératrice et l'assigner sur la liste civile ; ses successeurs ne pourront rien changer aux dispositions qu'il aura faites à cet égard.

Art. 16. L'empereur visite les départements : en conséquence, des palais impériaux sont établis aux quatre points principaux de l'empire.

Ces palais sont désignés, et leurs dépendances déterminées par une loi.

## TITRE IV

## DE LA RÉGENCE

Art. 17. L'empereur est mineur jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis; pendant sa minorité, il y a un régent de l'empire.

Art. 18. Le régent doit être âgé au moins de vingt-cinq ans accomplis. Les femmes sont exclues de la régence.

Art. 19. L'empereur désigne le régent parmi les princes français ayant l'âge exigé par l'article précédent, et, à leur défaut, parmi les titulaires des grandes dignités de l'empire.

Art. 20. A défaut de désignation de la part de l'empereur, la régence est déferée au prince le plus proche en degrés, dans l'ordre de l'hérédité, ayant vingt-cinq ans accomplis.

Art. 21. Si, l'empereur n'ayant pas désigné le régent, aucun des princes français n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, le Sénat élit le régent parmi les titulaires des grandes dignités de l'empire.

Art. 22. Si, à raison de la minorité d'âge du prince appelé à la régence dans l'ordre de l'hérédité, elle a été déferée à un parent plus éloigné, ou à l'un des titulaires des grandes dignités de l'empire, le régent entré en exercice continue ses fonctions jusqu'à la majorité de l'empereur.

Art. 23. Aucun sénatus-consulte organique ne peut être rendu pendant la régence, ni avant la fin de la troisième année qui suit la majorité.

Art. 24. Le régent exerce jusqu'à la majorité de l'empereur toutes les attributions de la dignité impériale.

Néanmoins il ne peut nommer ni aux grandes dignités de l'empire, ni aux places de grands officiers qui se trouveraient vacantes à l'époque de la régence, ou qui viendraient à vaquer pendant la minorité, ni user de la prérogative réservée à l'empereur d'élever les citoyens au rang de sénateur.

Il ne peut révoquer ni le grand juge, ni le secrétaire d'État.

Art. 25. Il n'est pas personnellement responsable des actes de son administration.

Art. 26. Tous les actes de la régence sont au nom de l'empereur mineur.

Art. 27. Le régent ne propose aucun projet de loi ou de sénatus-consulte, et n'adopte aucun règlement d'administration publique, qu'après avoir pris l'avis du conseil de régence, composé des titulaires des grandes dignités de l'empire.

Il ne peut déclarer la guerre, ni signer des traités de paix, d'al-

liance ou de commerce, qu'après en avoir délibéré dans le conseil de régence, dont les membres, pour ce seul cas, ont voix délibérative. La délibération a lieu à la majorité des voix; et s'il y a partage, elle passe à l'avis du régent.

Le ministre des relations extérieures prend séance au conseil de régence, lorsque ce conseil délibère sur des objets relatifs à son département.

Le grand-juge ministre de la justice peut y être appelé par l'ordre du régent.

Le secrétaire d'État tient le registre des délibérations.

Art. 28. La régence ne confère aucun droit sur la personne de l'empereur mineur.

Art. 29. Le traitement du régent est fixé au quart du montant de la liste civile.

Art. 30. La garde de l'empereur mineur est confiée à sa mère et, à son défaut, au prince désigné à cet effet par le prédécesseur de l'empereur mineur.

A défaut de la mère de l'empereur mineur, et d'un prince désigné par l'empereur, le Sénat confie la garde de l'empereur mineur à l'un des titulaires des grandes dignités de l'empire.

Ne peuvent être élus pour la garde de l'empereur mineur, ni le régent et ses descendants, ni les femmes.

Art. 31. Dans le cas où Napoléon Bonaparte usera de la faculté qui lui est conférée par l'article 4, titre II, l'acte d'adoption sera fait en présence des titulaires des grandes dignités de l'empire, reçu par le secrétaire d'État, et transmis aussitôt au Sénat pour être transcrit sur ses registres et déposé dans ses archives.

Lorsque l'empereur désigne, soit un régent pour la minorité, soit un prince pour la garde d'un empereur mineur, les mêmes formalités sont observées.

Les actes de désignation, soit d'un régent pour la minorité, soit d'un prince pour la garde d'un empereur mineur, sont révocables à volonté par l'empereur.

Tout acte d'adoption, de désignation ou de révocation de désignation, qui n'aura pas été transcrit sur les registres du Sénat avant le décès de l'empereur, sera nul et de nul effet.

## TITRE V

### DES GRANDES DIGNITÉS DE L'EMPIRE

Art. 32. Les grandes dignités de l'empire sont celles de grand élec-

teur, d'archichancelier de l'empire, d'archichancelier de l'État, d'architrésorier, de connétable, de grand amiral.

Art. 33. Les titulaires des grandes dignités de l'empire sont nommés par l'empereur.

Ils jouissent des mêmes honneurs que les princes français, et prennent rang immédiatement après eux.

L'époque de leur réception détermine le rang qu'ils occupent respectivement.

Art. 34. Les grandes dignités de l'empire sont inamovibles.

Art. 35. Les titulaires des grandes dignités de l'empire sont sénateurs et conseillers d'État.

Art. 36. Ils forment le grand conseil de l'empereur; ils sont membres du conseil privé; ils composent le grand conseil de la Légion d'honneur.

Les membres actuels du grand conseil de la Légion d'honneur conservent, pour la durée de leur vie, leurs titres, fonctions et prérogatives.

Art. 37. Le Sénat et le conseil d'État sont présidés par l'empereur.

Lorsque l'empereur ne préside pas le Sénat ou le conseil d'État, il désigne celui des titulaires des grandes dignités de l'empire qui doit présider.

Art. 38. Tous les actes du Sénat et du Corps législatif sont rendus au nom de l'empereur, et promulgués ou publiés sous le sceau impérial.

Art. 39. Le grand électeur fait les fonctions de chancelier : 1<sup>o</sup> pour la convocation du Corps législatif, des collèges électoraux et des assemblées de canton; 2<sup>o</sup> pour la promulgation des sénatus-consultes portant dissolution, soit du Corps législatif, soit des collèges électoraux.

Le grand électeur préside en l'absence de l'empereur, lorsque le Sénat procède aux nominations des sénateurs, des législateurs et des tribuns.

Il peut résider au palais du Sénat.

Il porte à la connaissance de l'empereur les réclamations formées par les collèges électoraux ou par les assemblées de canton pour la conservation de leurs prérogatives.

Lorsqu'un membre d'un collège électoral est dénoncé, conformément à l'art. 21 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X, comme s'étant permis quelque acte contraire à l'honneur ou à la patrie le grand électeur invite le collège à manifester son vœu. Il porte le vœu du collège à la connaissance de l'empereur.

Le grand électeur présente les membres du Sénat, du conseil



d'État, du Corps législatif et du tribunal, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur.

Il reçoit le serment des présidents des collèges électoraux de département et des assemblées de canton.

Il présente les députations solennelles du Sénat, du conseil d'État, du Corps législatif, du tribunal et des collèges électoraux, lorsqu'elles sont admises à l'audience de l'empereur.

Art. 40. L'archichancelier de l'empire fait les fonctions de chancelier pour la promulgation des sénatus-consultes organiques et des lois.

Il fait également celles de chancelier du palais impérial.

Il est présent au travail annuel dans lequel le grand juge ministre de la justice rend compte à l'empereur des abus qui peuvent s'être introduits dans l'administration de la justice, soit civile, soit criminelle.

Il préside la haute cour impériale.

Il préside les sections réunies du conseil d'État et du tribunal, conformément à l'art. 95, titre xi.

Il est présent à la célébration des mariages et à la naissance des princes, au couronnement et aux obsèques de l'empereur.

Il signe le procès-verbal que dresse le secrétaire d'État.

Il présente les titulaires des grandes dignités de l'empire, les ministres, le secrétaire d'État, les grands officiers civils de la couronne et le premier président de la cour de cassation, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur.

Il reçoit le serment des membres et du parquet de la cour de cassation, des présidents et procureurs généraux des cours d'appel et des cours criminelles.

Il présente les députations solennelles et les membres des cours de justice admis à l'audience de l'empereur.

Il signe et scelle les commissions et brevets des membres des cours de justice et des officiers ministériels; il scelle les commissions et brevets des fonctions civiles administratives, et les autres qui seront désignés dans le règlement portant organisation du sceau.

Art. 41. L'archichancelier d'État fait les fonctions de chancelier pour la promulgation des traités de paix et d'alliance, et pour les déclarations de guerre.

Il présente à l'empereur et signe les lettres de créance et la correspondance d'étiquette avec les différentes cours de l'Europe, rédigées suivant les formes du protocole impérial, dont il est le gardien.

Il est présent au travail annuel dans lequel le ministre des relations extérieures rend compte à l'empereur de la situation politique de l'État.

Il présente les ambassadeurs et ministres de l'empereur dans les cours étrangères, au serment qu'ils prêtent entre les mains de Sa Majesté Impériale.

Il reçoit le serment des résidents, chargés d'affaires, secrétaires d'ambassade et de légation, et des commissaires généraux et commissaires des relations commerciales.

Il présente les ambassades extraordinaires et les ambassadeurs et ministres français et étrangers.

Art. 42. L'architrésorier est présent au travail annuel dans lequel les ministres des finances et du trésor public rendent à l'empereur les comptes des recettes et des dépenses de l'État, et exposent leurs vues sur les besoins des finances de l'empire.

Les comptes des recettes et des dépenses annuelles, avant d'être présentés à l'empereur, son revêtus de son visa.

Il préside les sections réunies du conseil d'État et du tribunal, conformément à l'art. 95, titre XI.

Il reçoit, tous les trois mois, le compte des travaux de la comptabilité nationale, et tous les ans le résultat général et les vues de réforme et d'amélioration dans les différentes parties de la comptabilité; il les porte à la connaissance de l'empereur.

Il arrête tous les ans le grand livre de la dette publique.

Il signe les brevets des pensions civiles.

Il reçoit le serment des membres de la comptabilité nationale, des administrations de finances, et des principaux agents du trésor public.

Il présente les députations de la comptabilité nationale et des administrations de finances admises à l'audience de l'empereur.

Art. 43. Le connétable est présent au travail annuel dans lequel le ministre de la guerre et le directeur de l'administration de la guerre rendent compte à l'empereur des dispositions à prendre pour compléter le système de défense des frontières, l'entretien, les réparations et l'approvisionnement des places.

Il pose la première pierre des places fortes dont la construction est ordonnée.

Il est gouverneur des écoles militaires.

Lorsque l'empereur ne remet pas en personne les drapeaux aux corps de l'armée, ils leur sont remis en son nom par le connétable.

En l'absence de l'empereur, le connétable passe les grandes revues de la garde impériale.

Lorsqu'un général d'armée est prévenu d'un délit spécifié au Code pénal militaire, le connétable peut présider le conseil de guerre qui doit juger.

Il présente les maréchaux de l'empire, les colonels généraux, les

inspecteurs généraux, les officiers généraux et les colonels de toutes les armes, au serment qu'il prêtent entre les mains de l'empereur.

Il reçoit le serment des majors, chefs de bataillon et d'escadron de toutes les armes.

Il installe les maréchaux de l'empire.

Il présente les officiers généraux et les colonels, majors, chefs de bataillon et d'escadron de toutes les armes, lorsqu'ils sont admis à l'audience de l'empereur.

Il signe les brevets de l'armée et ceux des militaires pensionnaires de l'État.

Art. 44. Le grand amiral est présent au travail annuel dans lequel le ministre de la marine rend compte à l'empereur, de l'état des constructions navales, des arsenaux et des approvisionnements.

Il reçoit annuellement et présente à l'empereur les comptes de la caisse des invalides de la marine.

Lorsqu'un amiral, vice-amiral ou contre-amiral, commandant en chef une armée navale, est prévenu d'un délit spécifié au Code pénal maritime, le grand amiral peut présider la cour martiale qui doit juger.

Il présente les amiraux, les vice-amiraux, les contre-amiraux et les capitaines de vaisseau, au serment qu'ils prêtent entre les mains de l'empereur.

Il reçoit le serment des membres du conseil des prises et des capitaines de frégate.

Il présente les amiraux, les vice-amiraux, les contre-amiraux, les capitaines de vaisseau et de frégate et les membres du conseil des prises, lorsqu'il sont admis à l'audience de l'empereur.

Il signe les brevets des officiers de l'armée navale et ceux des marins pensionnaires de l'État.

Art. 45. Chaque titulaire des grandes dignités de l'empire préside un collège électoral du département.

Le collège électoral séant à Bruxelles est présidé par le grand électeur.

Le collège électoral séant à Bordeaux est présidé par l'archichancelier de l'empire.

Le collège électoral séant à Nantes est présidé par l'archichancelier d'État.

Le collège électoral séant à Lyon est présidé par l'architrésorier de l'empire.

Le collège électoral séant à Turin est présidé par le connétable.

Le collège électoral séant à Marseille est présidé par le grand amiral.

Art. 46. Chaque titulaire des grandes dignités de l'empire reçoit

annuellement, à titre de traitement fixe, le tiers de la somme affectée aux princes, conformément au décret du 21 décembre 1790.

Art. 47. Un statut de l'empereur règle les fonctions des titulaires des grandes dignités de l'empire auprès de l'empereur, et détermine leur costume dans les grandes cérémonies. Les successeurs de l'empereur ne peuvent déroger à ce statut que par un sénatus-consulte.

## TITRE VI

### DES GRANDS OFFICIERS DE L'EMPIRE

Art. 48. Les grands officiers de l'empire sont :

Premièrement, des maréchaux de l'empire, choisis parmi les généraux les plus distingués.

Leur nombre n'excède pas celui de seize.

Ne font point partie de ce nombre les maréchaux de l'empire qui sont sénateurs.

Secondement, huit inspecteurs et colonels généraux de l'artillerie et du génie, des troupes à cheval et de la marine.

Troisièmement, des grands officiers civils de la couronne, tels qu'ils seront institués par les statuts de l'empereur.

Art. 49. Les places des officiers sont inamovibles.

Art. 50. Chacun des grands officiers de l'empire préside un collège électoral qui lui est spécialement affecté au moment de sa nomination.

Art. 51. Si, par un ordre de l'empereur, ou pour toute autre cause que ce puisse être, un titulaire d'une grande dignité de l'empire ou un grand officier vient à cesser ses fonctions, il conserve son titre, son rang, ses prérogatives et la moitié de son traitement : il ne les perd que par un jugement de la haute cour impériale.

## TITRE VII

### DES SERMENTS

Art. 52. Dans les deux ans qui suivent son avènement ou sa majorité, l'empereur, accompagné :

Des titulaires des grandes dignités de l'empire,

Des ministres,

Des grands officiers de l'empire,

Prête serment au peuple français sur l'Évangile, et en présence du Sénat, du conseil d'État, du Corps législatif, du tribunal, de la cour

de cassation, des archevêques, des évêques, des grands officiers de la Légion d'honneur, de la comptabilité nationale, des présidents des cours d'appel, des présidents des collèges électoraux, des présidents des assemblées de canton, des présidents des consistoires, et des maires des trente-six principales villes de l'empire.

Le secrétaire d'État dresse procès-verbal de la prestation du serment.

Art. 53. Le serment de l'empereur est ainsi conçu :

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République; de  
» respecter et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des  
» cultes; de respecter et faire respecter l'égalité des droits, la liberté  
» politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux;  
» de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la  
» loi; de maintenir l'institution de la Légion d'honneur; de gouver-  
» ner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du  
» peuple français. »

Art. 54. Avant de commencer l'exercice de ses fonctions, le régent, accompagné,

Des titulaires des grandes dignités de l'empire, des ministres, des grands officiers de l'empire, prête serment sur l'Évangile, et en présence du Sénat, du conseil d'État, du président et des questeurs du Corps législatif, du président et des questeurs du tribunal, et des grands officiers de la Légion d'honneur.

Le secrétaire d'État dresse procès-verbal de la prestation du serment.

Art. 55. Le serment du régent est conçu en ces termes :

« Je jure d'administrer les affaires de l'État conformément aux  
» constitutions de l'empire, aux sénatus-consultes et aux lois; de  
» maintenir dans toute leur intégrité le territoire de la République,  
» les droits de la nation et ceux de la dignité impériale, et de re-  
» mettre fidèlement à l'empereur, au moment de sa majorité, le  
» pouvoir dont l'exercice m'est confié. »

Art. 56. Les titulaires des grandes dignités de l'empire, les ministres, le secrétaire d'État, les grands officiers, les membres du Sénat, du conseil d'État, du Corps législatif, du tribunal, des collèges électoraux et des assemblées de canton, prêtent serment en ces termes :

« Je jure obéissance aux constitutions de l'empire et fidélité à  
» l'empereur. »

Les fonctionnaires publics civils et judiciaires, et les officiers et soldats de l'armée de terre et de mer, prêtent le même serment.



## TITRE VIII

## DU SÉNAT

Art. 57. Le Sénat se compose :

1° Des princes français ayant atteint leur dix-huitième année;

2° Des titulaires des grandes dignités de l'empire;

3° Des quatre-vingts membres nommés sur la présentation des candidats choisis par l'empereur sur les listes formées par les collèges électoraux de département;

4° Des citoyens que l'empereur juge convenable d'élever à la dignité de sénateur.

Dans le cas où le nombre de sénateurs excédera celui qui a été fixé par l'article 63 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an x, il sera, à cet égard, pourvu par une loi à l'exécution de l'article 17 du sénatus-consulte du 14 nivôse an xi.

Art. 58. Le président du Sénat est nommé par l'empereur, et choisi par les sénateurs.

Ses fonctions durent un an.

Art. 59. Il convoque le Sénat sur un ordre du propre mouvement de l'empereur, et sur la demande, ou des commissions dont il sera parlé ci-après, articles 60 et 64, ou d'un sénateur, conformément aux dispositions de l'article 70, ou d'un officier du Sénat, pour les affaires intérieures du corps.

Il rend compte à l'empereur des convocations faites sur la demande des commissions ou d'un sénateur, de leur objet, et des résultats des délibérations du Sénat.

Art. 60. Une commission de sept membres nommés par le Sénat et choisis dans son sein, prend connaissance, sur la communication qui lui est donnée par les ministres, des arrestations conformément à l'article 46 de la Constitution, lorsque les personnes arrêtées n'ont pas été traduites devant les tribunaux dans les dix jours de leur arrestation.

Cette commission est appelée *commission sénatoriale de la liberté individuelle*.

Art. 61. Toutes les personnes arrêtées ou non mises en jugement après les dix jours de leur arrestation, peuvent recourir directement, par elles, leurs parents ou leurs représentants, et par voie de pétition, à la commission sénatoriale de la liberté individuelle.

Art. 62. Lorsque la commission estime que la détention prolongée au delà des dix jours de l'arrestation n'est pas justifiée par l'intérêt

de l'Etat, elle invite le ministre qui a ordonné l'arrestation à faire mettre en liberté la personne détenue, ou à la renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

Art. 63. Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'est pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la commission demande une assemblée du Sénat, qui est convoqué par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante :

« Il y a de fortes présomptions que N. est détenu arbitrairement. »

On procède ensuite, conformément aux dispositions de l'article 112, titre XIII, *De la haute cour impériale*.

Art. 64. Une commission de sept membres nommée par le Sénat, et choisie dans son sein, est chargée de veiller à la liberté de la presse.

Ne sont point compris dans son attribution les ouvrages qui s'impriment et se distribuent par abonnement et à des époques périodiques.

Cette commission est appelée *commission sénatoriale de la liberté de la presse*.

Art. 65. Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croient fondés à se plaindre d'empêchement mis à l'impression ou la circulation d'un ouvrage, peuvent recourir directement et par voie de pétition à la commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Art. 66. Lorsque la commission estime que les empêchements ne sont pas justifiés par l'intérêt de l'Etat, elle invite le ministre qui a donné l'ordre à le révoquer.

Art. 67. Si, après trois invitations consécutives renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchements subsistent, la commission demande une assemblée du Sénat, qui est convoqué par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante :

« Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée. »

On procède ensuite, conformément aux dispositions de l'article 112, titre XIII, *De la haute cour impériale*.

Art. 68. Un membre de chacune des commissions sénatoriales cesse ses fonctions tous les quatre mois.

Art. 69. Les projets de lois décrétés par le Corps législatif sont transmis, le jour même de leur adoption, au Sénat, et déposés dans ses archives.

Art. 70. Tout décret rendu par le Corps législatif peut être dénoncé au Sénat par un sénateur : 1<sup>o</sup> comme tendant au rétablissement du régime féodal ; 2<sup>o</sup> comme contraire à l'irrévocabilité des ventes des

domaines nationaux ; 3° comme n'ayant pas été délibéré dans les formes prescrites par les constitutions de l'empire, les règlements et les lois ; 4° comme portant atteinte aux prérogatives de la dignité impériale et à celles du Sénat ; sans préjudice de l'exécution des articles 21 et 37 de l'acte des Constitutions de l'empire, en date du 22 frimaire an VIII.

Art. 71. Le Sénat, dans les six jours qui suivent l'adoption du projet de loi, délibérant sur le rapport d'une commission spéciale, et après avoir entendu trois lectures du décret dans trois séances tenues à des jours différents, peut exprimer l'opinion qu'il *n'y a pas lieu à promulguer la loi*.

Le président porte à l'empereur la délibération motivée du Sénat.

Art. 72. L'empereur, après avoir entendu le conseil d'État, ou déclare par un décret son adhésion à la délibération du Sénat, ou fait promulguer la loi.

Art. 73. Toute loi dont la promulgation, dans cette circonstance, n'a pas été faite avant l'expiration du délai de dix jours, ne peut plus être promulguée si elle n'a été de nouveau délibérée et adoptée par le Corps législatif.

Art. 74. Les opérations entières d'un collège électoral, et les opérations partielles qui sont relatives à la présentation des candidats au Sénat, au Corps législatif et au tribunal, ne peuvent être annulées pour cause d'inconstitutionnalité que par un sénatus-consulte.

## TITRE IX

### DU CONSEIL D'ÉTAT

Art. 75. Lorsque le conseil d'État délibère sur les projets de lois sur les règlements d'administration publique, les deux tiers des membres du conseil en service ordinaire doivent être présents.

Le nombre des conseillers d'État présents ne peut être moindre de vingt-cinq.

Art. 76. Le conseil d'État se divise en six sections, savoir :

Section de la législation, section de l'intérieur, section des finances, section de la guerre, section de la marine, et section du commerce.

Art. 77. Lorsqu'un membre du conseil d'État a été porté pendant cinq années sur la liste des membres du conseil en service ordinaire, il reçoit un brevet de conseiller d'État à vie.

Lorsqu'il cesse d'être porté sur la liste du conseil d'État en service ordinaire ou extraordinaire, il n'a droit qu'au tiers du traitement de conseiller d'État.

Il ne perd son titre et ses droits que par un jugement de la haute cour impériale, emportant peine afflictive ou infamante.

## TITRE X

### DU CORPS LÉGISLATIF

Art. 78. Les membres sortant du Corps législatif peuvent être réélus sans intervalle.

Art. 79. Les projets de lois présentés au Corps législatif sont renvoyés aux trois sections du tribunal.

Art. 80. Les séances du Corps législatif se distinguent en séances ordinaires et en comités généraux.

Art. 81. Les séances ordinaires sont composées des membres du Corps législatif, des orateurs du conseil d'État, des orateurs des trois sections du tribunal.

Les comités généraux ne sont composés que des membres du Corps législatif.

Le président du Corps législatif préside les séances ordinaires et les comités généraux.

Art. 82. En séance ordinaire, le Corps législatif entend les orateurs du conseil d'État et ceux des trois sections du tribunal, et vote sur le projet de loi.

En comité général, les membres du Corps législatif discutent entre eux les avantages et les inconvénients du projet de loi.

Art. 83. Le Corps législatif se forme en comité général :

1° Sur l'invitation du président pour les affaires intérieures du corps ;

2° Sur une demande faite au président et signée par cinquante membres présents ;

Dans ces deux cas, le comité général est secret, et les discussions ne doivent être ni imprimées ni divulguées ;

3° Sur la demande des orateurs du conseil d'État, spécialement autorisés à cet effet.

Dans ce cas, le comité général est nécessairement public.

Aucune délibération ne peut être prise dans les comités généraux.

Art. 84. Lorsque la discussion en comité général est fermée, la délibération est ajournée au lendemain en séance ordinaire.

Art. 85. Le Corps législatif, le jour où il doit voter sur le projet de loi, entend, dans la même séance, le résumé que font les orateurs du conseil d'État.

Art. 86. La dé libération d'un projet de loi ne peut, dans aucun cas,

être différée de plus de trois jours au delà de celui qui avait été fixé pour la clôture de la discussion.

Art. 87. Les sections du tribunal constituent les seules commissions du Corps législatif, qui ne peut en former d'autres que dans le cas énoncé article 113, au titre XIII, *De la haute cour impériale*.

## TITRE XI

### DU TRIBUNAT

Art. 88. Les fonctions des membres du tribunal durent dix ans.

Art. 89. Le tribunal est renouvelé par moitié tous les cinq ans.

Le premier renouvellement aura lieu, pour la session de l'an xvii, conformément au sénatus-consulte organique du 16 thermidor an x.

Art. 90. Le président du tribunal est nommé par l'empereur, sur une présentation de trois candidats faite par le tribunal au scrutin secret et à la majorité absolue.

Art. 91. Les fonctions de président durent deux ans.

Art. 92. Le tribunal a deux questeurs.

Ils sont nommés par l'empereur, sur une liste triple de candidats choisis par le tribunal au scrutin secret et à la majorité absolue.

Leurs fonctions sont les mêmes que celles attribuées aux questeurs du Corps législatif, par les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du sénatus-consulte organique du 24 frimaire an xii.

Un des questeurs est renouvelé chaque année.

Art. 93. Le tribunal est divisé en trois sections, savoir :

Section de la législation, section de l'intérieur, section des finances.

Art. 94. Chaque section forme une liste de trois de ses membres, parmi lesquels le président du tribunal désigne le président de la section.

Les fonctions de président de section durent un an.

Art. 95. Lorsque les sections respectives du conseil d'État et du tribunal demandent à se réunir, les conférences ont lieu sous la présidence de l'archichancelier de l'empire, ou de l'architrésorier, suivant la nature des objets à examiner.

Art. 96. Chaque section discute séparément et en assemblée de section les projets de lois qui lui sont transmis par le Corps législatif.

Deux orateurs de chacune des trois sections portent au Corps législatif le vœu de leurs sections, et en développent les motifs.

Art. 97. En aucun cas les projets de lois ne peuvent être discutés par le tribunal en assemblée générale.



Il se réunit en assemblée générale, sous la surveillance de son président, pour l'exercice de ses autres attributions (1).

## TITRE XII

### DES COLLÈGES ÉLECTORAUX

Art. 98. Toutes les fois qu'un collège électoral de département est réuni pour la formation de la liste des candidats au Corps législatif, les listes des candidats pour le Sénat sont renouvelées.

Chaque renouvellement rend les présentations antérieures de nul effet.

Art. 99. Les grands officiers, les commandants et les officiers de la Légion d'honneur sont membres du collège électoral du département dans lequel ils ont leur domicile, ou de l'un des départements de la cohorte à laquelle ils appartiennent.

Les légionnaires sont membres du collège électoral de leur arrondissement.

Les membres de la Légion d'honneur sont admis au collège électoral dont ils doivent faire partie, sur la présentation d'un brevet qui leur est délivré à cet effet par le grand électeur.

Art. 100. Les préfets et les commandants militaires des départements ne peuvent être élus candidats au Sénat par les collèges électoraux des départements dans lesquels ils exercent leurs fonctions.

## TITRE XIII

### DE LA HAUTE COUR IMPÉRIALE

Art. 101. Une haute cour impériale connaît : 1<sup>o</sup> des délits personnels commis par la famille impériale, par des titulaires des grandes dignités de l'empire, par des ministres, par le secrétaire d'État, par de grands officiers, par des sénateurs, par des conseillers d'État; 2<sup>o</sup> des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, la personne de l'empereur et celle de l'héritier présomptif de l'empereur; 3<sup>o</sup> des délits de responsabilité d'office commis par les ministres et les conseillers d'État chargés spécialement d'une partie d'administration publique; 4<sup>o</sup> des prévarications et abus de pouvoir commis, soit par des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux et des commandants des établissements français hors du continent, soit par des administrateurs généraux employés

(1) En 1807, le tribunat fut aboli par un sénatus-consulte.

extraordinairement, soit par des généraux de terre ou de mer; sans préjudice à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois; 5° du fait de désobéissance des généraux de terre ou de mer qui contreviennent à leurs instructions; 6° des concussion et dilapidations dont les préfets de l'intérieur se rendent coupables dans l'exercice de leurs fonctions; 7° des forfaitures ou prises à partie qui peuvent être encourues par une cour d'appel, ou une cour de justice criminelle, ou par des membres de la cour de cassation; 8° des dénonciations pour cause de détention arbitraire et de violation de la liberté de la presse.

Art. 102. Le siège de la haute cour impériale est dans le Sénat.

Art. 103. Elle est présidée par l'archichancelier de l'empire.

S'il est malade, absent ou légitimement empêché, elle est présidée par un autre titulaire d'une grande dignité de l'empire.

Art. 104. La haute cour impériale est composée des princes, des titulaires des grandes dignités et grands officiers de l'empire, du grand juge ministre de la justice, de soixante sénateurs, de six présidents de section du conseil d'État, de quatorze conseillers d'État et de vingt membres de la cour de cassation.

Les sénateurs, les conseillers d'État et les membres de la cour de cassation sont appelés par rang d'ancienneté.

Art. 105. Il y a auprès de la haute cour impériale un procureur général, nommé à vie par l'empereur.

Il exerce le ministère public, étant assisté de trois tribuns, nommés chaque année par le Corps législatif, sur une liste de neuf candidats présentés par le tribunal, et de trois magistrats que l'empereur nomme aussi, chaque année, parmi les officiers des cours d'appel ou de justice criminelle.

Art. 106. Il y a auprès de la haute cour impériale un greffier en chef nommé à vie par l'empereur.

Art. 107. Le président de la haute cour impériale ne peut jamais être récusé; il peut s'abstenir pour des causes légitimes.

Art. 108. La haute cour impériale ne peut agir que sur les poursuites du ministère public. Dans les délits commis par ceux que leur qualité rend justiciables de la cour impériale, s'il y a un plaignant, le ministère public devient nécessairement partie jointe et poursuivante, et procède ainsi qu'il est réglé ci-après.

Le ministère public est également partie jointe et poursuivante dans les cas de forfaiture ou de prise à partie.

Art. 109. Les magistrats de sûreté et les directeurs de jury sont tenus de s'arrêter, et de renvoyer, dans le délai de huitaine, au procureur général près la haute cour impériale, toutes les pièces de la procédure, lorsque dans les délits dont ils poursuivent la réparation,

il résulte, soit de la qualité des personnes, soit du titre de l'accusation, soit des circonstances, que le fait est de la compétence de la haute cour impériale.

Néanmoins les magistrats de sûreté continuent à recueillir les preuves et les traces du délit.

Art. 110. Les ministres ou les conseillers d'Etat chargés d'une partie quelconque d'administration publique, peuvent être dénoncés par le Corps législatif, s'ils ont donné des ordres contraires aux constitutions et aux lois de l'empire.

Art. 111. Peuvent être également dénoncés par le Corps législatif :

Les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux, les commandants des établissements français hors du continent, les administrateurs généraux, lorsqu'ils ont prévariqué ou abusé de leur pouvoir;

Les généraux de terre ou de mer qui ont désobéi à leurs instructions;

Les préfets de l'intérieur qui se sont rendus coupables de dilapidation ou de concussion.

Art. 112. Le Corps législatif dénonce pareillement les ministres ou agents de l'autorité, lorsqu'il y a eu, de la part du Sénat, déclaration de *fortes présomptions de détention arbitraire ou de violation de la liberté de la presse.*

Art. 113. La dénonciation du Corps législatif ne peut être arrêtée que sur la demande du tribunal, ou sur la réclamation de cinquante membres du Corps législatif, qui requièrent un comité secret à l'effet de faire désigner, par la voie du scrutin, dix d'entre eux pour rédiger le projet de dénonciation.

Art. 114. Dans l'un ou l'autre cas, la demande ou la réclamation doit être faite par écrit, signée par le président et les secrétaires du tribunal, ou par les dix membres du Corps législatif.

Si elle est dirigée contre un ministre ou contre un conseiller d'Etat chargé d'une partie d'administration publique, elle leur est communiquée dans le délai d'un mois.

Art. 115. Le ministre ou le conseiller d'Etat dénoncé ne comparait point pour y répondre.

L'empereur nomme trois conseillers d'Etat pour se rendre au Corps législatif le jour qui est indiqué, et donner des éclaircissements sur les faits de la dénonciation.

Art. 116. Le Corps législatif discute en comité secret les faits compris dans la demande ou dans la réclamation, et il délibère par la voie du scrutin.

Art. 117. L'acte de dénonciation doit être circonstancié, signé par le président et par les secrétaires du Corps législatif.

Il est adressé par un message à l'archichancelier de l'empire, qui le transmet au procureur général près la haute cour impériale.

Art. 118. Les prévarications ou abus de pouvoir des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux, des commandants des établissements hors du continent, des administrateurs généraux, les faits de désobéissance de la part des généraux de terre ou de mer aux instructions qui leur ont été données, les dilapidations et concussions des préfets, sont aussi dénoncés par les ministres, chacun dans ses attributions, aux officiers chargés du ministère public.

Si la dénonciation est faite par le grand juge, ministre de la justice, il ne peut point assister ni prendre part aux jugements qui interviennent sur sa dénonciation.

Art. 119. Dans les cas déterminés par les art. 110, 111, 112 et 118, le procureur général informe sous trois jours l'archichancelier de l'empire qu'il y a lieu de réunir la haute cour impériale.

L'archichancelier, après avoir pris les ordres de l'empereur, fixe dans la huitaine l'ouverture des séances.

Art. 120. Dans la première séance de la haute cour impériale, elle doit juger sa compétence.

Art. 121. Lorsqu'il y a dénonciation ou plainte, le procureur général, de concert avec les tribuns et les trois magistrats officiers du parquet, examine s'il y a lieu à poursuites.

La décision lui appartient; l'un des magistrats du parquet peut être chargé par le procureur général de diriger les poursuites.

Si le ministère public estime que la plainte ou la dénonciation ne doit pas être admise, il motive les conclusions sur lesquelles la haute cour impériale prononce, après avoir entendu le magistrat chargé du rapport.

Art. 122. Lorsque les conclusions sont adoptées, la haute cour impériale termine l'affaire par un jugement définitif.

Lorsqu'elles sont rejetées, le ministère public est tenu de continuer les poursuites.

Art. 123. Dans le second cas prévu par l'article précédent, et aussi lorsque le ministère public estime que la plainte ou la dénonciation doit être admise, il est tenu de dresser l'acte d'accusation dans la huitaine, et de le communiquer au commissaire et au suppléant que l'archichancelier de l'empire nomme parmi les juges de la cour de cassation qui sont membres de la haute cour impériale. Les fonctions de ce commissaire, et, à son défaut, du suppléant, consistent à faire l'instruction du rapport.

Art. 124. Le rapporteur ou son suppléant soumettent l'acte d'accusation à douze commissaires de la haute cour impériale, choisis par l'archichancelier de l'empire, six parmi les sénateurs et six parmi

les autres membres de la haute cour impériale. Les membres choisis ne concourent point au jugement de la haute cour impériale.

Art. 125. Si les douze commissaires jugent qu'il y a lieu à accusation, le commissaire rapporteur rend une ordonnance conforme, décerne les mandats d'arrêt et procède à l'instruction.

Art. 126. Si les commissaires estiment au contraire qu'il n'y a pas lieu à accusation, il en est référé par le rapporteur à la haute cour impériale, qui prononce définitivement.

Art. 127. La haute cour impériale ne peut juger à moins de soixante membres. Dix de la totalité des membres qui sont appelés à la composer peuvent être récusés sans motifs déterminés par l'accusé, et dix par la partie publique. L'arrêt est rendu à la majorité absolue des voix.

Art. 128. Les débats et le jugement ont lieu en public.

Art. 129. Les accusés ont des défenseurs; s'ils n'en présentent point, l'archichancelier de l'empire leur en donne d'office.

Art. 130. La haute cour impériale ne peut prononcer que des peines portées par le Code pénal.

Elle prononce, s'il y a lieu, la condamnation aux dommages et intérêts civils.

Art. 131. Lorsqu'elle acquitte, elle peut mettre ceux qui sont absous sous la surveillance ou à la disposition de la haute police de l'Etat, pour le temps qu'elle détermine.

Art. 132. Les arrêts rendus par la haute cour impériale ne sont soumis à aucun recours.

Ceux qui prononce une condamnation à une peine afflictive ou infamante ne peuvent être exécutés que lorsqu'ils ont été signés par l'empereur.

Art. 133. Un sénatus-consulte particulier contient le surplus des dispositions relatives à l'organisation et à l'action de la haute cour impériale.

## TITRE XIV

### DE L'ORDRE JUDICIAIRE

Art. 134. Les jugements des cours de justice sont intitulés *arrêts*.

Art. 135. Les présidents de la cour de cassation, des cours d'appel et de justice criminelle, sont nommés à vie par l'empereur, et peuvent être choisis hors des cours qu'ils doivent présider.

Art. 136. Le tribunal de cassation prend la dénomination de *cour de cassation*.

Les tribunaux d'appel prennent la dénomination de *cours d'appel*.



Les tribunaux criminels, celle de *cours de justice criminelle*.

Le président de la cour de cassation et celui des cours d'appel divisées en sections prennent le titre de *premier président*.

Les vice-présidents prennent celui de *présidents*.

Les commissaires du gouvernement près de la cour de cassation, des cours d'appel et des cours de justice criminelle, prennent le titre de *procureurs généraux impériaux*.

Les commissaires du gouvernement auprès des autres tribunaux prennent le titre de *procureurs impériaux*.

## TITRE XV

### DE LA PROMULGATION

Art. 137. L'empereur fait sceller et fait promulguer les sénatus-consultes; les actes du Sénat sont promulgués, au plus tard, le dixième jour qui suit leur émission.

Art. 138. Il est fait deux expéditions originales de chacun des actes mentionnés en l'article précédent.

Toutes deux sont signées par l'empereur, visées par l'un des titulaires des grandes dignités, chacun suivant leurs droits et leurs attributions, contre-signées par le secrétaire d'État et le ministre de la justice, et scellées du grand sceau de l'État.

Art. 139. L'une de ces expéditions est déposée aux archives du sceau, et l'autre est remise aux archives de l'autorité publique de laquelle l'acte est émané.

Art. 140. La promulgation est ainsi conçue :

« N. (*le prénom de l'empereur*), par la grâce de Dieu et les constitutions de la république, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

» Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du conseil d'État, a décrété ou arrêté, et nous ordonnons ce qui suit :

« (*Et s'il s'agit d'une loi*) le Corps législatif a rendu le... (*la date*), le décret suivant, conformément à la proposition faite au nom de l'empereur, et après avoir entendu les orateurs de conseil d'État et des sections du tribunal, le....

» Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'État insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer; et le grand juge, ministre de la justice, est chargé d'en surveiller la publication. »

Art. 141. Les expéditions exécutoires des jugements sont rédigées ainsi qu'il suit :

» N. (*le prénom de l'empereur*). par la grâce de Dieu et les constitutions de la République, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

» La cour de... ou le tribunal de... (*si c'est un tribunal de première instance*), a rendu le jugement suivant : (*Ici copier l'arrêt ou jugement.*)

» Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis de mettre » ledit jugement en exécution, à nos procureurs généraux, et à nos » procureurs près les tribunaux de première instance, d'y tenir la » main ; à tous commandants et officiers de la force publique, de » prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

» En foi de quoi le présent jugement a été signé par le président » de la cour ou du tribunal, et par le greffier. »

## TITRE XVI

Art. 142. La proposition suivante sera présentée à l'acceptation du peuple, dans les formes déterminées par l'arrêté du 20 floréal an x :

« Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de *Napoléon Bonaparte*, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de *Joseph Bonaparte* et de *Louis Bonaparte*, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII. »

*Signé* : CAMBACÉRÈS, second consul, président ; MORARD DE GALLES, JOSEPH CORNUDET, secrétaire.

Vu et scellé, le chancelier du Sénat,

*Signé* : LAPLACE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'État, insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer, et le grand-juge ministre de la justice est chargé d'en surveiller l'exécution.

Donné au palais de Saint-Cloud, le 28 floréal an XII et de notre règne le premier.

*Signé* : NAPOLEON.

Vu par nous, archichancelier de l'empire,

*Signé* : CAMBACÉRÈS.

Le grand-juge ministre de la justice,

*Signé* : RÉGNIER.

Par l'empereur, le secrétaire d'État,

*Signé* : HUGUES-B. MARET.

## 1804

*Déc.* 2. Couronnement de l'empereur Napoléon.

## 1805

*Mars.* 18 Napoléon, roi d'Italie.

## 1806

*Mars* 45. Murat, grand-duc de Berg.

*Juin* 5. Louis Bonaparte, roi de Hollande.

*Août* 6. Napoléon protecteur de la Confédération du Rhin. Fin de l'empire d'Allemagne.

## 1807

*Juillet* 8. Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie.

*Août* 19. Suppression du tribunalat.

## 1808

*Juin* 6. Joseph Bonaparte roi d'Espagne, Murat roi de Naples.

## 1809

*Déc.* 16. Dissolution du mariage de Napoléon avec Joséphine.

## 1810

*Avril* 1. Mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

*Avril* 24. Réunion de la rive gauche du Rhin à la France.

*Juillet* 9. Réunion de la Hollande à l'Empire.

*Déc.* 13. L'Empire français comprend 130 départements et une population de 42 millions d'habitants.

## 1811

*Mars* 20. Naissance du roi de Rome.

## 1812

*Sept.* 15. Entrée de Napoléon à Moscou.

*Oct.* 23. Conspiration du général Malet à Paris.

*Déc.* 19. Retour de Napoléon, de Russie à Paris.

## 1813

*Déc.* 31. Invasion du territoire français.

1814

*Fév. 5.* Congrès de Châtillon.*Mars 31.* Capitulation de Paris.*Avril 1.* Établissement d'un gouvernement provisoire.*Avril 2.* Sénatus-consulte portant que Napoléon Bonaparte est déchu du trône.

---

**Constitution française décrétée par le sénat  
conservateur**

6 avril 1814

Le Sénat conservateur, délibérant sur le projet de constitution qui lui a été présenté par le gouvernement provisoire, en exécution de l'acte du Sénat du 1<sup>er</sup> de ce mois;

Après avoir entendu le rapport d'une commission spéciale de sept membres, décrète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement français est monarchique et héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

Art. 2. Le peuple français appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon, dans l'ordre ancien.

Art. 3. La noblesse ancienne reprend ses titres; la nouvelle conserve les siens héréditairement. La Légion d'honneur est maintenue avec ses prérogatives; le roi déterminera la décoration.

Art. 4. Le pouvoir exécutif appartient au roi.

Art. 5. Le roi, le Sénat et le Corps législatif concourent à la formation des lois.

Les projets de lois peuvent être également proposés dans le Sénat et le Corps législatif.

Ceux relatifs aux contributions ne peuvent l'être que dans le Corps législatif.

Le roi peut inviter également les deux corps à s'occuper des objets qu'il juge convenables.

La sanction du roi est nécessaire pour le complément de la loi.

Art. 6. Il y a cent cinquante sénateurs au moins et deux cents au plus.

Leur dignité est inamovible et héréditaire de mâle en mâle, par primogéniture. Ils sont nommés par le roi.

Les sénateurs actuels, à l'exception de ceux qui renonceraient à la qualité de citoyen français, sont maintenus et font partie de ce nom-

bre. La dotation actuelle du Sénat et des sénatoreries leur appartient. Les revenus en sont partagés également entre eux, et passent à leurs successeurs. Le cas échéant de la mort d'un sénateur sans postérité masculine directe, sa portion retourne au trésor public. Les sénateurs qui seront nommés à l'avenir ne peuvent avoir part à cette dotation.

Art. 7. Les princes de la famille royale et les princes du sang sont de droit membres du Sénat.

On ne peut exercer les fonctions de sénateur qu'après avoir atteint l'âge de majorité.

Art. 8. Le Sénat détermine les cas où la discussion des objets qu'il traite doit être publique ou secrète.

Art. 9. Chaque département nommera au Corps législatif le même nombre de députés qu'il y envoyait.

Les députés qui siégeaient au Corps législatif du dernier ajournement continueront à y siéger jusqu'à leur remplacement. Tous conservent leur traitement.

A l'avenir, ils seront choisis immédiatement par les collèges électoraux, lesquels sont conservés, sauf les changements qui pourraient être faits par une loi à leur organisation.

La durée des fonctions des députés au Corps législatif est fixée à cinq années.

Les nouvelles élections auront lieu pour la session de 1816.

Art. 10. Le Corps législatif s'assemble de droit chaque année, le 1<sup>er</sup> octobre. Le roi peut le convoquer extraordinairement; il peut l'ajourner; il peut aussi le dissoudre; mais, dans ce dernier cas, un autre Corps législatif doit être formé, au plus tard dans les trois mois par les collèges électoraux.

Art. 11. Le Corps législatif a le droit de discussion. Les séances sont publiques, sauf le cas où il juge à propos de se former en comité général.

Art. 12. Le Sénat, le Corps législatif, les collèges électoraux et les assemblées de canton, élisent leurs présidents dans leur sein.

Art. 13. Aucun membre du Sénat ou du Corps législatif ne peut être arrêté sans une autorisation préalable du corps auquel il appartient.

Le jugement d'un membre du Sénat ou du Corps législatif, accusé, appartient exclusivement au Sénat.

Art. 14. Les ministres peuvent être membres, soit du Sénat, soit du Corps législatif.

Art. 15. l'égalité de proportion dans l'impôt est de droit. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu s'il n'a été librement consenti par le Corps législatif et par le Sénat. L'impôt foncier ne peut être établi que pour un an. Le budget de l'année suivante et les comptes de



l'année précédente sont présentés chaque année au Corps législatif et au Sénat, à l'ouverture de la session du Corps législatif.

Art. 16. La loi déterminera le mode et la quotité du recrutement de l'armée.

Art. 17. L'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.

Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

L'institution des jurés est conservée, ainsi que la publicité des débats en matière criminelle.

La peine de la confiscation des biens est abolie.

Le roi a le droit de faire grâce.

Art. 18. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus; leur nombre ne pourra être diminué ou augmenté qu'en vertu d'une loi. Les juges sont à vie et inamovibles, à l'exception des juges de paix et des juges de commerce. Les commissions et les tribunaux extraordinaires sont supprimés, et ne pourront être rétablis.

Art. 19. La cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux de première instance proposent au roi trois candidats pour chaque place vacante dans leur sein; le roi choisit l'un des trois. Le roi nomme les premiers présidents et le ministère public des cours et des tribunaux.

Art. 20. Les militaires en activité, les officiers et soldats en retraite, les veuves et les officiers pensionnés, conservent leurs grades, leurs honneurs et leurs pensions.

Art. 21. La personne du roi est inviolable et sacrée. Tous les actes du gouvernement sont signés par un ministre. Les ministres sont responsables de tout ce que ces actes contiendraient d'attentatoire aux lois, à la liberté publique et individuelle, et aux droits des citoyens.

Art. 22. La liberté des cultes et des consciences est garantie. Les ministres de tous les cultes sont également traités et protégés.

Art. 23. La liberté de la presse est entière, sauf la répression légale des délits qui pourraient résulter de l'abus de cette liberté. Les commissions sénatoriales de la liberté de la presse et de la liberté individuelle sont conservées.

Art. 24. La dette publique est garantie.

Les ventes des domaines nationaux sont irrévocablement maintenues.

Art. 25. Aucun Français ne peut être recherché pour les opinions ou les votes qu'il a pu émettre.

Art. 26. Toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée.

Art. 27. Tous les Français sont également admissibles à tous les emplois civils et militaires.

Art. 28. Toutes les lois actuellement existantes restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. Le Code des lois civiles sera intitulé : *Code civil des Français*.

Art. 29. La présente Constitution sera soumise à l'acceptation du peuple français, dans la forme réglée. Louis-Stanislas-Xavier sera proclamé *roi des Français*, aussitôt qu'il aura juré et signé par un acte portant : *J'accepte la Constitution ; je jure de l'observer et de la faire observer*. Ce serment sera réitéré dans la solennité où il recevra le serment de fidélité des Français.

---

## 1814

**Avril 6.** Abdication de Napoléon à Fontainebleau.

Louis XVIII, roi de France.

**Mai 3.** Entrée de Louis XVIII à Paris.

---

### Charte constitutionnelle du 4 juin 1814

LOUIS, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

La divine Providence, en nous rappelant dans nos Etats après une longue absence, nous a imposé de grandes obligations. La paix était le premier besoin de nos sujets : nous nous en sommes occupé sans relâche ; et cette paix, si nécessaire à la France comme au reste de l'Europe, est signée. Une charte constitutionnelle était sollicitée par l'état actuel du royaume ; nous l'avons promise, et nous la publions. Nous avons considéré que, bien que l'autorité tout entière résidât, en France, dans la personne du Roi, nos prédécesseurs n'avaient point hésité à en modifier l'exercice, suivant la différence des temps ; que c'est ainsi que les communes ont dû leur affranchissement à Louis le Gros, la confirmation et l'extension de leurs droits à saint Louis et à Philippe le Bel ; que l'ordre judiciaire a été établi et développé par les lois de Louis XI, de Henri II et Charles IX ; enfin, que Louis XIV a réglé presque toutes les parties de l'administration publique par différentes ordonnances dont rien encore n'avait surpassé la sagesse.

Nous avons dû, à l'exemple des rois nos prédécesseurs, apprécier les effets des progrès toujours croissants des lumières, les rapports nouveaux que ces progrès ont introduits dans la société, la direction

imprimée aux esprits depuis un demi-siècle, et les graves altérations qui en sont résultées : nous avons reconnu que le vœu de nos sujets pour une Charte constitutionnelle était l'expression d'un besoin réel; mais, en cédant à ce vœu, nous avons pris toutes les précautions pour que cette Charte soit digne de nous et du peuple auquel nous sommes fier de commander. Des hommes sages, pris dans les premiers corps de l'Etat, se sont réunis à des commissaires de notre conseil, pour travailler à cet important ouvrage.

En même temps que nous reconnaissons qu'une Constitution libre et monarchique devait remplir l'attente de l'Europe éclairée, nous avons dû nous souvenir aussi que notre premier devoir envers nos peuples était de conserver, pour leur propre intérêt, les droits et les prérogatives de notre couronne. Nous avons espéré qu'instruits par l'expérience, ils seraient convaincus que l'autorité suprême peut seule donner aux institutions qu'elle établit, la force, la permanence et la majesté dont elle est elle-même revêtue; qu'ainsi, lorsque la sagesse des rois s'accorde librement avec le vœu des peuples, une Charte constitutionnelle peut être de longue durée; mais que, quand la violence arrache des concessions à la faiblesse du gouvernement, la liberté publique n'est pas moins en danger que le trône même. Nous avons enfin cherché les principes de la Charte constitutionnelle dans le caractère français, et dans les monuments vénérables des siècles passés. Ainsi, nous avons vu dans le renouvellement de la pairie une institution vraiment nationale, et qui doit lier tous les souvenirs à toutes les espérances, en réunissant les temps anciens et les temps modernes.

Nous avons remplacé par la chambre des députés ces anciennes assemblées des champs de mars et de mai, et ces chambres du tiers-état, qui ont si souvent donné tout à la fois des preuves de zèle pour les intérêts du peuple, de fidélité et de respect pour l'autorité des rois. En cherchant ainsi à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons effacé de notre souvenir, comme nous voudrions qu'on pût les effacer de l'histoire, tous les maux qui ont affligé la patrie durant notre absence. Heureux de nous retrouver au sein de la grande famille, nous n'avons su répondre à l'amour dont nous recevons tant de témoignages, qu'en prononçant des paroles de paix et de consolation. Le vœu le plus cher à notre cœur, c'est que tous les Français vivent en frères, et que jamais aucun souvenir amer ne trouble la sécurité qui doit suivre l'acte solennel que nous leur accordons aujourd'hui.

Sûr de nos intentions, fort de notre conscience, nous nous engageons, devant l'assemblée qui nous écoute, à être fidèle à cette Charte constitutionnelle, nous réservant d'en jurer le maintien, avec une

nouvelle solennité, devant les autels de celui qui pèse dans la même balance les rois et les nations.

A ces causes,

Nous avons volontairement, et par le libre exercice de notre autorité royale, accordé et accordons, fait concession et octroi à nos sujets, tant pour nous que pour nos successeurs, et à toujours, de la *Charte constitutionnelle* qui suit :

*Droit public des Français.*

Art. 1. Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs.

Art. 2. Ils contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortunes, aux charges de l'Etat.

Art. 3. Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.

Art. 4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection.

Art. 6. Cependant la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.

Art. 7. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, et ceux des autres cultes chrétiens, reçoivent seuls des traitements du trésor royal.

Art. 8. Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté.

Art. 9. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle nationales, la loi ne mettant aucune différence entre elles.

Art. 10. L'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, mais avec une indemnité préalable.

Art. 11. Toutes recherches des opinions et votes émis jusqu'à la Restauration sont interdites. Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens.

Art. 12. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi.

*Formes du gouvernement du roi.*

Art. 13. La personne du roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au roi seul appartient la puissance exécutive.

Art. 14. Le roi est le chef suprême de l'Etat, commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique, et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat.

Art. 15. La puissance législative s'exerce collectivement par le roi, la Chambre des pairs et la chambre des députés des départements.

Art. 16. Le roi propose la loi.

Art. 17. La proposition de la loi est portée, au gré du roi, à la Chambre des pairs ou à celle des députés, excepté la loi de l'impôt, qui doit être adressée d'abord à la Chambre des députés.

Art. 18. Toute loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux Chambres.

Art. 19. Les Chambres ont la faculté de supplier le roi de proposer une loi sur quelque objet que ce soit, et d'indiquer ce qui leur paraît convenable que la loi contienne.

Art. 20. Cette demande pourra être faite par chacune des deux Chambres, mais après avoir été discutée en comité secret : elle ne sera envoyée à l'autre Chambre par celle qui l'aura proposée, qu'après un délai de dix jours.

Art. 21. Si la proposition est adoptée par l'autre Chambre, elle sera mise sous les yeux du roi ; si elle est rejetée, elle ne pourra être représentée dans la même session.

Art. 22. Le roi seul sanctionne et promulgue les lois.

Art. 23. La liste civile est fixée pour toute la durée du règne, par la première législature assemblée depuis l'avènement du roi.

*De la Chambre des pairs.*

Art. 24. La Chambre des pairs est une portion essentielle de la puissance législative.

Art. 25. Elle est convoquée par le roi, en même temps que la Chambre des députés des départements. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Art. 26. Toute assemblée de la Chambre des pairs qui serait tenue hors du temps de la session de la Chambre des députés, ou qui ne serait pas ordonnée par le roi, est illicite, et nulle de plein droit.

Art. 27. La nomination des pairs de France appartient au roi. Leur



nombre est illimité : il peut en varier les dignités, les nommer à vie ou les rendre héréditaires, selon sa volonté (1).

Art. 28. Les pairs ont entrée dans la Chambre à vingt-cinq ans, et voix délibérative à trente ans seulement.

Art. 29. La Chambre des pairs est présidée par le chancelier de France et, en son absence, par un pair nommé par le roi.

Art. 30. Les membres de la famille royale et les princes du sang sont pairs par le droit de leur naissance. Ils siègent immédiatement après le président ; mais ils n'ont voix délibérative qu'à vingt-cinq ans.

Art. 31. Les princes ne peuvent prendre séance à la Chambre que de l'ordre du roi, exprimé pour chaque session par un message, à peine de nullité de tout ce qui aurait été fait en leur présence.

Art. 32. Toutes les délibérations de la Chambre des pairs sont secrètes.

Art. 33. La Chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison, et des attentats à la sûreté de l'État qui seront définis par la loi.

Art. 34. Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé que par elle, en matière criminelle.

#### *De la Chambre des députés des départements.*

Art. 35. La Chambre des députés sera composée des députés élus par les collèges électoraux, dont l'organisation sera déterminée par des lois.

Art. 36. Chaque département aura le même nombre de députés qu'il a eu jusqu'à présent.

Art. 37. Les députés seront élus pour cinq ans, et de manière que la chambre soit renouvelée, chaque année, par cinquième.

Art. 38. Aucun député ne peut être admis dans la chambre s'il n'est âgé de quarante ans, et s'il ne paye une contribution directe de mille francs.

Art. 39. Si néanmoins il ne se trouvait pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué, payant au moins mille francs de contributions directes, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous de mille francs, et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers.

(1) Louis XVIII, par une ordonnance du 40 août 1815, avait renoncé à l'exercice de cette dernière faculté. L'art. 1<sup>er</sup> disposait : « la dignité de pair est et demeurera héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture... » Par une autre ordonnance du 25 août 1817, nul ne pouvait être appelé à la Chambre des pairs, les ecclésiastiques exceptés, s'il n'avait, préalablement à sa nomination, obtenu du roi l'autorisation de former un majorat, et s'il n'avait institué ce majorat.

Art. 40. Les électeurs qui concourent à la nomination des députés ne peuvent avoir droit de suffrage s'ils ne payent une contribution directe de trois cents francs, et s'ils ont moins de trente ans.

Art. 41. Les présidents des collèges électoraux seront nommés par le roi, et de droit membres du collège.

Art. 42. La moitié au moins des députés sera choisie parmi les éligibles qui ont leur domicile politique dans le département.

Art. 43. Le président de la Chambre des députés est nommé par le roi, sur une liste de cinq membres présentée par la Chambre.

Art. 44. Les séances de la Chambre sont publiques; mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

Art. 45. La Chambre se partage en bureaux pour discuter les projets qui lui ont été présentés de la part du roi.

Art. 46. Aucun amendement ne peut être fait à une loi, s'il n'a été proposé ou consenti par le roi, et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux.

Art. 47. La Chambre des députés reçoit toutes les propositions d'impôts; ce n'est qu'après que ces propositions ont été admises, qu'elles peuvent être portées à la Chambre des pairs.

Art. 48. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi.

Art. 49. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

Art. 50. Le roi convoque chaque année les deux Chambres : il les proroge et peut dissoudre celle des députés des départements; mais dans ce cas, il doit en convoquer une nouvelle dans le délai de trois mois.

Art. 51. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la Chambre, durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

Art. 52. Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite.

Art. 53. Toute pétition à l'une ou à l'autre des Chambres ne peut être faite et présentée que par écrit. La loi interdit d'en apporter en personne et à la barre.

#### *Dés ministres.*

Art. 54. Les ministres peuvent être membres de la Chambre des pairs ou de la Chambre des députés. Ils ont en outre leur entrée dans l'une ou l'autre Chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent.

Art. 55. La Chambre des députés a le droit d'accuser les ministres, et de les traduire devant la Chambre des pairs, qui seule a celui de les juger.

Art. 56. Ils ne peuvent être accusés que pour fait de trahison ou de concussion. Des lois particulières spécifieront cette nature de délits, et en détermineront la poursuite.

*De l'ordre judiciaire.*

Art. 57. Toute justice émane du roi. Elle s'administre en son nom, par des juges qu'il nomme et qu'il institue.

Art. 58. Les juges nommés par le roi sont inamovibles.

Art. 59. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi.

Art. 60. L'institution actuelle des juges de commerce est conservée.

Art. 61. La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le roi, ne sont point inamovibles.

Art. 62. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

Art. 63. Il ne pourra en conséquence être créé de commissions et tribunaux extraordinaires. Ne sont pas comprises sous cette dénomination les juridictions prévôtales, si leur rétablissement est jugé nécessaire.

Art. 64. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Art. 65. L'institution des jurés est conservée. Les changements qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires, ne peuvent être effectués que par une loi.

Art. 66. La peine de la confiscation des biens est abolie, et ne pourra être rétablie.

Art. 67. Le roi a le droit de faire grâce, et celui de commuer les peines.

Art. 68. Le Code civil et les lois actuellement existantes qui ne sont pas contraires à la présente Charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

*Droits particuliers garantis par l'Etat.*

Art. 69. Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et soldats pensionnés, conserveront leurs grades, honneurs et pensions.

Art. 70. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable.

Art. 71. La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société.

Art. 72. La Légion d'honneur est maintenue. Le roi déterminera les règlements intérieurs et la décoration.

Art. 73. Les colonies seront régies par des lois et des règlements particuliers.

Art. 74. Le roi et ses successeurs jugeront, dans la solennité de leur sacre, d'observer fidèlement la présente Charte constitutionnelle.

#### *Articles transitoires.*

Art. 75. Les députés des départements de France qui siégeaient au Corps législatif lors du dernier ajournement, continueront de siéger à la chambre des députés jusqu'à remplacement.

Art. 76. Le premier renouvellement d'un cinquième de la chambre des députés aura lieu au plus tard en l'année 1816, suivant l'ordre établi entre les séries.

Nous ORDONNONS que la présente Charte constitutionnelle, mise sous les yeux du Sénat et du Corps législatif, conformément à notre proclamation du 2 mai, sera envoyée incontinent à la chambre des pairs, et à celle des députés.

Donné à Paris, le 4 juin, de l'an de grâce 1814, et de notre règne le dix-neuvième (1).

*Signé : LOUIS.*

Et plus bas :

VISA :  
*Le chancelier de France.*

*Le ministre secrétaire d'État.*

Signé : DANBRAY.

Signé : L'ABBÉ DE MONTESQUIOU.

## 1814

Oct. 21. Loi relative à la liberté de la presse.

Nov. 4. Ouverture du Congrès de Vienne.

## 1815

Mars 1. Débarquement de Napoléon au golfe Juan.

Mars 20. Départ de Louis XVIII. Arrivée de Napoléon à Paris.

Mars 24. Suppression de la censure et de la direction de l'imprimerie et de la librairie.

Avril 14. Proclamation de Louis XVIII, datée de Gand.

(1) Louis XVIII faisait ainsi remonter son règne à la mort du fils de Louis XVI.

**Acte additionnel aux constitutions de l'empire**

Donné par Napoléon le 22 avril 1815 (1)

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Depuis que nous avons été appelé, il y a quinze années, par le vœu de la France, au gouvernement de l'État, nous avons cherché à perfectionner, à diverses époques, les formes constitutionnelles, suivant les besoins et les désirs de la nation, et en profitant des leçons de l'expérience. Les constitutions de l'Empire, se sont ainsi formées d'une série d'actes qui ont été revêtus de l'acceptation du peuple. Nous avons alors pour but d'organiser un grand système fédératif européen, que nous avons adopté comme conforme à l'esprit du siècle, et favorable aux progrès de la civilisation. Pour parvenir à le compléter et à lui donner toute l'étendue et toute la stabilité dont il était susceptible, nous avons ajourné l'établissement de plusieurs institutions intérieures plus spécialement destinées à protéger la liberté des citoyens. Notre but n'est plus désormais que d'accroître la prospérité de la France par l'affermissement de la liberté publique. De là résulte la nécessité de plusieurs modifications importantes dans les constitutions, sénatus-consultes et autres actes qui régissent cet empire. A ces causes, voulant, d'un côté, conserver du passé ce qu'il y a de bon et de salutaire, et de l'autre, rendre les constitutions de notre Empire conformes en tout aux vœux et aux besoins nationaux, ainsi qu'à l'état de paix que nous désirons maintenir avec l'Europe, nous avons résolu de proposer au peuple une suite de dispositions tendant à modifier et perfectionner ses actes constitutionnels, à entourer les droits des citoyens de toutes leurs garanties, à donner au système représentatif toute son extension, à investir les corps intermédiaires de la considération et du pouvoir désirables; en un mot, à combiner le plus haut point de liberté politique et de sûreté individuelle avec la force et la centralisation nécessaires pour faire respecter par l'étranger l'indépendance du peuple français et la dignité de notre couronne. En conséquence, les articles suivants, formant un acte supplémentaire aux constitutions de l'Empire, seront soumis à l'acceptation libre et solennelle de tous les citoyens, dans toute l'étendue de la France.

**TITRE Ier****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Art. 1<sup>er</sup>. Les constitutions de l'Empire, nommément l'acte consti -

(1) Voté par 4,300,000 voix contre 4,206.

ARCH. DIPL. 1870. — 1.

37



tutionnel du 22 frimaire an viii, les sénatus-consultes des 14 et 16 thermidor an x, et celui du 28 floréal an xii, seront modifiés par les dispositions qui suivent. Toutes les autres dispositions sont confirmées et maintenues.

Art. 2. Le pouvoir législatif est exercé par l'empereur et par deux chambres.

Art. 3. La première chambre, nommée Chambre des pairs, est héréditaire.

Art. 4. L'empereur en nomme les membres, qui sont irrévocables, eux et leurs descendants mâles, d'ainé en aîné en ligne directe. Le nombre des pairs est illimité. L'adoption ne transmet point la dignité de pair à celui qui en est l'objet. Les pairs prennent séance à vingt-un ans, mais n'ont voix délibérative qu'à vingt-cinq.

Art. 5. La Chambre des pairs est présidée par l'archichancelier de l'Empire, ou, dans le cas prévu par l'art. 51 du sénatus-consulte du 28 floréal an xii, par un membre de cette chambre désigné spécialement par l'empereur.

Art. 6. Les membres de la famille impériale, dans l'ordre de l'hérédité, sont pairs de droit. Ils siègent après le président. Ils prennent séance à dix-huit ans, mais n'ont voix de délibération qu'à vingt-un.

Art. 7. La seconde chambre, nommée Chambre des représentants, est élue par le peuple.

Art. 8. Les membres de cette chambre sont au nombre de six cent vingt-neuf. Ils doivent être âgés de vingt-cinq ans au moins.

Art. 9. Le président de la chambre des représentants est nommé par la Chambre, à l'ouverture de la première session. Il reste en fonction jusqu'au renouvellement de la Chambre. Sa nomination est soumise à l'approbation de l'empereur.

Art. 10. La Chambre des représentants vérifie les pouvoirs de ses membres, et prononce sur la validité des élections contestées.

Art. 11. Les membres de la Chambre des représentants reçoivent pour frais de voyage, et durant la session, l'indemnité décrétée par l'Assemblée constituante.

Art. 12. Ils sont infiniment rééligible.

Art. 13. La Chambre des représentants est renouvelée de droit en entier tout les cinq ans.

Art. 14. Aucun membre de l'une ou l'autre chambre ne peut être arrêté, sauf le cas de flagrant délit, ni poursuivi en matière criminelle et correctionnelle, pendant les sessions, qu'en vertu d'une résolution de la chambre dont il a fait partie.

Art. 15. Aucun ne peut être arrêté ni détenu pour dettes, à partir de la convocation, ni quarante jours après la session.

Art. 16. Les pairs sont jugés par leur chambre, en matière crimi-

nelle et correctionnelle, dans les formes qui seront réglées par la loi

Art. 17. La qualité de pair et de représentant est compatible avec toute fonction publique, hors celles de comptables. Toutefois les préfets et sous-préfets ne sont pas éligibles par le collège électoral du département ou de l'arrondissement qu'ils administrent.

Art. 18. L'empereur envoie dans les chambre des ministres d'État et des conseillers d'État, qui y siègent et prennent part aux discussions, mais qui n'ont pas voix délibérative que dans le cas où ils sont membres de la chambre comme pairs ou élus par le peuple.

Art. 19. Les ministres qui sont membres de la chambre des pairs ou de celle des représentants, ou qui siègent par mission du gouvernement, donnent aux chambres les éclaircissements qui sont jugés nécessaires, quand leur publicité ne compromet pas l'intérêt de l'État.

Art 20. Les séances des deux chambres sont publiques. Elles peuvent néanmoins se former en comité secret, la chambre des pairs, sur la demande de dix membres, celle des représentants, sur la demande de vingt-cinq. Le gouvernement peut également requérir des comités secrets pour des communications à faire. Dans tous les cas, les délibérations et les votes ne peuvent avoir lieu qu'en séance publique.

Art. 21. L'empereur peut proroger, ajourner et dissoudre la Chambre des représentants. La proclamation qui prononce la dissolution, convoque les collèges électoraux pour une élection nouvelle, et indique la réunion des représentants dans six mois au plus tard.

Art. 22. Durant l'intervalle des sessions de la Chambre des représentants, en cas de dissolution de cette chambre, la Chambre des pairs ne peut s'assembler.

Art. 23. Le gouvernement a la proposition de la loi; les chambres peuvent proposer des amendements : si ces amendements ne sont pas adoptés par le gouvernement, les chambres sont tenues de voter sur la loi, telle qu'elle a été proposée.

Art. 24. Les chambres ont la faculté d'inviter le gouvernement à proposer une loi sur un objet déterminé, et de rédiger ce qu'il leur paraît convenable d'insérer dans la loi. Cette demande peut être faite par chacune des deux chambres.

Art. 25. Lorsqu'une rédaction est adoptée dans l'une des deux chambres, elle est portée à l'autre; et si elle est approuvée, elle est portée à l'empereur.

Art. 26. Aucun discours écrit, excepté les rapports des commissions, les rapports des ministres sur les lois qui sont présentées, et les comptes qui sont rendus, ne peut être lu dans l'une ou l'autre des chambres.

## TITRE II

## DES COLLÈGES ÉLECTORAUX ET DU MODE D'ÉLECTION

Art. 27. Les collèges électoraux de département et d'arrondissement sont maintenus, conformément au sénatus-consulte du 16 thermidor an x, sauf les modifications qui suivent.

Art. 28. Les assemblées de canton rempliront chaque année, par des élections annuelles, toutes les vacances dans les collèges électoraux.

Art. 29. A dater de l'an 1816, un membre de la Chambre des pairs, désigné par l'empereur, sera président à vie et inamovible de chaque collège électoral de département.

Art. 30. A dater de la même époque, le collège électoral de chaque département nommera, parmi les membres de chaque collège d'arrondissement, le président et deux vice-présidents. A cet effet, l'assemblée du collège de département précédera de quinze jours celle du collège d'arrondissement.

Art. 31. Les collèges de département et d'arrondissement nommeront le nombre de représentants établi pour chacun par l'acte et le tableau ci-annexés.

Art. 32. Les représentants peuvent être choisis indifféremment dans toute l'étendue de la France. Chaque collège de département ou d'arrondissement qui choisira un représentant hors du département ou de l'arrondissement, nommera un suppléant, qui sera pris nécessairement dans le département ou l'arrondissement.

Art. 33. L'industrie et la propriété manufacturière et commerciale auront une représentation spéciale; l'élection des représentants commerciaux et manufacturiers sera faite par le collège électoral de département, sur une liste d'éligibles dressée par les chambres de commerce et les chambres consultatives réunies, suivant l'acte ci-annexé.

## TITRE III

## DE LA LOI DE L'IMPÔT

Art. 34. L'impôt général direct, soit foncier, soit mobilier, n'est voté que pour un an; les impôts indirects peuvent être votés pour plusieurs années. Dans le cas de la dissolution de la Chambre des représentants, les impositions votées dans la session précédente sont continuées jusqu'à la nouvelle réunion de la Chambre.

Art. 35. Aucun impôt direct ou indirect en argent ou en nature ne peut être perçu, aucun emprunt ne peut avoir lieu, aucune inscription de créance au grand-livre de la dette publique ne peut être faite, aucun domaine ne peut être aliéné ni échangé, aucune levée d'hommes pour l'armée ne peut être ordonnée, aucune portion du territoire ne peut être échangée, qu'en vertu d'une loi.

Art. 36. Toute proposition d'impôt, d'emprunt, ou de levée d'hommes, ne peut être faite qu'à la Chambre des représentants.

Art. 37. C'est aussi à la Chambre des représentants qu'est porté d'abord : 1° le budget général de l'Etat, contenant l'aperçu des recettes et la proposition des fonds assignés pour l'année à chaque département du ministère; 2° le compte des recettes et dépenses de l'année ou des années précédentes.

#### TITRE IV

##### DES MINISTRES ET DE LA RESPONSABILITÉ

Art. 38. Tous les actes du gouvernement doivent être contre-signés par un ministre ayant département.

Art. 39. Les ministres sont responsables des actes du gouvernement signés par eux, ainsi que de l'exécution des lois.

Art. 40. Ils peuvent être accusés par la Chambre des représentants, et sont jugés par celle des pairs.

Art. 41. Tout ministre, tout commandant d'armée de terre ou de mer, peut être accusé par la Chambre des représentants et jugé par la Chambre des pairs, pour avoir compromis la sûreté ou l'honneur de la nation.

Art. 42. La Chambre des pairs, en ce cas, exerce, soit pour caractériser le délit, soit pour infliger la peine, un pouvoir discrétionnaire.

Art. 43. Avant de prononcer la mise en accusation d'un ministre, la Chambre des représentants doit déclarer qu'il y a lieu à examiner la proposition d'accusation.

Art. 44. Cette déclaration ne peut se faire qu'après le rapport d'une commission de soixante membres tirés au sort. Cette commission ne fait son rapport que dix jours au plus tôt après sa nomination.

Art. 45. Quand la Chambre a déclaré qu'il y a lieu à examen, elle peut appeler le ministre dans son sein pour lui demander des explications. Cet appel ne peut avoir lieu que dix jours après le rapport de la commission.

Art. 46. Dans tout autre cas, les ministres ayant département ne peuvent être appelés ni mandés par les Chambres.

Art. 47. Lorsque la Chambre des représentants a déclaré qu'il y a lieu à examen contre un ministre, il est formé une nouvelle commission de soixante membres tirés au sort, comme la première, et il est fait, par cette commission, un nouveau rapport sur la mise en accusation. Cette commission ne fait son rapport que dix jours après sa nomination.

Art. 48. La mise en accusation ne peut être prononcée que dix jours après la lecture et la distribution du rapport.

Art. 49. L'accusation étant prononcée, la Chambre des représentants nomme cinq commissaires pris dans son sein, pour poursuivre l'accusation devant la Chambre des pairs.

Art. 50. L'article 75 du titre VIII de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an VIII, portant que les agents du gouvernement ne peuvent être poursuivis qu'en vertu d'une décision du conseil d'État, sera modifié par une loi.

## TITRE V

### DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 51. L'empereur nomme tous les juges. Ils sont inamovibles et à vie dès l'instant de leur nomination, sauf la nomination des juges de paix et juges de commerce, qui aura lieu comme par le passé. Les juges actuels nommés par l'empereur, aux termes du sénatus-consulte du 12 octobre 1807, et qu'il jugera convenable de conserver, recevront les provisions à vie avant le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Art. 52. L'institution des jurés est maintenue.

Art. 53. Les débats en matière criminelle sont publics.

Art. 54. Les délits militaires seuls sont du ressort des tribunaux militaires.

Art. 55. Tous les autres délits, même commis par des militaires, sont de la compétence des tribunaux civils.

Art. 56. Tous les crimes et délits qui étaient attribués à la haute cour impériale et dont le jugement n'est pas réservé par le présent acte à la Chambre des pairs, seront portés devant les tribunaux ordinaires.

Art. 57. L'empereur a le droit de faire grâce, même en matière correctionnelle, et d'accorder des amnisties.

Art. 58. Les interprétations des lois, demandées par la cour de cassation, seront données dans la forme d'une loi.



## TITRE VI

## DROITS DES CITOYENS

Art. 59. Les Français sont égaux devant la loi, soit pour la contribution aux impôts et charges publiques, soit pour l'admission aux emplois civils et militaires.

Art. 60. Nul ne peut, sous aucun prétexte, être distrait des juges qui lui sont assignés par la loi.

Art. 61. Nul ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ni exilé, que dans les cas prévus par la loi et suivant les formes prescrites.

Art. 62. La liberté des cultes est garantie à tous,

Art. 63. Toutes les propriétés possédées ou acquises en vertu des lois, et toutes les créances sur l'État, sont inviolables.

Art. 64. Tout citoyen a le droit d'imprimer et de publier ses pensées, en les signant, sans aucune censure préalable, sauf la responsabilité légale, après la publication, par jugement par jurés, quand même il n'y aurait lieu qu'à l'application d'une peine correctionnelle.

Art. 65. Le droit de pétition est assuré à tous les citoyens. Toute pétition est individuelle. Ces pétitions peuvent être adressées, soit au gouvernement, soit aux deux Chambres; néanmoins, ces dernières même doivent porter l'intitulé à S. M. l'empereur. Elles seront présentées aux Chambres sous la garantie d'un membre qui recommande la pétition. Elles sont lues publiquement; et si la Chambre les prend en considération, elles sont portées à l'empereur par le président.

Art. 66. Aucune place, aucune partie du territoire ne peut être déclarée en état de siège, que dans le cas d'invasion de la part d'une force étrangère ou des troubles civils. Dans le premier cas, la déclaration est faite par un acte du gouvernement. Dans le second cas, elle ne peut l'être que par la loi. Toutefois, si, le cas arrivant, les Chambres ne sont pas assemblées, l'acte du gouvernement déclarant l'état de siège doit être converti en une proposition de loi dans les quinze premiers jours de la réunion des Chambres.

Art. 67. Le peuple français déclare en outre que, dans la délégation qu'il a faite et qu'il fait de ses pouvoirs, il n'a pas entendu et n'entend pas donner le droit de proposer le rétablissement des Bourbons ou d'aucun prince de cette famille sur le trône, même en cas d'extinction de dynastie impériale, ni le droit de rétablir, soit l'ancienne noblesse féodale, soit les droits féodaux et seigneuriaux, soit les dîmes, soit aucun culte privilégié et dominant, ni la faculté de porter aucune atteinte à l'irrévocabilité de la vente des domaines na-

tionaux; il interdit formellement au gouvernement, aux Chambres et aux citoyens toute proposition à cet égard.

Donné à Paris, le 22 avril 1815.

NAPOLEON.

**Acte et tableau fixant le nombre des députés à élire pour la chambre des représentants. — 22 avril 1815.**

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup> La proportion du nombre des députés à la Chambre des représentants et leur élection sont réglées ainsi qu'il suit :

Art. 2. Les collèges électoraux de département nommeront deux cent trente-huit députés à la Chambre des représentants, et les collèges électoraux d'arrondissement nommeront, quelle que soit leur population, un député par chaque arrondissement, le tout conformément au tableau joint au présent acte.

Art. 3. Le présent acte sera joint à l'acte additionnel aux Constitutions, en date de ce jour.

NAPOLEON.

Noms des départements.	Nombre des arrondiss.	Députés par départ.	Députés par arrond.	Total par départ.
Ain.....	5	2	5	7
Aisne.....	5	4	5	9
Allier.....	4	2	4	6
Alpes (Basses)....	5	4	5	6
Alpes (Hautes-)..	3	4	3	4
Ardèche.....	3	2	3	5
Ardennes.....	5	2	5	7
Ariège.....	3	4	3	4
Aube.....	5	2	5	7
Aude.....	4	2	4	6
Aveyron.....	5	2	5	7
Bouch.-du-Rhône..	3	4	3	7
Calvados.....	6	4	6	10
Cantal.....	4	2	4	6
Charente.....	5	2	5	7
Charente-Infér...	6	4	6	10
Cher.....	3	2	3	5
Corrèze.....	3	2	3	5
Corse.....	5	4	5	6
Côte-d'Or.....	4	3	4	7
Côtes-du-Nord...	5	4	5	9
Creuse.....	4	2	4	6
Dordogne.....	5	3	5	8
Doubs.....	4	2	4	6
Drôme.....	4	2	4	6
Eure.....	5	3	5	8
Eure-et-Loir....	4	2	4	6
Finistère.....	5	4	5	9
Gard.....	4	3	5	7

Garonne(Haute-).	1	1	4	8
Gers .....	5	2	5	7
Gironde .....	6	4	6	10
Hérault .....	4	2	4	6
Ille-et-Vilaine ...	6	4	6	10
Indre .....	4	2	4	6
Indre-et-Loire...	3	2	3	5
Isère .....	4	4	4	8
Jura .....	4	3	4	7
Landes .....	3	2	3	5
Loir-et-Cher....	3	2	3	5
Loire .....	3	3	3	6
Loire (Haute-)...	3	3	3	5
Loire-Inférieure.	5	3	5	8
Loiret .....	4	2	4	6
Lot .....	3	2	3	5
Lot-et-Garonne..	4	3	4	7
Lozère .....	3	4	3	4
Maine-et-Loire..	5	3	5	8
Manche .....	6	4	6	10
Marne .....	5	3	5	8
Marne (Haute-)...	3	2	3	5
Mayenne .....	3	3	3	6
Meurthe .....	5	3	5	8
Meuse .....	4	2	4	6
Mont-Blanc .....	3	2	3	5
Morbihan .....	4	4	4	8
Moselle .....	4	3	4	7
Nièvre .....	4	2	4	6
Nord .....	6	6	6	12
Oise .....	4	3	4	7
Orne .....	4	3	4	7
Pas-de-Calais ...	6	5	6	11
Puy-de-Dôme ...	5	4	5	9
Pyrénées (Basses-)	5	3	5	8
Pyrénées(Hautes-)	3	2	3	5
Pyrénées-Orient..	3	4	3	4
Rhin (Bas-)... ..	4	4	4	8
Rhin (Haut-)... ..	3	3	3	6
Rhône .....	2	3	2	5
Saône (Haute-)...	3	3	3	6
Saône-et-Loire ..	5	4	5	9
Sarthe .....	4	3	4	7
Seine .....	6	6	6	12
Seine-Inférieure.	5	5	5	10
Seine-et-Marne ..	5	2	5	7
Seine-et-Oise ...	6	4	6	10
Sèvres (Deux-)...	4	2	4	6
Somme .....	5	4	5	9
Tarn .....	4	2	4	6
Tarn-et-Garonne.	3	2	3	5
Var .....	4	2	4	6
Vaucluse .....	4	2	4	6
Vendée .....	3	2	3	5
Vienne .....	5	2	5	7
Vienne (Haute-)...	4	2	4	6
Vosges .....	5	3	5	8
Yonne .....	5	3	5	8
<b>TOTAUX.....</b>	<b>368</b>	<b>238</b>	<b>368</b>	<b>606</b>

**Acte pour régler le nombre des députés pour représenter la propriété et l'industrie commerciale et manufacturière. — 22 avril 1815.**

NAPOLÉON, etc.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Pour l'exécution de l'art. 33 de l'acte des constitutions, relatif à la représentation de l'industrie et de la propriété commerciale et manufacturière, la France sera divisée en treize arrondissements (1).

Art. 2. Il sera nommé pour tous les arrondissements vingt-trois députés, choisis : 1<sup>o</sup> parmi les négociants, armateurs ou banquiers ; 2<sup>o</sup> parmi les manufacturiers ou fabricants (2).

Art. 3. Les députés seront nommés au chef-lieu, et par les électeurs du département (3).

Art. 4. Les députés seront pris nécessairement sur une liste d'éligibles, formée par les membres réunis des chambres de commerce et des chambres consultatives de commerce de tout l'arrondissement commercial, lesquels nommeront, au scrutin et à la majorité, un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 5. L'assemblée chargée de la formation de cette liste y portera les commerçants qui se sont le plus distingués par leur probité et leurs talents, et qui payent le plus d'impôts.

## 1815

*Mai* 25. Clôture du Congrès de Vienne.

*Juin* 18. Bataille de Waterloo.

— 22. Seconde abdication de Napoléon.

*Juillet* 8. Rentrée de Louis XVIII, à Paris.

*Nov.* 20. Paix de Paris, la France est réduite à ses frontières de 1790.

## 1816

*Juin* 17. Mariage du duc de Berry.

*Sept.* 5. Dissolution de la Chambre des députés.

(1) Chefs-lieux d'arrondissement commerciaux : Lille, Rouen, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Nîmes, Marseille, Lyon, Strasbourg, Troyes, Paris, Orléans, Tours, comprenant les 87 départements.

(2) Au nombre de onze députés parmi les premiers, et de douze parmi les seconds.

(3) Dans les treize villes chefs-lieux d'arrondissements commerciaux, dénommées dans la note ci-dessus.

## 1818

*Sept.* 29. Congrès d'Aix-la-Chapelle.  
*Déc.* 29. Ministère de Serres.

## 1819

*Nov.* 19. Ministère Decazes.

## 1820

*Fév.* 13. Assassinat du duc de Berry.  
20. Ministère Richelieu.  
*Sept.* 29. Naissance du duc de Bordeaux.  
*Oct.* à *Déc.* Congrès de Troppau.

## 1821

*Mai* 5. Mort de Napoléon à Sainte-Hélène.  
12. Congrès de Laybach.  
*Déc.* 14. Ministère Villèle.

## 1822

*Déc.* 22. Congrès de Vérone.  
28. M. de Chateaubriand, ministre des affaires étrangères.

## 1823

*Mars* 15. Compagne d'Espagne, sous le commandement du duc d'Angoulême.

## 1824

*Sept.* 16. Mort de Louis XVIII. Avènement de Charles X.

## 1825

*Avril* 20. Loi du sacrilège.  
*Déc.* 1<sup>er</sup>. Mort d'Alexandre Nicolas I<sup>er</sup> empereur de toutes les Russies.

## 1826

*Déc.* 29. Loi de police et de presse, dite loi de justice et d'amour.



## 1827

*Avril* 30. Licenciement de la garde nationale.

*Oct.* 4. Commencement des hostilités d'Alger.

*Nov.* 49. Emeutes dans Paris.

## 1828

*J. nov.* 4. Ministère Martignac.

## 1829

*Août.* 3. Ministère Polignac.

## 1830

*Mars* 46. Adresse des 221.

*Juillet* 5. Conquête d'Alger.

26. Ordonnances supprimant la liberté de la presse, prononçant la dissolution des chambres, etc.

*Juillet* 27, 28, 29. Insurrection à Paris.

31. Le duc d'Orléans est nommé lieutenant général du royaume.

*Août.* 2. Abdication de Charles X et du duc d'Angoulême, en faveur du duc de Bordeaux.

*Août* 7. Le duc d'Orléans est proclamé roi des Français, sous le nom de Louis-Philippe I<sup>er</sup>.

### Charte constitutionnelle du 14 août 1830

LOUIS-PHILIPPE, roides Français, à tous présents et à venir, salut.

Nous avons ordonné et ordonnons que la Charte de 1814, telle qu'elle a été amendée par les deux Chambres le 7 août et acceptée par nous le 9, sera de nouveau publiée dans les termes suivants :

#### *Droit public des Français.*

Art. 1<sup>er</sup>. Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs.

Art. 2. Ils contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'État.

Art. 3. Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.

Art. 4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection

Art. 6. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français, et ceux des autres cultes chrétiens, reçoivent des traitements du trésor public.

Art. 7. Les Français ont le droit du publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois.

La censure ne pourra jamais être rétablie.

Art. 8. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle nationales, la loi ne mettant aucune différence entre elles.

Art. 9. L'État peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public légalement constaté, mais avec une indemnité préalable.

Art. 10. Toutes recherches des opinions et des votes émis jusqu'à la restauration sont interdites : le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens.

Art. 11. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi.

#### *Formes du gouvernement du roi.*

Art. 12. La personne du roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au roi seul appartient la puissance exécutive.

Art. 13. Le roi est le chef suprême de l'État; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique, et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution.

Toutefois, aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'État qu'en vertu d'une loi.

Art. 14. La puissance législative s'exerce collectivement par le roi, la Chambre des pairs et la Chambre des députés.

Art. 15. La proposition des lois appartient au roi, à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés.

Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la Chambre des députés.

Art. 16. Toute loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux Chambres.

Art. 17. Si une proposition de loi a été rejetée par l'un des trois pouvoirs, elle ne pourra être représentée dans la même session.

Art. 18. Le roi seul sanctionne et promulgue les lois.

Art. 19. La liste civile est fixée pour tout la durée du règne par la première législature assemblée depuis l'avènement du roi.

*De la Chambre des pairs.*

Art. 20. La Chambre des pairs est une portion essentielle de la puissance législative.

Art. 21. Elle est convoquée par le roi en même temps que la Chambre des députés. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Art. 22. Toute assemblée de la Chambre des pairs qui serait tenue hors du temps de la session de la Chambre des députés, est illicite et nulle de plein droit, sauf le seul cas où elle est réunie comme cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 23, § 1<sup>er</sup>. (*Ainsi modifié. L. 29 décembre 1831.*) La nomination des membres de la Chambre des pairs appartient au roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

§ 2. Le président de la Chambre des députés et autres assemblées législatives;

§ 3. Les députés qui auront fait partie de trois législature, ou qui auront six ans d'exercice;

§ 4. Les maréchaux et amiraux de France;

§ 5. Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade;

§ 6. Les ministres à département;

§ 7. Les ambassadeurs, après trois ans, et les ministres plénipotentiaires, après six ans de fonctions;

§ 8. Les conseillers d'Etat, après dix ans de service ordinaire;

§ 9. Les préfets de département et les préfets maritimes, après dix ans de fonctions;

§ 10. Les membres coloniaux, après cinq ans de fonction;

§ 11. Les membres des conseils généraux électifs, après trois élections à la présidence;

§ 12. Les maires des villes de trente mille âmes et au-dessus, après deux élections au moins comme membres du corps municipal, et après cinq ans de fonctions de mairie;

§ 13. Les présidents de la cour de cassation et de la cour des comptes;

§ 14. Les procureurs généraux près ces deux cours, après cinq ans de fonctions en cette qualité;

§ 15. Les conseillers de la cour de cassation et les conseillers maîtres de la cour des comptes, après cinq ans; les avocats généraux près la cour de cassation, après dix ans d'exercice;

§ 16. Les premiers présidents des cours royales, après cinq ans de magistrature dans ces cours;

§ 17. Les procureurs généraux près les mêmes cours, après dix ans de fonctions;

§ 18. Les présidents des tribunaux de commerce dans les villes de trente mille âmes et au-dessus, après quatre nominations à ses fonctions.

§ 19. Les membres titulaires des académies de l'Institut;

§ 20. Les citoyens à qui, par une loi et à raison d'éminents services, aura été nominativement décerné une récompense nationale;

§ 21. Les propriétaires, les chefs de manufacture et de maison de commerce et de banque, payant trois mille francs de contributions directes, soit à raison de leurs propriétés foncières depuis trois ans, soit à raison de leurs patentes depuis cinq ans, lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un conseil général ou d'une chambre de commerce;

§ 22. Les propriétaires, les manufacturiers, commerçants ou banquiers, payant trois mille francs d'impositions, qui auront été nommés députés ou juges des tribunaux de commerce, pourront aussi être admis à la pairie sans autre condition;

§ 23. Le titulaire qui aura successivement exercé plusieurs des fonctions ci-dessus, pourra cumuler ses services dans toutes pour compléter le temps exigé dans celle où le service devrait être le plus long;

§ 24. Seront dispensés du temps d'exercice exigé par les paragraphes 5, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 ci-dessus, les citoyens qui ont été nommés, dans l'année qui a suivi le 30 juillet 1830, aux fonctions énoncées dans ces paragraphes;

§ 25. Seront également dispensés, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1837, du temps d'exercice exigé par les paragraphes 3, 11, 12, 18 et 21 ci-dessus, les personnes nommées ou maintenues, depuis le 30 juillet 1830, aux fonctions énoncées dans ces cinq paragraphes;

§ 26. Ces conditions d'admissibilité à la pairie pourront être modifiées par une loi.

§ 27. Les ordonnances de nomination de pairs seront individuelles. Ces ordonnances mentionneront les services et indiqueront les titres sur lesquels la nomination sera fondée;

§ 28. Le nombre des pairs est illimité;

§ 29. Leur dignité est conférée à vie et n'est pas transmissible par voie d'hérédité;

§ 30. Ils prennent rang entre eux par ordre de nomination;

§ 31. A l'avenir, aucun traitement, aucune pension, aucune dotation, ne pourront être attachés à la dignité de pair.

Art. 24. Les pairs ont entrée dans la Chambre à vingt-cinq ans, et voix délibérative à trente ans seulement.

Art. 25. La Chambre des pairs est présidée par le chancelier de France, et, en son absence, par un pair nommé par le roi.

Art. 26. Les princes du sang sont pairs par droit de naissance : ils siègent immédiatement après le président.

Art. 27. Les séances de la Chambre des pairs sont publiques, comme celles de la Chambre des députés.

Art. 28. La Chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'État, qui seront définis par la loi.

Art. 29. Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre, et jugé que par elle en matière criminelle.

#### *De la Chambre des députés.*

Art. 30. La Chambre des députés sera composée de députés élus par les collèges électoraux dont l'organisation sera déterminée par des lois.

Art. 31. Les députés sont élus pour cinq ans.

Art. 32. Aucun député ne peut être admis dans la Chambre s'il n'est âgé de trente ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

Art. 33. Si néanmoins il ne se trouvait pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué payant le cens d'éligibilité déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous du taux de ce cens, et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers.

Art. 34. Nul n'est électeur, s'il a moins de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

Art. 35. Les présidents des collèges électoraux sont nommés par les électeurs.

Art. 36. La moitié au moins des députés sera choisie parmi les éligibles qui ont leur domicile politique dans le département.

Art. 37. Le président de la Chambre des députés est élu par elle à l'ouverture de chaque session.

Art. 38. Les séances de la Chambre sont publiques ; mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

Art. 39. La Chambre se partage en bureaux pour discuter les projets qui lui ont été présentés de la part du roi.

Art. 40. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi.



Art. 41. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

Art. 42. Le roi convoque chaque année les deux Chambres : il les proroge, et peut dissoudre celle des députés ; mais, dans ce cas, il doit en convoquer une nouvelle dans le délai de trois mois.

Art. 43. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la Chambre durant la session et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

Art. 44. Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la Chambre a permis sa poursuite.

Art. 45. Toute pétition à l'une ou à l'autre des Chambres ne peut être faite et présentée que par écrit : la loi interdit d'en apporter en personne et à la barre.

Art. 46. Les ministres peuvent être membres de la Chambre des pairs ou de la Chambre des députés.

Ils ont en outre leur entrée dans l'une ou l'autre Chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent.

Art. 47. La Chambre des députés a le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Chambre des pairs, qui seule a celui de les juger.

#### *De l'ordre judiciaire.*

Art. 48. Toute justice émane du roi ; elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue.

Art. 49. Les juges nommés par le roi sont inamovibles.

Art. 50. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus ; il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi.

Art. 51. L'institution actuelle des juges de commerce est conservée.

Art. 52. La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le roi, ne sont point inamovibles.

Art. 53. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

Art. 54. Il ne pourra, en conséquence, être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

Art. 55. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs ; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Art. 56. L'institution des jurés est conservée. Les changements qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires, ne peuvent être effectués que par une loi.

Art. 57. La peine de la confiscation des biens est abolie et ne pourra pas être rétablie.

Art. 58. Le roi a le droit de faire grâce et celui de commuer les peines.

Art. 59. Le Code civil et les lois actuellement existantes qui ne sont pas contraires à la présente Charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

*Droits particuliers garantis par l'État.*

Art. 60. Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et soldats pensionnés, conservent leurs grades, honneurs et pensions.

Art. 61. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable.

Art. 62. La noblesse ancienne reprend ses titres, la nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption de charges et des devoirs de la société.

Art. 63. La Légion d'honneur est maintenue. Le roi déterminera les règlements intérieurs et la décoration.

Art. 64. Les colonies sont régies par des lois particulières.

Art. 65. Le roi et ses successeurs jureront à leur avènement, en présence des Chambres réunies, d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle.

Art. 66. La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre demeurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français.

Art. 67. La France reprend ses couleurs. A l'avenir, il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

*Dispositions particulières.*

Art. 68. Toutes les nominations et créations nouvelles de pairs faites sous le règne du roi *Charles X* sont déclarées nulles et non avenues.

L'article 23 de la Charte sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1834.

Art. 69. Il sera pourvu successivement par des lois séparées et dans le plus court délai possible, aux objets qui suivent :

1° L'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques.

2° La responsabilité des ministres et des autres agents du pouvoir;

3° La réélection des députés promus à des fonctions publiques salariées;

4° Le vote annuel du contingent de l'armée;

5° L'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers;

6° Des dispositions qui assurent d'une manière légale l'état des officiers de tout grade de terre et de mer;

7° Des institutions départementales et municipales fondées sur un système électif;

8° L'instruction publique et la liberté de l'enseignement;

9° L'abolition du double vote et la fixation des conditions électorales et d'éligibilité.

Art. 70. Toutes les lois et ordonnances, en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions adoptées pour la réforme de la Charte, sont dès à présent et demeurent annulées et abrogées.

## 1830

*Avût 11.* Ministère Dupont de l'Eure et Molé.

*Avût 16.* Charles X. quitte la France.

*Nov. 2.* Ministère Laffitte.

*Dec. 21.* Condamnation des ministres de Charles X.

## 1831

*Mars 13.* Ministère de Casimir Perrier.

— 24. Loi sur le bannissement de la branche aînée des Bourbons.

*Oct. 18.* Abolition de l'hérédité de la Pairie.

## 1832

*Mai 16.* Mort de Casimir Perrier.

*Juin 5, 6.* Emeutes à Paris.

*Juillet 22.* Mort du duc de Reichstadt.

*Oct. 11.* Ministère Soult.

## 1834

*Mai 20.* Mort de Lafayette.

*Juillet. 18.* Maréchal Gérard, président du Conseil.

*Nov. 10.* Ministère des trois jours (duc de Bassano).

— 18. Ministère de Trévise.

## 1835

*Mars* 12. Ministère Broglie.  
*Juillet* 28. Attentat Fieschi.

## 1836

*Fév.* 22. Ministère Thiers.  
*Sept.* 6. Cabinet Molé.  
*Nov.* 6. Mort de Charles X.

## 1837

*Mai* 30. Mariage du duc d'Orléans avec la duchesse de Mecklèmbourg Schwerin.

## 1838

*Mai* . Mort du prince de Talleyrand.  
*Août* 24. Naissance du comte de Paris.

## 1839

*Mai* 12. Ministère Soult.

## 1840

*Mars* 1<sup>er</sup>. Ministère Thiers.  
*Oct.* 29. Ministère Soult.  
*Déc.* 13. Rentrée des cendres de Napoléon, à Paris.

## 1842

*Juillet* 13. Mort du duc d'Orléans.

## 1847

*Juillet* 9. Banquet politique du Château-d'Eau.  
*Sept.* 9. Ministère Guizot.

## 1848

*Fév.* 22. Commencement des troubles à Paris.

*Fév.* 23. Chute du ministère de Guizot.

24. Abdication de Louis-Philippe en faveur du comte de Paris, — Gouvernement provisoire.

25. Proclamation de la République.

*Mai* 4. Ouverture de l'Assemblée constituante.

9. Commission exécutive.

*Juin* 23 à 26. Insurrection à Paris.

28. Le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif.

## **Constitution de la République française**

Du 4 novembre 1848.

L'Assemblée nationale a adopté et, conformément à l'article 6 du décret du 28 octobre 1848 (1), le président de l'Assemblée nationale promulgue la Constitution dont la teneur suit :

### **PRÉAMBULE.**

En présence de Dieu, et au nom du peuple français, l'Assemblée nationale proclame :

### **I**

La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts, et faire par-

(1) *Article 6 du décret du 28 octobre 1848.*

Aussitôt après qu'il aura été proclamé par l'Assemblée nationale, le président de la République exercera les pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution, à l'exception, toutefois, des droits qui lui sont attribués par les articles 55, 56, 57 et 58 \*, le droit de promulgation étant réservé au président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale constituante conservera, jusqu'à l'installation de la prochaine Assemblée législative, tous les pouvoirs dont elle est saisie aujourd'hui, sauf le pouvoir exécutif confié au président, qu'elle ne pourrait, en aucun cas, révoquer.

La durée des fonctions du président de la République sera, pour cette fois seulement, diminuée du nombre de mois nécessaire pour que l'élection subséquente ait lieu le deuxième dimanche de mai.

\*. Les articles 55, 56, 57 et 58 sont devenus par la discussion et le vote définitif de la Constitution, les articles 56, 57, 58 et 59.



venir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumières et de bien-être.

## II

La République française est démocratique, une et indivisible.

## III

Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

## IV

Elle a pour principe la liberté, l'égalité et la fraternité.

Elle a pour base la famille, le travail, la propriété, l'ordre public.

## V

Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

## VI

Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République, et la République envers les citoyens.

## VII

Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de l'État en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer, par le travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entraidant fraternellement les uns les autres, et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

## VIII

La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes : elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler.

En vue de l'accomplissement de tous ces devoirs, et pour la garantie de tous ces droits, l'Assemblée nationale, fidèle aux traditions des grandes assemblées qui ont inauguré la révolution française, décrète, ainsi qu'il suit, la Constitution de la République.

## CONSTITUTION

CHAPITRE I<sup>er</sup>

## DE LA SOUVERAINETÉ

Art. 1<sup>er</sup>. La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français.

Elle est inaliénable et imprescriptible.

Aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice.

## CHAPITRE II

## DROITS DES CITOYENS GARANTIS PAR LA CONSTITUTION

Art. 2. Nul ne peut être arrêté ou détenu que suivant les prescriptions de la loi.

Art. 3. La demeure de toute personne habitant le territoire français est inviolable; il n'est permis d'y pénétrer que selon les formes et dans les cas prévus par la loi.

Art. 4. Nul ne sera distrait de ses juges naturels.

Il ne pourra être créé de commission et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 5. La peine de mort est abolie en matière politique.

Art. 6. L'esclavage ne peut exister sur aucune terre française.

Art. 7. Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'État, pour l'exercice de son culte, une égale protection.

Les ministres, soit des cultes actuellement reconnus par la loi, soit de ceux qui seraient reconnus à l'avenir, ont le droit de recevoir un traitement de l'État.

Art. 8. Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes, de pétitionner, de manifester leurs pensées par la voie de la presse ou autrement.

L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui et la sécurité publique.

La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

Art. 9. L'enseignement est libre.

La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois, et sous la surveillance de l'État.

Cette surveillance s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement, sans aucune exception.

Art. 10. Tous les citoyens sont également admissibles à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que leur mérite, et suivant les conditions qui seront fixées par les lois.

Sont abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste.

Art. 11. Toutes les propriétés sont inviolables. Néanmoins l'État peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'utilité publique légalement constatée et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 12. La confiscation des biens ne pourra jamais être rétablie.

Art. 13. La Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie.

La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement primaire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires, et l'établissement, par l'État, les départements et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés; elle fournit l'assistance aux enfants abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources, et que leurs familles ne peuvent secourir.

Art. 14. La dette publique est garantie.

Tout espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable.

Art. 15. Tout impôt est établi pour l'utilité commune.

Chacun y contribue en proportion de ses facultés et de sa fortune.

Art. 16. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu qu'en vertu de la loi.

Art. 17. L'impôt direct n'est consenti que pour un an.

Les impositions indirectes peuvent être consenties pour plusieurs années.

### CHAPITRE III

#### DES POUVOIRS PUBLICS

Art. 18. Tous les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, émanent du peuple.

Ils ne peuvent être délégués héréditairement.

Art. 19. La séparation des pouvoirs est la première condition du gouvernement libre.

### CHAPITRE IV

#### DU POUVOIR LÉGISLATIF

Art. 20. Le Peuple français délègue le pouvoir législatif à une Assemblée unique.

Art. 21. Le nombre total des représentants du peuple sera de sept cent cinquante, y compris les représentants de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 22. Ce nombre s'élèvera à neuf cents pour les assemblées qui seront appelées à réviser la Constitution.

Art. 23. L'élection a pour base la population.

Art. 24. Le suffrage est direct et universel. Le scrutin est secret.

Art. 25. Sont électeurs, sans condition de cens, tous les Français âgés de vingt et un ans, et jouissant de leur droits civiles et politiques.

Art. 26. Sont éligibles, sans condition de domicile, tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans.

Art. 27. La loi électorale détermina les causes qui peuvent priver un citoyen français du droit d'élire et d'être élu.

Elle désignera les citoyens qui, exerçant ou ayant exercé des fonctions dans un département ou un ressort territorial, ne pourront y être élus.

Art. 28. Toute fonction publique rétribuée est incompatible avec le mandat de représentant du peuple.

Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée de la législature, être nommé ou promu à des fonctions publiques salariées dont les titulaires sont choisis à volonté par le pouvoir exécutif.

Les exceptions aux dispositions des deux paragraphes précédents seront déterminées par la loi électorale organique.

Art. 29. Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux assemblées élues pour la révision de la Constitution.

Art. 30. L'élection des représentants se fera par département, et au scrutin de liste.

Les électeurs voteront au chef-lieu du canton ; néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton pourra être divisé en plusieurs circonscriptions, dans la forme et aux conditions qui seront déterminées par la loi électorale.

Art. 31. L'Assemblée nationale est élue pour trois ans, et se renouvelle intégralement.

Quarante-cinq jours au plus tard avant la fin de la législature, une loi détermine l'époque des nouvelles élections.

Si aucune loi n'est intervenue dans le délai fixé par le paragraphe précédent, les électeurs se réunissent de plein droit le trentième jour qui précède la fin de la législature.

La nouvelle Assemblée est convoquée de plein droit pour le lendemain du jour où finit le mandat de l'Assemblée précédente.

Art. 32. Elle est permanente.

Néanmoins, elle peut s'ajourner à un terme qu'elle fixe.

Pendant la durée de la prorogation, une commission, composée des membres du bureau et de vingt-cinq représentants nommés par l'Assemblée au scrutin secret et à la majorité absolue, a le droit de la convoquer en cas d'urgence.

Le président de la République a aussi le droit de convoquer l'Assemblée.

L'Assemblée nationale détermine le lieu de ses séances. Elle fixe l'importance des forces militaires établies pour sa sûreté, et elle en dispose.

Art. 33. Les représentants sont toujours rééligibles.

Art. 34. Les membres de l'Assemblée nationale sont les représentants, non du département qui les nomme, mais de la France entière.

Art. 35. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Art. 36. Les représentants du peuple sont inviolables.

Ils ne pourront être recherchés, accusés, ni jugés, en aucun temps, pour les opinions qu'ils auront émises dans le sein de l'Assemblée nationale.

Art. 37. Ils ne peuvent être arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, ni poursuivis qu'après que l'Assemblée a permis la poursuite.

En cas d'arrestation pour flagrant délit, il en sera immédiatement



référé à l'Assemblée, qui autorisera ou refusera la continuation des poursuites. Cette disposition s'applique au cas où un citoyen détenu est nommé représentant.

Art. 38. Chaque représentant du peuple reçoit une indemnité, à laquelle il ne peut renoncer.

Art. 39. Les séances de l'Assemblée sont publiques.

Néanmoins, l'Assemblée peut se former en comité secret, sur la demande du nombre de représentants fixé par le règlement.

Chaque représentant a le droit d'initiative parlementaire ; il l'exercera selon les formes déterminées par le règlement.

Art. 40. La présence de la moitié plus un des membres de l'Assemblée est nécessaire pour la validité du vote des lois.

Art. 41. Aucun projet de loi, sauf les cas d'urgence, ne sera voté définitivement qu'après trois délibérations, à des intervalles qui ne peuvent pas être moindres de cinq jours.

Art. 42. Toute proposition ayant pour objet de déclarer l'urgence est précédée d'un exposé des motifs.

Si l'Assemblée est d'avis de donner suite à la proposition d'urgence, elle en ordonne le renvoi dans les bureaux et fixe le moment où le rapport sur l'urgence lui sera présenté.

Sur ce rapport, si l'Assemblée reconnaît l'urgence, elle le déclare et fixe le moment de la discussion.

Si elle décide qu'il n'y a pas d'urgence, le projet suit le cours des propositions ordinaires.

## CHAPITRE V

### DU POUVOIR EXÉCUTIF

Art. 43. Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de président de la République.

Art. 44. Le président doit être né français, âgé de trente ans au moins, et n'avoir jamais perdu la qualité de français.

Art. 45. Le président de la République est élu pour quatre ans, et n'est rééligible qu'après un intervalle de quatre années.

Ne peuvent, non plus, être élus après lui, dans le même intervalle, ni le vice-président, ni aucun des parents ou alliés du président jusqu'au sixième degré inclusivement.

Art. 46. L'élection a lieu de plein droit le deuxième dimanche du mois de mai.

Dans le cas où, par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, le président sera élu à une autre époque, ses pouvoirs expire-

ront le deuxième dimanche du mois de mai de la quatrième année qui suivra son élection.

Le président est nommé au scrutin secret et à la majorité absolue des votants, par le suffrage direct de tous les électeurs des départements français et de l'Algérie.

Art. 47. Les procès-verbaux des opérations électorales sont transmis immédiatement à l'Assemblée nationale, qui statue sans délai sur la validité de l'élection et proclame le président de la République.

Si aucun candidat n'a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés, et au moins deux millions de voix, ou si les conditions exigées par l'art. 44 ne sont pas remplies, l'Assemblée nationale élit le président de la République, à la majorité absolue et au scrutin secret, parmi les cinq candidats éligibles qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 48. Avant d'entrer en fonctions, le président de la République. prête au sein de l'Assemblée nationale le serment dont la teneur suit :

« En présence de Dieu et devant le peuple français, représenté par l'Assemblée nationale, je jure de rester fidèle à la République démocratique, une et indivisible, et de remplir tous les devoirs que m'impose la Constitution.

Art. 49. Il a le droit de faire présenter des projets de lois à l'Assemblée nationale par les ministres.

Il surveille et assure l'exécution des lois.

Art. 50. Il dispose de la force armée, sans pouvoir jamais la commander en personne.

Art. 51. Il ne peut céder aucune portion du territoire, ni dissoudre ni proroger l'Assemblée nationale, ni suspendre, en aucune manière, l'empire de la Constitution et des lois.

Art. 52. Il présente, chaque année, par un message, à l'Assemblée nationale, l'exposé de l'état général des affaires de la République.

Art. 53. Il négocie et ratifie les traités.

Aucun traité n'est définitif qu'après avoir été approuvé par l'Assemblée nationale.

Art. 54. Il veille à la défense de l'État, mais il ne peut entreprendre aucune guerre sans le consentement de l'Assemblée nationale.

Art. 55. Il a le droit de faire grâce, mais il ne peut exercer ce droit qu'après avoir pris l'avis du Conseil d'État.

Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Le président de la République, les ministres, ainsi que toutes autres personnes condamnées par la haute cour de justice, ne peuvent être graciés que par l'Assemblée nationale.

Art. 56. Le Président de la République promulgue les lois au nom du peuple français.

Art. 57. Les lois d'urgence sont promulguées dans le délai de trois jours, et les autres lois dans le délai d'un mois, à partir du jour où elles auront été adoptées par l'Assemblée nationale.

Art. 58. Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander une nouvelle délibération.

L'Assemblée délibère : sa résolution devient définitive; elle est transmise au président de la République.

En ce cas, la promulgation a lieu dans le délai fixé pour les lois d'urgence.

Art. 59. A défaut de promulgation par le président de la République, dans les délais déterminés par les articles précédents, il y serait pourvu par le président de l'Assemblée nationale.

Art. 60. Les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès du président de la République.

Art. 61. Il préside aux solennités nationales.

Art. 62. Il est logé aux frais de la République, et reçoit un traitement de six cent mille francs par an.

Art. 63. Il réside au lieu où siège l'Assemblée nationale, et ne peut sortir du territoire continental de la République sans y être autorisé par une loi.

Art. 64. Le président de la République nomme et révoque les ministres.

Il nomme et révoque, en conseil des ministres, les agents diplomatiques, les commandants en chef des armées de terre et de mer, les préfets, le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, les gouverneurs de l'Algérie et des colonies, les procureurs généraux et autres fonctionnaires d'un ordre supérieur.

Il nomme et révoque, sur la proposition du ministre compétent, dans les conditions réglementaires déterminées par la loi, les agents secondaires du gouvernement.

Art. 65. Il a le droit de suspendre, pour un terme qui ne pourra excéder trois mois, les agents du pouvoir exécutif élus par les citoyens.

Il ne peut les révoquer que de l'avis du Conseil d'État.

La loi détermine les cas où les agents révoqués peuvent être déclarés inéligibles aux mêmes fonctions.

Cette déclaration d'inéligibilité ne pourra être prononcée que par un jugement.

Art. 66. Le nombre des ministres et leurs attributions sont fixés par le pouvoir législatif.

Art. 67. Les actes du Président de la République, autres que ceux

par lesquels il nomme et révoque les ministres, n'ont d'effet que s'ils sont contre-signés par un ministre.

Art. 68. Le président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

Toute mesure par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison.

Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions ; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Les juges de la haute cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture : ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent, pour procéder au jugement du président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public.

Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite.

Art. 69. Les ministres ont entrée dans le sein de l'Assemblée nationale ; ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent, et peuvent se faire assister par des commissaires nommés par un décret du président de la République.

Art. 70. Il y a un vice-président de la République nommé par l'Assemblée nationale, sur la présentation de trois candidats faite par le président dans le mois qui suit son élection.

Le vice-président prête le même serment que le président.

Le vice-président ne pourra être choisi parmi les parents et alliés du président jusqu'au sixième degré inclusivement.

En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace.

Si la présidence devient vacante par décès, démission du président, ou autrement, il est procédé, dans le mois, à l'élection d'un président.

## CHAPITRE VI

### DU CONSEIL D'ÉTAT

Art. 71. Il y aura un conseil d'état, dont le vice-président de la République sera de droit président.

Art. 72. Les membres de ce conseil sont nommés pour six ans par l'Assemblée nationale. Ils sont renouvelés par moitié, dans les deux premiers mois de chaque législature, au scrutin secret et à la majorité absolue.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 73. Ceux des membres du conseil d'État qui auront été pris dans le sein de l'Assemblée nationale seront immédiatement remplacés comme représentants du peuple.

Art. 74. Les membres du conseil d'État ne peuvent être révoqués que par l'Assemblée, et sur la proposition du président de la République.

Art. 75. Le conseil d'État est consulté sur les projets de lois du gouvernement qui, d'après la loi, devront être soumis à son examen préalable, et sur les projets d'initiative parlementaire que l'Assemblée lui aura renvoyés.

Il prépare les règlements d'administration publique ; il fait seul ceux de ces règlements à l'égard desquels l'Assemblée nationale lui a donné une délégation spéciale.

Il exerce, à l'égard des administrations publiques, tous les pouvoirs de contrôle et de surveillance qui lui sont déferés par la loi.

La loi réglera ses autres attributions.

## CHAPITRE VII

### DE L'ADMINISTRATION INTÉRIEURE

Art. 76. La division du territoire en départements, arrondissements, cantons et communes, est maintenue. Les circonscriptions actuelles ne pourront être changées que par la loi.

Art. 77. Il y a, 1<sup>o</sup> dans chaque département, une administration composée d'un préfet, d'un conseil général, d'un conseil de préfecture ;

2<sup>o</sup> Dans chaque arrondissement, un sous-préfet ;

3<sup>o</sup> Dans chaque canton, un conseil cantonal ; néanmoins, un seul conseil cantonal sera établi dans les villes divisées en plusieurs cantons ;

4<sup>o</sup> Dans chaque commune, une administration composée d'un maire, d'adjoints et d'un conseil municipal.

Art. 78. Une loi déterminera la composition et les attributions des conseils généraux, des conseils cantonaux, des conseils municipaux, et le mode de nomination des maires et des adjoints.

Art. 79. Les conseils généraux et les conseils municipaux sont élus par le suffrage direct de tous les citoyens domiciliés dans le département ou dans la commune. Chaque canton élit un membre du conseil général.

Une loi spéciale réglera le mode d'élection dans le département de



la Seine, dans la ville de Paris et dans les villes de plus de vingt mille âmes.

Art. 80. Les conseils généraux, les conseils cantonaux et les conseils municipaux peuvent être dissous par le président de la République, de l'avis du conseil d'État. La loi fixera le délai dans lequel il sera procédé à la réélection.

## CHAPITRE VIII

### DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 81. La justice est rendue gratuitement au nom du peuple français.

Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dange-reuse pour l'ordre ou les mœurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Art. 82. Le jury continuera d'être appliqué en matière criminelle.

Art. 83. La connaissance de tous les délits politiques et de tous les délits commis par la voie de la presse appartient exclusivement au jury.

Les lois organiques détermineront la compétence en matière de délits d'injures et de diffamation contre les particuliers.

Art. 84. Le jury statue seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits ou délits de presse.

Art. 85. Les juges de paix et leurs suppléants, les juges de première instance et d'appel, les membres de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, sont nommés par le président de la République, d'après un ordre de candidature ou d'après des conditions qui seront réglés par les lois organiques.

Art. 86. Les magistrats du ministère public sont nommés par le président de la République.

Art. 87. Les juges de première instance et d'appel, les membres de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, sont nommés à vie.

Ils ne peuvent être révoqués ou suspendus que par un jugement, ni mis à la retraite que pour les causes et dans les formes déterminées par les lois.

Art. 88. Les conseils de guerre et de révision des armées de terre et de mer, les tribunaux maritimes, les tribunaux de commerce, les prud'hommes et autres tribunaux spéciaux, conservent leur organisation et leurs attributions actuelles jusqu'à ce qu'il y ait été dérogé par une loi.

**Art. 89.** Les conflits d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire seront réglés par un tribunal spécial de membres de la cour de cassation et des conseillers d'État, désignés tous les trois ans en nombre égal par leur corps respectif.

Ce tribunal sera présidé par le ministre de la justice.

**Art. 90.** Les recours pour incompétence et excès de pouvoirs contre les arrêts de la cour des comptes seront portés devant la juridiction des conflits.

**Art. 91.** Une haute cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale contre le président de la République ou les ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, que l'Assemblée nationale aura renvoyées devant elle.

Sauf le cas prévu par l'article 68, elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale, qui désigne la ville où la cour tiendra ses séances.

**Art. 92.** La haute cour est composée de cinq juges et de trente-six jurés.

Chaque année, dans les quinze premiers jours du mois de novembre, la cour de cassation nomme, parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, les juges de la haute cour, au nombre de cinq, et deux suppléants. Les cinq juges appelés à siéger feront choix de leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la République, et, en cas d'accusation du président ou des ministres, par l'Assemblée nationale.

Les jurés, au nombre de trente-six, et quatre jurés suppléants, sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements.

Les représentants du peuple n'en peuvent faire partie.

**Art. 93.** Lorsqu'un décret de l'Assemblée nationale a ordonné la formation de la haute cour de justice, et, dans le cas prévu par l'article 68, sur la réquisition du président ou de l'un des juges, le président de la cour d'appel, et, à défaut de la cour d'appel, le président du tribunal de première instance, du chef-lieu judiciaire du département, tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

**Art. 94.** Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort, par le président de la haute cour, parmi les membres du conseil général du département où siègera la cour.

**Art. 95.** Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable se-

ront condamnés à une amende de mille à dix mille francs, et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus.

Art. 96. L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation comme en matière ordinaire.

Art. 97. La déclaration du jury portant que l'accusé est coupable ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 98. Dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le ministre inculqué, soit devant la haute cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles.

Art. 99. L'Assemblée nationale et le président de la République peuvent, dans tous les cas, déférer l'examen des actes de tout fonctionnaire, autre que le président de la République, au conseil d'État, dont le rapport est rendu public.

Art. 100. Le président de la République n'est justiciable que de la haute cour de justice.

Il ne peut, à l'exception du cas prévu par l'article 68, être poursuivi que sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale, et pour crimes et délits qui seront déterminés par la loi.

## CHAPITRE IX

### DE LA FORCE PUBLIQUE

Art. 101. La force publique est instituée pour défendre l'État contre les ennemis du dehors, et pour assurer au dedans le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

Elle se compose de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer.

Art. 102. Tout Français, sauf les exceptions fixées par la loi, doit le service militaire et celui de la garde nationale.

La faculté pour chaque citoyen de se libérer du service militaire personnel sera réglée par la loi du recrutement.

Art. 103. L'organisation de la garde nationale et la constitution de l'armée seront réglées par la loi.

Art. 104. La force publique est essentiellement obéissante.

Nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 105. La force publique, employée pour maintenir l'ordre à l'intérieur, n'agit que sur la réquisition des autorités constituées, suivant les règles déterminées par le pouvoir législatif.

Art. 106. Une loi déterminera les cas dans lesquels l'état de siège

pourra être déclaré, et réglera les formes et les effets de cette mesure.

Art. 107. Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français sans le consentement préalable de l'Assemblée nationale.

## CHAPITRE X

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 108. La Légion d'honneur est maintenue; ses statuts seront révisés et mis en harmonie avec la Constitution.

Art. 109. Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français, et sera régi par des lois particulières jusqu'à ce qu'une loi spéciale les place sous le régime de la présente Constitution.

Art. 110. L'Assemblée nationale confie le dépôt de la présente Constitution, et des droits qu'elle consacre, à la garde et au patriotisme de tous les Français.

## CHAPITRE XI

### DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Art. 111. Lorsque, dans la dernière année d'une législature, l'Assemblée nationale aura émis le vœu que la Constitution soit modifiée en tout ou en partie, il sera procédé à cette révision de la manière suivante :

Le vœu exprimé par l'Assemblée ne sera converti en résolution définitive qu'après trois délibérations consécutives, prises chacune à un mois d'intervalle et aux trois quarts des suffrages exprimés. Le nombre des votants devra être de cinq cents au moins.

L'Assemblée de révision ne sera nommée que pour trois mois.

Elle ne devra s'occuper que de la révision pour laquelle elle aura été convoquée.

Néanmoins, elle pourra, en cas d'urgence, pourvoir aux nécessités législatives.

## CHAPITRE XII

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 112. Les dispositions des codes, lois et règlements existants,

qui ne sont pas contraires à la présente Constitution, et restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Art. 113. Toutes les autorités constituées par les lois actuelles demeurent en exercice jusqu'à la promulgation des lois organiques qui les concernent.

Art. 114. La loi d'organisation judiciaire déterminera le mode spécial de nomination pour la première composition des nouveaux tribunaux.

Art. 115. Après le vote de la Constitution, il sera procédé, par l'Assemblée nationale constituante, à la rédaction des lois organiques dont l'énumération sera déterminée par une loi spéciale.

Art. 116. Il sera procédé à la première élection du Président de la République conformément à la loi spéciale rendue par l'Assemblée nationale le 28 octobre 1848.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1848.

*Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,*

Signé : ARMAND MARRAST ; PEUPIN, LÉON ROBERT, LANDRIN,  
BÉRARD, ÉMILE PÉAN, F. DEGEORGE.

*Le Président de l'Assemblée nationale,*

Signé : ARMAND MARRAST.

**Constitution faite en vertu des pouvoirs délégués par le peuple français à Louis-Napoléon Bonaparte, par le vote des 20 et 21 décembre 1851.**

En date du 14 janvier 1852

Le président de la République :

Considérant que le Peuple français a été appelé à se prononcer sur la résolution suivante :

« Le Peuple veut le maintien de l'autorité de *Louis-Napoléon Bonaparte*, et lui donne les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution d'après les bases établies dans sa proclamation du 2 décembre : »

Considérant que les bases proposées à l'acceptation du peuple étaient :

- » 1° Un chef responsable nommé pour dix ans ;
- » 2° Des ministres dépendant du Pouvoir exécutif seul ;
- » 3° Un conseil d'État formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif ;



» 4° Un Corps législatif discutant et votant les lois, nommé par le  
» suffrage universel, sans scrutin de liste qui fausse l'élection ;

» 5° Une seconde assemblée formée de toutes les illustrations du  
» pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des  
» libertés publiques ; »

Considérant que le peuple a répondu affirmativement par sept millions cinq cent mille suffrages.

Promulgue la constitution dont la teneur suit :

## TITRE Ier

Art. 1<sup>er</sup>. La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français.

## TITRE II

### FORMES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 2 Le gouvernement de la République française est confié pour dix ans au prince *Louis-Napoléon Bonaparte*, président actuel de la République.

Art. 3. Le Président de la République gouverne au moyen des ministres, du Conseil d'État, du Sénat et du Corps législatif.

Art. 4. La puissance législative s'exerce collectivement par le président de la République, le Sénat et le Corps législatif.

## TITRE III

### DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Art. 5. Le président de la République est responsable devant le peuple français, auquel il a toujours le droit de faire appel.

Art. 6. Le président de la République est le chef de l'État ; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois, fait les règlements et décrets nécessaires pour l'exécution des lois.

Art. 7. La justice se rend en son nom.

Art. 8. Il a seul l'initiative des lois.

Art. 9. Il a le droit de faire grâce.

Art. 10. Il sanctionne et promulgue les lois et les sénatus-consultes.

Art. 11. Il présente, tous les ans, au Sénat et au Corps législatif, par un message, l'état des affaires de la République.

Art. 12. Il a le droit de déclarer l'état de siège dans un ou plusieurs départements, sauf à en référer au Sénat dans le plus bref délai.

Les conséquences de l'état de siège sont réglées par la loi.

Art. 13. Les ministres ne dépendent que du chef de l'État; ils ne sont responsables, que chacun en ce qui le concerne, des actes du gouvernement; il n'y a point de solidarité entre eux; ils ne peuvent être mis en accusation que par le Sénat.

Art. 14. Les ministres, les membres du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État, les officiers de terre et de mer, les magistrats et les fonctionnaires publics prêtent le serment ainsi conçu :

*« Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Président. »*

Art. 15. Un sénatus-consulte fixe la somme allouée annuellement au président de la République pour toute la durée de ses fonctions.

Art. 16. Si le président de la République meurt avant l'expiration de son mandat, le Sénat convoque la nation pour procéder à une nouvelle élection.

Art. 17. Le Chef de l'État a le droit, par un acte secret et déposé aux archives du Sénat, de désigner le nom du citoyen qu'il recommande, dans l'intérêt de la France, à la confiance du peuple et à ses suffrages.

Jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République, le président du Sénat gouverne avec le concours des ministres en fonctions, qui se forment en conseil du gouvernement, et délibèrent à la majorité des voix.

## TITRE IV

### DU SÉNAT

Art. 19. Le nombre des sénateurs ne pourra excéder cent cinquante : il est fixé, pour la première année, à quatre-vingts.

Art. 20. Le Sénat se compose.

1° Des cardinaux, des maréchaux, des amiraux :

2° Des citoyens que le président de la République juge convenable d'élever à la dignité de sénateur.

Art. 21. Les sénateurs sont inamovibles et à vie.

Art. 22. Les fonctions de sénateur sont gratuites; néanmoins le président de la République pourra accorder à des sénateurs, en raison de services rendus et de leur position de fortune, une dotation personnelle, qui ne pourra excéder trente mille francs par an.

Art. 23. Le président et les vice-présidents du Sénat sont nommés par le président de la République et choisis parmi les sénateurs.

Ils sont nommés pour un an.

Le traitement du président du Sénat est fixé par un décret.

Art. 24. Le président de la République convoque et proroge le Sénat. Il fixe la durée de ses sessions par un décret.

Les séances du Sénat ne sont pas publiques.

Art. 25. Le Sénat est le gardien du pacte fondamental et des libertés publiques. Aucune loi ne peut être promulguée avant de lui avoir été soumise.

Art. 26. Le Sénat s'oppose à la promulgation :

1° Des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'inamovibilité de la magistrature ;

2° De celles qui pourraient compromettre la défense du territoire.

Art. 27. Le Sénat règle par un sénatus-consulte :

1° La constitution des colonies et de l'Algérie ;

2° Tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche ;

3° Le sens des articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes interprétations.

Art. 28. Ces sénatus-consultes seront soumis à la sanction du président de la République et promulgués par lui.

Art. 29. Le Sénat maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le gouvernement, ou dénoncés, pour la même cause, par les pétitions des citoyens.

Art. 30. Le Sénat peut, dans un rapport adressé au président de la République, poser les bases des projets de loi d'un grand intérêt national.

Art. 31. Il peut également proposer des modifications à la Constitution. Si la proposition est adoptée par le pouvoir exécutif, il est statué par un sénatus-consulte.

Art. 32. Néanmoins, sera soumise au suffrage universel toute modification aux bases fondamentales de la Constitution, telles qu'elles ont été posées dans la proclamation du 2 décembre et adoptées par le peuple français.

Art. 33. En cas de dissolution du Corps législatif, et jusqu'à une nouvelle convocation, le Sénat, sur la proposition du président de la République, pourvoit, par des mesures d'urgence, à tout ce qui est nécessaire à la marche du gouvernement.

## TITRE V

## DU CORPS LÉGISLATIF

Art. 34. L'élection a pour base la population.

Art. 35. Il y aura un député au Corps législatif à raison de trente-cinq mille électeurs.

Art. 36. Les députés sont élus par le suffrage universel, sans scrutin de liste.

Art. 37. Ils ne reçoivent aucun traitement.

Art 38. Ils sont nommés pour six ans.

Art. 39. Le Corps législatif discute et vote les projets de loi et l'impôt.

Art. 40. Tout amendement adopté par la commission chargée d'examiner un projet de loi sera renvoyé, sans discussion, au Conseil d'État par le président du Corps législatif.

Si l'amendement n'est pas adopté par le Conseil d'État, il ne pourra pas être soumis à la délibération du Corps législatif.

Art. 41. Les sessions ordinaires du Corps législatif durent trois mois; ses séances sont publiques; mais la demande de cinq membres suffit pour qu'il se forme en comité secret.

Art. 42. Le compte rendu des séances du Corps législatif par les journaux ou tout autre moyen de publication ne consistera que dans la reproduction du procès-verbal dressé, à l'issue de chaque séance, par les soins du président du Corps législatif.

Art. 43. Le président et les vice-présidents du Corps législatif sont nommés par le président de la République pour un an; ils sont choisis parmi les députés. Le traitement du président du Corps législatif est fixé par un décret.

Art. 44. Les ministres ne peuvent être membres du Corps législatif.

Art. 45. Le droit de pétition s'exerce auprès du Sénat. Aucune pétition ne peut être adressée au Corps législatif.

Art. 46. Le président de la République convoque, ajourne, proroge et dissout le Corps législatif. En cas de dissolution, le président de la République doit en convoquer un nouveau dans le délai de six mois.

## TITRE VI

## DU CONSEIL D'ÉTAT

Art. 47. Le nombre des conseillers d'État en service ordinaire est de quarante à cinquante.

Art. 48. Les conseillers d'État sont nommés par le président de la République, et révocables par lui.

Art. 49. Le Conseil d'État est présidé par le président de la République, et, en son absence, par la personne qu'il désigne comme vice-président du Conseil d'État.

Art. 50. Le Conseil d'État est chargé, sous la direction du président de la République, de rédiger les projets de loi et les règlements d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière d'administration.

Art. 51. Il soutient, au nom du gouvernement, la discussion des projets de loi devant le Sénat et le Corps législatif.

Les conseillers d'État chargés de porter la parole au nom du gouvernement sont désignés par le président de la République.

Art. 52. Le traitement de chaque conseiller d'État est de vingt-cinq mille francs.

Art. 53. Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au Conseil d'État.

## TITRE VII

### DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Art. 54. Une haute cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, toutes personnes qui auront été renvoyées devant elle comme prévenues de crimes, attentats ou complots contre le président de la République, et contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret du président de la République.

Art. 55. Un sénatus-consulte déterminera l'organisation de cette haute cour.

## TITRE VIII

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES.

Art. 56. Les dispositions des codes, lois et règlements existants, qui ne sont pas contraires à la présente Constitution, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Art. 57. Une loi déterminera l'organisation municipale. Les maires seront nommés par le pouvoir exécutif, et pourront être pris hors du conseil municipal.



Art. 58. La présente Constitution sera en vigueur à dater du jour où les grands corps de l'État qu'elle organise seront constitués.

Les décrets rendus par le président de la République, à partir du 2 décembre jusqu'à cette époque, auront force de loi.

Fait au palais des Tuileries, le 14 janvier 1852.

*Signé* : LOUIS-NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, ministre de la justice,*

*Signé* : E. ROUHER.

---

### **Sénatus-consulte du 7 novembre 1852**

Substituant le gouvernement impérial au gouvernement républicain et modifiant les articles 2, 3, 4, 5, 6, 17, 18, 23, 24, 28, 30, 33, 43, 46, 48, 50, 51, 54, 58 de la constitution.

Art. 1<sup>er</sup>. La dignité impériale est rétablie.

Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur des Français, sous le nom de Napoléon III.

Art. 2. La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Art. 3. Louis-Napoléon Bonaparte, s'il n'a pas d'enfants mâles, peut adopter les enfants et descendants légitimes, dans la ligne masculine, des frères de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>.

Les formes d'adoption sont réglées par un sénatus-consulte.

Si, postérieurement à l'adoption, il survient à Louis-Napoléon des enfants mâles, ses fils adoptifs ne pourront être appelés à lui succéder qu'après ses descendants légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de Louis-Napoléon et à leur descendance.

Art. 4. Louis-Napoléon Bonaparte règle, par un décret organique adressé au Sénat et déposé dans ses archives, l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, pour le cas où il ne laisserait aucun héritier direct, légitime ou adoptif.

Art. 5. A défaut d'héritier légitime ou d'héritier adoptif de Louis-Napoléon Bonaparte, et des successeurs en ligne collatérale qui prendront leur droit dans le décret organique sus-mentionné, un sénatus-consulte, proposé au Sénat par les ministres formés en conseil de

gouvernement, avec l'adjonction des présidents en exercice du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État, et soumis à l'acceptation du peuple, nomme l'Empereur et règle dans sa famille l'ordre héréditaire de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Jusqu'au moment où l'élection du nouvel Empereur est consommée, les affaires de l'État sont gouvernées par les ministres en fonctions, qui se forment en conseil de gouvernement et délibèrent à la majorité des voix.

Art. 6. Les membres de la famille de Louis-Napoléon Bonaparte appelés éventuellement à l'hérédité, et leur descendance des deux sexes, font partie de la famille impériale. Un sénatus-consulte règle leur position. Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'Empereur. Leur mariage fait sans cette autorisation emporte privation de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants.

Néanmoins, s'il n'existe pas d'enfants de ce mariage, en cas de dissolution pour cause de décès, le prince qui l'aurait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

Louis-Napoléon Bonaparte fixe les titres et la condition des autres membres de sa famille.

L'Empereur a pleine autorité sur tous les membres de sa famille; il règle leurs devoirs et leurs obligations par des statuts qui ont force de loi.

Art. 7. La constitution du 14 janvier 1852 est maintenue dans toutes celles de ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent sénatus-consulte; il ne pourra y être apporté de modifications que dans les formes et par les moyens qu'elle a prévus.

Art. 8. La proposition suivante sera présentée à l'acceptation du peuple français dans les formes déterminées par les décrets des 2 et 4 décembre 1851.

« Le Peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale » dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans » sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit » de régler l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, » ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »

**Décret organique du 18 décembre 1852**

Qui règle, conformément à l'article 4 du Sénatus-consulte du 7 novembre 1852, l'ordre de succession au trône de la famille Bonaparte

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans le cas où nous ne laisserions aucun héritier direct, légitime ou adoptif.

Notre oncle bien-aimé Jérôme-Napoléon Bonaparte, et sa descendance directe, naturelle et légitime, provenant de son mariage avec la princesse Catherine de Wurtemberg, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes, sont appelés à nous succéder.

Art. 2. Le présent décret, revêtu du sceau de l'État, sera porté au Sénat par notre ministre d'État pour être déposé dans ses archives.

*Signé : NAPOLEON.*

---

**Sénatus-consulte du 25 décembre 1852**

Abrogeant les articles 2, 9, 11, 15, 16, 17, 18, 49, 22 et 37 de la constitution du 14 janvier 1852

Art. 1<sup>er</sup>. L'Empereur a le droit de faire grâce et d'accorder des amnisties.

Art. 2. L'Empereur préside, quand il le juge convenable, le Sénat et le Conseil d'État.

Art. 3. Les traités de commerce faits en vertu de l'article 6 de la Constitution ont force de loi pour les modifications de tarif qui y sont stipulées.

Art. 4. Tous les travaux d'utilité publique, notamment ceux désignés par l'article 10 de la loi du 21 avril 1832 et de l'article 3 de la loi du 3 mai 1841, toutes les entreprises d'intérêt général, sont ordonnés ou autorisés par décrets de l'Empereur.

Ces décrets sont rendus dans les formes prescrites pour les règlements d'administration publique.

Néanmoins, si ces travaux et entreprises ont pour condition des engagements ou des subsides du trésor, le crédit devra être accordé ou l'engagement ratifié par une loi avant la mise à exécution.

Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés pour le compte de l'État, et qui ne sont pas de nature à devenir l'objet de concessions, les crédits peuvent être ouverts, en cas d'urgence, suivant les formes prescrites

pour les crédits extraordinaires : ces crédits seront soumis au Corps législatif dans sa plus prochaine session.

Art. 5. Les dispositions du décret organique du 22 mars 1852 peuvent être modifiées par des décrets de l'Empereur.

Art. 6. Les membres de la famille impériale appelés éventuellement à l'hérédité et leurs descendants portent le titre de princes français.

Le fils aîné de l'Empereur porte le titre de prince impérial.

Art. 7. Les princes français sont membres du Sénat et du Conseil d'État quand ils ont atteint l'âge de dix-huit ans accomplis.

Ils ne peuvent y siéger qu'avec l'agrément de l'Empereur.

Art. 8. Les actes de l'état civil de la famille impériale sont reçus par le ministre d'État, et transmis, sur un ordre de l'Empereur, au Sénat, qui en ordonne la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

Art. 9. La dotation de la couronne et la liste civile de l'Empereur sont réglées, pour la durée de chaque règne, par un sénatus-consulte spécial.

Art. 10. Le nombre de sénateurs nommés directement par l'Empereur ne peut excéder cent cinquante.

Art. 11. Une dotation annuelle et viagère de trente mille francs est affectée à la dignité de sénateur.

Art. 12. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif, avec ses subdivisions administratives, par chapitres et par articles.

Il est voté par ministère.

La répartition par chapitres du crédit accordé pour chaque ministère est réglée par décret de l'Empereur, rendu en Conseil d'État.

Des décrets spéciaux, rendus dans la même forme, peuvent autoriser des virements d'un chapitre à un autre. Cette disposition est applicable au budget de l'année 1853.

Art. 13. Le compte rendu prescrit par l'article 42 de la Constitution est soumis, avant sa publication, à une commission composée du président du Corps législatif et des présidents de chaque bureau. En cas de partage d'opinions, la voix du président du Corps législatif est prépondérante.

Le procès-verbal de la séance, lu à l'assemblée, constate seulement les opérations et les votes du Corps législatif.

Art. 14. Les députés au Corps législatif reçoivent une indemnité qui est fixée à deux mille cinq cents francs par mois, pendant la durée de chaque session ordinaire ou extraordinaire.

Art. 15. Les officiers généraux placés dans le cadre de réserve peuvent être membres du Corps législatif. Ils sont réputés démissionnaires, s'ils sont employés activement, conformément à l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1852, et à l'article 3 de la loi du 4 août 1839.

Art. 16. Le serment prescrit par l'article 14 de la Constitution est ainsi conçu : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur. »

Art. 17. Les articles 2, 9, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 22 et 37 de la Constitution du 14 janvier 1852 sont abrogés.

### **Sénatus-consulte du 27 mai 1857**

Portant modification de l'art. 35 de la Constitution

Art. 1<sup>er</sup>. L'article 35 de la Constitution est modifié ainsi qu'il suit :

Il y aura un député au Corps législatif à raison de 35,000 électeurs; néanmoins il est attribué un député de plus à chacun des départements dans lesquels le nombre excédant des électeurs dépasse 17,500.

Art. 2. Un décret impérial réglera le tableau des députés à élire dans chaque département, en conformité du présent sénatus-consulte.

### **Décret impérial du 24 novembre 1860**

Concernant le Sénat et le Corps législatif, et portant création de ministres sans portefeuille

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le Sénat et le Corps législatif voteront tous les ans, à l'ouverture de la session, une adresse en réponse à notre discours.

Art. 2. L'adresse sera discutée en présence des commissaires du gouvernement, qui donneront aux Chambres toutes les explications nécessaires sur la politique intérieure et extérieure de l'Empire.

Art. 3. Afin de faciliter au Corps législatif l'expression de son opinion dans la confection des lois et l'exercice du droit d'amendement, l'article 54 de notre décret du 22 mars 1852 est remis en vigueur : et le règlement du Corps législatif est modifié de la manière suivante :

« Immédiatement après la distribution des projets de loi et au jour » fixé par le président, le Corps législatif, avant de nommer sa commission, se réunit en comité secret; une discussion sommaire est » ouverte sur le projet de loi, et les commissaires du gouvernement » y prennent part.



» La présente disposition n'est applicable ni aux projets de loi d'intérêt local ni dans le cas d'urgence. »

Art. 4. Dans le but de rendre plus prompte et plus complète la reproduction des débats du Sénat et du Corps législatif, le projet de sénatus-consulte suivant sera présenté au Sénat :

« Les comptes rendus des séances du Sénat et du Corps législatif, rédigés par des secrétaires-rédacteurs placés sous l'autorité du président de chaque assemblée, sont adressés chaque soir à tous les journaux. En outre, les débats de chaque séance sont reproduits par la sténographie et insérés *ex extenso* dans le journal officiel du lendemain. »

Art. 5. L'Empereur désignera des ministres sans portefeuille pour défendre devant les Chambres, de concert avec le président et les membres du Conseil d'État, les projets de loi du gouvernement.

Art. 6. Les ministres sans portefeuille ont le rang et le traitement des ministres en fonctions ; ils font partie du conseil des ministres et sont logés aux frais de l'État.

Art. 7. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

---

### **Sénatus-consulte du 2 février 1861**

Qui modifie l'article 42 de la Constitution

L'article 42 de la Constitution est modifié ainsi qu'il suit :

Les débats des séances du Sénat et du Corps législatif sont reproduits par la sténographie et insérés *ex extenso* dans le journal officiel du lendemain.

En outre, les comptes rendus de ces séances, rédigés par des secrétaires-rédacteurs placés sous l'autorité du président de chaque assemblée, sont mis, chaque soir, à la disposition de tous les journaux.

Le compte rendu des séances du Sénat et du Corps législatif par les journaux, ou tout autre moyen de publication, ne consistera que dans la reproduction des débats insérés *in extenso* dans le journal officiel, ou du compte rendu rédigé sous l'autorité du président, conformément aux paragraphes précédents.

Néanmoins, lorsque plusieurs projets ou pétitions auront été discutés dans une séance, il sera permis de ne reproduire que les débats relatifs à un seul de ces projets ou à une seule de ces pétitions. Dans ce cas, si la discussion se prolonge pendant plusieurs séances,

la publication devra être continuée jusqu'au vote et y compris le vote.

Le Sénat, sur la demande de cinq membres, pourra décider qu'il se forme en comité secret.

L'article 13 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 est abrogé en ce qu'il a de contraire au présent sénatus-consulte.

---

### **Sénatus-consulte du 31 décembre 1861**

Portant modification des articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852

Art. 1<sup>er</sup>. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif avec ses divisions en sections, chapitres et articles.

Le budget de chaque ministère est voté par sections, conformément à la nomenclature annexée au présent sénatus-consulte.

La répartition, par chapitres, des crédits accordés pour chaque section est réglée par décret de l'Empereur rendu en Conseil d'État.

Art. 2. Des décrets spéciaux, rendus dans la même forme, peuvent autoriser des virements d'un chapitre à un autre dans le budget de chaque ministère.

Art. 3. Il ne pourra être accordé de crédits supplémentaires ou de crédits extraordinaires qu'en vertu d'une loi.

Art. 4. Il n'est point dérogé aux dispositions des lois existantes en ce qui concerne les dépenses d'exercices clos restant à payer, les dépenses des départements, des communes et des services locaux, et les fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Art. 5. Les articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire au présent sénatus-consulte.

---

### **Sénatus-consulte du 18 juillet 1866**

Modificatif de la Constitution, et notamment des articles 40 et 44

Art. 1<sup>er</sup>. La Constitution ne peut être discutée par aucun pouvoir public autre que le Sénat procédant dans les formes qu'elle détermine.

Une pétition ayant pour objet une modification quelconque ou une interprétation de la Constitution ne peut être rapportée en séance

générale que si l'examen en a été autorisé par trois au moins des cinq bureaux du Sénat.

Art. 2. Est interdite toute discussion ayant pour objet la critique ou la modification de la Constitution, et publiée ou reproduite soit par la presse périodique, soit par des affiches, soit par des écrits non périodiques des dimensions déterminées par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 9 du décret du 17 février 1852.

Les pétitions ayant pour objet une modification ou une interprétation de la Constitution ne peuvent être rendues publiques que par la publication du compte rendu officiel de la séance dans laquelle elles ont été rapportées.

Toute infraction aux prescriptions du présent article constitue une contravention punie d'une amende de cinq cents à dix mille francs.

Art. 3. L'article 40 de la Constitution du 14 janvier 1852 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 40. Les amendements adoptés par la commission chargée d'examiner un projet de loi sont renvoyés au Conseil d'État par le président du Corps législatif.

» Les amendements non adoptés par la commission ou par le Conseil d'État peuvent être pris en considération par le Corps législatif et renvoyés à un nouvel examen de la commission.

» Si la commission ne propose pas de rédaction nouvelle, ou si celle qu'elle propose n'est pas adoptée par le Conseil d'État, le texte primitif du projet est seul mis en délibération. »

Art. 4. La disposition de l'article 41 de la Constitution du 14 janvier 1852, qui limite à trois mois la durée des sessions ordinaires du Corps législatif, est abrogée. Un décret de l'Empereur prononce la clôture de la session.

L'indemnité attribuée aux députés au Corps législatif est fixée à douze mille cinq cents francs pour chaque session ordinaire, quelle qu'en soit la durée.

En cas de session extraordinaire, l'indemnité continue à être réglée conformément à l'article 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.

### **Sénatus-Consulte du 14 mars 1867**

Modifiant l'article 26 de la Constitution

L'article 26 de la Constitution est modifié de la manière suivante :

« Art. 26. Le Sénat s'oppose à la promulgation :

» 1<sup>o</sup> Des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la

liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'inamovibilité de la magistrature;

» 2° De celles qui pourraient compromettre la défense du territoire.

» Le Sénat peut, en outre, avant de se prononcer sur la promulgation d'une loi, décider, par une résolution motivée, que cette loi sera soumise à une nouvelle délibération du Corps législatif.

» Cette nouvelle délibération n'aura lieu que dans une session suivante, à moins que le Sénat n'ait reconnu qu'il y a urgence.

» Lorsque, dans une seconde délibération, le Corps législatif a adopté la loi sans changements, le Sénat, saisi de nouveau, délibère uniquement sur la question de savoir s'il s'oppose ou non à la promulgation de la loi, conformément aux n°s 1 et 2 du présent article. »

### **Sénatus-Consulte du 8 septembre 1869**

Portant modification des articles 8 et 43, du deuxième paragraphe de l'article 24, des articles 26 et 40, du cinquième paragraphe de l'article 42, du premier paragraphe de l'article 43, de l'article 44 de la constitution, des articles 3 et 5 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 et de l'article 1<sup>er</sup> du Sénatus-Consulte du 31 décembre 1861.

Art. 1<sup>er</sup>. L'Empereur et le Corps législatif ont l'initiative des lois.

Art. 2. Les ministres ne dépendent que de l'Empereur.

Ils délibèrent en conseil sous sa présidence.

Ils sont responsables.

Ils ne peuvent être mis en accusation que par le Sénat.

Art. 3. Les ministres peuvent être membres du Sénat ou du Corps législatif.

Ils ont entrée dans l'une et l'autre assemblée et doivent être entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Art. 4. Les séances du Sénat sont publiques. La demande de cinq membres suffit pour qu'il se forme en comité secret.

Art. 5. Le Sénat peut, en indiquant les modifications dont une loi lui paraît susceptible, décider qu'elle sera renvoyée à une nouvelle délibération du Corps législatif.

Il peut, dans tous les cas, s'opposer à la promulgation de la loi.

La loi à la promulgation de laquelle le Sénat s'est opposé ne peut être présentée de nouveau au Corps législatif dans la même session.

Art. 6. A l'ouverture de chaque session, le Corps législatif nomme son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Il nomme ses questeurs.

Art. 7. Tout membre du Sénat ou du Corps législatif a le droit d'adresser une interpellation au gouvernement.

Des ordres du jour motivés peuvent être adoptés.

Le renvoi aux bureaux de l'ordre du jour motivé est de droit quand il est demandé par le gouvernement.

Les bureaux nomment une commission sur le rapport sommaire de laquelle l'Assemblée prononce.

Art. 8. Aucun amendement ne peut être mis en délibération s'il n'a été envoyé à la commission chargée d'examiner le projet de loi et communiqué au gouvernement.

Lorsque le gouvernement et la commission ne sont par d'accord, le Conseil d'État donne son avis et le Corps législatif prononce.

Art. 9. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif par chapitres et articles.

Le budget de chaque ministère est voté par chapitres, conformément à la nomenclature annexée au présent sénatus-consulte.

Art. 10. Les modifications apportées à l'avenir à des tarifs de douanes ou de postes par des traités internationaux ne seront obligatoires qu'en vertu d'une loi.

Art. 11. Les rapports constitutionnels actuellement établis entre le gouvernement de l'Empereur, le Sénat et le Corps législatif ne peuvent être modifiés que par un sénatus-consulte.

Les rapports réglementaires entre ces pouvoirs sont établis par décret impérial.

Le Sénat et le Corps législatif font leur règlement intérieur.

Art. 12. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent sénatus-consulte, et notamment les articles 8 et 13, le deuxième paragraphe de l'article 24, les articles 26 et 40, le cinquième paragraphe de l'article 42, le premier paragraphe de l'article 43, l'article 44 de la Constitution, les articles 3 et 5 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, l'article 1<sup>er</sup> du sénatus-consulte du 31 décembre 1861.

## NOMENCLATURE ANNEXÉE AU SÉNATUS-CONSULTE

Portant modification des articles 8, 13, 24 (§ 2), 26, 40, 42 (§ 5), 43 (§ 1), 44 de la Constitution, des articles 3 et 5 du Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852 et de l'article 1<sup>er</sup> du Sénatus-Consulte du 31 décembre 1861.

## BUDGET ORDINAIRE

### DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS

#### *Dettes consolidées.*

1. Rentes quatre et demi pour cent.
2. Rentes quatre pour cent.
3. Rentes trois pour cent.



*Capitaux remboursables à divers titres.*

4. Intérêts de capitaux de cautionnements.
5. Intérêts de la dette flottante du trésor.
6. Rachat des péages du Sund et des Belts. (*Convention du 28 septembre 1857.*)
7. Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées. (*Traité du 2 décembre 1856.*)

*Dette viagère.*

8. Rentes viagères d'ancienne origine.
9. Rentes viagères pour la vieillesse.
10. Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire. (*Loi du 17 juillet 1856.*)
11. Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.
12. Pensions civiles. (*Loi du 22 août 1790.*)
13. Pensions à titre de récompense nationale.
14. Pensions militaires.
15. Pensions ecclésiastiques.
16. Pensions de donataires dépossédés.
17. Pensions civiles. (*Loi du 9 juin 1853.*)
18. Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.
19. Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne.
20. Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (*Décret impérial du 18 décembre 1861.*)
21. Annuités à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (*Loi du 5 mai 1869.*)

*Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.*

22. Liste civile de l'Empereur.
23. Dotations des princes et princesses de la famille impériale.
24. Dotation du Sénat.
25. Dépenses administratives du Sénat.
26. Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.
27. Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.

## SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES

*Service de la justice.*

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Administration centrale. — Matériel.
3. Conseil privé. — Traitement des membres.
4. Traitement du ministre présidant le conseil d'État. — Personnel du conseil d'État.
5. Conseil d'État. — Matériel.
6. Conseil du sceau des titres.
7. Cour de cassation.
8. Cours impériales.
9. Cours d'assises.
10. Tribunaux de première instance.
11. Tribunaux de commerce.
12. Tribunaux de police.
13. Justices de paix.
14. Service de la justice française en Algérie.
15. Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais de statistiques.
16. Dépenses diverses. — Secours temporaires.
17. Dépenses des exercices périmés.
18. Dépenses des exercices clos.

*Imprimerie impériale.*

(Chapitre unique.)

*Service des cultes.*

1. Personnel des bureaux des cultes.
2. Matériel des bureaux des cultes.
3. Cardinaux, archevêques et évêques.
4. Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.
5. Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève.
6. Bourses des séminaires catholiques.
7. Pensions ecclésiastiques et secours personnels.
8. Secours annuels à divers établissements religieux.
9. Services intérieurs des édifices diocésains.
10. Entretien des édifices diocésains.

11. Secours pour travaux concernant les églises et presbytères.
12. Dépenses diverses et accidentelles; frais de passage.
13. Personnel des cultes protestants.
14. Subvention au directoire général de la confession d'Augsbourg.
15. Personnel du culte israélite.
16. Secours des édifices des cultes protestant et israélite.
17. Dépenses des exercices périmés.
18. Dépenses des exercices clos.

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

##### *Administration centrale.*

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Matériel de l'administration centrale.

##### *Traitements des agents du service extérieur.*

3. Traitements des agents politiques et consulaires.
4. Traitements des agents en inactivité.

##### *Dépenses variables.*

5. Frais d'établissement.
6. Frais de voyages et de courrier.
7. Frais de service.
8. Présents diplomatiques.
9. Indemnités et secours.
10. Dépenses secrètes.
11. Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.
12. Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.
13. Subvention accordée à l'émir *Abd-el-Kader* et frais accessoires de son séjour à Damas.
14. Subvention au fonds commun des chancelleries consulaires.
15. Dépenses des exercices périmés.
16. Dépenses des exercices clos.

##### *Chancelleries consulaires:*

(Chapitre unique.)

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

##### *Administration centrale.*

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Matériel et dépenses diverses des bureaux.

*Administration générale.*

3. Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.
4. Abonnements pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.
5. Inspections générales administratives.
6. Dépenses générales de la garde nationale.

*Service télégraphique.*

7. Personnel des lignes télégraphiques.
8. Matériel des lignes télégraphiques.

*Sûreté publique.*

9. Dépenses des commissariats de l'émigration.
10. Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie.
11. Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.
12. Frais de police de l'agglomération lyonnaise.
13. Dépenses secrètes de sûreté publique.

*Prisons.*

14. Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus.
15. Remboursement sur le produit du travail des condamnés.

*Subventions et secours.*

16. Fonds de subvention créé en faveur des départements par la loi du 18 juillet 1866.
17. Subventions aux établissements généraux de bienfaisance.
18. Secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance.
19. Secours personnels à divers titres; frais de rapatriement, etc.
20. Secours aux réfugiés étrangers.
21. Dépenses du matériel des cours impériales; frais d'occupation du palais de justice de Paris par la cour de cassation.
22. Subvention pour construction de ponts sur les chemins vicinaux.
23. Dépenses des exercices clos.
24. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.

## MINISTÈRE DES FINANCES.

*Service général.**Administration centrale des finances.*

- 28. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
- 29. Matériel de l'administration centrale.
- 30. Dépenses diverses.

*Monnaies et médailles.*

- 31. Personnel.
- 32. Matériel.
- 33. Dépenses diverses.

*Exercices clos et périmés.*

- 34. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
- 35. Dépenses des exercices clos.

*Cour des comptes.*

- 36. Personnel.
- 37. Matériel et dépenses diverses.

*Service de trésorerie.*

- 38. Frais de trésorerie.
- 39. Traitements et émoluments des trésoriers payeurs généraux et des receveurs des finances,

*Service spécial de la fabrication des monnaies et des médailles.*

(Chapitre unique.)

*Budget spécial de la caisse d'amortissement.*

- 1. Annuités diverses.
- 2. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.
- 3. Sommes à employer en rachat de rentes.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

*Dépenses du ministère de la guerre.*

- 1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
- 2. Matériel de l'administration centrale.
- 3. Dépôt général de la guerre.
- 4. États-majors.



5. Gendarmerie.
6. Solde et prestations en nature.
7. Habillement et campement.
8. Lits militaires.
9. Transports généraux.
10. Recrutement et réserve.
11. Garde nationale mobile.
12. Justice militaire.
13. Remonte générale et harnachement.
14. Établissement et matériel de l'artillerie.
15. Établissement et matériel du génie.
16. Écoles impériales militaires.
17. Invalides de la guerre.
18. Solde de non-activité, solde et traitement de réforme
19. Secours.
20. Dépenses secrètes.
21. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
22. Dépenses des exercices clos.

*Caisse de la dotation de l'armée.*

(Chapitre unique.)

*Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.*

1. Administration centrale. — Personnel.
2. Administration centrale. — Matériel.
3. Expositions, missions, établissements scientifiques, secours et récompenses.
4. Administration provinciale.
5. Prisons.
6. Service télégraphique.
7. Commandement et administration des populations arabes.
8. Services financiers.
9. Services maritime et sanitaire.
10. Colonisation.
11. Topographie.
12. Travaux publics.
13. Dépenses secrètes.
14. Dépenses des exercices périmés.
15. Dépenses des exercices clos.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES

*Service général.*

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale,
2. Matériel de l'administration centrale.



10. Institut impérial de France.
11. Académie de médecine.
12. Collège de France.
13. Muséum d'histoire naturelle.
14. Etablissements astronomiques.
15. Ecole des langues orientales vivantes; bibliothèque et musée d'Alger.
16. Ecole des chartes.
17. Ecole d'Athènes.
18. Bibliothèque impériale. (*Dépenses ordinaires.*)
19. Bibliothèque impériale. (*Confection de catalogues.*)
20. Bibliothèques publiques.
21. Sociétés savantes.
22. Subvention au Journal des savants.
23. Souscriptions scientifiques et littéraires.
24. Encouragements aux savants et gens de lettres.
25. Voyages et missions scientifiques.
26. Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France.
27. Frais généraux de l'instruction secondaire.
28. Lycées impériaux et collèges communaux.
29. Bourses impériales et dégrèvements.
30. Inspection des écoles primaires.
31. Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds généraux de l'Etat.
32. Dépenses des exercices clos.
33. Dépenses des exercices périmés.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.
3. Frais généraux, secours, etc.
4. Écoles impériales vétérinaires.
5. Encouragements à l'agriculture et au drainage; enseignement professionnel.
6. Conservatoire et écoles des arts et métiers.
7. Encouragements aux manufactures et au commerce.
8. Subvention à la caisse d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868.
9. Encouragements aux pêches maritimes.
10. Poids et mesures.

11. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État ; subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.
12. Établissements et service sanitaires.
13. Visite annuelle des pharmacies, drogueries, etc.
14. Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.
15. Dépenses d'exercices clos.
16. Dépenses d'exercices périmés non frappées de déchéance.

*École centrale des arts et manufactures.*

(Chapitre unique.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.
3. Personnel du corps des ponts et chaussées.
4. Personnel des sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées.
5. Personnel du corps des mines ; enseignement et écoles.
6. Personnel des gardes-mines.
7. Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.
8. Personnel des agents attachés à la surveillance de la pêche fluviale.
9. Frais généraux, secours, etc.
10. Établissements thermaux appartenant à l'État.
11. Routes et ponts. (*Travaux ordinaires.*)
12. Navigation intérieure. (Rivières.) (*Travaux ordinaires.*)
13. Navigation intérieure. (Canaux.) (*Travaux ordinaires.*)
14. Ports maritimes, phares et fanaux. (*Travaux ordinaires.*)
15. Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.
16. Subventions applicables aux travaux à exécuter par voie de concession de péage et au rachat de concessions.
17. Matériel des mines.
18. Annuités aux compagnies concessionnaires de chemin de fer.
19. Dépenses d'exercices clos.
20. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS

1. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
2. Matériel de l'administration centrale.
3. Personnel des archives de l'Empire.

4. Matériel des archives de l'Empire.
5. Asile de Saverne. (*Service intérieur.*)
6. Établissements des beaux-arts.
7. Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics.
8. Fête du 15 août.
9. Exposition des œuvres des artistes vivants.
10. Théâtres impériaux, subventions, etc.
11. Souscriptions.
12. Encouragements et secours aux auteurs dramatiques, aux artistes, etc.
13. Monuments historiques.
14. Personnel des bâtiments civils.
15. Entretien des bâtiments civils.
16. Constructions et grosses réparations.
17. Haras et dépôts d'étalons.
18. Remonte des haras et encouragements.
19. Dépenses des exercices périmés.
20. Dépenses des exercices clos.

*Légion d'honneur.*

(Chapitre unique.)

## FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS

### MINISTÈRE DES FINANCES

#### *Administration des contributions directes.*

§ 1<sup>er</sup>. — *Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.*

40. Personnel.
41. Dépenses diverses.

#### § 2. — *Cadastre.*

42. Frais d'arpentage et d'expertise. — Dépenses à la charge du budget de l'État.
43. Frais de mutations cadastrales.



§ 3. — *Frais de perception des contributions directes et autres taxes.*

- 44. Remises aux percepteurs, indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires.
- 45. Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE

*Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements*

- 46. Personnel.
- 47. Matériel.
- 48. Dépenses diverses.

ADMINISTRATION DES FORÊTS.

*Service administratif et de surveillance dans les départements.*

- 49. Personnel.
- 50. Matériel.
- 51. Dépenses diverses.

ADMINISTRATION DES DOUANES

*Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements*

- 52. Personnel.
- 53. Matériel.
- 54. Dépenses diverses.
- 55. Dépenses du service des douanes en Algérie.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

*Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements.*

- 56. Personnel.
- 57. Matériel.
- 58. Dépenses diverses.
- 59. Avances recouvrables.

ADMINISTRATION DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT (TABACS ET POUDRES A FEU.)

*Frais de régie et d'exploitation dans les départements.*

- 60. Personnel.
- 61. Matériel.
- 62. Dépenses diverses.
- 63. Avances recouvrables.

- 64. Achats et transports.
- 65. Dépenses du service des tabacs en Algérie.

## ADMINISTRATION DES POSTES

*Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements.*

- 66. Personnel.
- 67. Matériel.
- 68. Dépenses diverses.
- 69. Subventions.

*Remboursement et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.*

- 70. Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes perçues en vertu de rôles.
- 71. Remboursements sur produits indirects et divers.
- 72. Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.
- 73. Primes à l'exportation de marchandises.
- 74. Escomptes sur divers droits.

## BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Service départemental.*

- 1. Dépenses ordinaires.
- 2. Dépenses extraordinaires.

*Service du Journal officiel.*

- 3. Frais de rédaction et d'administration du Journal officiel.

## MINISTÈRE DES FINANCES

*Contributions directes, taxes perçues en vertu de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires départementales et communales.*

- 1. Rôles spéciaux. — Impression et confection.
- 2. Avertissements. — Impression et expédition.
- 3. Frais de distribution du premier avertissement.
- 4. Frais d'arpentage et d'expertise. (*Cadastre.*)
- 5. Restitutions de non-valeurs. (*Contributions directes.*)

## MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

*Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.*

1. Administration centrale.
2. Colonisation et topographie.
3. Travaux publics.

## MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux.
2. Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

1. Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.
2. Frais de surveillance des sociétés et établissements divers.

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

1. Contrôle et surveillance des chemins de fer concédés.
2. Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.

---

F. AMYOT.

# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1870

---

#### TROISIÈME PARTIE.

---

#### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

#### PRUSSE, ZOLLVEREIN. — CHINE.

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé  
à Tientsin, le 2 septembre 1861.**

S. M. le roi de Prusse, agissant tant en son nom qu'au nom des autres membres de l'association des douanes et de commerce allemande, savoir :

La couronne de Bavière, la couronne de Saxe, la couronne de Hanovre, la couronne de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse, le duché de

Brunswick, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Luxembourg, le grand-duché de Saxe, les duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Cobourg et Gotha, le duché de Nassau, les principautés de Waldeck et Pyrmont, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la principauté de Lippe, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss ligne aînée, et de Reuss ligne cadette, la ville libre de Francfort, le grand-baillage de Meisenheim, du landgraviat de Hesse et le baillage de Hombourg du landgraviat de Hesse, ainsi que les grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strélitz et les sénats des villes hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part; et

S. M. l'empereur de Chine, d'autre part, sincèrement désireux d'établir des rapports d'amitié entre les susdits Etats et la Chine, ont voulu les consolider par un traité d'amitié, de commerce et de navigation, réciproquement avantageux et utile aux sujets des hautes puissances contractantes; à cet effet ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi de Prusse, son chambellan le sieur Frédéric-Albert comte d'*Eulenburg*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de la troisième classe avec le nœud, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, etc.; et

S. M. l'empereur de Chine, *Tchong-Luen*, membre assistant du ministère des affaires étrangères de Pékin, directeur général des greniers publics et commissaire impérial; *Tchong-Heou*, sous-secrétaire d'Etat honoraire, surintendant des trois ports du Nord et commissaire impérial adjoint, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants.

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre les Etats contractants. Leurs sujets jouiront dans les Etats respectifs des uns et des autres d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2. S. M. le roi de Prusse pourra, si bon lui semble, accréditer un agent diplomatique près la cour de Pékin, et S. M. l'empereur de la Chine pourra de même, si bon lui semble, accréditer un agent diplomatique près la cour de Berlin.

L'agent diplomatique accrédité par S. M. le roi de Prusse aura le droit de représenter diplomatiquement les autres Etats allemands contractants qui, d'après le présent traité, n'ont pas le droit de se faire représenter près la cour de Pékin par un agent diplomatique spécial.



S. M. l'empereur de Chine consent à ce que l'agent diplomatique accrédité par S. M. le roi de Prusse, ainsi que sa famille et les gens de sa maison, résident à demeure fixe à Pékin, ou s'y rendent éventuellement, au choix du gouvernement prussien.

Art. 3. Les agents diplomatiques de Prusse et de Chine jouiront réciproquement, dans le lieu de leur résidence, des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens; leur personne, leur famille, leur maison et leur correspondance seront inviolables. Ils ne pourront pas être restreints dans le choix ni dans l'emploi de leurs employés, courriers, interprètes, serviteurs, etc.

Les dépenses de toute espèce qu'occasionneront les missions diplomatiques seront supportées par les gouvernements respectifs.

Les autorités chinoises donneront à l'agent diplomatique de Prusse toutes les facilités possibles pour louer un emplacement et une maison convenable à la capitale, quand il devra y établir sa résidence.

Art. 4. Les États allemands contractants pourront nommer en Chine un consul général, et dans les ports et villes ouverts, où leurs intérêts l'exigeront, un consul, vice-consul ou agent-consulaire, chargés de traiter les affaires de leurs nationaux.

Ces agents seront traités par les autorités chinoises avec la considération et les égards qui leur sont dus, et ils jouiront des mêmes privilèges et prérogatives que les agents-consulaires de la nation la plus favorisée.

En cas d'absence de l'agent consulaire allemand, les sujets des États allemands contractants auront la faculté de s'adresser au consul d'une puissance amie ou, en cas d'urgence, au chef de la douane, qui avisera au moyen de leur assurer tous les bénéfices du présent traité.

Art. 5. Les communications officielles de l'agent diplomatique prussien ou des autorités consulaires des États allemands contractants avec les autorités chinoises seront écrites en allemand. Jusqu'à disposition ultérieure, elles seront accompagnées d'une traduction chinoise, mais il est expressément entendu que, en cas de dissidence dans l'interprétation à donner au texte allemand et au texte chinois, les gouvernements allemands prendront pour exact le sens exprimé dans le texte allemand.

De même les communications officielles des autorités chinoises avec le ministre ou les consuls de la Prusse et des États allemands contractants seront écrites en chinois, et pour elles le texte chinois fera foi. Il est bien entendu que les traductions ne feront foi en aucun cas.

Quant au présent traité, il sera expédié en langue allemande, chinoise et française, dans le but d'éviter toute discussion ultérieure et

par la raison que la langue française est connue de tous les diplomates de l'Europe. Toutes ces expéditions ont le même sens et la même signification, mais le texte français sera considéré comme le texte original du traité, de façon que s'il y avait quelque part une interprétation différente du texte allemand et du texte chinois, l'expédition française fera foi.

Art. 6. Les sujets des Etats allemands contractants pourront s'établir avec leurs familles, circuler librement et se livrer au commerce ou à leur industrie dans les ports et villes de Canton, Swatau (Teheou-Tcheou), Amoi, Foutcheou, Ningpo, Changhai, Tongtcheou, Tientsin, Nicou-tehoang, Tchin-Kiang, Kue-Kiang, Hankau, puis de Hiong-teheou dans l'île de Hainan, et de Tai-wan et Tan-choui dans l'île de Formose. Ils pourront circuler librement d'un port à l'autre avec leurs navires et leurs marchandises, y acheter ou louer des maisons, affermer des terrains et bâtir des églises, des cimetières et des hôpitaux.

Art. 7. Les navires de commerce des Etats Allemands contractants ne pourront visiter d'autres ports, que ceux qui ont été déclarés ouverts par le présent traité. Il leur est défendu de visiter d'autres ports ou de faire un commerce clandestin sur la côte. Les navires qui seraient surpris en contravention avec cette disposition seront, ainsi que leurs cargaisons, passibles de la confiscation.

Art. 8. Les sujets des Etats allemands contractants pourront se promener dans le voisinage des ports ouverts au commerce à une distance de 100 lis et pour un temps ne dépassant pas 5 jours.

Quant à ceux qui désireraient se rendre dans l'intérieur de l'empire, ils devraient être munis de passe-ports délivrés par les autorités diplomatiques ou consulaires et visés par les autorités locales chinoises. Le passe-port devra être exhibé à toute réquisition.

Dans le cas où les voyageurs ou commerçants des Etats allemands contractants auraient perdu leurs passe-ports, il serait loisible aux autorités locales de les retenir jusqu'à ce qu'ils aient pu se procurer de nouveaux passe-ports, ou de les faire reconduire au consulat le plus voisin sans les maltraiter en aucune façon ni permettre qu'ils le soient.

Il est bien entendu qu'on ne délivrera aucun passe-port pour les lieux occupés par les rebelles, on attendra pour le faire que ces lieux soient entièrement pacifiés.

Art. 9. Les sujets des Etats allemands contractants pourront choisir librement et à prix débattu entre les parties, des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques de toutes les parties de la Chine, et de même ils pourront louer des embarcations pour le transport des personnes et des marchandises. Ils

pourront également apprendre la langue ou les dialectes du pays à l'aide de Chinois et leur enseigner des langues étrangères. On ne mettra aucun obstacle à la vente de livres allemands et à l'achat de livres chinois.

Art. 10. Ceux qui suivent et enseignent la religion chrétienne jouiront en Chine d'une pleine et entière protection pour leurs personnes, leurs propriétés et l'exercice de leur culte.

Art. 11. Lorsqu'un bâtiment d'un des Etats allemands contractants arrivera dans les eaux de l'un des ports ouverts au commerce étranger, il aura la faculté d'engager tel pilote qui lui conviendra pour se faire conduire dans le port. De même, quand, après avoir acquitté toutes les charges légales, il sera prêt à mettre à la voile, il pourra prendre un pilote à son choix pour le sortir du port.

Art. 12. Dès qu'un navire de commerce, appartenant à un des Etats allemands contractants, sera arrivé dans un port, le chef de la douane délèguera, si bon lui semble, un ou plusieurs préposés pour surveiller le navire et empêcher qu'il ne se pratique aucune fraude. Ces préposés pourront, selon leurs convenances, rester dans leur propre bateau ou se tenir à bord du bâtiment.

Les frais de leur solde, de leur nourriture et de leur entretien seront à la charge de la douane chinoise et il ne pourront exiger aucune indemnité ou rétribution quelconqué des capitaines ou des consignataires. Toute contravention à cette disposition entraînera une punition proportionnelle au montant de l'exaction, laquelle sera en outre intégralement restituée.

Art. 13. Dans les 24 heures qui suivront l'arrivée du navire de commerce, le capitaine, s'il n'est dûment empêché, et, à son défaut, le subrécargue ou le consignataire, devra se rendre au consulat et y déposer ses papiers de bord et une copie du manifeste.

Dans les 24 heures suivantes, le consul enverra au chef de la douane une note indiquant le nom du navire, le rôle d'équipage, le tonnage et la nature de son chargement.

Si, par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pas pu être accomplie dans les 48 heures, le capitaine sera passible d'une amende de 50 piastres par jour de retard; ladite amende, toutefois, ne pourra dépasser la somme de 200 piastres.

Aussitôt après la réception de la note sus-mentionnée, le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'en avoir le permis, avait ouvert la cale et commencé à décharger, il pourrait être condamné à une amende de 500 piastres au plus, et les marchandises débarquées pourraient être saisies.

Art. 14. Toutes les fois qu'un négociant d'un des Etats allemands contractants aura des marchandises à embarquer ou à débarquer, il

devra d'abord en demander l'autorisation au chef de la douane. Les marchandises embarquées ou débarquées sans cette autorisation seront passibles de confiscation.

Art. 15. Les sujets des États allemands contractants paieront, sur toutes les marchandises qu'ils importeront dans les ports ouverts au commerce étranger ou qu'ils en exporteront, les droits qui sont mentionnés dans le tarif annexé au présent traité; mais en aucun cas on ne pourra exiger d'eux d'autres droits ou des droits plus élevés que ceux exigés à présent ou à l'avenir des sujets de la nation la plus favorisée.

Les règlements commerciaux annexés au présent traité seront regardés comme partie intégrante de ce traité, et par conséquent comme obligatoires pour les hautes parties contractantes.

Art. 16. En ce qui concerne les marchandises qui, d'après le tarif, sont sujettes à un droit *ad valorem*, si le négociant ne peut tomber d'accord avec l'employé chinois sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants qui seront chargés d'examiner les marchandises. Le prix le plus élevé auquel un de ces marchands déclarerait vouloir les prendre sera réputé constituer la valeur réelle desdites marchandises.

Art. 17. Les droits seront prélevés sur le poids net; on déduira en conséquence la tare. Si le négociant allemand ne peut s'entendre avec l'employé chinois sur la fixation de la tare, chaque partie choisira un certain nombre de caisses et de ballots parmi les colis, objets du litige. Ils seront d'abord pesés brut, puis tarés. La tare moyenne des colis pesés servira de tare pour tous les autres.

Art. 18. Si, pendant le cours de la vérification, il s'élève quelque difficulté sur d'autres points qui ne puisse être résolue, le négociant allemand pourra réclamer l'intervention de l'agent consulaire. Celui-ci portera sur-le-champ l'objet de la contestation à la connaissance du chef de la douane, et tous deux s'efforceront d'amener un arrangement amiable. Mais le temps dans lequel cette réclamation pourra être adressée au consul sera de 24 heures; sinon il n'y sera pas donné suite.

Tant que la contestation restera pendante, le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur ses livres, pour ne pas empiéter de cette manière sur l'examen approfondi et la solution de l'affaire.

Art. 19. Sur toutes les marchandises importées qui auraient éprouvé des avaries, aura lieu une réduction de droits proportionnée à leur dépréciation. Cette réduction sera déterminée équitablement; mais si des contestations s'élèvent, elles seront terminées ainsi qu'il a été stipulé dans l'article 16 pour les marchandises taxées *ad valorem*.

Art. 20. Tout bâtiment d'un des États allemands contractants entr



dans un port chinois pourra, quand la cale n'a pas encore été ouverte, le quitter dans les 48 heures après son arrivée et se rendre dans un autre port, sans avoir à payer ni droits de tonnage ni droits de douane, et sans être sujet au paiement de quelque autre droit. Les 48 heures écoulées il devra payer les droits de tonnage.

Art. 21. Les droits d'importation seront acquittés lors du débarquement des marchandises et des droits d'exportation lors de leur embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dus par le bâtiment et la cargaison auront été intégralement acquittés, le chef de la douane délivrera une quittance générale sur l'exhibition de laquelle l'agent consulaire rendra ses papiers de bord au capitaine et lui permettra de mettre à la voile.

Art. 22. Le chef de la douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir les droits dus pour le compte du gouvernement. Les récépissés de ces maisons de change seront réputés délivrés par le gouvernement chinois. Les paiements pourront s'opérer en lingots ou en monnaies étrangères, dont le rapport avec l'argent syéc sera déterminé, suivant les circonstances, de commun accord entre l'agent consulaire allemand et le chef de la douane.

Art. 23. Tout bâtiment de commerce des États allemands contractants jaugeant plus de 150 tonneaux paiera les droits de tonnage à raison de 4 maces par tonneau, et tout navire jaugeant 150 tonneaux et moins paiera à raison de 1 mace par tonneau.

Lors du paiement du droit précité, le chef de la douane délivrera au capitaine ou au consignataire un certificat, sur l'exhibition duquel aux autorités douanières de tout autre port chinois, où il conviendrait au capitaine de se rendre, on ne lui demandera plus de droits de tonnage durant 4 mois à partir de la date de la quittance générale mentionnée à l'article 21.

Sont exemptes des droits de tonnage les embarcations employées par les sujets des États allemands contractants au transport de passagers, bagages, lettres, comestibles et de tous objets non sujets aux droits. Si lesdites embarcations transportaient en outre des marchandises sujettes aux droits, elles resteraient dans la catégorie des navires jaugeant moins de 150 tonneaux et paieraient un droit de tonnage de 1 mace par tonneau.

Art. 24. Les marchandises qui auront acquitté dans un port chinois les droits de douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur du pays sans avoir à subir aucune autre charge que le paiement des droits de transit. Ces droits seront perçus suivant le taux actuellement en vigueur et ne seront susceptibles d'aucune



augmentation future. Il en sera de même des marchandises transportées de l'intérieur du pays à un port.

Les droits de transit afférents aux produits transportés de l'intérieur à un port et aux marchandises transportées d'un port à l'intérieur, pourront être acquittés par un seul paiement.

Si des fonctionnaires chinois, contrairement à la teneur du présent article, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de la Chine.

Art. 25. Le capitaine d'un navire appartenant à un des États allemands contractants, qui sera entré dans un port chinois et qui voudra n'y décharger qu'une partie de la cargaison, ne payera les droits de douane que pour la partie débarquée. Il pourra transporter le reste de la cargaison dans un autre port, l'y vendre et y acquitter les droits.

Art. 26. Dans le cas où des négociants d'un des États allemands contractants, après avoir acquitté dans un port chinois les droits sur des marchandises importées, voudraient les réexporter, ils en préviendraient le chef de la douane, afin de faire constater par celui-ci l'identité de la marchandise et l'intégrité des colis.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un autre port chinois, le chef de la douane remettra aux marchands qui désireraient les réexporter une déclaration, attestant que les droits afférents auxdites marchandises ont été acquittés.

En vertu de cette déclaration, le chef de la douane du port chinois auquel on transportera les dites marchandises délivrera un permis de débarquement en franchise de droits, sans en exiger de taxes ni de surcharges supplémentaires. Mais si en comparant les marchandises avec la déclaration on découvrirait de la fraude, les marchandises passées en fraude seraient passibles de la confiscation.

Si les marchandises étaient destinées à être réexportées dans un port hors de la Chine, le chef de la douane du port de réexportation délivrera un certificat, constatant que le négociant qui réexporte les marchandises a une créance sur la douane, équivalente au montant des droits déjà payés sur ces marchandises. Ledit certificat sera reçu en paiement par la douane pour sa valeur entière comme de l'argent comptant toutes les fois qu'il s'agira d'acquitter les droits d'importation ou d'exportation.

Art. 27. Aucun transbordement de marchandises ne pourra avoir lieu sans permis spécial du chef de la douane. Sauf le cas de péril en la demeure, toutes marchandises qui auraient été transbordées sans permission seraient confisquées.

Art. 28. Dans chacun des ports ouverts au commerce étranger, le chef de la douane déposera chez l'agent consulaire un assortiment des

poids et des mesures en usage à la douane de Canton, ainsi que des balances légales pour peser les marchandises et l'argent. Ces mesures, poids et balances normales formeront la base de toutes les liquidations de droits et de tous les payements, et on y aura recours en cas de contestation.

Art. 29. Toutes les amendes et confiscations prononcées pour des contraventions au présent traité ou aux règlements commerciaux y annexés, appartiendront au gouvernement chinois.

Art. 30. Tout bâtiment de guerre des États allemands contractants, croisant pour la protection du commerce ou lancé à la poursuite des pirates, sera libre de visiter tous les ports chinois sans exception.

On leur donnera toutes les facilités de se ravitailler, de s'approvisionner d'eau et, en cas de besoin, de faire des réparations, et on ne leur opposera aucun obstacle. Les commandants de ces bâtiments communiqueront avec les autorités chinoises sur le pied d'égalité et de politesse, et les bâtiments seront exempts de toute espèce d'impôts.

Art. 31. Si un navire de commerce, appartenant à un des États allemands contractants, était contraint, par suite d'avaries ou pour d'autres causes, de chercher refuge dans un port, il pourra entrer dans tout port chinois sans exception, sans être sujet au paiement de droits de tonnage. De même il n'y aura point de droits de douane à acquitter sur les marchandises qu'il aura à bord, pourvu que celles-ci ne soient déchargées qu'à cause de la réparation du navire et qu'elles restent sous la surveillance du chef de la douane. Si un tel navire venait à échouer ou se perdre, les autorités chinoises prendraient sur-le-champ des mesures pour le sauvetage de l'équipage et la préservation du navire et de sa cargaison. L'équipage sauvé sera bien traité et, en cas de besoin, pourvu de moyens pour arriver à la station consulaire la plus proche.

Art. 32. S'il arrive que des matelots ou d'autres individus désertent des bâtiments de guerre ou s'évadent des navires de commerce d'un des États allemands contractants, l'autorité chinoise, sur la réquisition de l'agent consulaire ou, à son défaut, du capitaine, prendra les mesures nécessaires pour découvrir le déserteur ou fugitif et le restituer sur-le-champ entre les mains de l'agent consulaire ou du capitaine.

Pareillement, si des Chinois déserteurs ou prévenus de quelque crime, vont se réfugier dans des maisons ou à bord d'un navire appartenant à des sujets allemands, l'autorité locale s'adressera à l'agent consulaire allemand qui prendra immédiatement les mesures nécessaires pour que leur extradition soit effectuée.

Art. 33. Dans le cas où des navires appartenant à un des États allemands contractants seraient pillés par des pirates dans des parages

dépendants de la Chine, il sera du devoir des autorités chinoises de ne rien négliger pour que les voleurs soient arrêtés et punis. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et dans quelque état qu'elles se trouvent, seront déposées entre les mains de l'agent consulaire qui les fera remettre aux ayants-droit. Si l'on ne peut s'emparer des coupables, ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires chinois subiront la peine infligée par la loi en pareille circonstance, mais ils ne sauraient être rendus pécuniairement responsables.

Art. 34. Toutes les fois qu'un sujet d'un des États allemands contractants voudra recourir à l'autorité chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise à l'agent consulaire qui, suivant qu'il la trouvera raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite ou la rendra, afin d'être modifiée.

Les Chinois de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'autorité chinoise, laquelle agira de la même manière.

Art. 35. Lorsqu'un sujet des États allemands contractant aura quelque motif de plainte contre un Chinois, il devra d'abord se rendre chez l'agent consulaire et lui exposer ses griefs. L'agent consulaire, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un sujet d'un des États allemands contractants, l'agent consulaire écoutera sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement à l'amiable. Mais si dans l'un ou l'autre cas la chose était impossible, l'agent consulaire requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent, et tous deux conjointement statueront suivant l'équité.

Art. 36. Les autorités chinoises accorderont toujours la plus complète protection aux personnes et à la propriété des sujets allemands, et particulièrement, lorsque ceux-ci seraient l'objet de quelque insulte ou violence. Dans tous les cas d'incendie, de pillage ou de destruction, les autorités locales enverront en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables et les livrer à toute la sévérité des lois, le tout sans préjudice des poursuites à exercer, par qui de droit, contre les coupables quels qu'ils soient pour indemnisation des pertes éprouvées.

Art. 37. Si un sujet chinois, débiteur d'un sujet des États allemands contractants, manquait à payer ses dettes ou s'éloignait frauduleusement, l'autorité chinoise, sur la requête du créancier, ne négligera aucun moyen pour arrêter le fugitif et contraindre le débiteur à payer sa dette.

De même les autorités allemandes feront tout leur possible pour forcer les sujets allemands à acquitter leurs dettes envers des sujets chinois, et pour les faire comparaître en justice, si ils se sont éloignés

fraudemment. Mais en aucun cas ni le gouvernement chinois ni les gouvernements des États allemands contractants ne sauraient être rendus responsables des dettes de leurs sujets.

Art. 38. Les sujets chinois qui se rendront coupables d'une action criminelle contre un sujet d'un des États allemands contractants, seront arrêtés par les autorités chinoises et punis suivant les lois de la Chine.

Les sujets d'un des États allemands contractants, qui commettraient un crime contre un sujet chinois, seront arrêtés par l'agent consulaire et punis suivant les lois de l'État auquel ils appartiennent.

Art. 39. Toutes les contestations de droits, soit de personne soit de propriété, qui pourraient s'élever entre des sujets des États allemands contractants, relèveront de la juridiction des autorités de ces États. En cas de différends survenus entre des sujets des États allemands contractants et des étrangers, l'autorité chinoise n'aura point à s'en mêler.

Art. 40. Il est convenu entre les parties contractantes, qu'il sera accordé aux États allemands et à leurs sujets participation pleine et égale à tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été accordés ou seront concédés dorénavant par S. M. l'Empereur de Chine au gouvernement ou aux sujets d'une autre nation quelconque. En particulier tous les changements apportés en faveur d'une autre nation quelconque au tarif ou aux dispositions concernant les droits de douane, de tonnage et de port, d'importation, d'exportation et de transit, seront immédiatement applicables au commerce des États allemands contractants, ainsi qu'à leurs marchands, armateurs et capitaines par le seul fait de leur mise à exécution et sans qu'il faille un nouveau traité.

Art. 41. Si dorénavant les États allemands contractants jugeaient convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent traité, ils seront libres d'ouvrir à cet effet des négociations après un intervalle de dix années révolues à partir du jour de l'échange des ratifications, mais il faut que six mois avant l'expiration des dix années ils fassent connaître officiellement au gouvernement chinois leur intention d'apporter des modifications, et en quoi elles consisteront. A défaut de cette annonce officielle, le traité restera en vigueur sans changement pour un nouveau terme de dix années.

Art. 42. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées dans l'intervalle d'un an à partir du jour de la signature ou à Changhaï ou à Tientsin, au choix du gouvernement de Prusse. Aussitôt que l'échange aura eu lieu, le gouvernement chinois portera le traité à la connaissance de toutes les autorités supérieures de l'em-



pire, dans les provinces et dans la capitale, afin qu'elles s'y conforment.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs des hautes parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quatre expéditions à Tientsin, le 2 septembre de l'an de grâce 1861, correspondant au 28<sup>e</sup> jour de la 7<sup>e</sup> lune de la 11<sup>e</sup> année de Hien-Foung.

(L. S.) *Signé* : Comte D'EULENBURG.

(L. S.) *Signé* : TCHONG-LUEN.

(L. S.) *Signé* : TCHONG-HEOU.

## PAYS-BAS. — TURQUIE.

### **Traité de navigation et de commerce, signé à Constantinople le 25 février 1862.**

Sa Majesté le roi des Pays-Bas d'une part, et Sa Majesté Impériale le Sultan d'autre part, voulant donner une nouvelle extension aux relations heureusement établies entre leurs états et possessions respectifs, sont convenus à cet effet de conclure un nouveau traité de commerce et de navigation, et ont nommés pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa majesté le roi des Pays-Bas, le sieur Henri-Charles *du Bois*, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, commandeur de celui de la Couronne de Chêne de Luxembourg, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime-Porte ottomane ;

Sa Majesté Impériale le Sultan, Mehemmed Essad *Safvet Effendi*, ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de la première classe, grand-croix de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, grand-cordon de l'ordre du Lion et du Soleil de Perse, grand-croix de l'ordre du Sauveur de Grèce, et de plusieurs autres ordres étrangers ; et Mehemmed *Djémil Bey*, grand chancelier du Divan Impérial, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de la première classe, grand-croix de l'ordre de l'Aigle-Blanc de Russie, de Saint-Maurice et Lazare d'Italie ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous les droits, privilèges et immunités, qui ont été conférés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation néerlandaise par les capitulations et les traités antérieurs, sont con-



firmés à l'exception des clauses desdits traités et desdites capitulations, que le présent traité a pour objet de modifier.

Il est en outre expressément entendu que tous les droits, privilèges, immunités, que la Sublime-Porte accorde à présent et pourrait accorder, ou dont elle tolérerait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation néerlandaise, qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 2. Les sujets de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, ou leurs ayants-cause, pourront acheter dans toutes les parties de l'empire Ottoman et de ses possessions, soit qu'ils veulent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol, ou de l'industrie dudit empire et des dites possessions.

La Sublime-Porte, ayant formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire et de son industrie, et ayant ainsi renoncé aux permis (tezkérés) demandés aux autorités locales pour l'achat de ces mêmes produits et productions, ou pour leur transport d'un lieu à un autre lorsqu'ils étaient achetés, toute tentative, qui serait faite par une autorité quelconque, pour forcer les sujets néerlandais à se pourvoir de semblables permis (tezkérés), sera considéré comme une infraction aux traités, et la Sublime-Porte punira immédiatement avec sévérité tout fonctionnaire, auquel on aurait pareille infraction à reprocher, et elle indemniserà les sujets néerlandais des pertes ou préjudices qu'ils pourraient dûment prouver avoir subis par cette cause.

Art. 3. Les marchands néerlandais, ou leurs ayants-cause, qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'empire Ottoman et de ses possessions, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur dudit Empire et desdites possessions, payeront, lors de l'achat ou de la vente de ces objets, ou pour toute autre opération commerciale y relative, les mêmes droits qui sont payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux, qui se livrent au commerce intérieur dans ledit Empire, et dans lesdites possessions.

Art. 4. Aucun article ne pourra être assujéti dans les Etats et possessions de l'une des hautes parties contractantes, lors de l'exportation vers les Etats et possessions de l'autre, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des Etats et possessions de l'une des hautes parties contractantes vers les Etats et possessions de l'autre, qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Aucune charge ou droit quelconque ne sera exigé sur un article, produit du sol ou de l'industrie de l'empire Ottoman et de ses possessions, acheté par des sujets néerlandais, ou leurs ayants-cause, soit à l'endroit où cet article aura été acheté, soit lors de son transport de cet endroit au lieu d'où il doit être exporté.

Arrivé là, il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excédera pas 8 pour cent, calculés sur la valeur à l'échelle et payables au moment de l'exportation.

Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera plus soumis dans une partie quelconque du territoire de l'empire Ottoman et de ses possessions, quand même il aurait changé de mains.

Il est en outre convenu que le droit précité de 8 pour cent sera abaissé chaque année de 1 pour cent, jusqu'à ce qu'il ait été réduit définitivement à une taxe fixe de 1 pour cent *ad valorem*, destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie des Pays-Bas et ses possessions, de quelque endroit qu'il arrive, importé par terre ou par mer dans les Etats et possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan, et réciproquement, tout article, produit du sol ou de l'industrie de l'empire Ottoman et de ses possessions, de quelque endroit qu'il arrive, importé par terre ou par mer dans les Etats et possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ou dans les Etats et possessions de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Sa Majesté Impériale s'engage en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne prohiber l'importation dans ses Etats et possessions d'aucun article du sol ou de l'industrie des Pays-Bas et de ses possessions, de quelque endroit qu'il arrive.

Tout article, produit du sol ou de l'industrie des pays-Bas et de ses possessions, et tout article de quelque espèce qu'il soit, chargé sur des bâtiments néerlandais, et étant la propriété de sujets néerlandais, ou apporté par terre ou par mer d'autres pays par des sujets néerlandais, seront admis comme antérieurement dans toutes les parties de l'empire Ottoman et de ses possessions sans aucune exception, sauf celles mentionnées ci-après, moyennant un droit unique et fixe d'importation de 8 pour cent, calculé sur la valeur de ces ar-

ticles à l'échelle, d'après le tarif à établir, dont il est question dans l'article 22, et payable au moment du débarquement s'ils arrivent par mer, et au premier bureau de douane s'ils arrivent par voie de terre.

Si ces articles, après avoir acquitté le droit susdit de 8 pourcent, sont vendus, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur ni de l'acheteur.

Mais si, n'étant pas vendus pour la consommation de l'Empire Ottoman ou de ses possessions, ils étaient réexportés dans l'espace de six mois, ils seraient considérés comme marchandises de transit et traités comme il est dit ci-dessous à l'article 12.

L'administration des douanes ottomanes serait, dans ce cas, tenue, de restituer, au moment de leurs réexportations, au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'importation de 8 pour cent en avait été acquitté, la différence entre ce droit et le droit de transit, spécifié dans l'article précité.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux principautés unies de Moldo-Valachie et à celle de Serbie, et traversant les autres parties de l'empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces principautés, et réciproquement, que les marchandises d'importation étrangère traversant ces principautés pour se rendre dans les autres parties de l'empire Ottoman ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane, administré directement par la Sublime Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces principautés, aussi bien que pour ceux du reste de l'empire Ottoman destinés à l'exportation, qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces principautés, et les derniers au fisc ottoman; de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes seront traités dans les Etats et possessions de l'autre sur le même pied que les sujets indigènes, relativement au droit de tenir magasin et d'exercer leur commerce ou leur industrie, comme aussi en ce qui concerne l'entreposage ou l'emmagasiner des marchandises, les primes, drawbacks et facilités de douane.

Art. 8. Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé dans les Etats et possessions de Sa Majesté le roi des Pays-Bas par des bâtiments néerlandais; pourra l'être également par des bâtiments Ottomans, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments néerlandais, et réciproquement, tout article qui

peut ou pourra être légalement importé dans les Etats et possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan par des bâtiments ottomans, pourra être également importé par des bâtiments néerlandais, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments Ottomans.

De même, il y aura parfaite réciprocité en ce qui concerne l'exportation; de telle sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, facilités et remboursements de droits accordés dans les Etats et les possessions de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes lors de l'exportation de tout article et qui peut ou pourra être légalement exporté de ces Etats et possessions, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment néerlandais ou ottoman.

Art. 9. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou tout autre droit semblable ou analogue, quelqu'en soit la nature ou la dénomination, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé dans le port de l'un des deux Etats et possessions sur les bâtiments de l'autre, qui ne sera pas également et sous les mêmes conditions, imposé dans des cas analogues, sur les bâtiments nationaux en général, ou les bâtiments de toute autre nation quelconque.

Art. 10. Tout bâtiment considéré comme néerlandais par la loi néerlandaise, et tout bâtiment considéré comme ottoman par la loi ottomane, sera, pour ce qui concerne ce traité, considéré respectivement comme bâtiment néerlandais ou bâtiment ottoman.

Art. 11. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas et de ses possessions, chargés sur des bâtiments néerlandais ou autres, ni sur des marchandises, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, chargés sur des bâtiments néerlandais, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles ou du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, soit que, vendues pour l'exportation, elles soient pour un temps limité déposées à terre, pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage.

Dans ce dernier cas, les marchandises devront être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane, dits de « transit, » et placées partout où il n'y aura pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration de la douane.

Art. 12. La Sublime Porte, désirant accorder au moyen de concessions graduelles toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre,



il a été stipulé et convenu que le droit de 3 pour cent, prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées dans l'empire Ottoman et dans ses possessions, pour être expédiées dans d'autres pays, sera baissé à 2 pour cent dès la mise en vigueur du présent traité, et réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent au bout de la septième année après cette mise en vigueur, qui sera prélevée de même que le droit sur l'exportation des produits ottomans, réduit alors également à une taxe de 1 pour cent, dans le but de couvrir les frais d'enregistrement.

Ce droit et cette taxe seront payables comme le droit de 3 pour cent a été payé jusqu'ici, à l'entrée des marchandises dans l'empire Ottoman et dans ses possessions.

La Sublime-Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir, par un règlement spécial, les garanties à prendre pour empêcher la fraude.

Art. 13. Les sujets néerlandais, ou leurs ayant-cause, se livrant dans l'empire Ottoman et dans ses possessions au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes, et jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités que les sujets étrangers, trafiquant des marchandises provenant du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. 14. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac, sous toutes les formes, et le sel cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets néerlandais ont la faculté d'importer dans l'empire Ottoman et ses possessions.

En conséquence les sujets néerlandais, ou leurs ayant-cause, qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommation du dit empire et desdites possessions, seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce de ces deux articles.

Comme compensation de la prohibition de l'importation des deux produits susdits, aucun droit ni taxe quelconque ne sera perçu à l'avenir sur les mêmes produits, exportés de l'empire Ottoman et de ses possessions par des sujets néerlandais.

Néanmoins les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les sujets Néerlandais ou leurs ayant-cause, devront être déclarées à l'administration des douanes ottomanes, qui conservera, comme par le passé, son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 15. Il est entendu entre les deux hautes parties contractantes



que la Sublime-Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre à canon, armes de guerre ou munitions militaires, dans les Etats et les possessions de l'empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée, et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui ou ceux de ces articles qui ne seront pas ainsi prohibés, seront assujettis, lors de leur importation dans l'empire Ottoman et ses possessions, aux règlements locaux, sauf les cas où la légation de S. M. le roi des Pays-Bas demanderait une permission exceptionnelle, laquelle sera accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent.

La poudre, en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1<sup>o</sup> Elle ne sera point vendue par les sujets de S. M. Néerlandaise au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2<sup>o</sup> Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment néerlandais, le bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier, désigné par les autorités locales, et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits également désignés par elles, et auxquels les parties intéressées auront accès, en se conformant aux règlements voulus.

Ne sont pas compris dans les restrictions précédentes les fusils de chasse, les pistolets et les armes de luxe, ainsi que la poudre de chasse en petites quantités et le plomb en grenailles, réservés à l'usage privé.

Art. 16. Les firmans exigés des bâtimens marchands néerlandais à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 17. Les capitaines des bâtimens de commerce néerlandais, ayant des marchandises à destination de l'empire Ottoman et de ses possessions, seront tenus de déposer à la douane ottomane une copie exacte de leur manifeste, aussitôt après leur arrivée.

Art. 18. Les marchandises introduites en contrebande seront frappées de confiscation au profit du trésor ottoman; mais un rapport ou procès-verbal du fait, allégué de contrebande, devra être dressé aussitôt que lesdites marchandises auront été saisies par l'autorité compétente, et communiqué sans retard à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel les marchandises suspectes appartiendront, et nulle marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude, pour ce qui la concerne, n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. 19. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de l'empire Ottoman et de ses possessions, et tout article de quelque espèce qu'il soit, chargé sur des bâtimens ottomans et étant la propriété de sujets ottomans, ou apporté par terre ou par mer d'autres pays par des sujets ottomans, seront traités dans toutes les parties des États et des possessions de S. M. le roi des Pays-Bas comme les produits similaires des pays étrangers les plus favorisés.

Tout les droits, privilèges et immunités accordés maintenant ou qui pourront être accordés plus tard aux sujets, aux bâtimens, au commerce et à la navigation de toute puissance étrangère dans les États et possessions de S. M. le roi des Pays-Bas, ou dont la jouissance pourra y être tolérée, seront également accordés aux sujets, aux bâtimens, au commerce et à la navigation de la Porte-Ottomane, qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 20. Il demeure entendu que le gouvernement de S. M. le roi des Pays-Bas ne prétend, par aucun des articles de la présente convention, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver, en aucune manière, le gouvernement de S. M. le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront aucune atteinte manifeste aux privilèges accordés par les capitulations et les traités antérieurs aux sujets néerlandais et à leurs marchandises, ni aux stipulations du présent traité.

Art. 21. Le présent traité sera substitué au traité conclu entre les deux hautes parties contractantes, le 14 mars 1840, et sera valable pour 28 ans; toutefois chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de proposer au bout de la septième, quatorzième, ou vingt-et-unième année, les modifications que l'expérience aurait suggérées, ou de le dénoncer, et dans ce cas le traité cessera de lier les hautes parties contractantes au bout d'un an, à partir de la date de la dénonciation.

Le présent traité sera exécutoire dans toutes les provinces de l'empire Ottoman, c'est-à-dire dans les possessions de S. M. I. le Sultan situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime-Porte, en Serbie et dans les principautés unies de Moldavie et de Valachie.

Art. 22. Les hautes parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des commissaires, pour établir le tarif des droits de douane à percevoir conformément aux stipulations du présent traité, tant sur les marchandises de toute espèce provenant du sol, de l'agriculture et de l'industrie des Pays-Bas et de ses possessions, et importées par les sujets néerlandais dans les États et possessions de S. M. I. le Sultan, que sur les articles de toute sorte, produits du

sol, de l'agriculture et de l'industrie de l'empire Ottoman et de ses possessions, que les commerçants néerlandais et leurs agents sont libres d'acheter dans toutes les parties dudit empire et desdites possessions, pour les transporter soit dans les Pays-Bas, soit en d'autres pays.

Le nouveau tarif, à établir de la sorte, restera en vigueur pendant sept ans, à partir du 1-13 mars 1862.

Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, d'en demander la révision. Mais si à cette époque ni l'une ni l'autre n'use de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour où la première période aura été accomplie, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 25 février 1862.

(L.S.) *Signé* : H.-C. Du Bois.

(L.S.) *Signé* : E. SAFVET.

(L.S.) *Signé* : MEHEMMED DJEMIL.

#### CONVENTION ADDITIONNELLE.

Relativement aux articles 4, 5 et 19 du traité de commerce et de navigation, conclu entre S. M. le roi des Pays-Bas et S. M. I. le Sultan, et signé ce jourd'hui à Constantinople, il est entendu qu'aux règles touchant l'importation et l'exportation dans les États et possessions des hautes parties contractantes, adoptées dans ces articles, il est fait exception, seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales accordées ou à accorder par la suite dans les colonies néerlandaises des Indes-Orientales aux nations asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie, ou pour leur exportation; exception, qui a été également admise par les autres puissances, qui ont conclu des traités de commerce et de navigation avec les Pays-Bas, de manière à ce que la Turquie sera traitée, sous ce rapport, sur le même pied que la nation européenne la plus favorisée.

Relativement à l'article 18 du même traité, il est entendu, qu'en cas de réclamation de la part du propriétaire ou consignataire néerlandais de la marchandise saisie comme contrebande, cette réclamation, avant toute décision définitive, sera examinée et jugée à

Constantinople devant le tribunal de commerce, ou un tribunal spécial, établi de consentement mutuel à cet effet, et dans les provinces par un tribunal compétent quelconque.

Fait à Constantinople, le 25 février, 1862.

(L.S.) *Signé* : H.-C. DU BOIS.

(L.S.) *Signé* : E. SAFVET.

(L.S.) *Signé* : MEHEMMED DJEMIL.

## DANEMARK. — TURQUIE.

### **Traité de commerce signé à Constantinople, le 13 mars 1862.**

S. M. le roi de Danemark et S. M. I. le Sultan, voulant donner, par un acte spécial et additionnel, une nouvelle extension aux relations heureusement établies entre leurs États par le traité de commerce du 1<sup>er</sup> mai 1841, ont à l'effet d'atteindre ce but, nommé pour leurs plénipotentaires savoir :

S. M. le roi de Danemark, le baron Casimir-Alphonse Hübsch de *Grossthal*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime-Porte, son chambellan et commandeur de l'ordre Danebrog, décoré de la croix d'honneur du même ordre.

Et S. M. I. le Sultan, Mouhammed Emin *Aali Pacha*, ministre des affaires étrangères, décoré des ordres impériaux de l'Osmanié en brillants et du Mérite, et du Medjidié de 1<sup>re</sup> classe, grand croix de plusieurs ordres étrangers.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous les droits, privilèges et immunités qui ont été conférés aux sujets et aux bâtiments danois par les capitulations et les traités antérieurs sont confirmés, à l'exception des clauses desdits traités et desdites capitulations, que le présent traité a pour objet de modifier, et il est en outre expressément entendu que tous les droits, privilèges et immunités que la Sublime-Porte accorde à présent ou pourrait accorder, ou dont elle permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation danois qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 2. Les sujets de S. M. le roi de Danemark ou leurs ayant-cause pourront acheter dans toutes les parties de l'empire Ottoman, soi-



qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles sans exception provenant du sol ou de l'industrie de ce pays.

La Sublime-Porte ayant, en vertu de l'article 2 du traité du 1<sup>er</sup> mai 1841, formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire et ayant aussi renoncé aux permis, tezkérés, demandés aux autorités locales pour l'achat de ces mêmes marchandises ou pour leur transport d'un lieu à un autre, quand elles étaient achetées, toute tentative, qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets danois à se pourvoir de semblables permis tezkérés, sera considérée comme une infraction aux traités et la Sublime-Porte punira immédiatement avec sévérité tout fonctionnaire auquel on aurait une infraction à reprocher, et elle indemniserà les sujets danois des pertes ou préjudices qu'ils pourraient dûment prouver avoir subis par cette cause.

Art. 3. Les marchands danois ou leurs ayant-cause, qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'empire Ottoman, paieront, lors de l'achat ou de la vente ou de toute autre opération de commerce qui se rapporte à ces objets, les mêmes droits qui seront payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Aucun article ne pourra être assujetti dans les États de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes lors de l'exportation vers les États de l'autre, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Aucune charge ou droit quelconque ne sera exigé sur un article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie acheté par les sujets danois ou leurs ayant-cause soit à l'endroit où cet article aura été acheté soit lors de son transport de cet endroit au lieu d'où il doit être exporté. Arrivé là, il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excèdera pas 8 pour cent calculé, sur la valeur à l'échelle et payable au moment de l'exportation.

Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera plus soumis dans une partie quelconque du territoire ottoman, quand même il aura changé de mains.

Il est en outre convenu que le droit précité de 8 pour cent sera abaissé chaque année de 1 pour cent jusqu'à ce qu'il ait été réduit définitivement à une taxe fixe de 1 pour cent (*ad valorem*), destiné à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.



Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie du Danemark, quel que soit le lieu de la provenance, importé par terre ou par mer dans les États de S. M. impériale le Sultan, et réciproquement tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, quel que soit le lieu de provenance, importé par terre ou par mer dans les États de S. M. le roi de Danemark, ne sera soumis dans les États de S. M. impériale le Sultan ou dans les États de S. M. le roi de Danemark à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article, produit du sol ou de l'industrie des États de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Sa Majesté impériale s'engage en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne prohiber l'importation dans ses États d'aucun article produit du sol ou de l'industrie du Danemark, quel que soit le lieu de provenance et à ce que les droits à percevoir sur les articles, produits du sol ou de l'industrie du Danemark, importés dans les États de S. M. impériale le Sultan n'excèdent en aucun cas un droit unique et fixe de 8 pour cent *ad valorem* ou un droit spécifique équivalent fixé de commun accord.

Ce droit sera calculé sur la valeur des marchandises à l'échelle et payable au moment de leur débarquement si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises, après avoir acquitté le droit susdit de 8 pour cent, sont vendues soit au lieu de l'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur ni de l'acheteur. Mais si, n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, elles étaient réexportées dans l'espace de 6 mois, elles seront considérées comme marchandises de transit, et traitées comme il est dit ci-dessous à l'article 12. L'administration des douanes serait dans ce cas tenue de restituer au moment de la réexportation au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'importation de 8 pour cent a été acquitté, la différence entre ce droit et le droit de transit spécifié dans l'article précité.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux principautés unies de Moldo-Valachie et à celle de Servie, et traversant les autres parties de l'empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces principautés; et réciproquement, que les marchandises d'importation étrangère, traversant ces principautés pour se rendre dans les autres parties de l'empire

Ottoman, ne devront acquitter les susdits droits qu'au premier bureau des douanes administrées directement par la Sublime-Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces principautés aussi bien que pour ceux du reste de l'empire Ottoman destinés à l'exportation qui devront payer les droits de douane : les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces principautés, et les derniers au fisc ottoman. De telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, dans tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes seront traités dans les Etats de l'autre sur le même pied que les sujets indigènes, relativement aux droits de tenir magasin et d'exercer leur commerce ou leur industrie, comme aussi en ce qui concerne l'entrepôt ou l'emmagasiner des marchandises, les primes drawbacks et facilités de douane.

Art. 8. Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé dans les Etats de S. M. impériale le Sultan par des bâtiments ottomans, pourra l'être également par des bâtiments danois, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments ottomans et réciproquement ; tout article qui peut ou pourra être légalement importé dans les Etats de S. M. le roi de Danemark par des bâtiments danois pourra être également importé par des bâtiments ottomans sans être soumis à des droits ou charges autres, ou plus élevés de quelque espèce que ce soit que si cet article était importé par des bâtiments danois. Cette égalité de traitement sera appliquée, soit que cet article vienne directement du pays de production ou de tout autre pays.

De même, il y aura parfaite réciprocité de traitement en ce qui concerne l'exportation, de telle sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, facilités et remboursement de droits accordés dans les Etats de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, lors de l'exportation de tout article, qui peut ou pourra être légalement exporté de ces Etats, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment ottoman ou danois, ou que le lieu de destination de la marchandise soit un port de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes ou d'une puissance tierce quelconque.

Art. 9. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou tout autre droit semblable ou analogue, qu'elle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçu au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissement quelconque, ne sera établi dans les ports de l'un des deux pays sur les bâtiments de l'autre, qui ne frappe également et

dans les mêmes conditions, dans des cas analogues, les bâtiments nationaux; cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments des deux pays, de quelque port ou endroit qu'ils viennent, et quelque soit le lieu de leur destination.

Art. 10. Tout bâtiment qui, d'après la loi ottomane, doit être considéré comme bâtiment ottoman, et tout bâtiment qui, d'après la loi danoise, doit être considéré comme bâtiment danois, sera, pour les fins du présent traité, considéré comme ottoman et danois respectivement.

Art. 11. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie du Danemark chargées sur des bâtiments danois ou autres, ni sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, chargées sur des bâtiments danois, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles ou du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, soit que, vendues pour l'exportation, elles soient déposées à terre pour un temps limité, pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devront être déposées à Constantinople, dans les magasins de la douane dits de transit, et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt, elles seront sous la surveillance de l'administration de la douane.

Art. 12. La Sublime-Porte désirant accorder, au moyen de concessions graduelles, toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre, il a été stipulé et convenu que le droit de 3 pour cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie, pour être expédiées dans d'autres pays, sera abaissé à 2 pour cent, payable comme le droit de 3 pour cent a été payé jusqu'aujourd'hui à leur entrée dans l'empire Ottoman, et au bout de la 8<sup>e</sup> année, à compter du jour où le présent traité sera mis en vigueur, il sera réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent, qui sera prélevé de même que le droit sur l'exportation des produits ottomans, dans le but de couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime-Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir, par un règlement spécial, les mesures nécessaires pour prévenir la fraude.

Art. 13. Les sujets danois ou leurs ayant-cause, se livrant dans l'empire Ottoman au commerce des articles, produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités que les sujets étrangers, trafiquant des marchandises provenant du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. 14. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des articles que les sujets danois ont la faculté d'importer dans l'empire Ottoman. En conséquence, les sujets danois ou leurs ayant-cause, qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans, parmi ceux qui se livrent au commerce de ces deux articles, et, en outre, comme compensation de la prohibition de l'importation des deux produits susdits, aucun droit ne sera perçu à l'avenir sur ces deux articles, quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets danois.

Les sujets danois seront néanmoins tenus de déclarer aux autorités de la douane la quantité de tabac et de sel exportée, et lesdites autorités de la douane conserveront, comme par le passé, le droit de surveiller l'exportation de ces articles sans pouvoir pour cela être autorisées à les frapper d'aucune taxe quelconque.

Art. 15. Il est entendu entre les deux hautes parties contractantes que la Sublime-Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre ou munitions militaires dans les États de l'empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée, et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui ou ceux de ces articles qui ne seront pas ainsi prohibés seront assujettis, lors de leur débarquement dans un port ottoman, aux règlements locaux, sauf le cas où la légation de Sa Majesté le roi de Danemark demanderait une permission exceptionnelle, laquelle sera accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1° Elle ne sera point vendue par les sujets de Sa Majesté le roi de Danemark au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2° Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment danois, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités, dans les entrepôts ou autres endroits également désignés par elles, et auxquels les parties intéressées auront accès, en se conformant aux règlements en vigueur.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. 16. Les firmans exigés des bâtiments marchands danois à leur passage dans les Dardanelles et dans le Bosphore leur seront toujours



délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 17. Les capitaines des bâtimens de commerce danois, ayant à leur bord des marchandises à destination de l'empire Ottoman, seront tenus de déposer à la douane, immédiatement après leur arrivée au port de débarquement, une copie exacte de leur manifeste.

Art. 18. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du trésor ottoman, mais un rapport ou procès-verbal du fait de contrebande allégué devra, aussitôt que lesdites marchandises auront été saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendront les marchandises suspectes de contrebande; et nulle marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement approuvée.

Art. 19. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'empire Ottoman, importées en Danemark, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés.

Tous les droits, privilèges et immunités que le gouvernement danois accorde aujourd'hui ou pourrait accorder, ou dont il permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtimens, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtimens, au commerce et à la navigation ottomans, qui en auront de plein droit l'exercice et la jouissance.

Art. 20. Le présent traité, lorsqu'il aura été ratifié, remplacera la convention conclue entre les hautes parties contractantes le 1<sup>er</sup> mai 1841, et sera valable pour 28 ans, à partir du 1-13 mars 1862. Toutefois chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de proposer, au bout de la 14<sup>e</sup> ou de la 21<sup>e</sup> année, les modifications que l'expérience aura suggérées, ou de le dénoncer, et dans ce dernier cas, le traité cessera de lier les hautes parties contractantes au bout d'un an à partir de la date de la dénonciation.

Le présent traité sera exécutoire dans toutes les provinces de l'empire Ottoman, c'est-à-dire dans les possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan situées en Europe, en Asie, en Egypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime-Porte, en Serbie et dans les principautés-unies de Moldavie et de Valachie.

Art. 21. Il demeure entendu que le gouvernement de Sa Majesté le roi de Danemark ne prétend par aucun des articles du présent traité stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens traités et aux privilèges accordés par le présent traité aux sujets danois ou à leurs propriétés.



Art. 22. Les hautes parties contractantes ayant récemment nommé des commissaires, qui ont établi conjointement le prix des marchandises de toute espèce provenant du sol ou de l'industrie du Danemark importées dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan, ainsi que des articles de toute sorte, produits du sol ou de l'industrie de la Turquie, que les commerçants danois ou leurs ayant-cause sont libres d'acheter dans toutes les parties de l'empire Ottoman pour les transporter soit en Danemark soit en tout autre pays; le tarif des droits de douane à percevoir conformément au présent traité sera fixé d'après ces prix établis de commun accord. Le nouveau tarif à établir de la sorte restera en vigueur pendant sept ans, à dater du 1-13 mars 1862.

Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, pendant l'année qui précédera l'expiration de ce terme, d'en demander la révision. Mais si à cette époque, ni l'une ni l'autre n'use de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept années à partir du jour où la première partie aura été accomplie, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du 1-13 mars 1862.

Fait à Constantinople, le 1-13 mars 1862.

(L. S.) *Signé* : HUBSCH DE GROSSTHAL.

(L. S.) *Signé* : AALL.

## PRUSSE. — TURQUIE.

### Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Constantinople le 20 mars 1862.

Sa Majesté le roi de Prusse, agissant tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans son système de douanes et d'impôts, savoir : le grand-duché de Luxembourg, les enclaves du grand-duché de Mecklembourg-Rossow, Netzeband et Schoenberg, la principauté de Birckenfeld du grand-duché d'Oldenbourg, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, les principautés de Waldeck et Pyrmont, la principauté de Lippe et le grand baillage de Meisenheim du landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres membres de l'association de douanes et de commerce allemande (Zollverein), savoir : la couronne de Bavière, la couronne de Saxe, la couronne de Hanovre (tant pour elle que pour la principauté

de Schaumbourg-Lippe) et la couronne de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse tant pour lui que pour le baillage de Hombourg du landgraviat de Hesse, les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir : le grand-duché de Saxe, les duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée et de Reuss, ligne cadette, — le duché de Brunswick, le duché d'Oldenbourg, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et

Sa Majesté Impériale le Sultan d'autre part,

Étant animés du désir de régler de nouveau et de consolider par un acte spécial et additionnel, les rapports d'amitié et les relations de commerce et de navigation entre les États du Zollverein et la Sublime Porte, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi de Prusse : le sieur Jean-Louis Gui de *Rehfsues*, conseiller de légation, chevalier de l'Aigle-Rouge de troisième classe avec le nœud et de l'ordre impérial du Medjidié de troisième classe, etc., son chargé d'affaires près Sa Majesté Impériale le Sultan ; et

Sa Majesté Impériale le Sultan : Seid Mohammed Emin *Aali Pacha*, son ministre des affaires étrangères, décoré des ordres impériaux d'Osmanié, du Medjidié, et du mérite de première classe, grand'croix de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc.

Lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs, trouvés dans la bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous les points des stipulations commerciales précédentes entre la France et la Sublime Porte, et nommément toutes les stipulations du traité d'amitié et de commerce du 22 mars 1761 (vieux style), autant qu'ils ne se trouvent pas en contradiction avec la présente convention, sont maintenus et confirmés pour toujours et demeurent étendus, avec les droits et obligations qui en résultent, à tous les autres États membres de l'association de douanes et de commerce allemande.

Les sujets et les produits du sol et de l'industrie, ainsi que les bâtiments des États du Zollverein auront le droit, dans l'empire Ottoman, l'exercice et la jouissance de tous les avantages, privilèges et immunités qui sont ou qui par la suite seraient accordés aux sujets, aux produits du sol et de l'industrie, et aux bâtiments de toute autre nation la plus favorisée.

Art. 2. Les sujets des États du Zollverein, ou leurs ayant-cause, pourront acheter dans toutes les parties de l'empire Ottoman, soit

qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol et de l'industrie de ce pays.

Tous les monopoles qui autrefois, dans l'empire Ottoman, frappaient les produits de l'agriculture ou autres productions quelconques sont et demeurent abolis pour toujours : de même la Sublime Porte renonce-t-elle à l'usage des *teskérés* demandés aux autorités locales pour l'achat de ces marchandises ou pour les transporter d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées. Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets des États du Zollverein à se pourvoir de semblables permis ou *teskérés*, sera considéré comme une infraction aux traités, et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tous fonctionnaires auxquels on aurait une pareille infraction à reprocher, et elle indemniserà les sujets des États du Zollverein des pertes ou vexations dont ils pourront prouver qu'ils ont eu à souffrir.

Art. 3. Les marchands sujets des États du Zollverein, ou leurs ayant-cause, qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'empire Ottoman, payeront lors de l'achat ou de la vente, les mêmes droits qui sont payés, dans les circonstances analogues, par la classe la plus favorisée des sujets Ottomans ou étrangers qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, acheté pour l'exportation, sera transporté libre de toute espèce de charge et de droits à un lieu convenable d'embarquement par les négociants sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause. Arrivé là, il payera un droit unique de 8 pour cent de sa valeur, lequel sera abaissé chaque année de un pour cent, jusqu'à ce qu'il ait été réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance. Tout article acheté au lieu d'embarquement pour l'exportation et qui aurait déjà payé le droit d'exportation, ne pourra en aucun cas, être soumis à un droit ultérieur d'exportation, si même il a changé de main.

Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie des États du Zollverein, et toutes marchandises de quelque espèce qu'elles soient, importés par terre ou par mer par des sujets des États du Zollverein, seront admis dans toutes les parties de l'empire Ottoman, sans aucune exception moyennant un droit unique et fixe de 8 pour cent, calculé sur la valeur de ces articles à l'échelle et payable au moment du débarquement, si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane, si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises après avoir acquitté le droit de 8 pour cent,

sont vendues, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit, ni du vendeur ni de l'acheteur.

Si n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, ces marchandises étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit dans l'art. 8. L'administration des douanes serait dans ce cas tenue de restituer immédiatement au négociant qui fournirait la preuve que le droit de 8 pour cent a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui du transit spécifié dans l'art. 8.

Art. 6. Les articles d'importation étrangère destinés aux principautés unies de Moldavie et de Valachie et à la principauté de Serbie, et traversant les autres parties de l'empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée à ces principautés, et réciproquement les marchandises d'importation étrangère traversant ces principautés pour se rendre dans les autres parties de l'empire Ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane administré directement par la Sublime Porte.

De même les produits du sol ou de l'industrie de ces principautés, aussi bien que ceux du reste de l'empire Ottoman, destinés à l'exportation, devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces principautés, et les derniers au fisc Ottoman; de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie des États du Zollverein ni sur les marchandises appartenant à leurs sujets et provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises passeront par les détroits des Dardanelles, du Bosphore ou de la mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation, elles soient pour un temps limité déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devraient être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane dits de transit, et placées partout ailleurs, ou il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration des douanes.

Art. 8. La Sublime Porte désirant accorder des facilités au moyen de concessions graduelles, il a été convenu que le droit de 8 pour cent, prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays sera réduit, dès aujourd'hui à 2 pour cent, et au bout de la huitième année, à compter



du jour où les ratifications du présent traité auront été échangées, à une taxe fixe d'un pour cent.

La Sublime Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir par un règlement spécial les garanties à prendre pour empêcher la fraude.

Art. 9. Les sujets des États du Zollverein se livrant au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant de leur propre pays.

Art. 10. Par exception aux stipulations de l'article, 5, il a été convenu que le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets des États du Zollverein ont la faculté d'importer en Turquie. En conséquence, les sujets des États du Zollverein ou leurs ayant-cause qui achèteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles. Comme compensation de cette restriction aucune taxe ne sera perçue à l'avenir sur ces articles, quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets des États du Zollverein; cependant les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les États du Zollverein ou par leurs ayant-cause, devront être déclarées à l'administration des douanes qui conservera comme par le passé son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 11. En outre, ne pourront dorénavant être importées en Turquie par les sujets des États du Zollverein ni canons, ni autres armes à feu, ni poudre, ni munitions de guerre quelconques. Le commerce de ces articles reste sous la surveillance immédiate et spéciale du gouvernement ottoman qui conserve le droit de le réglementer.

Ne sont pas compris dans les restrictions précédentes les pistolets, les fusils de chasse et les autres armes à feu tombant dans la catégorie des armes de luxe.

Art. 12. Les firmans exigés des bâtiments marchands des États du Zollverein à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 13. Les capitaines des bâtiments marchands des États du Zollverein ayant à bord des marchandises à destination de l'empire ottoman seront tenus de déposer à la douane immédiatement après leur arrivée au port de destination, une copie légalisée de leur manifeste.



Art. 14. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du trésor ottoman, pourvu que la fraude soit dûment et légalement prouvée et qu'un procès-verbal du fait de contrebande soit dressé et communiqué sans délai à l'autorité consulaire du sujet étranger, auquel appartiendront les marchandises confisquées.

Art. 15. Il demeure entendu que les gouvernements des Etats du Zollverein ne prétendent, par aucun des articles du présent traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le gouvernement de Sa Majesté impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens traités et aux privilèges accordés par la présente convention aux sujets des Etats du Zollverein ou à leurs propriétés.

Art. 16. Il est convenu que le présent traité qui, une fois ratifié, sera substitué à la convention de commerce du 10th-22nd octobre 1840, sera valable pour 28 ans. Chacun des Etats contractants se réserve la faculté de proposer au bout de la 14<sup>e</sup> et de la 21<sup>e</sup> année les modifications que l'expérience aurait suggérées.

Les stipulations arrêtées par la présente convention seront exécutoires dans toutes les parties de l'empire ottoman, c'est-à-dire dans les possessions de Sa Majesté impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Egypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime-Porte, en Serbie et dans les principautés unies de Moldavie et de Valachie.

Les hautes parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des commissaires pour établir le tarif des droits de douane à percevoir, conformément aux stipulations du présent traité, tant sur les marchandises provenant du sol et de l'industrie des Etats du Zollverein et importées par les sujets de ces Etats dans l'empire ottoman, que sur les produits du sol et de l'industrie de la Turquie, achetés pour l'exportation par les sujets des Etats du Zollverein ou par leurs ayants-cause. Le nouveau tarif établi de la sorte restera en vigueur pendant sept ans à dater de l'échange des ratifications. Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du tarif. Mais si, à cette époque, ni l'une ni l'autre n'usent de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. 17. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront

échangées à Constantinople, dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Constantinople, le 20 mars 1862.

(L. S.) *Signé* : REHFUES.

(L. S.) *Signé* : AALI.

---

## BELGIQUE. — HAWAÏ.

### **Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Bruxelles le 4 octobre 1862.**

Sa Majesté le roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le roi des îles Hawaïennes, d'autre part, voulant faciliter l'établissement des relations de commerce entre la Belgique et les îles Hawaïennes et en favoriser le développement par un traité d'amitié, de commerce et de navigation propre à assurer aux deux pays des avantages égaux et réciproques, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges, le sieur Charles *Rogier*, son ministre des affaires étrangères, grand officier de l'ordre de Léopold, etc.

Et sa Majesté le roi des îles Hawaïennes, sir John *Bowring*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et celui des îles Hawaïennes, et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura, entre la Belgique et les îles Hawaïennes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les Belges dans les îles Hawaïennes et les sujets Hawaïens en Belgique, pourront en toute liberté et sécurité entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

Art. 3. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront, comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer en gros ou en détail, louer ou occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consigna-

tions; il pourront aussi être admis comme cautions en douane, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes.

Ils se conformeront pour tous ces actes aux lois et règlements du pays, et ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts, que ceux auxquels seront soumis les nationaux, sauf les précautions de police employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Il est en outre spécialement convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, actuellement accordés par les lois et les décrets en vigueur dans les îles Hawaïennes ou qui le seront, à l'avenir, aux immigrants étrangers, sont garantis aux Belges établis ou qui s'établiront sur des points quelconque du territoire Hawaïen.

Il en sera de même pour les sujets Hawaïens en Belgique.

Art. 4. Les citoyens respectifs jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avoués, les avoués ou agents de toutes classes qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que ceux qui seront accordés aux nationaux et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Art. 5. Les Belges dans les îles Sandwich, et les Hawaïens en

Belgique, seront exempts de tout service, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et ils ne pourront pas être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 6. Les citoyens de l'un et de l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages, cargaisons ou effets de commerce pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans que le gouvernement ou l'autorité locale soit convenu préalablement, avec les intéressés, d'une juste indemnité pour cet usage, et de celle qui pourrait être demandée pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils se seront volontairement obligés.

Art. 7. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges dans les îles Hawaïennes et aux sujets Hawaïens en Belgique. Les uns et les autres se conformeront, pour l'exercice extérieur de leur culte, aux lois du pays.

Art. 8. Les citoyens des deux parties contractantes auront le droit sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce, et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire Hawaïen, du droit de recueillir et de transmettre la succession *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Hawaïens, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les sujets Hawaïens jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans les îles Hawaïennes ou par des Hawaïens en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de déduction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auxquels les nationaux ne seraient pas assujettis.

Art. 9. Seront considérés comme navires Belges dans les îles Hawaïennes, et comme navires Hawaïens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de



chacun des deux Etats, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 10. Les navires Belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports Hawaïens, ou qui sortiront, et réciproquement les navires Hawaïens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'encrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de courtage, de navigation, de péage, enfin, à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux.

Art. 11. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. Les navires de l'une des parties contractantes, entrant en relâche forcée dans les ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le bâtiment, soit pour la cargaison, soit les droits auxquels les navires nationaux sont assujettis en semblable cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constaté, que les navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas plus longtemps dans le port que ne l'exige le motif qui a déterminé la relâche.

Art. 13. Les bâtiments de guerre et les navires baleiniers Belges auront un libre accès dans tous les ports Hawaïens, ils pourront y séjourner s'y réparer et y faire rafraichir leurs équipages; ils pourront aussi aller d'un port à l'autre de îles Hawaïennes, pour s'y procurer des vivres frais.

Dans tous les ports à présent ouverts, comme dans tous ceux qui pourront l'être par la suite aux navires étrangers, les bâtiments de guerre et navires baleiniers Belges seront soumis aux mêmes règles qui sont ou seront imposées, et jouiront, à tous égards, des mêmes



droits, privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux mêmes navires et bâtiments balciniers Hawaïens ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 14. Les objets de toute nature, importés dans les ports de l'un des deux États, sous pavillon de l'autre, quel que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujettis à d'autres charges que s'il étaient importés sous pavillon national.

Art. 15. Les objets de toute nature, exportés de l'un des deux États, sous pavillon de l'autre, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas soumis à d'autres droits ou d'autres formalités que s'ils étaient exportés sous pavillon national.

Art. 16. Les bâtiments belges dans les îles Hawaïennes, et les bâtiments Hawaïens en Belgique, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime-abord, et se rendre ensuite, avec le reste de leur cargaison, dans d'autres ports du même État, qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de décharger leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux pays seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 17. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement, pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage, sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits, et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national, ou provenaient du pays le plus favorisé.

Art. 18. Les marchandises embarquées à bord des bâtiments belges ou hawaïens, ou appartenant aux citoyens respectifs, pourront être transbordées, dans les ports des deux pays, à bord d'un navire destiné pour un port national ou étranger, selon les règlements douaniers du pays, et les marchandises ainsi transbordées, pour être expédiées ailleurs, seront exemptes de toute espèce de droits de douane et d'entrepôt.

Art. 19. Les objets de toute nature, provenant de Belgique ou expédiés vers la Belgique, jouiront, à leur passage par le territoire des îles Hawaïennes, en transit direct ou par réexportation, du trai-

tement applicable dans les mêmes circonstances aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature, provenant des îles Hawaïennes ou expédiés de ce pays, jouiront, à leur passage par le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. 20. Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol, de l'industrie ou des entrepôts de l'autre partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Il ne sera imposé, sur les marchandises exportées d'un pays vers l'autre, d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient exportées vers tout autre pays étranger.

Aucune restriction ni prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. 21. Il pourra être établi des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 22. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans les îles Hawaïennes jouiront de tous les privilèges, immunités et exemptions dont jouissent les agents de la nation la plus favorisée de même qualité et dans les mêmes conditions.

Il en sera de même en Belgique, pour les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des îles Hawaïennes.

Art. 23. La désertion des matelots embarqués sur les navires de l'une ou de l'autre partie contractante sera sévèrement réprimée dans les territoires respectifs. En conséquence, les consuls de Belgique pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit en Belgique, les marins qui auraient déserté des bâtiments belges, dans les ports des îles Hawaïennes. A cet effet, ils s'adresseront aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équi-

page, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide et assistance pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté.

Il est entendu que les marins sujets hawaïens, seront exceptés de la présente disposition, et traités selon les lois de leur pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit sur le territoire Hawaïen, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent eût rendu son jugement, et que ce jugement eût reçu son exécution.

Les consuls hawaïens auront exactement les mêmes droits en Belgique, et il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que toute autre faveur ou facilité accordée ou qui serait accordée par la suite par l'une d'elles à un autre Etat, pour l'arrestation des déserteurs, sera accordée, de la même manière, à l'autre partie, comme si lesdites faveurs ou facilités avaient été expressément stipulées dans le présent traité.

Art. 24. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés ou échoués sur les côtes des îles Hawaïennes seront dirigées par les agents consulaires de Belgique, et réciproquement, les agents consulaires des îles Hawaïennes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de la Belgique.

Toutefois, si les parties intéressées se trouvent sur les lieux, ou si les capitaines sont munis de pouvoirs suffisants, l'administration des naufrages leur sera remise.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des agents consulaires, les autorités locales devront prendre, d'ailleurs, toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais assujetties à aucun droit de douane ou autre, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 25. Les navires, marchandises ou effets appartenant aux ci-

toyens respectifs, qui auraient été pris par des pirates, ou qui seraient conduits ou trouvés dans les ports de l'une ou de l'autre des parties contractantes, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété sera prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai de dix-huit mois, par les intéressés, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 26. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance, également amie des parties, sera invoqué d'un commun accord, pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

Art. 27. Le présent traité sera en vigueur, pendant dix ans, qui commenceront à courir six mois après l'échange des ratifications. Si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 28. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, dans le délai d'un an et demi, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double original, le quatorzième jour du mois d'octobre de l'an de grâce 1862.

(L. S.) *Signé:* CH. ROGIER.

(L. S.) *Signé:* JOHN BOWRING.

---

## BELGIQUE. — PAYS-BAS.

### **Convention pour l'extradition des malfaiteurs, conclue à Bruxelles le 13 octobre 1862.**

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté le roi des Pays-Bas, ayant jugé utile de modifier sur certains points, conformément aux législations respectives, les conventions conclues entre les deux pays par rapport à l'extradition des malfaiteurs et de réunir en un seul acte



international les dispositions nouvelles et celles des conventions du 28 octobre 1843, et du 3 septembre 1855, qui restent en vigueur, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges, le sieur Charles *Rogier*, grand-officier de son ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre de la Branche-Ernestine de la Maison de Saxe, etc., membre de la Chambre des représentants, son ministre des affaires étrangères, etc.

Sa Majesté le roi des Pays-Bas, le baron *Gericke d'Herwynen*, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Chevalier grand-croix de l'ordre de la Couronne de Chêne, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement Belge et le gouvernement des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou poursuivis à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, par les tribunaux de celui des deux pays où le crime ou le délit a été commis :

1<sup>o</sup> Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;

2<sup>o</sup> Incendie;

3<sup>o</sup> Faux en écriture, y compris la contrefaçon de billets de banque, de papier-monnaie et d'effets publics;

4<sup>o</sup> Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, émission, avec connaissance, de fausse monnaie;

5<sup>o</sup> Faux témoignage;

6<sup>o</sup> Vol accompagné de circonstances aggravantes, escroquerie, concussion, soustraction commise par les dépositaires publics;

Il est entendu que les mots « vol accompagné de circonstances aggravantes » s'appliquent à tous les vols que les législations respectives ne considèrent pas comme vol simple, qu'ils soient du reste punis de peines afflictives ou infamantes ou seulement de peines correctionnelles;

7<sup>o</sup> Banqueroute frauduleuse.

La législation des Pays-Bas interdisant l'extradition des étrangers assimilés aux Néerlandais conformément à l'art. 8 du Code civil et de ceux qui se sont établis sur le territoire du royaume et qui sont ou ont été mariés à une femme néerlandaise dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans les Pays-Bas, le gouvernement Belge, de son côté, se réserve la faculté de ne pas consentir à l'extradition des étrangers qui seraient placés dans une condition analogue en Belgique.



**Art. 2.** Les individus condamnés ou poursuivis, qui ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux États, ne seront livrés au gouvernement qui aura réclamé leur extradition, que lorsque l'état auquel ils appartiennent et qui sera informé des demandes en extradition par le gouvernement auquel celles-ci auront été adressées, ne s'opposera pas à leur extradition.

**Art. 3.** L'étranger dont l'extradition est demandée pour l'un des faits mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, pourra être arrêté provisoirement dans chacun des deux pays, d'après les formes et les règles prescrites par les législations respectives.

**Art. 4.** L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé subit ou a déjà subi sa peine, ou dont il a été acquitté ou absout dans le pays auquel l'extradition est demandée;

2° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

**Art. 5.** Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit, commis contre les lois du pays auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

S'il est détenu pour dettes en vertu d'une condamnation antérieure à la demande d'extradition, celle-ci sera également différée jusqu'à la mise en liberté.

**Art. 6.** Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention. Il est expressément stipulé que l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ou fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef du gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille; lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

**Art. 7.** L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Du côté des Pays-Bas, l'extradition pourra être accordée en outre sur la production d'un mandat d'arrêt délivré en original ou en copie,

dans les formes et avec les indications déterminées par la stipulation précédente.

Art. 8. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé, seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Art. 9. Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés.

Art. 10. La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois du pays.

A partir de sa mise à exécution, les conventions du 8 octobre 1843 et du 3 septembre 1855, cesseront d'être en vigueur et seront remplacées par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double original, à Bruxelles, le troisième jour du mois d'octobre 1862.

(L. S.) *Signé* : CH. ROGIER.

(L. S.) *Signé* : L. GERICKE.

---

## DANEMARK. — VENEZUELA.

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Caracas le 19 décembre 1862.**

S. M. le roi de Danemark et la république de Vénézuéla, désirant conclure un nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation dans le but de resserrer, par tous les moyens possibles, les liens de bonne intelligence qui ont, de tout temps, existé entre les deux pays, à leur satisfaction réciproque, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi de Danemark, le sieur Guillaume *Stürup*, conseiller de la légation, chevalier de l'ordre de Danebrog et son consul général à Caracas.

Et S. Exc. le chef suprême civil et militaire de la répu-

blique de Vénézuéla, le sieur Licencié Jesus-Maria-Morales *Marcano*, directeur du département des relations extérieures et de l'instruction publique; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura dans la suite, comme par le passé, une paix inviolable et une amitié sincère entre S. M. danoise et ses sujets d'une part, et la république de Vénézuéla et ses citoyens de l'autre part.

Art. 2. Les sujets danois au Vénézuéla et les citoyens vénézuéliens en Danemark pourront réciproquement et en toute liberté entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seraient ouverts au commerce étranger.

Ils pourront, comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques dont ils auront besoin, effectuer des transport de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers.

Ils seront entièrement libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer les prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Ils seront également libres de faire leurs affaires eux-mêmes, de présenter leurs propres déclarations en douane ou de se faire représenter par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront aussi le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoir, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Enfin ils ne seront assujettis dans aucun cas à d'autres charges, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets et citoyens respectifs jouiront dans l'un et dans l'autre Etat, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront en conséquence un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits et ce aux mêmes conditions qui seront en usage pour les citoyens du pays dans lequel ils résideront.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les

armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toute contribution de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires, quels qu'ils soient, et dans tous les autres cas ils ne pourront pas être assujettis pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges, exactions ou impôts, que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes, ou les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée sans exception.

En cas de révolution ou de guerre intérieure, les sujets et citoyens des deux Etats contractants auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'être indemnisés des dommages et des préjudices qu'ils éprouveraient dans leurs propriétés du fait des autorités constituées ou des forces qui en dépendent, d'après les preuves que les intéressés feront valoir conformément aux lois en vigueur.

Art. 4. Les citoyens de chacune des parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre jouiront, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent.

Art. 5. Les navires, les équipages, les marchandises, les effets, les voitures et les bêtes, appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes ne pourront être saisis ni retenus dans les territoires de l'autre pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque service public que ce soit, contre la volonté de leurs maîtres ou de leurs agents.

Art. 6. Les sujets et citoyens des deux pays auront le droit de posséder des immeubles et de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs.

Les sujets danois jouiront dans le territoire du Vénézuéla du droit de recueillir et de transmettre les successions soit *ab intestat*, soit par testament à l'égal des Vénézuéliens, d'après les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne frapperait de même les nationaux.

Réciproquement, les Vénézuéliens jouiront dans le territoire du Danemark du droit de recueillir et de transmettre les successions soit *ab intestat*, soit par testament, à l'égal des sujets danois, d'après les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne frapperait de même les nationaux.

Art. 7. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit production du sol ou de l'industrie des deux Etats contractants, soit de tout autre pays, dont l'importation sera légalement permise, quoique ce soit par exception, à une autre nation étrangère, pourront égale-



ment être importées sur des bâtiments danois ou vénézuéliens, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que ceux qu'ils devraient payer si l'importation se faisait sur des bâtiments nationaux.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement, soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque.

La même égalité de traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations ou réexportations sans distinction de provenance ou destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, facilités et restitutions de droits, que la législation des deux pays ait établies ou pourrait établir dans la suite.

Art. 8. L'article précédent n'est pas applicable au commerce de cabotage, qui sera régi dans les deux Etats par leurs lois respectives ; mais il est convenu que les habitants des deux pays jouiront réciproquement de tous les droits qui seront accordés à ce sujet à la nation la plus favorisée.

Mais il sera permis aux bâtiments de chacun des deux pays, tant que les lois respectives ne le défendront pas, de décharger une partie de leur cargaison dans un port et de se rendre ensuite dans d'autres ports des territoires de l'autre, qui sont ouverts au commerce étranger, soit pour y achever la décharge, soit pour compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans les mêmes circonstances.

Art. 9. Seront considérés comme danois au Vénézuéla et comme vénézuéliens en Danemark, les bâtiments qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord et des autres documents exigés par la législation de chacune des deux nations, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 10. Les bâtiments et embarcations respectifs, de quelque capacité ou construction que ce soit, arrivant dans les ports de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, ou en sortant sur lest ou chargés, ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres, de quelque espèce et dénomination que ce soit, affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux dans les deux pays.

Art. 11. Le commerce danois dans la république de Vénézuéla et le commerce vénézuélien en Danemark, seront traités, sous le rapport des droits de douane tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.



Art. 12. Les droits d'importation ou d'exportation imposés dans l'un des deux Etats contractants sur les produits du sol ou de l'industrie de l'autre, ne pourront être autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes marchandises, provenant de quelque autre nation étrangère que ce soit.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations; et les formalités qui pourraient être réquises pour justifier de l'origine ou de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats, seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 13. Lorsque quelque bâtiment des deux parties contractantes aurait fait naufrage, échoué ou souffert quelque autre dommage qui l'obligerait à relâcher dans les ports, sur les côtes ou sur la juridiction de l'autre, les sujets ou citoyens respectifs recevront tant pour eux que pour leurs bâtiments et effets, la même assistance qui serait fournie aux habitants du pays où l'accident arrive; et ils ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, que ceux prélevés en pareil cas sur les navires nationaux, pourvu que lesdits navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Dans le cas où, à raison de relâche forcée, les navires respectifs seraient obligés de déposer à terre les marchandises composant leur chargement, ou de les transborder sur d'autres navires pour éviter qu'elles ne dépérissent, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux imposés en pareil cas aux navires nationaux.

Dans tous les territoires et domaines de chacune des deux parties, il sera accordé aux bâtiments de l'autre, dont l'équipage aura été diminué par suite de maladies ou par une autre cause quelconque, la faculté d'engager les matelots qu'il leur faudra pour continuer leur voyage, pourvu qu'ils se conforment aux ordonnances locales et que l'engagement soit volontaire.

Art. 14. Les navires, marchandises et effets appartenant à des sujets de l'une des parties contractantes qui auraient été pris par des pirates, soit dans les limites de leur juridiction, soit en pleine mer, et auraient été conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies ou domaines de l'autre partie, seront remis à leurs propriétaires en payant les frais de la reprise, s'il y en a, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation, qui devra être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leur fondés de pouvoir ou par les agents de leur nation.

Art. 15. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances

pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance, dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. 16. Les deux parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles les principes suivants :

1° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre;

2° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ;

3° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

En conséquence du premier de ces principes, si l'une des deux parties reste neutre, dans le cas où l'autre viendrait à être en guerre avec quelque puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre, excepté la contrebande de guerre, seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante.

Il est également convenu que la liberté du pavillon s'étend aussi aux individus qui seraient trouvés à bord des bâtiments neutres, à moins qu'ils ne soient militaires et alors engagés au service de l'ennemi.

Il est également convenu que la propriété neutre, excepté la contrebande de guerre, trouvée à bord d'un bâtiment ennemi, sera aussi considérée comme neutre.

Les deux parties contractantes n'appliqueront ces principes qu'aux puissances qui les reconnaîtront également.

Art. 17. Dans le cas où l'une des parties contractantes serait en guerre avec quelque autre puissance, aucun navire de l'une ou de l'autre des deux nations ne sera détenu pour avoir à bord des articles de contrebande de guerre, toutes les fois que le patron, le capitaine ou subrécargue dudit navire délivreront ces articles de contrebande de guerre au capteur, à moins que les articles ne soient en quantité si considérable et n'occupent un tel espace que l'on ne puisse, sans de grands inconvénients, les recevoir à bord du bâtiment capteur. Dans ce dernier cas, de même que dans ceux qui autorisent légitimement la détention, le bâtiment détenu sera expédié pour le port le plus convenable et sûr, qui se trouvera le plus à proximité, pour y être jugé suivant les lois.

Egalement les sujets ou citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce avec les Etats belligérants, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement bloqués ou assiégés. Bien entendu que

cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre.

Dans aucun cas un bâtiment de commerce appartenant à des sujets ou citoyens de l'un des deux pays qui se trouvera expédié pour un port bloqué par les forces de l'autre, ne pourra être saisi, capturé et condamné si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus. Et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient à se représenter devant le même port pendant la durée du blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu et la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra d'ailleurs les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Tous navires de l'une des deux parties contractantes qui seraient entrés dans un port, avant qu'il ne fût assiégé, bloqué ou investi par l'autre puissance, pourront le quitter sans empêchement avec leurs cargaisons; et si ces navires se trouvent dans le port, après la reddition de la place, ils ne seront point sujets à la confiscation, non plus que leurs cargaisons, mais ils seront rendus à leurs propriétaires.

Art. 18. Chacune des parties contractantes sera libre d'établir des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls à résidence dans les ports ou villes des domaines de l'autre, où celle-ci juge convenable d'admettre des consuls des puissances étrangères. Ces agents ne pourront cependant entrer en fonctions, qu'après avoir obtenu leur exéquatur du gouvernement du pays de leur résidence. Ils jouiront dans les deux pays, sous tous les rapports, des mêmes immunités, prérogatives et avantages que les agents consulaires de la même catégorie de toute autre nation favorisée. Les archives et les papiers des consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 19. Les consuls et vice-consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir, qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Ils auront la faculté de faire arrêter et de renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots déserteurs des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhi-

bition du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les individus réclamés faisaient partie de cet équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée, il leur sera donné de plus toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus dans les prisons publiques du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté en prévenant le consul trois jours d'avance, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si toutefois le déserteur avait commis sur terre quelque délit, l'autorité locale pourra en différer l'extradition, jusqu'à ce que le tribunal aura prononcé sa sentence et que celle-ci aura reçu pleine et entière exécution. Il est convenu entre les parties contractantes que les matelots et autres gens de l'équipage, qui se trouveraient être citoyens du pays où la désertion aurait lieu, seront exempts des stipulations du présent article, pourvu qu'ils n'aient manqué à leurs engagements pécuniaires.

Art. 20. Les consuls ou vice-consuls respectifs auront le droit, comme tels, de siéger comme juges et arbitres dans les différends qui se seront élevés en mer, ou s'élèveront dans les ports, entre le capitaine, les officiers et l'équipage des bâtiments de la nation dont ils soignent les intérêts, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite de l'équipage, des officiers ou des capitaines ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays. Il est bien entendu cependant que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur pays.

Art. 21. Les consuls ou vice-consuls respectifs pourront au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé ni laissé d'héritiers présents sur les lieux (ou laissant des héritiers mineurs), ni désigné d'exécuteurs testamentaires jouissant de capacité légale :

1° Apposer les scellés soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale qui pourra y assister et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul ou agent, et dès lors ces doubles scellés ne seront le vés que de concert ;



2<sup>o</sup> Dresser aussi en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession ;

3<sup>o</sup> Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendant de la succession, lorsque lesdits meubles pourraient se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt ;

4<sup>o</sup> Administrer et liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que d'ailleurs l'autorité locale ait à intervenir dans ces dernières opérations à moins qu'un ou plusieurs citoyens du pays ou d'une tierce puissance n'aient à faire valoir des droits dans l'héritage, parce que, dans ce cas, s'il s'élève des difficultés, elles seront décidées par les tribunaux, le consul agissant alors comme représentant la succession et ne devant la considérer comme liquidée tant que le tribunal n'aura pas prononcé sa sentence, ou qu'il ne sera intervenu un arrangement amiable.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux x dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leurs arrondissements, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation n'ait été présentée contre la succession.

Il est entendu que dans le cas où les héritiers viendraient à se présenter eux-mêmes dans le pays, le consul ou vice-consul sera tenu de leur rendre compte et de remettre, s'ils l'exigent, l'administration de la succession entre leurs mains. Il en sera de même si lesdits héritiers constituent par acte authentique un ou plusieurs fondés de pouvoir pour agir en leur nom. Dans tous les cas, la liquidation définitive, et surtout la vente des biens fonciers, ne pourra avoir lieu qu'un an après la mort du défunt, à moins que le consul ou vice-consul ne soit spécialement autorisé par les héritiers eux-mêmes à devancer ce terme.

Art. 22. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires établies en bonne et due forme, entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les bâtiments des deux pays auraient éprouvées dans les ports respectifs seront réglées par les consuls de leur nation, à moins cependant que les habitants du pays où résideraient les consuls, ne se trouvassent intéressés dans ces avaries ; car dans ce cas elles devraient être réglées par l'autorité locale, toutes les fois qu'un compromis à l'amiable ne sera pas intervenu entre les parties.



Art. 23. Toutes les opérations relatives au sauvetage des bâtiments appartenant à l'un des deux États contractants naufragés ou échoués sur les côtes de l'autre, seront surveillées par les agents consulaires de la nation à qui appartient le navire s'ils n'avaient pas des consignataires spéciaux. L'intervention des autorités locales aura lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit, à moins qu'elles ne soient destinées à la consommation dans le pays, et sauf les autres cas expressément prévus par les lois respectives des deux États contractants.

Art. 24. Les stipulations du présent traité s'appliqueront également aux colonies de S. M. Danoise, en tant que les citoyens de Vénézuéla y jouiront des mêmes droits, dont jouit actuellement ou dont jouira à l'avenir toute autre nation favorisée.

Art. 25. Si l'une des parties contractantes accordait à l'avenir quelque faveur particulière à une autre nation en fait de commerce, de navigation, de privilèges diplomatiques ou consulaires, cette faveur s'étendra immédiatement à l'autre partie, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

Art. 26. Si par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leurs prétentions respectives n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance amie et neutre, sera invoqué d'un commun accord avant de pouvoir en appeler au funeste usage des armes. Est excepté le cas où la partie qui se croirait offensée n'obtiendrait pas que l'autre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de l'invitation qui lui sera faite à cet effet, convint du choix de l'arbitre d'un commun accord, ou en défaut de cet accord, par la voie du sort.

Il est convenu que dans le cas d'une interruption de relations ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre et y exerçant le commerce ou quelque autre profession privée, auront la faculté d'y rester en continuant leur profession ou leurs affaires, sans

être troublés dans la jouissance de leur liberté et de leurs biens, pour autant qu'ils se conduisent pacifiquement, et qu'ils n'enfreignent pas les lois du pays; et leurs biens et effets ne seront pas sujets à être saisis ou séquestrés et ne seront soumis à aucun impôt que n'auraient point à payer, sur des biens de la même espèce, les citoyens du pays.

Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes auront six mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs biens, s'ils ont l'intention de quitter le pays; ceux qui résident dans l'intérieur, auront un délai d'une année, et un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans le port qu'ils choisiront. En aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds publics, ni les actions de compagnies, ne seront saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. 27. Le présent traité d'amitié, de commerce et de navigation sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, un an avant l'expiration de ce terme, aucune des parties contractantes n'annonce son intention d'en faire cesser l'effet, il continuera d'être obligatoire pour les deux parties, jusqu'à l'expiration d'un an après que ladite notification aura été faite.

Art. 28. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Caracas le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets particuliers.

Fait à Caracas, le 19 décembre 1862.

(L.S.) *Signé* : W. STURUP.

(L.S.) *Signé* : MORALES MARCANO.

---

## BELGIQUE. — LUBECK.

### **Traité de commerce et de navigation, conclu à Berlin le 11 mai 1863.**

Sa Majesté le roi des Belges et le sénat de la ville libre et hanséatique de Lubeck, voulant, à l'occasion de la suppression, par rachat, du péage de l'Escaut, régler les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la ville de Lubeck, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté le roi des Belges, le baron Jean-Baptiste *Nothomb*, son ministre d'État, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi de Prusse;

Et le sénat de la ville libre et hanséatique de Lubeck, M. Frédéric-Henri *Geffcken*, son ministre résident près sa Majesté le roi de Prusse ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les États des deux hautes parties contractantes, les sujets de chacun d'elles jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits, faveurs et avantages qui sont ou seront accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Tous les navires qui, d'après les lois de la Belgique, sont considérés comme navires belges, et tous les navires qui, d'après les lois de la ville libre de Lubeck, sont considérés comme navires lubeckois, sont déclarés respectivement navires belges et navires lubeckois.

Art. 3. La marine marchande de l'une des hautes parties contractantes sera assimilée dans le territoire de l'autre, sous tous les rapports quelconques, à la marine marchande nationale. Il n'est fait exception à cette égalité parfaite qu'en ce qui concerne les avantages dont la pêche nationale est ou pourrait être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux hautes parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne le transit et l'entreposage.

Art. 5. Ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'imposera, sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre Etat étranger.

Chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elle s'engageant, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

En conséquence, la Belgique appliquera aux marchandises originaires de la ville libre de Lubeck, ou destinées pour cette ville, le

régime dont jouissent ou jouiraient, suivant le traité du 23 juillet 1862, les marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou destinées pour ce pays. En sera seule exempte la tarification nouvelle des drilles et chiffons de toute espèce, de la pâte à papier et des vieux cordages goudronnés ou non.

Art. 6. Les fabricants et marchands belges, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en Belgique dans l'une de ces qualités, pourront dans la ville libre de Lubeck, d'après le traitement de la nation la plus favorisée, faire des achats pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises. Il y aura réciprocité en Belgique pour les fabricants et marchands de la ville libre de Lubeck et leurs commis-voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette faculté seront réglées d'un commun accord.

Art. 7. Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés dans la ville libre de Lubeck par des voyageurs de commerce belges, ou en Belgique par des voyageurs de commerce lubeckois, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaire pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les parties contractantes.

Art. 8. Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre Etat, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet Etat. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 9. Le pavillon de la ville libre de Lubeck continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut, tant que le pavillon belge en jouira lui-même.

Art. 10. A partir au plus tard du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu.

2° Des droits de pilotage dans les ports Belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :



De 10 pour cent pour navires à voiles;

De 25 pour cent pour les navires remorqués;

De 30 pour cent pour les navires à vapeur.

30. Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera, dans son ensemble, dégrevé :

Art. 11. En considération des propositions faites par la Belgique pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, la ville libre de Lubeck consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes.

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36,000,000 de francs;

B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital;

C. Le reste serait repartí entre les autres Etats dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut;

D. La quote-part de la ville libre de Lubeck, devant être fixée d'après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 25,680 francs.

Les conditions ci-dessus énoncées, pour la capitalisation du péage de l'Escaut, seront insérées dans un traité général qui sera arrêté par une conférence des Etats maritimes intéressés, et qui donnera toute garantie pour la navigabilité de l'Escaut dans l'avenir, conférence dans laquelle la ville libre de Lubeck sera représentée.

Art. 12. La quote-part ci-dessus énoncée de la ville de Lubeck sera prélevée sur le prix de la maison dite Hanséatique, queles trois villes hanséatiques possèdent à Anvers, propriété que l'Etat belge s'oblige à acquérir à raison d'un million de francs, sans aucuns frais pour les vendeurs, et à la vente de laquelle la ville libre de Lubeck consent, à ce prix, en ce qui concerne. Le surplus de ce prix sur la quote-part sera payé par l'Etat belge à la ville libre de Lubeck, à une époque à fixer lors de la passation de l'acte de vente.

Art. 13. Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans le territoire de l'autre des consuls-généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires, lesquels ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; toutefois, dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 14. Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans le territoire de l'autre, recevront des autorités locales toute aide



et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si, dans les deux mois, à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même, si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, s'ils sont nationaux, sont dans tous les cas exceptés des stipulations du présent article.

Art. 15. En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les hautes parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à une tierce puissance qui ne soit à l'instant étendu à l'autre Etat et à ses sujets.

Art. 16. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de

diverse nature, qui résultent pour le commerce et pour la navigation comme pour les gouvernements, de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux parties contractantes inviteront les États maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

Art. 17. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonné à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des deux pays. Les deux gouvernements s'obligent d'en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

Art. 18. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de douze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 19. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 11 mai 1863.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB.

(L. S.) *Signé* : GEFFCKEN.

#### DÉCLARATION BELGE.

Le soussigné déclare que le régime assuré par le paragraphe dernier de l'article 5 aux marchandises originaires de la ville libre de Lubeck, ou destinées pour cette ville, s'applique également aux marchandises transportées par navires lubeckois de tout pays ou vers tout pays auquel le même régime est assuré par la Belgique.

Il en sera de même de toute marchandise provenant de tout pays auquel le susdit régime est assuré.

Berlin, le 11 mai 1863.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB.

#### DÉCLARATION LUBECKOISE.

Le soussigné déclare que le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'article 1<sup>er</sup> est de fait, à Lubeck et à Brême, le traitement national, sans distinction de religion.

Il ajoute, relativement aux marques de fabrique, que cette matière

doit être prochainement l'objet d'un règlement intérieur, qui assurera le régime de la nation la plus favorisée de la Belgique.

Berlin, le 11 mai 1863.

(L. S.) *Signé*: GEFFCKEN.

---

## BELGIQUE. — BRÊME.

### **Traité de commerce et de navigation, conclu à Berlin le 11 mai 1863.**

Sa Majesté le roi des Belges et le sénat de la ville libre et hanséatique de Brême.

Voulant, à l'occasion de la suppression, par achat, du péage de l'Escaut, régler les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la ville de Hambourg, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi des Belges, le baron Jean-Baptiste *Nothomb*, son ministre d'État, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Prusse; et

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg, M. Frédéric-Henri *Geffcken*, son ministre résident près S. M. le roi de Prusse, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les États des deux hautes parties contractantes, les sujets de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits, faveurs et avantages qui sont ou seront accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Tous les navires qui, d'après les lois de la Belgique, sont considérés comme navires Belges, et tous les navires qui, d'après les lois de la ville libre de Hambourg, sont considérés comme navires Hambourgeois, sont déclarés respectivement navires Belges et navires Hambourgeois.

Art. 3. La marine marchande de l'une des hautes parties contractantes sera assimilée dans le territoire de l'autre, sous tous les rapports quelconques, à la marine nationale. Il n'est fait exception à cette égalité parfaite qu'en ce qui concerne les avantages dont la pêche nationale est ou pourrait être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 4. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux hautes parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne le transit et l'entreposage.

Art. 5. Ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'imposera, sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance, Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ni prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

En conséquence, la Belgique appliquera aux marchandises originaires de la ville libre de Hambourg, ou destinées pour cette ville, le régime dont jouissent ou jouiraient, suivant le traité du 23 juillet 1862, les marchandises originaires de la Grande-Bretagne ou destinées pour ce pays. En sera seule exempte la tarification nouvelle des drilles et chiffons de toute espèce, de la pâte à papier et des vieux cordages goudronnés ou non.

Art. 6. Les fabricants et marchands Belges, ainsi que leurs commis-voyageurs, dûment patentés en Belgique dans l'une de ces qualités, pourront, dans la ville libre de Hambourg, d'après le traitement de la nation la plus favorisée, faire des achats pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises. Il y a aura réciprocité en Belgique pour les fabricants et marchands de la ville libre de Hambourg et leurs commis-voyageurs.

Les formalités nécessaires pour obtenir cette faculté seront réglées d'un commun accord.

Art. 7. Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés dans la ville libre de Hambourg par des voyageurs de commerce Belges, ou en Belgique par des voyageurs de commerce Hambourgeois, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les parties contractantes.



Art. 8. Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées antérieurement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 9. Le pavillon de la ville libre de Hambourg continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut, tant que le pavillon Belge en jouira lui-même.

Art. 10. A partir au plus tard du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1<sup>o</sup> Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu ;

2<sup>o</sup> Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 pour cent pour les navires à voiles ;

De 25 pour cent pour les navires remorqués ;

De 30 pour cent pour les navires à vapeur ;

3<sup>o</sup> Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera, dans son ensemble, dégrevé.

Art. 11. En considération des propositions faites par la Belgique pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, la ville libre de Hambourg consentirait à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes :

A. Le capital n'excéderait pas une somme de 36,000,000 de francs ;

B. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital ;

C. Le reste serait réparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut ;

D. La quote-part de la ville de Hambourg devant être fixée d'après cette règle, ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de 668,680 francs.

Les conditions ci-dessus énoncées, pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un traité général qui sera arrêté par une conférence des États maritimes intéressés, et qui donnera toute garantie pour la navigabilité de l'Escaut dans l'avenir, conférence dans laquelle la ville libre de Hambourg sera représentée.

Art. 12. La quote-part ci-dessus énoncée de la ville de Brême sera prélevée sur le prix de la maison dite Hanséatique, que les trois villes hanséatiques possèdent à Anvers, propriété que l'état



Belge s'engage à acquérir à raison de 1,000,000 de francs, sans aucuns frais pour les vendeurs, et à la vente de laquelle la ville de Brême consent, à ce prix, en ce qui le concerne. Le surplus de ce prix sur la quote-part sera payé par l'État belge à la ville libre de Brême, à une époque à fixer lors de la passation de l'acte de vente.

Art. 13. Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans le territoire de l'autre des consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires, lesquels, ainsi, que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs, et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; toutefois, dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 14. Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans le territoire de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou un extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si, dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils ap-

partiennent, où s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même, si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, s'ils sont nationaux, sont dans tous les cas exceptés des stipulations du présent article.

Art. 15. En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les hautes parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à une tierce puissance qui ne soit à l'instant étendu à l'autre État et à ses sujets.

Art. 16. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de diverse nature, qui résultent pour le commerce et pour la navigation comme pour les Gouvernements, de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux parties contractantes inviteront les États maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

Art. 17. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des deux pays. Les deux Gouvernements s'obligent d'en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

Art. 18. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de douze années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où une des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 19. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Les ratifications seront échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 11 mai 1863.

(L.S.) *Signé* NOTHOMB.

(L.S.) *Signé* GEFFCKEN

DÉCLARATION BELGE.

Le soussigné déclare que le régime assuré par le paragraphe dernier de l'article 5 aux marchandises originaires de la ville libre de Brème, ou destinées pour cette ville, s'applique également aux marchandises transportées par navires Brémois de tout pays ou vers tout pays auquel le même régime est assuré par la Belgique.

Il en sera de même de toutes marchandises provenant de tout pays auquel le susdit régime est assuré.

Berlin, le 11 mai 1863.

(L.S.) *Signé* NOTHOMB.

DÉCLARATION BRÉMOISE.

Le soussigné déclare que le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'article, est 1<sup>er</sup> de fait, à Brème et à Lubeck, le traitement national, sans distinction de religion.

Il ajoute, relativement aux marques de fabrique, que cette matière doit être prochainement l'objet d'un règlement intérieur, qui assurera le régime de la nation la plus favorisée à la Belgique.

Berlin, le 11 mai 1863.

(L.S.) *Signé* GEFFCKEN.

---

BELGIQUE. — PORTUGAL.

**Convention de commerce, conclue à Bruxelles  
le 8 juin 1863.**

S. M. le roi des Belges et S. M. le roi de Portugal et des Algarves, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre leurs Etats, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi des Belges,

Le sieur Charles *Rogier*, grand-officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, grand cordon de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, de l'Etoile polaire, des SS. Maurice et Lazare, de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, de la Légion d'honneur et de l'Aigle blanc, etc., membre de la Chambre des représentants, son ministre des affaires étrangères,

Et S. M. le roi de Portugal et des Algarves.

Le sieur Joseph-Maurice Correâ Henriquez, vicomte de *Seisal*, du conseil de S. M. le roi de Portugal, grand'croix de l'ordre du Christ, commandeur de celui de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, grand'croix de l'ordre de Léopold de Belgique, du Lion néerlandais des Pays-Bas, des ordres des SS. Maurice et Lazare d'Italie, de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas de Russie, de la couronne de Fer d'Autriche, d'Albert-le-Valeureux de Saxe, commandeur de l'ordre de Danebrog de Danemark, décoré de l'ordre impérial du Nichan Iftihar de la première classe, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. très-fidèle près S. M. le roi des Belges.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général :

1<sup>o</sup> Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu ;

2<sup>o</sup> Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De 20 pour cent pour les navires à voiles ;

De 25 pour cent pour les navires remorqués ;

De 30 pour cent pour les navires à vapeur ;

3<sup>o</sup> Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dégrevé dans son ensemble.

Art. 2. En attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation entre la Belgique et le Portugal, et sous la condition que le pavillon belge et les marchandises originaires de Belgique jouiront, en Portugal et dans les colonies portugaises, du traitement de la nation étrangère la plus favorisée :

Le tarif résultant du traité du 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la Belgique et la France, est étendu au Portugal dans les mêmes conditions qu'il l'a été à l'Angleterre par le traité du 23 juillet 1862 ;

Sont également appliqués au Portugal les dégrèvements opérés par les traités conclus par la Belgique avec la Suisse, le 11 décembre 1862, avec l'Italie, le 9 avril 1863, avec les Pays-Bas, le 12 mai 1863, et avec la France, également le 12 mai 1863.

Art. 3. Le pavillon Portugais est assimilé au pavillon Belge pour le transport du sel.

Prenant en considération les propositions faites par la Belgique, pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, S. M. le roi de Portugal consent à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes :

A. Le capital n'excédera pas une somme de 36,000,000 de francs.



*B.* La Belgique prendra à sa charge le tiers de ce capital.

*C.* Le reste sera réparti entre les autres Etats dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut.

*D.* La quote-part du Portugal devant être fixée d'après cette règle ne pourra s'élever au-dessus d'une somme de 23,280 francs.

*E.* Le paiement de ladite quote-part sera effectué aussitôt après l'adoption de la présente convention par les Chambres législatives portugaises.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un traité général, qui sera arrêté par une conférence des Etats maritimes intéressés, conférence dans laquelle le Portugal sera représenté.

Art. 5. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, en double original, le 8 juin 1863.

(L. S.) *Signé* : CH. ROGIER.

(L. S.) *Signé* : VICOMTE DE SEISAL.

## BELGIQUE. — DANEMARK.

### **Traité de commerce et de navigation, conclu à Copenhague le 17 août 1863.**

S. M. le roi des Belges et S. M. le roi de Danemark, animés d'un égal désir de faciliter et d'étendre les rapports de navigation et de commerce entre leurs Etats respectifs, et voulant, pour arriver à un but si utile, faire disparaître les obstacles qui entravent mutuellement les relations commerciales, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi des Belges, le sieur Guillaume-Henri *Bosch-Spencer*, son ministre résidant auprès de la cour de Copenhague, officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, commandeur de l'ordre de l'Etoile Polaire et de l'ordre de Saint-Olaf, etc.

S. M. le roi de Danemark, S. Exc. Charles-Chrétien *Hall*, son conseiller intime des Conférences, son président du Conseil des ministres, son ministre des affaires étrangères et ministre par intérim pour les duchés du Holstein et de Lauenbourg, grand'croix de son ordre de Danebrog et décoré de la croix d'Honneur du même ordre, grand'croix de l'Etoile Polaire, de celui de Saint-Olaf, de celui de



Saint-Constantin, de celui de Charles III, de celui des Guelphes, de celui des Saints Maurice et Lazare, de celui de Nican Istichar, etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les Etats, possessions et colonies des deux hautes parties contractantes pour le présent et pour l'avenir, et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'étendue des territoires et possessions de l'autre, jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce, de navigation et de pêche, dont jouissent ou jouiront les sujets des nations les plus favorisées.

Art. 2. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes résidant dans les Etats, possessions et colonies de l'autre, seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier au soin de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes. Ils ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif, aux vendeurs et acheteurs, de contracter ensemble leur marché et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois de douane du pays.

Art. 3. Les Belges en Danemark et les Danois en Belgique sont exempts du service militaire tant dans l'armée de terre et de mer, que dans les gardes et milices nationales et ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 4. Tous les navires, qui d'après les lois de la Belgique sont considérés comme navires Belges, et tous les navires qui d'après les lois du Danemark sont considérés comme navires Danois, sont respectivement déclarés navires Belges et Danois.

Art. 5. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou d'autres droits semblables ou équivalents, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au profit ou au nom du gouvernement, de fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissements quelconques ne sera imposée dans les ports de chacun des deux pays, de leurs possessions et colonies, sur les navires de l'autre nation arrivant d'un port ou endroit quelconque, ou faisant le cabotage de port à port, qui ne soit pas également imposé, en pareil cas, sur des navires nationaux.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur char-

gement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux Etats respectifs, il ne sera donné aucun privilège aux navires nationaux, qui ne le soient également à ceux de l'autre Etat, la volonté des deux hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 7. Les navires belges entrant dans un port de Danemark, de ses possessions et colonies, et, réciproquement, les navires danois entrant dans un port de Belgique, de ses possessions et colonies, et qui voudraient n'y décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de la cargaison destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 8. Les marchandises de toute espèce, dont l'importation dans les ports de Belgique ou de ses possessions est ou sera légalement permise sur des bâtiments belges, venant d'un port quelconque, ou faisant le cabotage de port à port, pourront également y être importées sur des bâtiments danois, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque nature, ou dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux. Réciproquement les marchandises de toute espèce, dont l'importation dans les ports du Danemark, de ses possessions ou colonies, est ou sera légalement permise sur des bâtiments danois venant d'un port quelconque, ou faisant le cabotage de port à port, pourront également y être importées, sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur les bâtiments nationaux.

Il est seulement fait exception aux stipulations de la présente convention, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre des pays respectifs; toutefois chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à donner à l'autre, sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de la Belgique ou de ses possessions par navires danois, ou de Danemark, de ses possessions et colonies par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront assujetties à d'autres droits, ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, dans l'un et l'autre cas, de toutes primes ou restitu-

tions de droits, ou autres faveurs, qui sont ou seront accordées, dans chacun des pays respectifs, à la navigation nationale.

Art. 10. Pendant le temps fixé par les lois de chacun des pays respectifs pour l'entreposage des marchandises, elles seront traitées, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation de l'une et de l'autre part, à l'instar des marchandises importées sous pavillon national. Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt, et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenant du pays le plus favorisé.

Art. 11. Le traitement national est également garanti de part et d'autre à chacun des deux pays respectifs pour tout ce qui concerne le transit.

Toutefois le transit de la poudre à tirer est prohibé en Belgique, et les deux hautes parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Art. 12. La faculté de faire le cabotage de port à port, dans les territoires, possessions et colonies des deux Etats respectifs se réglera d'après les lois et ordonnances en vigueur. Toutefois il est convenu entre les deux hautes parties contractantes que les navires et les sujets de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, dans les territoires, possessions et colonies de l'autre, des faveurs et privilèges qui sont ou seront accordés aux nations les plus favorisées.

Art. 13. Ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie d'autres ou de plus forts droits d'importation, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre Etat étranger.

Chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur de commerce, de navigation ou de pêche, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation ou au transit des articles mentionnés ou non dans le présent traité que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation ou de transit qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

En conséquence la Belgique s'engage à étendre au Danemark le tarif résultant du traité conclu avec la France le 1<sup>er</sup> mai 1861, dans les mêmes conditions qu'il l'a été à l'Angleterre par le traité du 25 juillet 1862. Seront également appliqués au Danemark les dégrèvements opérés par les traités conclus entre la Belgique et la Suisse le 11 décembre 1862, l'Italie le 9 avril 1863, les Pays-Bas le 12 mai 1863, la France le 12 mai 1863, la Suède et la Norvège le 16 juin 1863.

Il est spécialement entendu que le Danemark ayant consenti à admettre le pavillon belge sur un pied d'égalité parfaite avec le pavillon national, non-seulement dans la navigation et le commerce avec les territoires du royaume, mais encore dans la navigation et le commerce avec ses possessions d'Islande, de Féroé, ses colonies des Antilles et du Groenland, lorsque ce dernier sera ouvert au commerce étranger, la Belgique, tout en accordant au pavillon danois, sous ce rapport, une réciprocité parfaite de traitement, s'engage à abolir, en faveur dudit pavillon, le privilège de commerce du sel, réservé au pavillon national et à réduire les droits prélevés sur l'importation du poisson étranger, en faveur des produits de la pêche du Danemark au taux suivant :

1. Poisson frais et morue. . . . . les 100 kil. 4 francs.
2. Poisson de toute autre espèce, y compris le stockfish, à l'exception des homards, huîtres et autres coquillages. . . les 100 kil. 1 franc.
3. Homards et huîtres. . . . . les 100 kil. 10 francs.
4. Autres coquillages. . . . . Libres.

Art. 14. Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les territoires, possessions et colonies de l'autre. Les fonctionnaires ainsi nommés y jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités, qui sont ou pourront être accordés aux agents du même rang et caractère nommés ou autorisés par le gouvernement de la nation la plus favorisée. Avant que quelque consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le gouvernement auprès duquel il est envoyé, et chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des consuls les endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. 15. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes de Danemark, de ses possessions et colonies seront surveillés par les agents consulaires de Belgique, et réciproquement les agents consulaires de Danemark surveilleront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique ou de ses possessions. Toutefois, si les parties intéressées se trouvent sur les lieux, ou si les capitaines sont munis de pouvoirs suffisants, l'administration des naufrages leur sera remise. L'intervention des autorités locales aura lieu seulement pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages des navires naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.



En l'absence et jusqu'à l'arrivée des agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés. Les marchandises sauvées ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 16. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre et qui ne sont pas sujets du pays où la désertion a eu lieu. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient remis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour les mêmes causes. Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal compétent ait rendu son jugement et que celui-ci ait rendu son entière exécution.

Art. 17. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets danois ou belges qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rades, baies, havres, rivières de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 18. En tout ce qui concerne la navigation, le commerce, et la pêche, les hautes parties contractantes ne pourront accorder aucuns privilège, faveur ou immunité à un autre Etat qui ne soient aussi et à l'instant étendus à leurs sujets respectifs.

Art. 19. Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commercia-



les, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits Etats et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 20. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles des pays respectifs. Les deux gouvernements s'obligent d'en provoquer l'application dans le plus bref délai possible.

Art. 21. Dans le but de mettre un terme aux inconvénients de diverse nature qui résultent pour le commerce et la navigation comme pour les gouvernements, de la diversité des systèmes de jaugeage actuellement usités, les deux hautes parties contractantes inviteront les états maritimes à se concerter pour arrêter une formule de jaugeage des navires de mer qui servirait de règle universelle.

Art. 22. Le présent traité restera en vigueur pendant douze années à partir du dixième jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité restera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, de commun accord, dans ce traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Copenhague ou à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont posé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, en double original, le 17<sup>e</sup> jour du mois d'août de l'an de grâce 1863.

(L. S.) *Signé* : BOSCH-SPENCER,

(L. S.) *Signé* : C. HALL.

*Déclaration annexée.*

Les deux hautes parties contractantes se réservent de régler par un arrangement ultérieur, dont les clauses auront la même valeur que les stipulations contenues dans le présent traité, tout ce qui concerne le traitement à accorder aux fabricants, négociants et voyageurs de commerce de l'une des deux nations voyageant dans les territoires possessions et colonies de l'autre, relativement au droit de patente et l'admission en franchise temporaire des objets passibles d'un droit d'entrée servant d'échantillons importés par eux, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, lesquelles seront arrêtées de commun accord, ainsi que tout ce qui concerne la propriété, l'exploitation et les conditions de jouissance des dessins, modèles et marques de fabrique ou de commerce, appartenant aux sujets de l'un des États dans les territoires, possessions et colonies de l'autre, moyennant l'observation des lois et ordonnances locales.

(L. S.) *Signé* : BOSCH-SPENCER.

(L. S.) *Signé* . C. HALL.

---

PORTUGAL. — SUÈDE ET NORVÈGE.

**Convention pour le droit d'aubaine et de détraction,  
signée à Lisbonne le 17 décembre 1863.**

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et S. M. le roi de Suède et de Norvège, ayant jugé utile de régler d'une manière formelle, en faveur de leurs sujets respectifs, les conditions réciproques de la transmission des biens, ont à cet effet muni de leurs pleins pouvoirs :

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, le sieur Nuno José Severo de Mendoça Rolim de Moura Barreto, duc de *Loulé*, comte de Valle de Reis, grand écuyer, pair du royaume, conseiller d'État, grand' croix de l'ancien et très-noble ordre de la Tour et de l'Épée, de la valeur, la loyauté et du mérite, commandeur du Christ, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, grand'croix de l'ordre militaire des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de Charles III d'Espagne, d'Ernest le Pie de Saxe, de Léopold de Belgique, du Lion Néerlandais, de l'Aigle rouge et de l'Aigle noire de Prusse, du Danebrog de Danemark, de la Couronne verte de Saxe, de Pie IX, président du conseil, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères et *ad interim*

des travaux publics, commerce et industrie, etc., et S. M. le roi de Suède et de Norvège le sieur Jean-Frédéric de *Crusenstolpe*, chevalier des ordres de l'Étoile polaire et de Wasa, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, officier de la Légion d'honneur de France, chevalier des ordres du Danebrog de Danemark, et de Saint-Stanislas deuxième classe de Russie, son chargé d'affaires et consul-général, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits connus sous les noms de droit d'aubaine, droit de détraction, et autres semblables, ne seront pas exigés ni perçus entre le royaume de Portugal et les royaumes unis de Suède et de Norvège.

Art. 2. Cette disposition s'étend non-seulement aux droits et autres impositions de ce genre qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourraient avoir été perçus par quelques provinces, villes, juridictions, corporations, arrondissements ou communes, de manière que les sujets respectifs qui exporteront des biens, ou auxquels il en écherrait à titre quelconque dans l'un des royaumes respectifs, ne seront assujettis sous ce rapport à d'autres impositions ou taxes qu'à celles qui, soit à raison de succession, de vente ou de mutation de propriété quelconque seraient également acquittées par les habitants du Portugal ou par ceux de la Suède et de Norvège, d'après les lois, règlements et ordonnances qui existent ou qui seront rendus par la suite dans les royaumes respectifs.

Art. 3. Les stipulations de la présente convention seront applicables, non-seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir et à celles déjà dévolues, mais à toutes les transmissions de biens en général, à quelque titre légal qu'ils aient été recueillis dont l'exportation n'a pas encore été effectuée.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire sè peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention en double expédition et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le 17 décembre 1863.

(L. S.) *Signé* : DUC DE LOULÉ.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC CAUSENSTOLPE.

---

**Convention pour l'arrestation et la remise des matelots déserteurs, signée à Lisbonne le 17 décembre 1863.**

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et S. M. le roi de Suède et de Norvège, désirant, d'un commun accord, conclure une convention

pour l'arrestation des matelots déserteurs des navires de leurs États respectifs, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs :

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, le sieur Nuno José Severo de Mendoça Rolim de Moura Barreto, duc de *Loulé*, comte de Valle de Reis, grand-écuyer, pair du royaume, conseiller d'État, grand' croix de l'ancien et très-noble ordre de la Tour et de l'Épée, de la Valeur, de la Loyauté et du Mérite, commandeur de l'ordre du Christ, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, grand'croix de l'ordre militaire des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de Charles III d'Espagne, d'Ernest le Pie de Saxe, de Léopold de Belgique, du Lion néerlandais, de l'Aigle noire de Prusse, du Danebrog de Danemark, de la Couronne verte de Saxe, de Pie IX, président du conseil, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères, et *ad interim* des travaux publics, commerce et industrie, etc. ;

Et S. M. le roi de Suède et de Norvège, le sieur Jean-Frédéric de *Crusenstolpe*, chevalier des ordres de l'Étoile polaire et de Wasa, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, officier de la Légion d'honneur de France, chevalier des ordres du Danebrog de Danemark, et de Saint-Stanislas deuxième classe de Russie, son chargé d'affaires et consul général, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les consuls généraux, consuls et vices-consuls de Portugal en Suède et Norvège, et les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Suède et de Norvège dans le royaume de Portugal et ses possessions, pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leurs nations respectives, à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté desdits bâtiments dans un des ports des États respectifs.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original, ou en copie dûment légalisée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents également certifiés par eux que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné de plus toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les

frais de l'emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Néanmoins, si les déserteurs avaient commis en outre quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait statué sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés de la présente disposition.

Art. 2. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après son insertion dans le journal officiel de chacun des pays respectifs.

Art. 3. La présente convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après la déclaration contraire de l'un des gouvernements contractants; elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires de S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et de S. M. le roi de Suède et de Norvège, avons signé la présente convention en double original et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Lisbonne, le 17 décembre 1863.

(L. S.) *Signé* : DUC DE LOULÉ.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC CRUSENSTOLPE.

### **Convention pour l'extradition d'accusés et de malfaiteurs, signée à Lisbonne le 17 décembre 1863.**

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et S. M. le roi de Suède et de Norvège, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour l'extradition réciproque d'accusés et de malfaiteurs, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs :

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, le sieur Nuno-José Severo de Mendoca Rolim de Moura Barretto, duc de *Loulé*, comte de Valle de Reis, grand écuyer, pair du royaume, conseiller d'État, grand' croix de l'ancien et très-noble ordre de la Tour et de l'Épée, de la Valeur, de la Loyauté et du Mérite, commandeur de l'ordre du Christ, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, grand'croix de l'ordre militaire des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de Charles III d'Espagne, d'Ernest le Pie de Saxe, de Léopold de Belgique, du Lion néer-



landais, de l'Aigle rouge et de l'Aigle noire de Prusse, du Danebrog de Danemark, de la Couronne verte de Saxe, de Pie IX, président du conseil, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères et *ad interim* des travaux publics, commerce et industrie, etc. ;

Et S. M. le roi de Suède et de Norvège, le sieur Jean-Frédéric de *Crusenstolpe*, chevalier des ordres de l'Étoile Polaire et de Wasa, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, officier de la Légion d'honneur de France, chevalier des ordres du Danebrog de Danemark, et de Saint Stanislas deuxième classe de Russie, son chargé d'affaires et consul-général, etc.

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les hautes parties contractantes s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Portugal en Suède et en Norvège, et de Suède et de Norvège en Portugal, et poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents, pour un des crimes ci-après énumérés.

Art. 2. Les crimes, à raison desquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1. Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol ;

2. Incendie ;

3. Faux en écritures y compris la contrefaçon de billets de banque et effets publics ;

4. Fausse monnaie ;

5. Faux témoignage ;

6. Vol et escroquerie, accompagnés de circonstances aggravantes, concussion, soustraction commise par des dépositaires publics ;

7. Banqueroute frauduleuse ;

8. Faits de baraterie dans tous les cas où selon les lois de Portugal et de Suède et Norvège ils sont punissables de peines infamantes ;

9. Crime de sédition parmi l'équipage dans le cas où les individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment se seraient emparés dudit bâtiment par fraude ou violence envers le commandant ou l'auraient livré à des pirates.

La réclamation ne pourra émaner que du Gouvernement du pays, par lequel l'extradition est demandée.

Art. 3. Chacun des gouvernements contractants entend néanmoins se réserver le droit de ne pas consentir à l'extradition dans quelques cas spéciaux et extraordinaires, entrant dans la catégorie des faits prévus par l'article précédent.

Il sera donné connaissance des motifs du refus au gouvernement qui réclame l'extradition.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu par un crime ou délit commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ou qu'il ait été acquitté par une sentence définitive.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que par la voie diplomatique et sur production en original ou en expédition authentique d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, délivré dans les formes prescrites par la législation du gouvernement réclamant, et accompagné d'un exposé des circonstances du crime ou du délit.

Art. 6. L'étranger réclamé pourra être arrêté provisoirement dans chacun des pays respectifs pour l'un des faits mentionnés à l'article 2, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente et expédié dans les formes judiciaires prescrites par les lois du gouvernement réclamant.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

L'étranger arrêté provisoirement sera mis en liberté s'il ne reçoit notification d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation dans le terme de trois mois après que l'arrestation a eu lieu.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve.

Art. 8. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des hautes parties contractantes qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son gouvernement aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à son extradition.

Toutefois, le gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de refuser cette extradition en communiquant au gouvernement qui la réclame la cause de son refus.

Art. 9. Les individus dont l'extradition aura été accordée, seront conduits au port que désignera l'agent diplomatique ou le consul accrédité par le gouvernement réclamant.

Ils seront embarqués par les soins de cet agent, et aux frais du gouvernement qui a obtenu l'extradition.

Par contre, les frais encourus pour l'arrestation, la détention et le transfert des individus réclamés resteront à la charge du gouvernement sur le territoire duquel ces mesures auront été prises.

Art. 10. Il est expressément stipulé que, dans aucun cas, l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi et puni dans le pays réclamant pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Art. 11. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après que la publication de son contenu aura été faite dans le journal officiel de chacun des pays respectifs.

Art. 12. La présente convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après déclaration contraire de la part de l'un des gouvernements contractants, elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires de S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et de S. M. le roi de Suède et de Norvège, avons signé la présente convention en double original et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Lisbonne, le 17 décembre 1863.

(L. S.) *Signé* : DUC DE LOULÉ.

(L. S.) *Signé* : FRÉDÉRIC CAUSENSTOLPE.

## SUISSE. — JAPON.

### **Traité d'amitié et de commerce, conclu à Yedo le 6 février 1864.**

Le conseil fédéral de la Confédération suisse, et S. M. le taïcoun du Japon, animés du sincère désir d'établir des relations amicales entre les deux pays, ont résolu de les consolider par un traité d'amitié et de commerce, offrant des avantages réciproques aux citoyens et aux sujets des deux hautes parties contractantes; ils ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Aimé *Humbert*, ancien président du conseil des Etats suisses, etc.; et

S. M. le taïcoun du Japon : *Takemoto Kaï no Kami, Kikoutsu Jyono Kami, Hosino Kingo*;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura à perpétuité paix et amitié entre le Conseil

fédéral de la Confédération suisse et S. M. le taïcoun du Japon, comme aussi entre leurs successeurs et les citoyens et sujets des deux pays.

Art. 2. Le conseil fédéral de la Confédération suisse aura le droit de nommer, s'il le trouve nécessaire, un agent diplomatique qui résidera dans la ville de Yédo.

Il aura en outre le droit de nommer des fonctionnaires consulaires pour les ports qui s'ouvriront au commerce suisse.

L'agent diplomatique nommé par le conseil fédéral et de même le consul général auront le droit de voyager librement et sans empêchement dans toutes les parties de l'empire du Japon.

S. M. le taïcoun du Japon pourra nommer un agent diplomatique dans la ville fédérale et des fonctionnaires consulaires dans toutes les villes de la Confédération suisse.

L'agent diplomatique et le consul général du Japon auront le droit de voyager librement dans toute la Suisse.

Art. 3. Dès le jour où le présent traité entrera en vigueur, les villes et ports ouverts au commerce étranger seront ouverts aux citoyens et au commerce suisses. Ils auront le droit de louer des terrains dans ces villes et ports, résider en permanence et acheter des maisons, et ils pourront pareillement y bâtir des habitations et des magasins. Mais aucune fortification ou place forte militaire n'y sera élevée sous prétexte de construction, de hangars ou d'habitations, et pour s'assurer que cette clause est fidèlement exécutée, les autorités japonaises compétentes auront le droit d'inspecter de temps à autre toute construction qui serait élevée, changée ou réparée.

L'emplacement que les citoyens suisses occuperont et dans lequel ils pourront construire leurs habitations, sera déterminé par le fonctionnaire consulaire suisse, de concert avec les autorités japonaises compétentes de chaque lieu; il en sera de même pour les règlements de port, et si le consul et les autorités locales ne parviennent pas à s'entendre à ce sujet, la question sera soumise à l'agent diplomatique suisse et au gouvernement japonais.

Autour des lieux où résideront les citoyens suisses, il ne sera élevé ou placé par les Japonais ni mur, ni barrière, ni clôture, ni tout autre obstacle qui pourrait entraver la libre sortie ou la libre entrée de ces lieux.

Dans les ports ouverts du Japon, les limites dans l'enceinte desquelles les citoyens suisses pourront librement circuler, seront les mêmes que pour les ressortissants des autres nations.

Art. 4. Les citoyens suisses au Japon auront le droit d'exercer



librement leur religion. A cet effet, ils pourront élever dans le terrain destiné à leur résidence les édifices convenables à leur culte.

Art. 5. Tous les différends qui pourraient s'élever entre citoyens suisses domiciliés au Japon, au sujet de leur personne ou de leurs propriétés, seront soumis à la juridiction de l'autorité suisse constituée au Japon.

Dans le cas où un citoyen suisse aurait à se plaindre d'un Japonais, l'autorité japonaise prononcera.

Dans le cas où un sujet japonais aurait à se plaindre d'un Suisse, l'autorité suisse prononcera.

Si quelque Japonais venait à ne pas payer ce qu'il doit à un Suisse, ou s'il se cachait frauduleusement, les autorités japonaises compétentes feraient tout ce qui dépendrait d'elles pour le traduire en justice et pour obtenir de lui le paiement de sa dette; et si quelque citoyen suisse se cachait frauduleusement ou manquait à payer ses dettes à un Japonais, les autorités suisses feraient de même tout ce qui dépendrait d'elles pour amener le délinquant en justice et le forcer à payer ce qu'il devrait.

Ni les autorités suisses, ni les autorités japonaises ne sont responsables du paiement de dettes contractées par leurs ressortissants respectifs.

Art. 6. Les citoyens suisses qui commettraient un acte criminel contre des sujets japonais ou des ressortissants d'autres nations, seront traduits devant les fonctionnaires consulaires suisses et punis selon leurs lois. Les sujets japonais qui se rendraient coupables d'un acte criminel contre des citoyens suisses, seront traduits devant les autorités japonaises et punis conformément aux lois du Japon.

Art. 7. Toutes les réclamations d'amendes ou confiscations encourues par suite d'infractions au présent traité ou aux règlements commerciaux qui y sont annexés, seront soumises à la décision des autorités consulaires suisses. Les amendes ou confiscations qui seront imposées par celles-ci, appartiendront au gouvernement japonais.

Art. 8. Dans tous les ports du Japon ouverts au commerce, les citoyens suisses auront le droit d'importer du territoire suisse et des ports étrangers, de vendre, d'acheter et d'exporter à des ports étrangers toute espèce de marchandises n'étant pas de la contrebande. Ils ne paieront que les droits stipulés dans le tarif annexé au présent traité, et sans avoir à supporter d'autre charge.

Les citoyens suisses pourront librement acheter des Japonais et leur vendre toutes sortes d'articles, sans intervention d'aucun employé japonais, soit dans ces ventes ou achats, soit pour effectuer ou recevoir les paiements.

Toutes les classes du Japon pourront acheter, garder, employer ou



revendre toutes les marchandises vendues par les citoyens suisses.

Art. 9. Le gouvernement japonais n'apportera aucun obstacle à ce que les Suisses résidant au Japon puissent prendre à leur service des sujets japonais et les employer à toute occupation que les lois ne prohibent pas.

Art. 10. Les règlements commerciaux annexés au présent traité seront considérés comme en faisant partie intégrante et ils seront en conséquence également obligatoires pour les deux hautes parties contractantes.

Les règlements de navigation, d'admission et de déchargement des navires dans les ports japonais ne concernant point la Confédération suisse (qui n'est pas un Etat maritime), ne figurent pas dans le présent traité ; mais il est entendu que toute infraction à ces règlements dont un Suisse pourrait se rendre coupable, sera jugée conformément aux dispositions existantes pour les autres nations.

L'agent diplomatique suisse au Japon, agissant de concert avec les fonctionnaires qui pourraient être désignés à cet effet par le gouvernement japonais, aura le pouvoir d'établir, dans tous les ports ouverts au commerce, les règlements qui seraient nécessaires pour mettre à exécution les stipulations des règlements commerciaux ci-annexés.

Art. 11. Les autorités japonaises, dans chaque port, adopteront telles mesures qui leur paraîtront les plus convenables pour prévenir la fraude et la contrebande.

Art. 12. Les citoyens suisses qui auraient importé des marchandises dans l'un des ports ouverts du Japon et payé les droits exigés, pourront obtenir des chefs de la douane japonaise un certificat constatant que ce paiement a eu lieu, et il leur sera permis alors de réexporter ces marchandises et de les débarquer dans l'un des autres ports ouverts du Japon, sans avoir à payer de droit additionnel d'aucune espèce.

Art. 13. Toutes les marchandises importées par les citoyens suisses dans l'un des ports ouverts du Japon, et qui auront payé les droits fixés par ce traité, pourront être transportées par les Japonais dans toutes les parties de l'empire sans avoir à payer aucune taxe ni aucun droit de transit ou de quelque autre nature.

Art. 14. Toute monnaie étrangère aura cours au Japon et passera pour la valeur de son poids comparé à celui de la monnaie japonaise analogue.

Les Suisses et les Japonais pourront librement faire usage des monnaies étrangères ou des monnaies japonaises dans tous les paiements qu'ils auraient à se faire réciproquement.

Les monnaies japonaises de toute espèce, à l'exception de celle de cuivre, pourront être exportées du Japon, aussi bien que l'or et l'argent étrangers non monnayés.

Art. 15. Si les chefs de la douane japonaise n'étaient pas satisfaits de l'évaluation donnée par des négociants à quelques-unes de leurs marchandises, ces fonctionnaires pourraient en estimer le prix et offrir de les acheter au taux ainsi fixé.

Si le propriétaire refusait d'accepter l'offre qui lui aurait été faite, il aurait à payer aux fonctionnaires de la douane les droits proportionnels à cette estimation.

Si, au contraire, l'offre était acceptée, la valeur offerte serait immédiatement payée au négociant sans escompte ni rabais.

Art. 16. Il est expressément stipulé que le gouvernement et les citoyens suisses jouiront librement, à dater du jour où le traité entre en vigueur, de tous les avantages, immunités et privilèges qui ont été ou qui seraient à l'avenir garantis par S. M. le taïcoun du Japon, au gouvernement ou aux sujets de toute autre nation.

Art. 17. Il est également convenu que chacune des deux hautes parties contractantes pourra, après en avoir prévenu l'autre au moins une année d'avance, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1872, ou après cette époque, demander la révision du présent traité pour y faire les modifications ou y insérer les amendements que l'expérience aurait démontrés nécessaires.

Art. 18. Toutes les communications officielles de l'agent diplomatique ou des fonctionnaires consulaires suisses aux autorités japonaises seront écrites en langue française. Toutefois, pour faciliter la prompt expédition des affaires, ces communications seront accompagnées d'une traduction en langue hollandaise pendant les cinq premières années qui s'écouleront à dater de l'époque où le présent traité entrera en vigueur.

Art. 19. Ce traité étant écrit en quadruple expédition, en français, en japonais et en hollandais, et toutes les versions ayant le même sens et la même intention, l'on tiendra la version hollandaise pour l'original, de telle sorte que s'il s'élevait jamais des contestations d'interprétation quant aux textes français et japonais, l'on recourrait à la version hollandaise, qui serait envisagée comme décisive.

Art. 20. Le présent traité sera ratifié par le Conseil fédéral suisse et par S. M. le taïcoun du Japon, sous les signatures et sceaux usités; et les ratifications s'échangeront à Yédo dans l'espace de 18 mois après le jour de la signature.

Le présent traité entre en vigueur dès le jour de la signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé ce traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Ainsi fait à Yédo le 6<sup>e</sup> jour du mois de février de l'an 1864.

(L. S.) *Signé* : AIME HUMBERT.

(L. S.) *Signé* : TAKEMOTO KAI NO KAMI.

(L. S.) *Signé* : KIKOUTSI JYONO KAMI.

(L. S.) *Signé* : HOSINO KINGO.

*RÈGLEMENTS COMMERCIAUX ou articles réglant les conditions sous lesquelles le commerce de la Suisse doit se faire avec le Japon.*

1<sup>er</sup> RÈGLEMENT.

Toutes les marchandises qui seraient débarquées d'un bâtiment sans avoir été légalement déclarées à la douane japonaise, ainsi qu'il est dit ci-dessous, sont sujettes à saisie et confiscation.

Les colis de marchandises disposés avec l'intention de frauder le revenu du Japon en cachant des articles de valeur qui ne seraient pas déclarés dans le manifeste d'entrée, seront confisqués.

Les cargaisons pourront être transbordées sur un autre bâtiment mouillé dans le même port sans avoir à payer aucun droit ; mais tout transbordement devra être fait sous la surveillance des employés japonais et après que les autorités de la douane auront acquis la preuve de la bonne foi de la transaction et lorsque les autorités auront aussi donné la permission d'opérer le transbordement.

L'importation de l'opium étant prohibée, tout individu faisant ou essayant de la contrebande d'opium, sera passible, outre la confiscation, d'une amende de 15 dollars pour chaque *kattie* d'opium entrée ainsi en contrebande.

2<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Le propriétaire ou le consignataire de marchandises qui voudrait les débarquer, en fera la déclaration à la douane japonaise. Cette déclaration sera écrite et contiendra le nom de la personne qui fera l'introduction et celui du bâtiment où se trouvent les marchandises, ainsi que le nombre et la marque des colis. Le contenu et la valeur de chaque colis seront constatés séparément sur la même feuille et à la fin de la déclaration on additionnera la valeur de toutes les marchandises qui composeront l'entrée en douane. Sur chaque déclaration, le propriétaire ou le consignataire certifiera par écrit qu'elle

contient la valeur actuelle des marchandises et que rien n'a été dissimulé pour nuire à la douane japonaise. Le propriétaire ou le consignataire signera ce certificat.

La facture ou les factures des marchandises ainsi introduites seront présentées aux autorités de la douane et resteront entre leurs mains jusqu'à ce que ces autorités aient examiné les marchandises mentionnées dans la déclaration. Les employés japonais pourront vérifier un ou plusieurs de ces colis ainsi déclarés; et à cet effet ils les feront transporter à la douane, s'ils le veulent; mais cette visite ne devra causer aucune dépense à l'introducteur, ni porter préjudice aux marchandises, et après leur examen les Japonais replaceront ces marchandises dans le colis, et autant que possible dans l'état où elles se trouvaient primitivement. Cette visite devra être faite sans perte de temps.

Si quelque propriétaire ou introducteur de marchandises s'apercevait qu'elles ont été avariées pendant le voyage d'importation, avant qu'elles lui aient été délivrées, il pourra notifier aux autorités de la douane les avaries survenues, et ces marchandises avariées seront évaluées par deux ou par plusieurs personnes compétentes et désintéressées qui, après mûr examen, délivreront un certificat faisant connaître le montant à tant pour cent des avaries éprouvées dans chaque colis séparément, en le décrivant par ses marques et numéros. Ce certificat sera signé par les experts en présence des employés de la douane, et l'introducteur annexera ce certificat à son manifeste en y faisant les réductions convenables; mais ce fait n'empêchera pas les employés de la douane de taxer ces marchandises selon les formes indiquées dans l'article 15 du présent traité, auxquels ces règlements sont annexés.

Lorsque les droits auront été payés le propriétaire recevra l'autorisation de reprendre ses marchandises, soit qu'elles se trouvent à la douane, soit qu'elles n'aient pas quitté le bord.

Toutes les marchandises destinées à être exportées seront déclarées à la douane japonaise avant d'être transportées à bord. La déclaration sera faite par écrit et contiendra le nom du bâtiment sur lequel elles devront être exportées, avec le nombre des colis, leurs marques et numéros et la nature, la quantité et la valeur de leur contenu. La personne qui exportera ces marchandises certifiera par écrit que sa déclaration est un exposé sincère de toutes les marchandises dont elle fait mention : il la signera.

Toutes les marchandises qui seraient embarquées à bord d'un bâtiment pour être exportées avant d'avoir été déclarées à la douane et tous les colis qui contiendraient des articles prohibés, seront saisis par le gouvernement japonais.

Il ne sera pas nécessaire de déclarer à la douane les provisions destinées à l'usage des navires, de leurs équipages et de leurs passagers, ni les effets d'habillement des passagers.

Lorsqu'un colis paraît suspect aux fonctionnaires de la douane japonaise, ils peuvent en opérer la saisie, en avisant immédiatement du fait le fonctionnaire consulaire suisse.

Les marchandises dont les fonctionnaires consulaires suisses auraient ordonné la confiscation, seront immédiatement livrées aux autorités japonaises, les fonctionnaires consulaires suisses pourvoiront pareillement à la prompte rentrée des amendes qu'ils auront prononcées et en remettront le montant aux autorités japonaises.

### 3<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Tout individu qui signerait une fausse déclaration ou un faux certificat dans l'intention de frauder le revenu du Japon paiera une amende de 125 dollars pour chacune des infractions qu'il aurait commises.

### 4<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Les émoluments ci-après seront payés au chefs de la douane japonaise :

Pour chaque permis délivré 1 dollar 1/2.

Pour tout autre document 1 dollar 1/2.

### 5<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Les droits à payer au gouvernement japonais sur toutes les marchandises débarquées dans le pays, le seront conformément au tarif suivant :

### TARIF. — I<sup>re</sup> CLASSE.

Tous les articles contenus dans cette classe seront libres de droits :

L'or et l'argent monnayés ou non ; les vêtements de toute sorte en usage dans le moment. Les ustensiles de ménage et les livres imprimés non destinés à être vendus, mais étant la propriété de personnes venant résider au Japon.

Les ustensiles de ménage, les livres imprimés et les articles de consommation à l'usage des fonctionnaires suisses au Japon. Si toutefois ces objets venaient à être mis en vente, on devrait en acquitter les droits.



2<sup>e</sup> CLASSE.

Un droit de 5 pour cent sera payé sur les articles suivants :

Tous les matériaux employés à la construction, au grément, aux réparations ou à l'équipement des bâtiments; les appareils de toute espèce pour la pêche de la baleine; les provisions salées de toute sorte; le pain et ses analogues; les animaux vivants de toute espèce; le charbon; les bois de construction pour maisons; le riz; le millet (le paddie); les machines à vapeur; le zinc; le plomb; l'étain; la soie écrue; toutes étoffes de coton, de lin et de laine.

3<sup>e</sup> CLASSE.

Un droit de 35 pour cent sera payé sur toutes les liqueurs enivrantes, soit qu'elles aient été préparées par distillation, par fermentation, ou de toute autre manière.

4<sup>e</sup> CLASSE.

Toutes les marchandises non comprises dans les classes précédentes paieront un droit de 20 pour cent.

Il ne peut être vendu de munition de guerre qu'au gouvernement japonais et aux étrangers.

6<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Tous les articles de production japonaise qui seront exportés comme chargement, paieront un droit de 5 pour cent, à l'exception de l'or et de l'argent monnayés et du cuivre en barre.

Le gouvernement japonais vendra de temps à autre aux enchères publiques une certaine quantité de cuivre formant l'excédant de ses exploitations.

Le riz et le blé récoltés au Japon ne seront pas exportés comme chargement, mais tous les citoyens suisses résidant au Japon pourront recevoir une provision suffisante de ces denrées.

7<sup>e</sup> RÈGLEMENT.

Cinq années après la mise en vigueur du présent traité, les droits

d'importation et d'exportation pourront être modifiés si l'un ou l'autre des deux gouvernements de la Suisse et du Japon le désire.

Si toutefois, avant l'expiration de cette époque, le gouvernement japonais procédait à une pareille révision avec le gouvernement d'une autre nation, le gouvernement suisse sera appelé par le gouvernement japonais à y participer.

(Suivent les signatures.)

---

Par suite d'un arrangement arrêté entre le ministre plénipotentiaire chargé *ad interim* du consulat général de France au Japon et deux commissaires du gouvernement japonais, le 26 janvier, 1864, et sanctionné par le gorogio à Yédo le 4 février 1864; conformément aux engagements stipulés à Paris par les ambassadeurs du taïcoun au mois d'octobre 1862, au sujet des demandes en réduction de droits formulées par la France; et d'une convention conclue entre le ministre résident des Etats-Unis au Japon et un chargé de pouvoirs du gouvernement japonais le 28 janvier 1864, il a été arrêté le nouveau tarif ci-dessous :

---

*TARIF des droits à payer sur les marchandises importées au Japon, entrant en vigueur à Kanagawa (Yokohama) le 8 février 1864, et à Nagsaki et Hakodate le 9 mars 1864.*

I<sup>re</sup> CLASSE.

Tous les articles contenus dans cette classe seront libres de droits :

L'or et l'argent, monnayés ou non; les vêtements de toute sorte en usage dans le moment; les ustensiles de ménage et les livres imprimés non destinés à être vendus, mais étant la propriété de personnes venant résider au Japon; les ustensiles de ménage, les livres imprimés et les articles de consommation à l'usage des fonctionnaires suisses au Japon. Si toutefois ces objets venaient à être mis en vente, on devrait en acquitter les droits.

Les articles suivants employés à la préparation et à l'emballage des thés : le plomb en feuilles, la soudure, les nattes, les rotins, les huiles pour peintures, l'indigo, le plâtre, les bassines à sécher le thé, les paniers.

2<sup>e</sup> CLASSE.

Un droit de 5 pour cent sera payé sur les articles suivants :

Tous les matériaux employés à la construction, au gréement, aux réparations ou à l'équipement des bâtiments ; les appareils de toute espèce pour la pêche de la baleine ; les provisions salées de toute espèce ; le pain et ses analogues ; les animaux vivants de toute espèce ; le charbon ; les bois de construction pour les maisons ; le riz ; le paddie ; le millet ; les machines à vapeur ; le zinc ; le plomb ; l'étain ; la soie écrue ; toutes étoffes de coton, de lin et de laine ; les machines, parties et pièces de machines ; les drogueries et les médecines.

(N. B. — La prohibition de l'importation de l'opium est maintenue en toute sa force d'après le traité actuel.)

Le fer en barres et en lingots ; les tôles et le fil de fer ; le fer-blanc ; le sucre blanc, en pains ou concassé ; le verre et la verrerie ; les montres et les horloges ; les chaînes de montres ; les vins et les liquides fermentés ou distillés.

3<sup>e</sup> CLASSE.

Tous les articles contenus dans cette classe paieront un droit de 6 pour cent ;

Les articles de Paris non cités spécialement dans la deuxième classe, notamment :

La bijouterie ; les ornements pour parures ; les glaces et miroirs ; la parfumerie et les savons ; les armes ; la coutellerie ; la librairie ; les articles de papeterie ; l'imagerie, etc.

4<sup>e</sup> CLASSE.

Toutes les marchandises non comprises dans les classes précédentes paieront un droit de 20 pour cent.

Le présent tarif est applicable au commerce suisse en vertu du traité suisse signé à Yédo le 6 février 1864, et entrant en vigueur dès le jour de la signature, ce qui est au surplus confirmé par une notification officielle des ministres des affaires étrangères de S. M. le taïcoun, adressée en date de Yédo, 6 février 1864, à l'envoyé extraordinaire de la Confédération suisse au Japon.

AUTRICHE. — BAVIÈRE. — WURTEMBERG.  
BADE. — SUISSE.

*REGLEMENT INTERNATIONAL pour la navigation sur le lac de Constance, signé à Bregenz le 22 septembre 1867.*

Les gouvernements des États riverains du lac de Constance ayant résolu d'ajouter comme appendice aux négociations qui ont eu lieu en 1855, ayant pour but de régler en commun la navigation sur le lac de Constance d'une façon correspondante à la circulation actuelle ainsi que les mesures de sécurité nécessaires pour le maintien de l'ordre pour la navigation à vapeur et à voiles, ils ont nommé à cette fin les plénipotentiaires dont les noms suivent :

1° Pour l'empire d'Autriche :

L'inspecteur impérial et royal de frontières et directeur des bailliages, Joseph Schratz, à Bregenz.

2° Pour le royaume de Bavière :

Le commissaire royal de port, inspecteur supérieur des douanes, Joseph Dürr à Lindau, et l'intendant royal de la navigation à vapeur, Adolphe Moeller, à Lindau.

3° Pour le royaume de Wurtemberg :

L'assesseur royal des finances à Stuttgart, Théodore Weizsacker, et le directeur royal de port, inspecteur supérieur des douanes, Charles, Voeller, à Frederichshofen.

4° Pour le grand-duché de Bade :

Le conseiller grand-ducal, Auguste Nicolai, à Carlsruhe.

5° Pour la Confédération suisse :

Le conseiller d'État, Jean Hallaner, à Tresedingen.

(SCHAFFHOUSE)

Le conseiller d'État, Othon Aepli, à Saint-Galles, et le conseiller d'État, Louis Sulzlarger Frauenfeld.

(THARGOVIE)

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs qui ont été trouvés en ordre, et sous la réserve des ratifications à intervenir, ont établi le règlement de navigation et de port suivant.

*Points de droit.*

Art. 1<sup>er</sup>. La navigation sur le lac de Constance en observant les prescriptions stipulées dans ce traité, soit pour le transport des personnes, des marchandises ou autres objets, est permise à chacun, et il ne

pourra être prélevé d'autres droits ou péages de quelque nature qu'ils soient, que ceux qui sont spécifiés dans le présent règlement.

Les États contractants traiteront réciproquement les bateaux destinés à la navigation sur le lac de Constance ainsi que leurs chargements comme leurs propres bateaux et chargements.

Il ne sera jamais permis sur le lac de Constance de forcer les bateaux à décharger partiellement ou en totalité leur cargaison ou à la transborder sur un autre bateau.

Tous les droits de chargement ou de transbordement sont et demeurent abolis.

### *Ports.*

**Art. 2.** Les états contractants veilleront à ce que dans les ports existants ou dans ceux qui doivent être établis, il soit pris les mesures nécessaires pour la facilité et la sûreté de l'entrée et de la sortie des bateaux, pour celle du bassin, pour la sécurité des bateaux au mouillage, pour le chargement et le déchargement de sorte qu'en tout temps ces ports soient tenus dans un état régulier.

On devra attribuer un soin tout particulier à l'éclairage pour l'entrée des bateaux dans les ports. Cet éclairage durera le matin, le soir et la nuit aussi longtemps que les bateaux, d'après les plans de course publiés ou même de voyages extraordinaires annoncés, ne seront pas rentrés au port ou n'en seront pas sortis.

L'éclairage de l'entrée d'un port doit être tel, dans tous les cas, qu'il se distingue non-seulement de tous les autres feux allumés derrière le port, mais encore des feux prescrits pour les bateaux (art. 16, litt. h.)

Il y aura dans chaque port une cloche aux sons perçants, la cloche du brouillard, qui sera mise en branle par les temps de brouillards ou de neige un quart-d'heure avant l'arrivée réglementaire des bateaux à courses fixées ou de ceux qui auront fait des courses extraordinaires jusqu'au moment où les uns et les autres seront entrés dans le port.

Enfin, pour porter secours aux bateaux en danger, il devra y avoir dans chaque port au moins un canot à rames toujours prêt et muni des agrès nécessaires pour porter secours aux bateaux à vapeur en danger.

### *Écartement des obstacles à la navigation.*

**Art. 3.** Les états riverains du lac de Constance veilleront à ce que sur les rives du lac qui leur appartiennent ainsi que sur les eaux du



lac qui sont de leur ressort, on n'élève par des dispositions quelconques, par l'exploitation d'industries ou autres entreprises, des difficultés à la libre navigation sur le lac de Constance.

*Droits de ports.*

Art. 4. Il ne sera prélevé aucun droit pour l'usage des aménagements d'un port ni des autres lieux de débarquement, sauf les frais de magasinage et d'entrepôt que chaque état riverain aura à fixer.

Les droits fixés à ce sujet seront les mêmes pour les habitants de l'état riverain et les étrangers.

*Bateaux du lac de Constance; conditions requises.*

Art. 5. On considérera comme appartenant à la navigation du lac de Constance tout bateau en état de fournir la preuve qu'il remplit les conditions prescrites par les articles 6 à 9.

Chaque gouvernement riverain se réserve, d'ailleurs, le droit de déterminer les qualités requises pour le bateau, de même que la réglementation dans l'inspection des bateaux destinés à naviguer sur le lac de Constance.

Art. 6. Avant qu'un bateau ne fasse sa première traversée sur le lac de Constance, le propriétaire ou pilote de ce bateau doit se procurer une attestation sur les qualités, le grément et l'équipage de ce bateau. Cette attestation est délivrée par les commissions établies dans tous les États riverains pour leurs nationaux, sur le rapport des experts chargés d'examiner ce bateau. Cette inspection du bateau devra être renouvelée après tout changement ou toute réparation importante. Le résultat en sera consigné dans un procès-verbal.

Ce procès-verbal devra se trouver à bord du bateau pendant tout le temps qu'il naviguera.

Elle doit en tout temps, sur leur demande, être présentée au préteur et aux autorités côtières et de police.

Art. 7. Tout bâtiment doit porter une inscription lisible de loin, désignant les qualités, le nom et le numéro du bateau; il doit aussi porter à l'intérieur sa capacité de tonnage en quintaux.

Le procès-verbal d'inspection du bateau doit contenir la désignation, le nom et le tonnage du bateau (art. 6.)

Art. 8. Pour déterminer le bord libre ou le dernier tirant d'eau permis, chaque bâtiment à voiles devra être pourvu des deux côtés d'une bordure bien fixée ou d'une raie visible sur chaque surface fixe.

La distance de ce bord libre ou du tirant d'eau extrême au bord même du bateau doit être :

1°. Pour les grandes barques à voiles d'une capacité de 600 quintaux, de 42 centimètres;

2°. Pour les barques de 200 à 600 quintaux, de 36 centimètres;

3°. Pour les barques à voiles de 150 à 200 quintaux, de 30 centimètres;

4°. Et pour les bâtiments d'une capacité inférieure à 150 quintaux, de 24 centimètres.

Si le bateau est muni d'un pont, la marque du bord libre ou du tirant d'eau extrême peut être réduite pour les barques comprises sous les numéros 1, 2 et 3, de 6 centimètres; et pour celles qui sont désignées dans le numéro 4, de 3 centimètres. Pour les barques sans pont et qui ne sont pas chargées de planches, il faudra, outre les mesures prescrites au sujet du tirant d'eau, toutes les fois que les parois de ces barques ne sont pas au moins au-dessus du niveau de l'eau, leur ajouter de fortes rehausses en bois, épaisses et capables d'offrir une résistance suffisante aux lames, de façon à atteindre la hauteur de 50 centimètres au-dessus de la ligne de flottaison.

Tout tirant d'eau au-dessous de 50 centimètres de flottaison sera considéré comme surcharge du bâtiment et soumis à la répression.

Art. 9. Les commissions établies *ad hoc*, dans chacun des états riverains, devront soumettre à une inspection sérieuse tout bâtiment avant son premier trajet. Cette enquête devra porter sur le corps même du bâtiment, sa machine et autres dépendances; elle sera faite selon les prescriptions établies ou à établir sur la matière. De plus, la commission devra s'attacher à rechercher si non-seulement les pilotes ou capitaines, mais encore les machinistes, chauffeurs et autres gens de l'équipage offrent toutes les qualités personnelles pour la sécurité demandée.

La partie du corps des bateaux à vapeur dans laquelle il n'y a ni ouvertures ni jours, doit au moins être de 50 centimètres au-dessus du niveau de l'eau.

Les ouvertures conduisant du pont aux machines doivent être munies de barrières afin d'empêcher qu'on n'y tombe.

Tout bateau à vapeur doit au moins avoir un canot de sauvetage vide et pourvu de tous les appareils nécessaires ainsi que quelques bouées de sauvetage.

#### *Droits à la navigation sur le lac de Constance.*

Art. 10. La faculté de conduire un voilier ou un bateau à vapeur sur le lac de Constance n'appartient qu'à ceux qui l'obtiennent du gouvernement riverain où ils ont leur domicile politique et qui, à cet effet, obtiennent une patente.

. Les prescriptions concernant l'octroi ou le retrait des licences de naviguer reste à la disposition de chaque état riverain du lac de Constance.

Le retrait de la patente aura lieu toutes les fois qu'un batelier aura été puni à différentes reprises pour avoir commis des fautes graves contre les prescriptions touchant l'ordre et la sécurité établies pour la navigation sur le lac de Constance.

Le patron d'une barque ou d'un bateau doit toujours être muni de sa patente et la montrer, sur leur requête, aux préposés des ports.

*Compétence des autorités des ports.*

Art. 11. Les autorités des ports ont le droit et l'obligation de veiller à ce que les bâtiments soient dans un état réglementaire, à ce qu'il ne manque rien aux agrès nécessaires et à ce que l'équipage se trouve capable de faire son service.

S'il se présente des manquements à ce sujet et qu'on n'y remédie pas aussitôt sur leur invitation, les autorités des ports ont le droit d'empêcher la sortie des bâtiments avant que tout ne soit en ordre. Il est défendu de conduire des trains de bois sur le lac par les temps de brouillard.

*Obligations générales du patron d'un bateau.*

Art. 12. Tout conducteur de bateau est obligé de rendre compte, aux autorités du premier port où il entre, de tous les incidents extraordinaires qui se sont présentés pendant la traversée, surtout s'il a découvert des vols de marchandises, des dégradations malveillantes ou autres, en indiquant bien toutes les circonstances qui ont accompagné ces faits.

Il a, de plus, pour éviter les incendies, à veiller à ce qu'on ne conserve pas de feu libre sur le bateau, surtout s'il est chargé de matières inflammables, ou s'il se trouve dans le voisinage d'objets dangereux, de même qu'il doit encore avoir soin à ce que les feux couverts soient toujours surveillés.

*Obligations concernant le transport des voyageurs.*

Art. 13. L'embarquement et le débarquement des voyageurs doivent se faire avec l'ordre voulu. Il n'est pas permis de laisser passer un voyageur avant que la passerelle entre le rivage et le bateau ne soit solidement et sûrement établie. Si l'embarquement ou le débarquement des voyageurs n'a pas lieu sur le rivage mais sur un ponton,

il y aura à donner de jour un signal au moyen d'un pavillon, et de nuit au moyen d'une lanterne allumée et munie de verres blancs.

Le batelier chargé de conduire des voyageurs sur un bateau à vapeur aura à se servir des mêmes signaux.

Lorsqu'une barque ou nacelle s'approchera d'un bateau à vapeur, la machine de ce dernier s'arrêtera assez tôt et ne se remettra en mouvement que quand il n'y aura plus à craindre de danger pour elle à la suite des balancements.

Le conducteur ou le capitaine d'un bateau aura aussi à veiller à ce que les voyageurs soient établis aussi commodément que possible et sans danger, de même à ce que l'équipage ne soit pas gêné dans son service par les voyageurs.

*Prescriptions particulières concernant le transport de certaines marchandises.*

Art. 14. A. Le transport des poudres de guerre ou de chasse est interdit d'une manière absolue sur les bateaux à vapeur. Les bâtiments à voiles ou à rames ne peuvent se charger du transport de la poudre que dans le cas où elle est emballée soigneusement et de façon à ne pas s'échapper du colis. Le contenu de ces colis doit être extérieurement désigné.

Les matières ou produits susceptibles de s'enflammer d'eux-mêmes ne peuvent être chargés simultanément avec de la poudre.

Les autorités des ports indiqueront des lieux de débarquement à l'intérieur ou à l'extérieur du port, hors de la portée des bateaux à vapeur, à tous les bâtiments qui auront à bord plus de dix livres de poudre. Les bateaux ayant plus de dix livres de poudre à bord hisseront une flamme noire, et, à moins que la poudre ne soit chargée sur une barque remorquée par le bâtiment, il sera défendu de fumer à bord. De plus, il est défendu d'avoir du feu libre sur ces bâtiments; ils doivent de plus éviter les bateaux à vapeur ainsi que les bâtiments sur lesquels il y a des feux libres. Les embarcations rencontrant un bâtiment ayant de la poudre à bord dévieront sous le vent et auront soin d'éviter tout acte pouvant amener un danger de feu.

Les bateaux portant de la poudre ne doivent pas mouiller dans le voisinage d'autres bâtiments ou d'habitations.

B. Il est absolument interdit de charger avec du pétrole non épuré, des matières ou produits pouvant s'enflammer d'eux-mêmes.

Le patron d'un bateau ayant du pétrole non épuré ne peut mouiller à moins de deux cents pas d'un autre bateau ou d'un bâtiment habité.

Arrivé au lieu de sa destination, il doit déclarer aux autorités du

port ou à la police que son bateau a du pétrole et en indiquer exactement la quantité, il a ensuite l'obligation de conduire son bâtiment à l'endroit qu'on lui a indiqué pour mouiller sans pouvoir quitter ce mouillage sans une permission des autorités du port ou de la police.

Le pétrole devra être déchargé pendant le temps indiqué par les autorités du port ou la police. Les patrons qui chargent ou déchargent du pétrole non épuré ne peuvent le faire qu'à l'endroit qui leur a été indiqué par les autorités du port ou par la police ; ils doivent de même quitter le port ou le lieu du chargement dans le délai prescrit.

Il est strictement interdit d'allumer du feu ou de la lumière de même que de fumer sur les bateaux pendant qu'on y charge ou qu'on en décharge du pétrole non épuré.

Il faut considérer comme pétrole non épuré, dans le sens de ces prescriptions, celui qui n'est pas clair ni limpide.

C. L'huile explosible (nitro-glycérine) ne peut être transportée que dans des vases de fer blanc ou de verre très-fort. Il faudra toujours employer des bouchons de liège pour la fermeture des vases. Les vases en verre contenant l'huile explosible doivent être entourés d'un espèce de panier garni de paille à l'intérieur. Ces vases, ceux en fer blanc aussi bien que les bonbonnes, seront placés dans des caisses en bois garnies à l'intérieur de paille ou de foin. Ces caisses porteront l'inscription : *huile explosible*.

Le poids de l'huile explosible contenu dans un colis ne doit pas dépasser 7 kilos 500 grammes, et le poids de tout le colis contenant et contenu ne dépassera pas 20 kilos.

Pendant le chargement, le transport ou le déchargement de l'huile explosible, il y aura à veiller à ce que les colis ne tombent point ou qu'ils ne viennent à être endommagés par des objets qui viendraient les heurter.

L'huile explosible se solidifiant à une température de plusieurs degrés au-dessus de zéro, et le danger d'explosion devenant plus grand dans cet état, il convient de prendre encore plus de précautions pendant la saison des froids.

D. LES ARSÉNIAUX, c'est-à-dire les matières qui renferment de l'arsenic, telles que : l'arsenic métal, l'acide d'arsenic, l'acide arsenial et les préparations de mercure, par exemple ; le sublimé corrosif, le vert de gris, etc., ne peuvent être expédiés que dans des caisses solides et soigneusement travaillées, garnies à l'intérieur de toile épaisse et forte.

Chaque colis devra porter en grandes et lisibles lettres écrites en noir et avec de la couleur à l'huile : *poison*.



Lorsque des matières toxiques devant être expédiées dépassent le poids de 100 quintaux, elles ne peuvent être chargées sur des bâtiments qui transportent encore d'autres marchandises que dans des compartiments séparés et imperméables.

Les autorités du port doivent se convaincre que les compartiments du bateau destiné à transporter des matières toxiques sont réellement clos d'une manière imperméable.

Elles doivent pareillement, lorsque des matières toxiques n'atteignent pas 100 quintaux et peuvent être transportées avec d'autres objets, prescrire et surveiller le chargement en ayant bien soin d'obtenir que les matières toxiques soient séparées des objets qui peuvent directement ou indirectement servir aux aliments.

L'autorité du port donnera au patron du bateau une attestation des mesures qu'elle aura prises; les autorités du port du lieu d'expédition défendront de charger des colis qui auraient subi à l'extérieur quelque avarie.

E. C'est aux autorités du port d'expédition à déterminer sous quelles conditions il est permis de transporter sur un bateau d'autres matières inflammables ou corrosives, telles que : l'acide sulfurique, les allumettes, le phosphore, etc. Si elles permettent le chargement, elles devront prescrire les mesures de précautions voulues auxquelles le batelier sera obligé de se soumettre.

Elles donnent au patron du bateau une attestation particulière que celui-ci doit présenter, lorsqu'il en est requis, aux autorités de ports, de police et de douanes.

Le batelier doit pareillement se soumettre au lieu du débarquement à toutes les mesures de sûreté que les autorités du port lui prescriront.

#### *Responsabilité de l'entrepreneur de navigation.*

Art. 15. La responsabilité du patron d'un bâtiment concernant les transports dont il s'est chargé, la question de savoir jusqu'à quel point les propriétaires du bateau, que ce patron dirige, doivent être solidaires, sera jugée d'après les lois civiles en vigueur dans chacun des États riverains.

La responsabilité des établissements publics de transports sera soumise aux prescriptions établies sur la matière.

#### *Conduite du conducteur ou patron de bâtiment surtout pendant la traversée.*

Art. 16. a. Tout capitaine d'embarcation, aussi bien pendant la marche qu'au mouillage, doit veiller à ce que le bateau confié à sa

conduite ne fasse éprouver d'avaries à d'autres bâtiments ni ne leur en occasionne par la position qu'il a prise au mouillage.

*b.* Il faut observer l'heure du départ aux différentes stations, et garder pendant la marche la vitesse réglementaire autant que cela faire se peut. La nuit, par un temps orageux, de brouillard ou de tourmentes de neige, il faudra, si cela est possible, annoncer par le télégraphe les retards de plus d'une demi-heure au delà de l'heure réglementaire ainsi que les traversées extra-réglementaire, aux stations qui ont intérêt à être instruites de ces retards pour la sécurité de la navigation.

Le capitaine d'un bateau en retard ou d'un bateau faisant une traversée supplémentaire, doit consacrer une attention toute particulière aux accidents qui pourraient résulter s'il omettait de télégraphier, qu'on aurait pu prendre ailleurs des mesures de sûreté nécessaires pour la marche de son bâtiment.

*c.* Il n'est pas permis à aucun bateau d'en croiser un autre dans sa course ni de le troubler dans sa marche.

*d.* Ce n'est qu'aux endroits où l'eau navigable est assez large pour permettre à huit bateaux de passer en même temps, qu'il est permis à un bâtiment de passer à côté d'un bateau qui marche dans la même direction ou qui vient de l'opposé.

*e.* Tous les vapeurs ou bateaux à voiles qui naviguent avec bon vent et qui se rencontrent, doivent prendre leur droite et tenir une distance d'au moins huit fois leur longueur.

Lorsqu'un bateau à vapeur vient à couper la ligne de navigation d'une autre embarcation, les deux bâtiments doivent ralentir leur course, au plus tard, à huit longueurs de bateaux, et c'est alors au bateau qui peut en deviant à droite dépasser le premier le centre de l'autre, à commencer ce mouvement.

*f.* Les bateaux à vapeur sont soumis à l'obligation de se détourner les premiers des barques à voiles, et même de s'arrêter entièrement lorsqu'un bateau à voile, en train de les croiser, viendrait se jeter dans la ligne de navigation du bateau à vapeur.

Le capitaine du bateau à vapeur doit surtout, autant que cela est en son pouvoir, se tenir éloigné des petites embarcations pour ne pas les exposer au danger provenant du sillage.

*g.* Si par un temps de brouillard il devenait impossible d'observer les prescriptions renfermées dans l'alinéa *f*, il faudra donner un signal par deux coups de cloche ou deux coups de sifflet, et selon les circonstances arrêter la machine.

*h.* Tout bateau à vapeur naviguant de nuit aura à la cage de droite une lanterne à verres verts et à celle de gauche une lanterne à verres rouges.

Ces lanternes doivent éclairer de l'avant et de côté. Il est d'ailleurs prescrit d'établir sur le pont, à quatre pieds plus haut, que les lanternes des côtés, une lanterne à verres blancs.

Les bâtiments à voiles ou à rames sont pareillement tenus de montrer un feu blanc, le feu signal.

i. Par les temps de brouillards et de tourmentes de neige, chaque bateau donnera au moins trois fois par minute un signal retentissant au moyen de la cloche ou par le sifflet.

Si d'après le plan des trajets il doit se présenter une rencontre en ligne droite ou de côté avec un bateau à vapeur, chaque bateau à vapeur aura à ralentir la marche de la machine cinq minutes avant l'heure de la rencontre, de front ou de côté, et même de stopper de temps en temps afin de pouvoir entendre le signal du brouillard du vapeur attendu.

Ce signal une fois entendu, la machine devra être arrêtée, et dans certains cas renverser la vapeur. Tant qu'on aura pas obtenu de renseignements certains sur le bateau ainsi que sur sa position, on n'emploiera pas la force de la vapeur, excepté dans le cas où les circonstances l'exigeraient, et encore faudrait-il alors procéder, pour mettre le bateau en mouvement, avec la plus grande circonspection. Ce n'est que lorsque le capitaine aura acquis la certitude que le bateau a passé ou se trouve à une distance suffisante, qu'il pourra continuer sa marche avec la vitesse accoutumée.

k. Les bateaux à voiles devront par les temps de brouillards éviter la route connue et publiée des bateaux à vapeur, ainsi que donner par les sons du cor le signal de leur approche. Ils sont soumis à cette prescription aussi bien pour le cas où ils naviguent seuls ou à la remorque d'un bateau à vapeur.

l. Par le gros temps, les bateaux à vapeur devront se tenir à distance des voiliers de huit longueurs.

Ils auront à observer la même précaution par le temps calme à l'égard des bateaux à voiles fortement chargés.

m. Les bateaux à vapeur n'entreront dans les ports et n'en sortiront qu'à petite vapeur.

n. Si deux ou plusieurs bateaux à vapeur sont prêts à sortir d'un port en même temps, c'est celui qui par sa position aura le premier effectué sa sortie, qui devra primer les autres.

Dans quelques circonstances exceptionnelles, il y aura à s'entendre sur la préséance. Le bateau suivant ne devra mettre sa machine en mouvement que lorsque le premier sera à deux longueurs en avant.

o. Si le premier bateau n'a effectué sa sortie du port qu'en faisant des détours en arrière ou de côté, le second ne devra, la nuit, par les

temps d'orage, de brouillard ou de tourmentes de neige, se mettre en marche que lorsque le premier aura pris sa marche hors du port.

*p.* Par le temps de brouillard, de tourmentes de neige et surtout la nuit, si un bateau s'est approché de trois minutes à peu près de marche du port, aucun bateau ne devra plus sortir du bassin. La sortie du port est pareillement interdite si, par un gros temps ou des tourmentes de neige, on attend, dans le même espace de temps, l'arrivée d'un autre bateau. Si des circonstances extraordinaires exigent une exception à cette règle, il faudra donner des signaux répétés au moyen de la cloche ou du sifflet, afin que le bateau arrivant s'arrête.

Ce n'est qu'après que le bateau arrivant aura répété ces signaux, qu'il sera permis à l'autre de quitter le port.

*q.* Le jour et par un temps calme, il est permis de quitter le port, même lorsque le bateau arrivant ne serait qu'à dix longueurs de distance de l'entrée.

Tout bateau doit signaler son intention de sortir du port par trois coups de cloche ou de sifflet.

Le bateau arrivant devra aussitôt stopper et attendre que le bâtiment sortant ait pris sa marche.

#### *Règles de conduite à observer dans les dangers.*

**Art. 17.** Dans tous les cas où le bâtiment est menacé de danger, le capitaine aussi bien que l'équipage doivent, sous leur responsabilité personnelle et avant tout chercher, s'il en est encore temps, à écarter le danger, sinon songer d'abord à sauver les personnes et ensuite employer tous leurs efforts à sauver la cargaison.

Le capitaine doit aviser à instruire au plus vite les bâtiments ou les localités dans le voisinage desquels il se trouve, du malheur arrivé en employant les signaux de détresse qui lui sembleront les meilleurs. On considère comme signaux de détresse les coups de canon ou d'autres armes à feu, le hissement d'une grande flamme rouge se distinguant clairement des autres flammes, le sifflement aigu et continu, le tintement sans cesse de la cloche et quelquefois, des cris portés aussi loin que possible au moyen du porte-voix.

Les capitaines et équipages des bâtiments se trouvant dans le voisinage ont l'obligation d'accourir au secours et les vapeurs, même quand ils devraient fortement dévier de leur chemin.

Les autorités des ports ont les mêmes obligations dès qu'elles ont appris par une voie quelconque qu'un bateau est en danger sur le lac.

Si deux bateaux à vapeur se sont abordés, le capitaine de l'un de



ces deux bâtiments ne peut continuer sa route avant de s'être informé et avoir obtenu la certitude que l'autre bateau n'a pas reçu d'avaries dangereuses.

Si l'un des bateaux est dangereusement avarié, le capitaine doit, lorsqu'il en est requis, prendre à son bord les voyageurs, l'équipage et même la cargaison du bateau avarié et cela sur le champ et selon ses moyens.

Le capitaine devra, selon les cas (article 12), annoncer le sinistre aux autorités locales les plus rapprochées, lesquelles, à leur tour, seront tenues de porter secours, afin de sauver les marchandises, de constater les avaries éprouvées et délivrer ensuite les constatations à l'autorité qui aura à juger le fait au point de vue juridique.

#### *Prescription sur l'entrée dans les ports.*

Art. 18. L'entrée dans les ports ouverts au trafic douanier est toujours permise, même de nuit. La visite douanière de la cargaison a lieu d'après les prescriptions en vigueur dans chaque port. Il est permis aux bateaux à vapeur de charger et décharger des marchandises hors des heures de la douane, lorsque le plan de leur marche l'exige.

Art. 19. Les bateaux ne peuvent généralement mouiller dans les ports qu'aux endroits qui leur sont assignés; le maître du port assigne à chaque bateau au moment où il entre dans le port, surtout lorsque cela est rendu nécessaire par l'affluence des embarcations, la place qu'il doit occuper et qu'il ne peut changer contre une autre sans sa permission.

Les places de mouillage destinées aux bateaux à vapeur ne doivent, que dans de rares occasions, servir aux autres bâtiments.

Dans tous les cas, il doit être procédé de façon que les bâtiments au mouillage gênent la navigation aussi peu que possible.

Les capitaines ou patrons de bateaux doivent avoir soin que leurs bâtiments soient bien amarrés aux poteaux ou anneaux destinés à cet usage.

#### *Déchargement.*

Art. 20. Les bateaux à vapeur, les remorqueurs ou barques à voiles sont appelés à opérer leur déchargement selon l'ordre de leur arrivée. Cependant les bateaux à vapeur qui font un service régulier, ont un privilège sur les autres bâtiments, et s'il y a en même temps plusieurs vapeurs dans le port, c'est celui dont le départ est le plus rapproché qui opère son débarquement le premier. Les remorqueurs sont, quant au débarquement, traités comme les voiliers.



Le capitaine ou patron peut faire opérer son déchargement par son équipage; s'il a besoin d'aide, les autorités du port mettent à sa disposition des portefaix dont le salaire est fixé par un règlement.

*Navigation en nacelles.*

Art. 21. Toutes les prescriptions précédentes, concernant la navigation et la police des ports, ne s'appliquent pas à de simples excursions entre des endroits riverains rapprochés les uns des autres, ni aux promenades sur le lac en gondoles, etc.

*Mouillages extraordinaires.*

Art. 22. Il n'est permis à aucun capitaine ou pilote de bâtiment de débarquer ailleurs qu'aux endroits déterminés pour le débarquement ou le mouillage sans la permission des autorités compétentes, à moins que des cas de force majeure ne l'empêchent de continuer son voyage ou ne mettent le bateau et la cargaison dans un danger réel. Mais dans tous les cas, le capitaine a le devoir de donner connaissance du fait à l'autorité douanière la plus rapprochée ou à l'autorité locale, et s'abstenir, avant qu'elle n'ait statué, de toute démarche, sauf celles qui seraient nécessaires pour la sécurité du bateau et de sa cargaison.

*Domages causés aux constructions des ports et aux rivages.*

Art. 23. Tout dommage causé aux constructions des ports ou aux rivages telles que poteaux, anneaux d'amarre, phares, barrières, escaliers, chemins, arbres, bancs ou autres objets faisant partie de l'aménagement d'un port est formellement interdit et entraîne de droit un dédommagement. Il est défendu de jeter dans le bassin d'un port des objets surnageants ou plongeants.

Si en chargeant ou déchargeant un bâtiment il vient à tomber dans l'eau des objets qui pourraient gêner la navigation, celui qui les a fait tomber est tenu, sous la responsabilité du capitaine ou du patron, de les enlever sur le champ du bassin du port.

Si cet enlèvement n'a pas lieu dans le temps fixé par les autorités du port, on fera enlever les objets aux dépens des délinquants, sans préjudice des amendes qui pourront leur être infligées.

*Contraventions.*

Art. 24. La non-observation des instructions et prescriptions renfermées dans le présent règlement sur la navigation et la police des ports, des contraventions contre les ordres qu'elles renferment outre

le dédommagement de la part des délinquants seront encore punies d'une amende plus ou moins élevée, selon la préméditation qui aura accompagné le délit et cela par les autorités et selon les lois du pays sur le territoire duquel le délit aura été commis.

Aucun capitaine ou conducteur de bateau ne pourra être empêché de continuer son voyage à la suite d'une instruction commencée contre lui ou son équipage, dans le cas où il ne s'agit que d'un délit dont la répression est l'amende, s'il consent à fournir une caution fixée par le juge pour répondre des frais de l'amende et des dommages et intérêts.

Art. 25. L'instruction concernant les délits pour contraventions au présent règlement de navigation et de police des ports sera aussi simple et aussi rapide que possible. Les citations et autres actes de procédure auront lieu d'après les prescriptions de la législation des pays intéressés et, s'il y a lieu, selon les traités internationaux réglant la matière.

Les jugements à intervenir dès qu'ils auront la force de chose jugée seront exécutables dans tous les États riverains, sans autre instruction, toutefois, selon les lois et prescriptions sur la matière des autres pays riverains. Les amendes sont au profit de l'État où le jugement a été rendu; mais par contre cet État aura à supporter les frais d'emprisonnement lorsque cette peine aura été prononcée.

#### *Autorités exécutives.*

Art. 26. Quant aux autorités chargées de l'exécution de ce règlement de navigation et de police des ports ainsi que de la surveillance des ports et des bâtiments, de l'instruction et de la répression des délits, on se réglera dans chaque État riverain, suivant les prescriptions organiques en usage.

Les gouvernements des États riverains du lac de Constance se feront rendre mutuellement compte par les autorités ou agents compétents des changements qui pourront avoir lieu dans le personnel.

#### *Époque de l'entrée en vigueur.*

Art. 2. Le présent traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1868.

*Bugenz, le 22 septembre 1867.*

Signé à la minute, avec les sceaux :

Pour l'Autriche	Schratz (L.-S.),	Bavière.
» le Wurtemberg	Voëlier	» Dürr (L.-S.).
	Weizsacker	» Möeller »
» la Suisse	J. Hallauer	» Pour Baden.
	Aepli	» Nicolay (L.-S.).
	Sulzberger.	

APPENDICE A.

*Modèle d'une patente de batelier.*

Le détenteur de cette pièce n. n.  
de

Après avoir prouvé son aptitude a obtenu la permission de conduire sur le lac de Constance tout bateau à vapeur, à voiles, à rames ou remorqueur, de toute grandeur ou d'une capacité de X quintaux.

Après sa promesse reçue de conduire le bâtiment à lui confié avec soin et prudence, de le garder de tous dangers, de ménage ou malheur dans lesquels il pourrait tomber, ainsi que les personnes, marchandises qui s'y trouveraient, dans ses voyages, les prescriptions du règlement général sur la navigation, la police des ports, il lui a été délivré à cet effet la présente patente de batelier.

A. . . . le . . . . . 18 . . . .

*Nom des agents de l'autorité.*

*Signature.*

(L. S.)

---

*Protocole final du 22 septembre 1867, de la convention internationale sur la navigation et la police des ports sur le lac de Constance instrumenté à Bugenz le 22 septembre 1867.*

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer la convention conclue en conséquence de leurs pleins pouvoirs délivrés par leurs gouvernements, sur la navigation et la police des ports sur le lac de Constance et, dans cette occasion, on a rédigé le protocole final présent, renfermant les déclarations, les conventions et remarques explicatives réservées pour cette séance finale.

*1° Sur l'article 1.*

Les parties contractantes sont d'accord sur ce point à savoir que : sous le nom de lac de Constance on comprend le lac supérieur et le lac d'Überlinger, et que les règlements sur la navigation pour la partie supérieure du Rhin, de l'embouchure de ce fleuve jusqu'à Rheineck-Gaissau, de même que pour le lac inférieur et la section du Rhin jusqu'à Schaffouse, lesdites parties contractantes se réservent de traiter particulièrement, sur la base, toutefois, que les eaux navi-

gables au-dessus et au-dessous du lac de Constance proprement dit seront soumises à ce règlement concernant la navigation et la police des ports, ayant vigueur pour le lac de Constance, et qu'il ne sera accordé aucune espèce de privilèges aux bateaux des États riverains. La suppression des droits de navigation, nommément des droits de sortie est admise en principe et sera introduite dans tous les ports et lieux de débarquement du lac de Constance, il n'y aura d'exception que pour Baden, à cause de circonstances exceptionnelles en limitant d'abord cette mesure à ses principaux lieux de débarquement, Constance, Meersbourg, Überlingen, Ludwigshafen. en échange le gouvernement de Baden s'engage non-seulement à ne pas introduire de nouveaux droits de sortie dans les autres ports peu importants, mais se déclare encore disposé à abolir successivement ces sortes d'obstacles à la navigation et cela sans grever les autres États riverains.

Quoique, pour ce qui concerne l'exécution de cette mesure, il ne soit pas accordé de droits aux autres États riverains à l'égard de Baden, le gouvernement grand-ducal Badois consentira à faire disparaître ces obstacles à la navigation de préférence aux endroits qui lui seront indiqués par les gouvernements des autres États riverains. En abandonnant le privilège de la navigation à vapeur sur le lac d'Überlingen, le gouvernement grand-ducal Badois admet que les administrations des autres compagnies de bateaux à vapeur s'attacheront à faire passer leurs bateaux par les différents ports principaux de cette partie du lac, comme cela a déjà lieu pour les ports les plus importants du lac supérieur en vertu du plan des trajets établis. De leur côté, les commissaires des autres États riverains du lac de Constance s'engagent à recommander à leurs gouvernements d'avoir égard à ce vœu exprimé. De plus, Baden, de son côté, à l'occasion de la liberté de navigation sur le lac d'Überlingen demande pour la facilité du transport des marchandises par le côté droit du Rhin, entre la France et la Suisse occidentale d'une part, et la vallée supérieure du Rhin et la Suisse orientale de l'autre, qu'on se serve de *bulletin d'accompagnement* (*Geleitscheine*) tels qu'on les a pour le même objet sur la partie gauche du Rhin. Les commissaires suisses n'ont pas d'instructions sur cet objet mais reconnaissent la justice de cette demande et se déclarent prêts à recommander à leur gouvernement l'accomplissement de ce désir.

## 2° Sur l'article 2.

Les gouvernements intéressés auront soin d'introduire au moins dans les principaux ports du lac de Constance un éclairage uniforme

pour les entrées de ces ports, en employant à cet effet de grandes lanternes à plusieurs flammes blanches, pourvues de réflecteurs et placées sur les deux têtes du port. Si, pour une cause ou une autre, ce genre d'éclairage semblait ne pas convenir en certains endroits, et s'il paraissait plus utile de remplacer les flammes blanches par des feux rouges, on est d'accord que dans les endroits où on ne devra employer qu'une flamme rouge pour l'éclairage de l'entrée du port, cette flamme, à cause des feux-sinaux des bateaux à vapeur (article 13. lettre *k*) sera établie sur la tête droite du port (en regardant du côté de la terre.)

### 3° *Sur l'article 4.*

La majorité des plénipotentiaires de la Conférence a déclaré qu'il était à désirer qu'au nombre des droits à abolir il fallait non-seulement faire disparaître les droits d'éclairage et de pesage, mais surtout aussi les droits de grues, pendant que le plénipotentiaire de la Bavière ne pouvait voir dans le maintien de ce droit un embarras appréciable pour la navigation et désirait, par conséquent, le voir maintenu à cause du trafic et des arrangements du port de Lindau. Dans le cas où le gouvernement bavarois ne croira pas pouvoir consentir au désir de voir abolir les droits de grue, on est tombé d'accord que le droit de grue dans les endroits où il sera encore prélevé ne pourra être au-dessus d'un demi-centime par quintal douanier.

### 4° *Sur les articles de 6 à 9.*

On entend, ici comme partout, sous le nom de quintal, partout où cette désignation de poids est usitée, le quintal douanier, c'est-à-dire 50 kilogrammes.

Il a été reconnu par tous les plénipotentiaires qu'il n'entrerait pas dans l'intérêt commun des États riverains d'introduire un tonnage exact pour les bateaux naviguant sur le lac de Constance; toutefois les gouvernements contractants auront soin que dans les règlements à introduire à l'avenir comme dans ceux qui existent on puisse toujours fixer la capacité maximum d'un bateau. Chaque gouvernement se réserve de pouvoir convertir les mesures métriques désignées dans la Convention présente, en mesures du pays.

### 5° *Sur l'article 10.*

Les prescriptions touchant la structure des bâtiments ainsi que celles qui regardent (articles de 6 à 9) les qualités personnelles



des capitaines (article 10) s'appliquent aussi aux bateaux qui se trouvent sur les eaux propres des États; cependant les preuves demandées peuvent être livrées conformes aux prescriptions particulières de l'administration.

6° *Sur l'article 16.*

La sécurité de la navigation sur le lac de Constance exige qu'aussi longtemps que d'après les plans de service ou d'après des trajets extraordinaires des bateaux à vapeur naviguant encore sur le lac, les bureaux télégraphiques des différents ports restent ouverts afin de pouvoir expédier ou recevoir des dépêches.

On a donc résolu à l'unanimité de recommander aux gouvernements intéressés de prendre des mesures à ce sujet.

7° *Sur l'article 18.*

On a considéré comme désirable que le contrôle sur le chargement et le déchargement des bateaux à vapeur lors même qui n'avait pas lieu, aux heures habituelles de la douane, fut fait gratuitement.

Les commissaires suisses prennent sur eux de recommander cette mesure usitée dans toutes les douanes du Zollverein, pour les ports suisses du lac de Constance, de même, et cela sur le désir du commissaire badois, de recommander au Conseil fédéral l'adoption de la même mesure pour les douanes suisses placées sur le parcours du chemin de fer badois entre Constance et Bâle.

8° *Sur l'article 23.*

On est tombé d'accord, à l'unanimité, que sous le nom de délit des dommages causés au rivage, on ne devait pas comprendre les dommages causés par les vagues soulevées par les bateaux à vapeur.

9° *Sur l'article 27.*

Les ratifications de la convention concernant la navigation et la police des ports, de même que le protocole final devront avoir lieu de la part des gouvernements intéressés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1868. Les gouvernements intéressés se chargent une fois les ratifications échangées, de faire les promulgations nécessaires et de conformer les règlements actuels sur la navigation du lac de Constance aux prescriptions du règlement international sur la navigation et la police des ports du lac de Constance.

Les gouvernements des États riverains se communiqueront mutuellement les règlements spéciaux publiés à ce sujet afin de prendre en considération une concordance aussi complète que possible.

Le présent protocole final avec le règlement sur la navigation et la police des ports a été expédié en cinq exemplaires conformes dont a été donné à la Commission de chaque État riverain.

En foi de quoi suivent les signatures de tous les commissaires accompagnées de leur sceau.

L.S. SCHRATZ.

» DURR.

» MOELLER.

» VOELTER.

» WEIZSAECKER.

L.S. A. NICOLAY.

» J. HALLAUER.

» AEPLI

» J.E. SULZBERGER.

FIN DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME DE LA DIXIÈME ANNÉE

# TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME DE LA DIXIÈME ANNÉE

(1870)

### PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

1861, septembre 2. <i>Prusse, Zollverein, Chine.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	633
1862, février 25. <i>Pays-Bas, Turquie.</i> — Traité de navigation et de commerce.....	644
1862, mars 13. <i>Danemark, Turquie.</i> — Traité de commerce.....	653
1862, mars 20. <i>Prusse, Turquie.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	660
1862, octobre 4. <i>Belgique, Hawaï.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	666
1862, octobre 13. <i>Belgique, Pays-Bas.</i> — Convention pour l'extradition des malfaiteurs.....	673
1862, décembre 19. <i>Danemark, Vénézuëla.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	676
1863, mai 11. <i>Belgique, Lubeck.</i> — Traité de commerce et de navigation.....	686
1863, mai 11. <i>Belgique, Brème.</i> — Traité de commerce et de navigation.....	692
1863, juin 8. <i>Belgique, Portugal.</i> — Convention de commerce.....	697
1863, août 17. <i>Belgique, Danemark.</i> — Traité de commerce et de navigation.....	699
1863, décembre 17. <i>Portugal, Suède et Norvège.</i> — Convention pour le droit d'aubaine et de déraciation.....	706
1863, décembre 17. <i>Portugal, Suède et Norvège.</i> — Convention pour l'arrestation et la remise des matelots déserteurs.....	707
1863, décembre 17. <i>Portugal, Suède et Norvège.</i> — Convention pour l'extradition d'accusés et de malfaiteurs.....	709
1864, février 6. <i>Suisse, Japon.</i> — Traité d'amitié et de commerce.....	712
1867, septembre 22. <i>Autriche, Bavière, Wurtemberg, Bade, Suisse.</i> — Règlement international pour la navigation sur le lac de Constance.....	722
1869, novembre 25. <i>France, Belgique.</i> — Convention pour l'établissement de deux chemins de fer reliant directement Dunkerque à Furnes et Hazebrouck à Poperinghe.....	381
1869, novembre 29. <i>France, Bavière.</i> — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	385



1869, décembre 21. <i>France, Luxembourg.</i> — Déclaration relative à la taxe des dépêches télégraphiques.....	396
1869 décembre 27. <i>France, Suède et Norvège.</i> — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	397
1869, décembre 27. <i>France, Belgique, Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> — Déclaration relative au régime des sucres.....	401
1870, février 19. <i>France, Italie.</i> — Convention relative à l'assistance judiciaire.	402
1870, mars 14. <i>France, Bavière.</i> — Convention relative à l'assistance judiciaire.	403
1870, mars 18. <i>France, Belgique.</i> — Convention pour l'établissement d'un chemin de fer d'Anzin à Peruwelz.....	405
1870, mars 22. <i>France, Luxembourg.</i> — Convention relative à l'assistance judiciaire.....	408

## DEUXIÈME PARTIE

## CONSTITUTIONS DE LA FRANCE DEPUIS 1789 JUSQU'A 1870

1789, août 4. <i>France.</i> — Déclaration de l'Assemblée nationale fixant les principes de 1789.....	427
1791, septembre 14. <i>France.</i> — Constitution décrétée par l'Assemblée constituante, précédée de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.....	429
1793, juin 24. <i>France.</i> — Acte constitutionnel présenté au peuple français par la Convention national.....	468
1795, août 22. <i>France.</i> — Constitution de la République française (5 fructidor an III).....	472
1799, décembre 13. <i>France.</i> — Constitution de la République française décrétée par les commissions législatives des deux Conseils et par les Consuls. (22 frimaire an VIII).....	511
1802, août 4. <i>France.</i> — Sénatus-Consulte organique de la Constitution (16 thermidor an X).....	522
1804, mai 13. <i>France.</i> — Sénatus-Consulte organique (28 floréal an XII).....	534
1814, août 6. <i>France.</i> — Constitution décrétée par le Sénat conservateur.....	558
1814, juin 4. <i>France.</i> — Charte constitutionnelle.....	561
1815, avril 22. <i>France.</i> — Acte additionnel aux constitutions de l'Empire....	569
1830, août 6. <i>France.</i> — Charte constitutionnel.....	580
1848, novembre 4. <i>France.</i> — Constitution de la République française.....	589
1852, janvier 14. <i>France.</i> — Constitution faite en vertu des pouvoirs délégués par le peuple français à Louis-Napoléon Bonaparte.....	604
1852, novembre 7. <i>France.</i> — Sénatus-Consulte substituant le gouvernement impérial au gouvernement républicain et modifiant les articles 2, 3, 4, 5, 6, 17, 18, 23, 24, 28, 30, 33, 43, 46, 48, 50, 54, 54, 58 de la Constitution.....	610
1852, décembre 18. <i>France.</i> — Décret organique qui règle, conformément à l'article 4 du Sénatus-Consulte du 7 novembre 1852, l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte.....	612
1852, décembre 25. <i>France.</i> — Sénatus-Consulte abrogeant les articles 2, 9, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 22 et 37 de la Constitution du 14 janvier 1852.....	612
1857, mai 27. <i>France.</i> — Sénatus-Consulte portant modification de l'article 33 de la Constitution.....	614
1860, novembre 24. <i>France.</i> — Décret impérial concernant le Sénat et le Corps législatif et portant création de ministres sans portefeuille.....	614

1861, février 2. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte qui modifie l'article 42 de la Constitution.....	615
1861, décembre 31. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte qui modifie les articles 4 et 42 du Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852.....	616
1866, juillet 18. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte qui modifie la Constitution, et notamment les articles 40 et 41.....	616
1867, mars 14. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte qui modifie l'article 26 de la Constitution.....	617
1869, juillet 11. <i>France</i> . — Message de l'Empereur au Corps législatif au sujet des réformes à apporter à la Constitution.....	410
1869, septembre 8. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte portant modification des articles 8 et 43 du deuxième paragraphe de l'article 24, des articles 26 et 40, du cinquième paragraphe de l'article 42, du premier paragraphe de l'article 43, de l'article 44 de la Constitution, des articles 3 et 5 du Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852 et de l'article 1 <sup>er</sup> du Sénatus-Consulte du 31 décembre 1861.....	618
1869, novembre 8. <i>France</i> . — Décret concernant les rapports entre le gouvernement de l'Empereur, le Sénat, le Corps législatif et le conseil d'Etat.....	411
1870, janvier 40. <i>France</i> . — Déclaration de M. Émile Ollivier sur la politique du nouveau ministère dans la séance du Corps législatif.....	415
1870, mars 21. <i>France</i> . — Lettre de l'Empereur à M. Émile Ollivier au sujet des réformes constitutionnelles.....	417
1870, avril 23. <i>France</i> . — Proclamation de l'Empereur à l'occasion du plébiscite.	418
1870, mai 21. <i>France</i> . — Discours de l'Empereur lors de la présentation par le Président et les membres du bureau du Corps législatif du Sénatus-Consulte fixant la Constitution de l'Empire.....	419
1870, mai 21. <i>France</i> . — Sénatus-Consulte fixant la Constitution de l'Empire...	421

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME DE LA DEUXIÈME  
ANNÉE.

E. AMYOT.